Ministère
de l'Éducation
de la Saskatchewan

Sciences humaines
Matériel d'appui
La Saskatchewan française

Volume 3
Les personnalités métisses et fransaskoises

Programmes fransaskois

septembre 1996

Avant-propos

La Saskatchewan française est une collection de documents qui exposent et expliquent la présence française au Canada, plus particulièrement en Saskatchewan.

Les communautés fransaskoises, leurs institutions et leurs personnalités dynamiques y sont évoquées, pour sensibiliser nos élèves à la culture canadienne-française en Saskatchewan.

Cette collection destinée aux élèves fransaskois et à leurs enseignants et enseignantes est le fruit d'une longue collaboration entre M. Laurier Gareau, associé depuis longtemps à la Société historique de la Saskatchewan, et le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan. Elle servira, d'abord, à complémenter en tant que matériel d'appui les programmes d'études fransaskois en sciences humaines pour les niveaux intermédiaire et secondaire.

La Saskatchewan française n'est pas une étude exhaustive de l'histoire des francophones de la province, mais plutôt un point de départ qui permettra, nous l'espérons, aux jeunes Fransaskois et Fransaskoises d'y goûter, pour qu'ils puissent ensuite partir eux-mêmes à la découverte d'autres éléments d'une histoire qu'ils ne connaissent pas encore.

Denis Fournier
Concepteur de programmes

Présence française en Saskatchewan

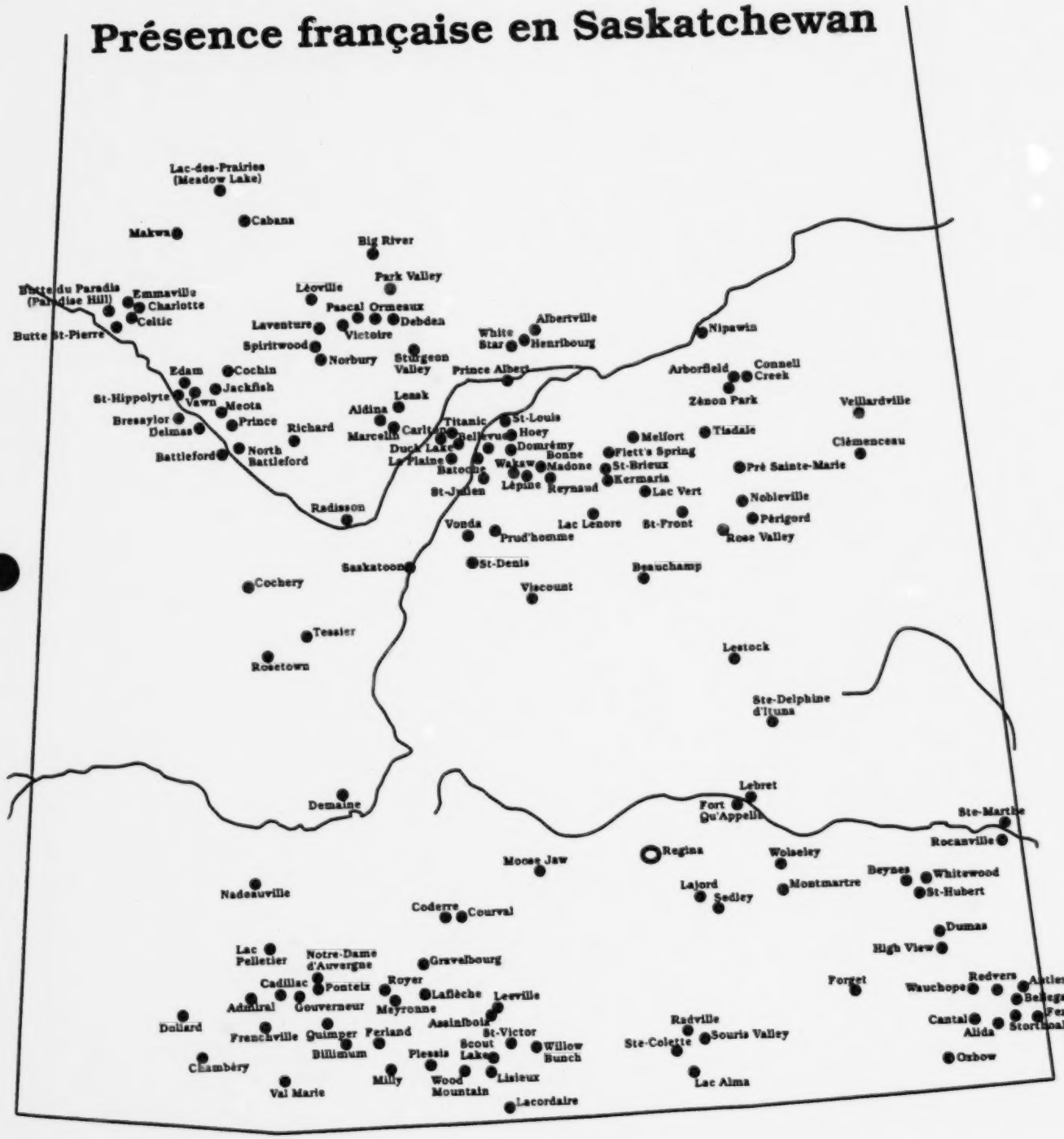


Table des matières

Volume 3: Les personnalités métisses et fransaskoises

1. Édouard Beaupré 1
2. Pascal Bonneau et fils 17
3. Irène Coupal-Trudeau 33
4. Antonio de Margerie 51
5. Raymond Denis 69
6. Onésime Dorval 85
7. Gabriel Dumont 103
8. Donatien Frémont 117
9. Marie-Anne Gaboury-Lagimodière 135
10. Ludger Gareau 155
11. Pierre de La Vérendrye 175
12. Jean-Louis Légaré 189
13. Marie-Antoinette Papen 207
14. Maurice Quennelle 223
15. Louis Riel 241
16. Louis Schmidt 265
17. Les femmes et l'agriculture 287
18. Femmes journalistes 295
19. Les missionnaires-colonisateurs 311

103-07561/

Édouard Beaupré

Édouard Beaupré avec M. Patenaude du Manitoba vers 1900. **Photo: Archives de la Saskatchewan**

Édouard Beaupré est né à Willow Bunch, le 9 janvier 1881. Il atteint la taille de 8 pieds 3 pouces (2,50 mètres) avant sa mort en 1904 et il fait le métier d'homme fort dans différents cirques du Canada et des États-Unis. En 1901, Beaupré et l'homme fort du Québec, Louis Cyr, s'affrontent dans un «match» de lutte au parc Sohmer à Montréal. Beaupré perd le combat en trois minutes. En 1904, il se rend à Saint-Louis au Missouri, pour participer à l'Exposition Universelle. Il meurt le 3 juillet à l'âge de 23 ans. Son corps est momifié et est exposé au public pendant plusieurs années. En 1990, son corps est enfin incinéré et retourné à Willow Bunch où il est enterré.

Chapitre un

Le rêve d'être cow-boy

Souvent, quand nous essayons de reconstituer le passé, il faut séparer la vérité des mythes et des légendes qui sont venus s'ajouter aux faits historiques. La personne d'Édouard Beaupré, le géant de Willow Bunch, se prête bien aux contes, aux légendes et aux mythes. Toutefois, c'était une personne réelle, née à Willow Bunch dans le sud de la Saskatchewan.

Édouard Beaupré dont la taille gigantesque est de huit pieds trois pouces (2,50 m) émerveille jeunes et moins jeunes; il finit par gagner sa vie dans des cirques. Un géant est une personne dont le squelette est plus grand par rapport aux autres individus de la même race et du même âge.

Le père d'Édouard, Gaspard Beaupré, est originaire de L'Assomption au Québec. En 1875, il se dirige vers l'Ouest et travaille pour un traiteur, Louis Morin, à la Montagne de Cyprès. L'été suivant, il se retrouve à la Montagne de Bois où il commence une longue association avec le traiteur et commerçant, Jean-Louis Légaré. Gaspard Beaupré mesure cinq pieds huit pouces (1,72 m), une taille normale pour un Canadien français de l'époque. À la Montagne de Bois, Gaspard Beaupré fait la connaissance d'une jeune Métisse, Florestine Piché, qu'il épouse le 2 février 1880. La nouvelle madame Beaupré mesure cinq pieds quatre pouces (1,62 m). Pendant l'été de 1880, Gaspard Beaupré suit son employeur, Jean-Louis Légaré, lorsque celui-ci quitte la Montagne de Bois pour aller s'établir définitivement à la Talle de Saules (Willow Bunch).

Gaspard Beaupré est l'homme à tout faire du commerçant de Willow Bunch. Il travaille dans le magasin et sur le ranch de Légaré; lorsque ce dernier décide d'ouvrir une fromagerie en 1889, c'est Gaspard Beaupré qui devient le premier chef fromager.

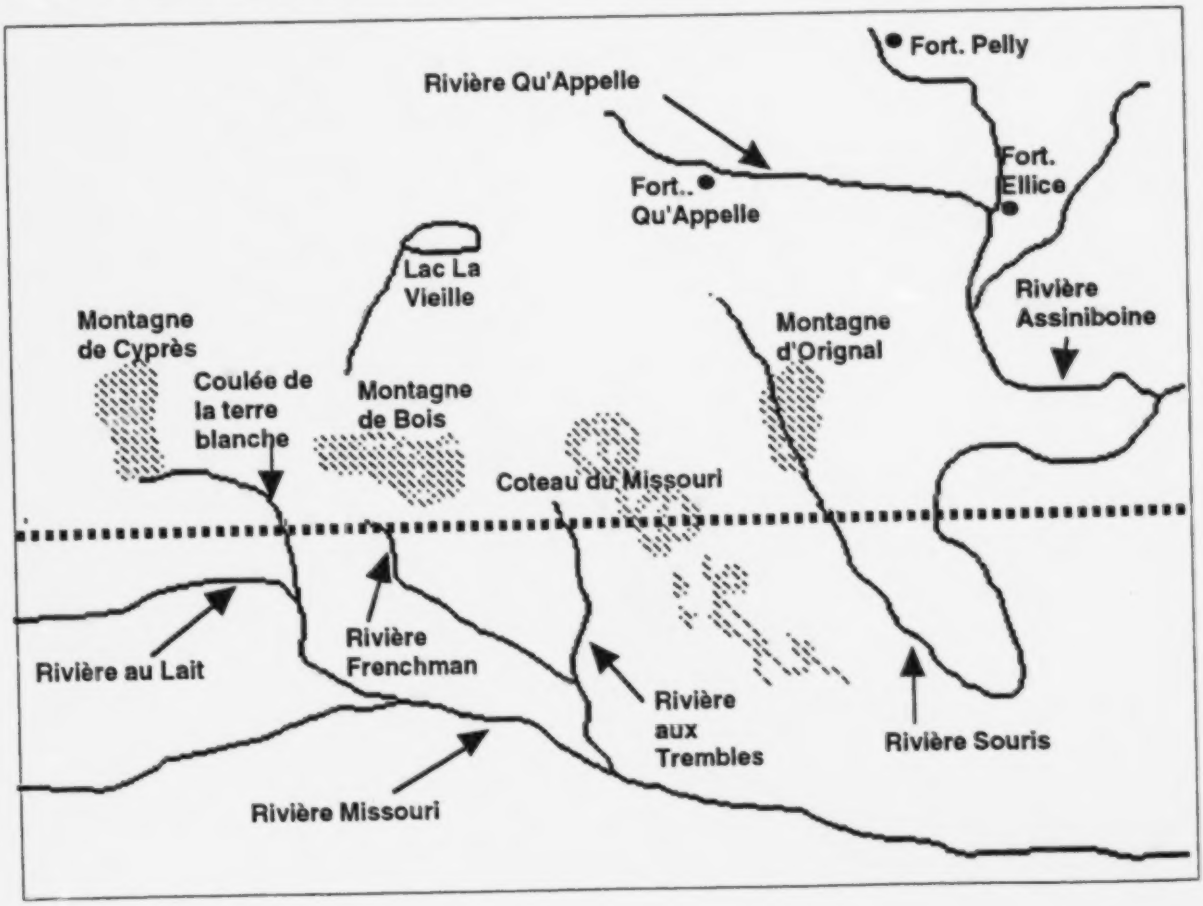
Le 9 janvier 1881, Florestine Beaupré donne naissance à son premier enfant, Édouard. Le père St-Germain est de passage à Willow Bunch le jour de la naissance et il insiste pour que l'enfant soit baptisé le jour même. Édouard Beaupré devient ainsi le premier enfant baptisé dans la nouvelle paroisse de Saint-Ignace-des-

Jean-Louis Légaré (assis), Prudent Lapointe, Édouard Beaupré et Gaspard Beaupré.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Saules. Jean-Louis Légaré est parrain et selon les registres, Florestine Piché aurait signé comme marraine. Puisqu'elle était la mère de l'enfant, il est probable qu'elle a signé au nom de quelqu'un d'autre.

Comme il a été mentionné plus tôt, lorsqu'on reconstitue l'histoire, il faut séparer la vérité de la légende. Tel est le cas pour le petit Édouard. Certains écrivains maintiennent que l'enfant pesait quatorze livres (6,35 kg) à sa naissance. Il est cependant plus probable qu'Édouard Beaupré était un bébé de poids normal. Le docteur J.-Maurice Blais de Montréal, dans une revue médicale publiée en 1967, était d'avis que le bébé était normal: *«À sa naissance, Édouard Beaupré pesait 9 livres et présentait tous les aspects d'un bébé normal et florissant.»*[1] Tout semble indiquer qu'Édouard Beaupré ait été un enfant normal jusqu'à l'âge de cinq ou six ans. Puis il commence à grandir d'une façon étonnante. À l'âge de neuf ans, il mesure six pieds (1,83 m); à douze ans, il mesure près de six pieds six pouces (2 m) et à dix-sept ans, sept pieds un pouce (2,16 m).

Avant de poursuivre notre histoire, il faut essayer de comprendre les causes du gigantisme d'Édouard Beaupré. Dans bien des cas, le gigantisme est causé par une maladie ou un mauvais fonctionnement du système des glandes endocrines. Si l'une de ces glandes ne fonctionne pas bien, elle va mener à des maladies comme le diabète ou le gigantisme. Édouard Beaupré était probablement victime d'un mauvais fonctionnement de la glande pituitaire. Il avait sans doute une tumeur dans la glande, qui a provoqué sa croissance rapide et



La région de la Montagne de Bois vers 1870

excessive.[2] Ce problème de la glande pituitaire se produit généralement durant l'enfance ou l'adolescence.

Lorsqu'Édouard Beaupré atteint l'âge de sept ans, ses parents l'envoient à l'école. Déjà, il est grand pour son âge. Puisqu'il n'y a pas de loi scolaire obligeant les parents à envoyer leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de seize ans, comme c'est le cas aujourd'hui, Édouard ne fréquente pas l'école de façon régulière. Pour cette raison, il n'a pas beaucoup d'instruction. *«S'exprimant difficilement en anglais, il parlait et écrivait son français d'une façon lamentable. Au point de vue caractériel, il montrait une hébétude*[3] *presque constante, un mutisme*[4] *déconcertant. On alléguait même dans son entourage qu'il était aussi insignifiant que «long».»*[5]

Édouard Beaupré n'est pas un homme instruit dans le sens scolaire du terme, mais comme Gabriel Dumont, il a reçu l'éducation du pays: il sait comment se débrouiller dans la prairie. Et comme Gabriel Dumont qui ne savait ni lire, ni écrire, Beaupré peut parler quatre langues - le français, l'anglais, le cri et le sioux. Un journaliste de l'époque, André de la Chevrotière, écrivait que *«les journaux américains rapportèrent que Beaupré parlait vingt langues et dialectes (indiens).»*[6]

Quant à son mutisme, à son refus de parler, on peut l'attribuer à sa timidité.

Un autre facteur qui influence la vie du jeune géant est le fait qu'il n'est pas bel homme. Il est défiguré et son nez est courbé vers la gauche. Le journaliste André de la Chevrotière et le docteur Blais de Montréal croyaient tous les deux que la figure déformée du géant était le résultat d'une chute de cheval. D'autres experts croyaient que cette difformité était le résultat de problèmes de la glande pinéale. Enfin, un autre journaliste soutenait qu'Édouard Beaupré *«avait l'habitude de se passer la main droite sur le visage de la droite à la gauche et que cette manie avait courbé son nez, lui donnant une apparence sinistre.»*[7]

Son rêve: être cow-boy

Comme bien d'autres jeunes de son âge, Édouard Beaupré caresse le rêve de devenir cow-boy sur un des ranchs de la région de Willow Bunch. C'est à peu près au moment de sa naissance que les premiers ranchs sont établis dans la région. En 1884, Jean-Louis Légaré s'était rendu dans la région de Sun Valley dans le territoire du Montana et il avait ramené une centaine de chevaux. D'autres, comme Pascal et Treflé Bonneau, établissent aussi de gros ranchs dans la région. De nos jours encore, la région de la Montagne de Bois est parsemée de ranchs où l'on pratique l'élevage du bétail.

À cause de sa grande taille, Édouard prend l'habitude de s'associer avec des adultes dès sa jeunesse. Plus tard, des journalistes écriront au sujet de ce rêve d'Édouard d'être cow-boy. Une anecdote à ce sujet avait paru dans le journal *Free Press* de Winnipeg le 14 juillet 1903, alors que Beaupré était aux États-Unis dans un cirque: *«Son père, propriétaire de beaucoup de terrain près de la frontière du Montana, voulait que Beaupré l'aide sur son ranch, mais il a abandonné cette idée depuis longtemps - lorsque le fils avait onze ans. Il ne mesurait que sept pieds à ce moment-là et il grandissait comme tous les garçons de son âge. Un matin, le cheval du garçon, le plus gros sur le ranch, se sauva d'entre ses jambes quand Édouard voulut se reposer.»*[8]

Rien ne semble indiquer que Gaspard Beaupré, le père d'Édouard, ait été propriétaire de beaucoup de terrain à Willow Bunch. Il est plutôt probable que le terrain en question appartenait à Jean-Louis Légaré, le parrain d'Édouard. D'autre part, c'est seulement à l'âge de dix-sept ans que Beaupré a atteint la taille de sept pieds (2,10 m) et non pas à onze ans.

À cause de sa taille, les pieds d'Édouard touchent le sol lorsqu'il monte à cheval et puisque la vie d'un cow-boy se passe à dos de cheval, il doit renoncer à son rêve. Pourtant, tout semble indiquer qu'il était plutôt habile; durant son jeune âge, il aurait en effet travaillé sur plusieurs ranchs dans la région de Willow Bunch et de la Montagne de Bois.

La carrière de cow-boy d'Édouard Beaupré semble se terminer l'année de ses 17 ans. À cette époque, il mesure déjà plus de sept pieds (2,10 m) et pèse près de 350 livres (160 kg).

Chapitre deux

La vie d'homme de cirque

Ne pouvant réaliser son rêve d'être cow-boy, Édouard Beaupré commence, à l'âge de dix-sept ans, à s'éloigner périodiquement de Willow Bunch afin de donner des démonstrations de force.

À cette époque, chaque cirque est à la recherche d'hommes forts. *«Après l'entrée en trombe des acrobates à cheval et les cris de joie, il fallait un numéro plus lent et calme. Cette routine ne devait pas être sans énergie car il fallait maintenir la tension. Le spectateur voulait voir une forme d'effort, mais un effort qui était bien contrôlé. L'homme fort pouvait le mieux offrir cet effort.»*[9] À la fin du siècle dernier, l'homme fort était souvent vêtu d'un costume qui lui donnait l'apparence d'un gladiateur romain. Il arrivait dans l'arène avec une couronne de lauriers sur la tête, un manteau d'un violet impérial et des bottes de gladiateur.

L'homme fort est appelé à faire des démonstrations de sa force surhumaine; on lui place une enclume sur le ventre, il tord un fer à cheval ou plie une barre de fer à mains nues. De nos jours, l'homme fort des cirques n'est plus aussi populaire qu'il l'était à la fin du siècle dernier.

À dix-sept ans, Édouard Beaupré est capable de soulever un cheval de 350 kg. Il décide alors d'aller tenter sa chance dans le monde du cirque. Des histoires le précèdent, affirmant qu'il est si fort qu'il a déjà levé un poids de plus de 400 kg par-dessus la tête. En 1901, Édouard Beaupré est âgé de vingt ans. Il est à Montréal et un article paraît dans un journal décrivant comment il s'est fracturé une jambe en soulevant un poids de 400 kg. Le docteur Blais réfute cet article. Selon lui, *«il n'existe aucun indice ni sur le cadavre ni à la radiographie d'une telle fracture. Sans doute une entorse qui ne l'empêcha pas moins d'être prudent et par la suite il n'osa jamais dépasser les 900 livres.»*[10]

Edouard Beaupré avec Octave Gaudry et un homme inconnu. Vers 1902.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Qu'il se soit fracturé la jambe ou non, Édouard Beaupré est à Montréal en 1901. Selon le docteur Blais, il loge

dans un hôtel à l'angle des rues Ontario et Saint-Timothée. Cet hôtel, où se trouve un gymnase, appartient au champion mondial des lutteurs poids légers, Eugène Tremblay. Tremblay est associé au fameux haltérophile Horace Barré, que l'on comparait à l'époque à Louis Cyr, l'homme fort du Québec. Il est possible que ce séjour à Montréal ait servi d'entraînement pour le jeune colosse de Willow Bunch, le préparant pour une carrière d'homme fort dans un cirque. Selon le docteur Blais, *«quelquefois, des clients se réunissaient dans l'enceinte du gymnase et tout en dégustant, pour la modique somme de cinq sous, une chope de bière, ils pouvaient voir Barré et Beaupré rivaliser de force ensemble.»*[11]

Au début du siècle, la lutte est un des sports favoris des Canadiens français du Québec. Puisque Beaupré est à Montréal, il est tout à fait normal que les promoteurs de lutte tentent d'organiser un combat entre lui, le plus grand homme du monde, et Louis Cyr, le plus célèbre hercule du Québec. Le combat a lieu le 25 mars 1901 et *La Presse* de Montréal accorde deux colonnes à l'événement:

«La lutte à bras-le-corps qui a eu lieu, hier soir, au parc Sohmer entre Beaupré et Cyr, l'un l'homme le plus gros du pays et l'autre le plus long, a été aussi courte que possible. Cyr a triomphé avec une facilité incroyable; le géant Beaupré n'osant pratiquement porter la main sur lui.... Nous n'avons jamais vu un homme aussi timide. Nous nous attendions à voir Cyr l'emporter, mais jamais avec autant d'aisance. Cyr a renversé quatre fois son adversaire, mais à deux reprises en dehors du paillasson, ce qui ne fut pas considéré comme valable par le referee. Cyr avait facilement découvert le point faible de son adversaire et le saisit à chaque fois par les reins. La lutte fut grotesque et amusa immensément l'assistance qui se composait d'un millier de personnes. Avec moins de timidité de la part de Beaupré, la lutte eut duré plus longtemps. Elle ne dura, hier soir, que quelques minutes.»[12]

L'auteur de cet article ajoutait que Beaupré s'était blessé un coude au début du combat et que ce serait la raison pour laquelle Cyr aurait remporté la lutte avec autant de facilité. Il est cependant beaucoup plus probable que Beaupré souffrait déjà de la tuberculose et que c'est cette maladie qui commençait à saper ses forces.

La tuberculose est une maladie qui attaque les poumons, les os, les intestins ou les reins. Aujourd'hui, des traitements antibiotiques ont fait que la maladie n'est plus fatale comme autrefois. Les Indiens et les Métis étaient très susceptibles d'attraper cette maladie. Une épidémie de tuberculose avait ravagé les communautés métisses de la Saskatchewan entre 1898 et 1902, tuant beaucoup d'enfants. Édouard Beaupré avait contracté cette maladie et sa mort en 1904 peut lui être attribuée.

Beaupré s'éloigne de Willow Bunch pour de courtes périodes seulement. Quelques semaines après son combat avec Louis Cyr, il est de retour dans l'Ouest. Il semble qu'il n'ait pas encore complètement abandonné son rêve d'être cow-boy: *«Il travailla comme palefrenier*[13] *dans un ranch du Montana afin de réaliser un certain rêve qu'il nourrissait depuis déjà quelques mois, celui de devenir cow-boy.»*[14] Mais, sa taille et son poids ne lui permettent pas de réaliser ce rêve. Il abandonne définitivement la vie de cow-boy pour gagner sa vie dans le monde du cirque.

Selon le docteur Blais, avant 1901 Édouard Beaupré n'avait jamais eu l'idée ni le désir de donner des exhibitions. *«Il aimait bien faire quelques tours de force ici et là, mais ce n'était jamais pour gagner sa vie. On rapporte par contre qu'il aimait visiter les foires et rencontrer tout spécialement celui qui sous une tente s'affichait pour l'homme le plus grand du monde. Ces géants qu'il rencontrait au cours de ses voyages s'avéraient toujours tellement plus petits que lui que chaque fois sa seule présence ruinait leur exhibition.»*[15]

Avant d'aller plus loin dans notre récit, il est important de parler un peu de l'histoire du cirque. Cette histoire commence avec celle de la civilisation. Depuis toujours, les acrobaties et les tours d'agilité ont intéressé le public. C'est vers la fin du XVIIIe siècle que le cirque moderne voit le jour en Angleterre. Le premier cirque au Canada aurait visité Montréal en 1797.[16]

C'est également vers la fin du XVIIIe siècle que le cirque arrive aux États-Unis. Vers le milieu du siècle suivant, il y a au moins une centaine de petits cirques qui donnent des spectacles ici et là en Amérique du Nord. Deux des plus importantes compagnies de cirques aux États-Unis à la fin du XIXe siècle sont le *Barnum and Bailey's Circus* et le *Ringling Brothers Circus*. Au XXe siècle, les deux compagnies fusionnent pour former le *Ringling Brothers and Barnum and Bailey's Greatest Show On Earth*.

Depuis le Moyen Âge, le peuple européen était fasciné par les personnages grotesques: géants, femmes à barbe, nains, etc. Les premiers cirques en Europe vantaient les mérites de leurs personnages grotesques, mais vers la fin du XIXe siècle, l'intérêt pour ce genre de spectacle semble diminuer. C'est à ce moment que la popularité des *freaks*,[17] ou personnages grotesques, commence à grandir aux États-Unis. Vers le milieu du XIXe siècle, le *side show*,[18] l'endroit où on présente les *freaks*, devient indispensable pour tous les cirques américains.

En général, les gens veulent voir ce qu'ils ne comprennent pas. À l'époque d'Édouard Beaupré, le grand public ne comprenait pas les causes médicales provoquant des difformités physiques chez un individu. Le monde ne connaissait rien des glandes endocrines et ne pouvait donc pas comprendre qu'un individu puisse atteindre la taille de 2,50 mètres et qu'un autre ne mesure pas plus de 80 centimètres (2 pieds 6 pouces). On ne comprenait pas les raisons médicales qui faisaient qu'une femme puisse avoir une barbe. Les personnes ayant des difformités physiques devenaient alors un élément de curiosité pour les personnes au physique plus normal. De plus, il faut mentionner qu'à cette époque il n'y avait pas d'association qui se portait à la défense des personnes avec des difformités physiques, et que celles-ci étaient donc souvent exploitées par d'autres.

C'est dans ce milieu que se lance Édouard Beaupré en 1901. Selon le docteur Biais, Édouard rencontre un membre du cirque *Ringling Brothers* cette année-là. «*Il arriva même un jour que les autorités du cirque Ringling Brothers, voyant la taille démesurée de Beaupré, l'engagèrent aussitôt et par la suite congédièrent leur propre géant.*»[19]

Au cours des années suivantes, Beaupré voyage avec le cirque des frères *Ringling*, ainsi qu'avec celui de *Barnum and Bailey*. Il y apprend un nouveau langage, celui des personnages du cirque. Au cours des années, le monde du cirque a développé son propre langage et puisque la plupart des cirques en Amérique sont anglais, c'est en anglais que l'on s'exprime. En voici quelques exemples:
dog and pony show: terme moqueur pour décrire un très petit cirque;
gone Sunday School: un cirque qui a éliminé l'escroquerie, la fraude;
hefty: la personne qui présente le spectacle de l'homme fort;
lotlice: les membres du public qui espèrent voir le spectacle sans payer;
mitt joint: la tente de la diseuse de bonne aventure (*fortune teller*);
mud show: un cirque qui voyage par wagons au lieu de par train;
picture gallery: l'homme tatoué;
shill: le crieur qui essaie de convaincre le public de payer pour voir le spectacle.

Petit à petit, Beaupré s'habitue à la vie du cirque. Il a maintenant atteint sa taille maximale. Il mesure 2,50 mètres et il semble être populaire dans les cirques américains. Il est surtout

populaire auprès des journalistes qui espèrent obtenir un peu de publicité. *«On a voulu marier Édouard Beaupré à une géante, Miss Ella Ewing, la femme la plus grande du monde. Mais il n'était pas du tout intéressé. Nul doute que cette romance était erronée, uniquement voulue et rêvée par des journalistes en quête de publicité. D'ailleurs on annonçait son mariage tous les deux ou trois mois. Miss Ewing est née près de La Grange, Missouri, le 9 mars 1872.»*[20]

Mais une telle union n'intéresse pas le géant de Willow Bunch. Chez lui, des rumeurs veulent qu'il soit amoureux d'une timide institutrice du sud de la Saskatchewan.[21] Beaupré visite plusieurs grandes villes américaines avec les cirques, mais ses expériences ne sont pas des plus heureuses. Selon les rumeurs, ses gérants l'exploitent et lui vole son argent. Beaupré pratique le métier d'homme fort dans les cirques afin d'envoyer de l'argent à ses parents à Willow Bunch, mais il ne semble jamais avoir d'argent à leur envoyer. Telle était la vie des personnages du cirque qui se faisaient généralement exploiter par les propriétaires et les gérants de cirque.

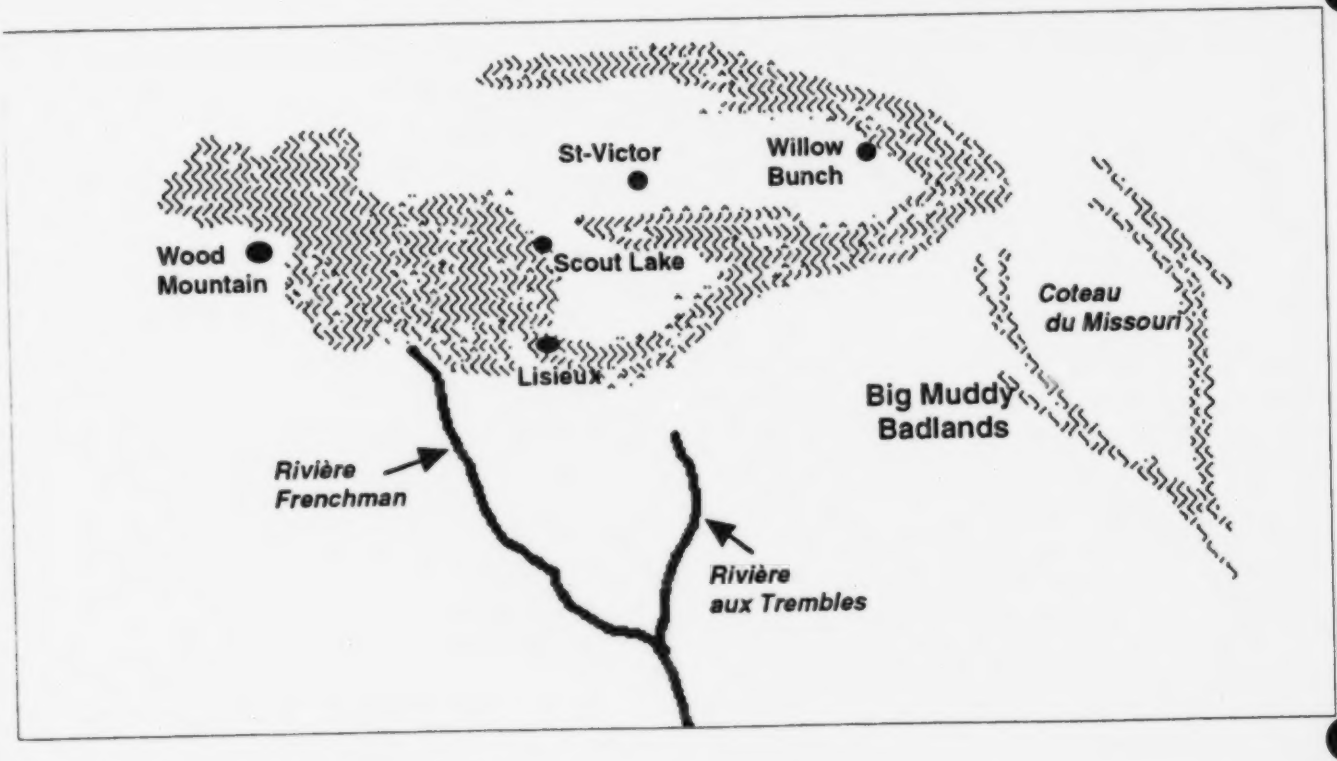
Chaque automne, les cirques plient bagage et se dirigent vers le sud des États-Unis pour y passer l'hiver. Au lieu de les suivre, Beaupré revient chez ses parents à Willow Bunch. Sa santé continue d'être précaire et ses parents essaient de le convaincre d'abandonner la vie de vagabond et de rester définitivement en Saskatchewan.

Chapitre trois

L'Exposition universelle de St-Louis et la fin tragique de Beaupré

Durant l'hiver de 1903, il contracte une pneumonie et il n'est pas complètement rétabli lorsqu'il quitte Willow Bunch au printemps de 1904 pour se rendre à Saint-Louis au Missouri, afin de participer à l'Exposition universelle. Durant l'été de 1904 se tenait une Exposition universelle à Saint-Louis, au Missouri. Cette foire internationale, la *Louisiana Purchase World's Fair*, avait pour but de célébrer le centenaire de l'achat du territoire de la Louisiane en 1803 par les États-Unis. Édouard Beaupré, alors âgé de 23 ans, quitte son village natal au printemps pour se rendre à Saint-Louis.

La légende populaire veut que le géant Beaupré soit allé rejoindre le cirque *Barnum and Bailey*, mais une enquête auprès du *Circus World Museum*, situé à Baraboo, au Wisconsin, a révélé que le cirque *Barnum and Bailey* n'avait pas présenté de spectacle à Saint-Louis en 1904 et que le géant du cirque, cette année-là, était le capitaine George Auger. Des chercheurs du musée ont pu confirmer la présence des cirques suivants à St-Louis en 1904: *Cummins Wild West, Hagenbeck's Zoological Paradise, Hale's Fire Fighters* et *Col. Zack Mulhall's Rough Riders.*[22]



La région de la Montagne de Bois vers 1904.

Beaupré a pu se joindre à l'un ou l'autre de ces cirques ou encore à l'un des nombreux spectacles forains qui existent alors aux États-Unis. Le docteur Blais maintient que Beaupré figurait avec le groupe *Fairyland on the Pike.*[23] Il est probable qu'Édouard Beaupré donna des démonstrations d'adresse et de force aux spectateurs de l'Exposition universelle. Mais comme les autres spectateurs, il était sans doute émerveillé de voir toutes les nouvelles inventions présentées au public.

Les kiosques de nourriture attirent surtout les spectateurs. À un kiosque, le vendeur de crème glacée manque d'assiettes. Il emprunte des gaufres à son voisin, les enroule en cônes et offre ainsi pour la première fois en Amérique des cornets de glace. Ailleurs sur le terrain de l'exposition, les affaires du vendeur de thé vont plutôt mal. Puisqu'il fait si chaud, les gens ne veulent pas boire de thé. Il ajoute de la glace à sa boisson et invente ainsi le thé glacé. Enfin, puisque les spectateurs veulent manger tout en marchant d'un kiosque à l'autre, le vendeur de saucisses décide de mettre ses saucissons dans une brioche. Le *hot dog* fait son apparition aux États-Unis.

Il est possible que Beaupré ait goûté à certains de ces nouveaux mets. Toutefois, il n'est pas complètement remis de sa pneumonie et la tuberculose le mine. Pendant la nuit du 3 juillet 1904, il meurt à l'hôpital d'urgence sur le terrain de l'Exposition universelle. Une autopsie attribue sa mort à une *«hémoptysie consécutive à une tuberculose pulmonaire fibro-ulcéreuse.»*[24]

Ce soir-là, Édouard Beaupré est en compagnie de son gérant, J.-H. Noël. Le lendemain, le gérant donne cette description des dernières minutes de la vie d'Édouard à un journaliste du *Daily Globe-Democrat* de Saint-Louis: *«Vers les 11h45, le spectacle se terminait. À minuit Édouard se sentant fatigué ingurgita une tasse de thé. Presque aussitôt il ressentit une douleur thoracique. Il se mit à tousser et à cracher du sang. Je lui fis remarquer le sang. Beaupré ajouta qu'il avait comme de violents brûlements dans les poumons (sic). Il essaya de se déshabiller pour se coucher mais ne le put. Je lui conseillai alors de faire venir le médecin. Beaupré acquiesça. Puis il ajouta avec peine: "Je vais mourir. C'est bien triste de mourir si jeune et si loin de ses chers parents." Il me demanda ensuite un verre d'eau. Je courus chercher l'eau. Et à mon retour, Beaupré était déjà devenu inconscient. L'ambulance arriva; on l'emmena à l'Emergency Hospital où il mourut quelques minutes plus tard.»*[25]

L'histoire du géant Beaupré aurait pu prendre fin avec sa mort. Normalement, il aurait été enterré et l'histoire serait finie. Mais, à une époque où les difformités physiques attirent les foules, le géant n'est pas enterré immédiatement.

Le gérant de la foire où Édouard donnait des démonstrations de force doit retourner le corps du géant à Willow Bunch pour l'enterrement. Mais il refuse de payer le coût du transport du cadavre d'Édouard ou même celui des funérailles. À Willow Bunch, les parents d'Édouard sont aussi beaucoup trop pauvres.

On envoie donc le corps chez des embaumeurs à Saint-Louis, Eberle et Keyes. *«Après un certain temps, les entrepreneurs Eberle et Keyes décidèrent de tirer profit du cadavre de Beaupré. Ils l'exhibèrent dans une vitrine de magasin sur le Broadway, près de la rue Market. Aussitôt on dénonça cet étalage de mauvais goût auprès des autorités policières qui firent immédiatement enlever le cadavre. On le transporta alors à East St-Louis où une autre exhibition identique à la première fut tenue dans un magasin. Nouvelle intervention de la police.»*[26]

Entre 1904 et 1907, le corps du géant Beaupré circule ici et là aux États-Unis et au Canada. Il aboutit à Montréal, où on l'expose dans l'entrée spacieuse du musée Eden sur la rue St-Laurent. À Montréal, les autorités policières ne semblent pas être aussi sévères que celles de Saint-

Louis: *«L'affluence des curieux était si considérable, les bousculades si grandes, que les autorités municipales du temps mirent bientôt un terme aux visites et cherchèrent un endroit beaucoup plus discret.»*[27] Si à Saint-Louis les policiers avaient interdit l'exhibition du cadavre, à Montréal on cherche un endroit discret. De plus, les autorités de Montréal insistent pour qu'une taxe d'amusement soit versée pour exhiber le corps du géant.[28]

Finalement en 1907, le corps est abandonné dans un hangar de Montréal. Le docteur Blais maintient que le cadavre fut découvert par des enfants qui jouaient. Une autre histoire veut qu'il ait été découvert par deux jeunes hommes qui se rendaient servir la messe à l'église tout près du hangar. Le géant Édouard aboutit alors à l'Université de Montréal. Là, son corps est momifié et mis en exposition dans une châsse vitrée.

C'est seulement en 1990 que l'Université de Montréal a accepté de retourner les cendres du géant à sa famille à Willow Bunch. Il fut enterré le 7 juillet 1990 devant le musée de Willow Bunch et aux pieds d'une statue érigée en son honneur.

Édouard Beaupré et Mlle Patenaude du Manitoba vers 1900.
Photo: Archives de la Saskatchewan.

Chapitre quatre

Le gigantisme de Beaupré

Dans le monde du gigantisme, Édouard Beaupré se trouve en bonne compagnie. Mis à part les légendes et les contes de fées, il y a eu plusieurs géants dans les annales de l'humanité. Deux chercheurs, le docteur Blais et le journaliste André de la Chevrotière, ont tenté de dresser la liste des plus grands hommes du monde.

Commençons par la liste du docteur Blais. Selon lui, *«l'histoire nous rapporte les noms de plusieurs êtres fabuleux de taille vraiment légendaire.»*[29] Il cite en premier lieu Goliath, le géant de la Bible, abattu par David d'une pierre au front. Dans la Bible, la taille de Goliath est de «six coudées et un palme». *«Si nous évaluons maintenant une coudée à 50 centimètres et le palme à 0,225 mètre, nous pourrons ainsi attribuer à Goliath, dans nos propres mesures, une hauteur de 3,225 mètres, soit 10' 6".»*[30]

Selon le docteur Blais, celui qui venait au deuxième rang par la taille était le Russe Machnov dont la taille était de 2,84 mètres (9 pieds 3 pouces et trois huitième). Machnov aurait vécu au début du siècle. Plus récemment, le géant de l'Alaska, Eddie Carmel, mesurait 2,73 mètres (8 pieds 11 pouces et demi). Le docteur Blais mentionne deux autres géants, Constantin 1er et un Congolais, qui mesuraient chacun 2,61 mètres (8 pieds 6 pouces et trois huitième). Sur la liste du docteur Blais, Édouard Beaupré se trouve au sixième rang.

Sur sa liste, le journaliste André de la Chevrotière place également Édouard Beaupré au sixième rang derrière Jack Earle et Peter Tuchan, 2,62 mètres (8 pieds 7 pouces), Christopher Munster, 2,59 mètres (8 pieds 6 pouces), et O'Brien et Patrick Cotter, 2,54 mètres (8 pieds 4 pouces).

André de la Chevrotière ajoute un autre détail intéressant à notre histoire. Selon lui, *«la moyenne de vie pour ces géants dont l'histoire a été retracée n'est que de 34 ans.»*[31]

Avant de terminer cette histoire du géant Beaupré, il vaut la peine de mentionner la difficulté qu'il avait à se vêtir. Édouard Beaupré portait des souliers de 55 cm de longueur. Les cols de ses chemises devaient être d'au moins 48 cm. S'il ouvrait sa main, la distance entre le bout du pouce et celui du petit doigt était de 33 cm.

Lorsque la communauté de Willow Bunch a décidé d'ériger une statue en papier-mâché du géant Beaupré dans le musée, on a dû utiliser 4,5 mètres de tissu pour faire la chemise, 3,2 mètres pour la veste et plus de 4 mètres pour le pantalon.

Notes et références

1. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — The Canadian Medical Association Journal. — (24 juin 1967). — Archives de la Saskatchewan. — P. 1
2. Encyclopédie Britannica: voir *gigantism*.
3. *Hébétude*: état de celui qui est stupide.
4. *Mutisme*: état de celui qui refuse de parler.
5. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 1
6. André de la Chevrotière. — «Le géant Édouard, prodigieux, favori des foules... mort à 22 ans». — L'Action Catholique. — (10 août 1928). — Archives de la Saskatchewan
7. Laurier Gareau. — «Édouard Beaupré, un géant parmi les hommes». — L'Eau vive. — (19 oct. 1983)
8. «On the Sidewalks of New York City, Willow Bunch Giant, Edward Beaupre, One of the Sights of Gotham». — Winnipeg Free Press. — (14 juill. 1903). — Archives de la Saskatchewan
9. Antony Hippisley-Coxe. — A Seat at the Circus — Hamden (Conn) : Archon Books, 1980. — P. 61
10. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 1
11. Ibid., p. 1-2
12. «La rencontre Cyr-Beaupré, Le géant est battu en trois minutes...». — La Presse de Montréal. — (26 mars 1901)
13. *Palefrenier*: une personne chargée de soigner les chevaux.
14. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 2
15. Ibid., p. 2
16. Mary Malone. — «Fun and Games». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 3, n° 36 (1985). — P. 849
17. *Freak*: Dans le langage du cirque, terme utilisé pour décrire les personnes ayant des difformités physiques.
18. *Side show*: L'endroit ou la tente où on présentait les spectacles des personnages grotesques du cirque.
19. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 2
20. Ibid., p. 2
21. André de la Chevrotière. — «Le géant Édouard, prodigieux, favori des foules... mort à 22 ans»
22. Robert L. Parkinson. — [Lettre à Laurier Gareau]. — 16 sept. 1983. — Rédigée au musée de Baraboo (Wisconsin)
23. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 2
24. Ibid., p. 3
25. Ibid., p. 3
26. Ibid., p. 3-4
27. Ibid., p. 4
28. Frank Rasky. — «The revered (and jeered at) giant of Willow Bunch». — Saskatoon Star Phoenix. — (12 juill. 1980). — Archives de la Saskatchewan
29. J.-Maurice Blais. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — P. 4.
30. Ibid., p. 5
31. André de la Chevrotière. — «Le géant Édouard, prodigieux, favori des foules... mort à 22 ans»

Bibliographie

Blais, J.-Maurice. — «Édouard Beaupré, 1881-1904». — The Canadian Medical Association Journal. — (24 juin 1967). — Archives de la Saskatchewan

de la Chevrotière, André. — «Le géant Édouard, prodigieux, favori des foules... mort à 22 ans». — L'Action Catholique. — (10 août 1928). — Archives de la Saskatchewan

Gareau, Laurier. — «Édouard Beaupré, un géant parmi les hommes». — L'Eau vive. — (19 oct. 1983)

Hilton, Suzanne. — Here Today and Gone Tomorrow, The Story of World's Fairs and Expositions. — Philadelphia : Westminster Press, 1978

Hippisley-Coxe, Antony. — A Seat at the Circus. — Hamden (Conn) : Archon Books, 1980

Malone, Mary. — «Fun and Games». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 3, n° 36 (1985)

Murray, Marian. — Circus. — New York : Appleton-Century-Crofts, 1956

Rasky, Frank. — «The revered (and jeered at) giant of Willow Bunch». — Saskatoon Star Phoenix. — (12 juill. 1980). — Archives de la Saskatchewan

«La rencontre Cyr-Beaupré, Le géant est battu en trois minutes...». — La Presse de Montréal. — (26 mars 1901)

«On the Sidewalks of New York City, Willow Bunch Giant, Edward Beaupre, One of the Sights of Gotham». — Winnipeg Free Press. — (14 juill. 1903). — Archives de la Saskatchewan

Pascal Bonneau et fils
Commerçants et ranchers

Dessin: William Argan
Gracieuseté: Archives de la Saskatchewan

Ils ont laissé leur empreinte à Regina avant d'aller s'établir à la Montagne de Bois, à Bonneauville, dans la paroisse de Saint-Ignace des Saules aujourd'hui Willow Bunch! À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, Pascal Bonneau et ses fils, Pascal, Trefflé et Joseph jouent un rôle important dans le développement de l'industrie de l'élevage dans la région de Willow Bunch. Mais, auparavant, Pascal (père) a laissé son empreinte dans la jeune ville de Regina.

Chapitre un

Les Bonneau dans l'Ouest

Pascal Bonneau est le fils d'Étienne Bonneau et d'Ursule Desnoyer. Il naît dans le comté d'Iberville au temps de la rébellion de 1837-1838. Sa fille, Albina Hamilton, raconte que son grand-père, Étienne Bonneau, était un des Patriotes de 1837: «*Mon grand-père portait un des fusils à Papineau en 1837, et il y avait presque laissé sa vie.*»[1] Pascal grandit dans la région d'Iberville. Là, il épouse Célina Messier à Sainte-Brigitte, le 21 novembre 1859, et c'est à cet endroit que ses enfants seront tous baptisés.

Pascal Bonneau et Célina Messier sont les parents d'une grande famille canadienne-française. Louis-Philippe Bonneau, dans son livre *Ils sont venus naguère... Les Bonneau en Amérique du Nord*, identifie huit des enfants de cette union: Osite, Marie, Cyprien, Pascal (fils), Marcelline, Trefflé, Joseph et François. Albina Hamilton, dans son livre, *These Are The Prairies*, déclare qu'elle est la plus jeune de la famille: «*Même si nous sommes à Regina en 1882, je ne suis pas originaire du Nord-Ouest. Je suis née à Sainte-Bridget, village du comté Iberville dans la province de Québec, le 14 juin 1878, et je suis la plus jeune d'une grande famille canadienne-française.*»[2] De plus, Albina dit qu'elle a une autre soeur, Victoria, qui est de quelques années son aînée. Pascal (père) aurait donc eu une famille d'au moins dix enfants.

C'est à une époque où plusieurs familles canadiennes-françaises du Québec, leurs fermes étant trop petites pour leur permettre de survivre, choisissent de s'exiler vers les États de la Nouvelle-Angleterre où ils peuvent trouver du travail dans les usines de textiles. Mais la grande ville américaine n'est pas pour Pascal Bonneau: «*Mon père, ne voit pas d'avenir pour sa famille grandissante et il commence à chercher des moyens pour améliorer sa position; mais il n'a aucun désir de quitter le Canada.*»[3] En 1878, il décroche un contrat pour aider à construire le chemin de fer dans la région de Waterloo.

Oskana Kasasteki, 1882

À cette époque, les Indiens des Prairies avaient nommé la région de Regina, *Ooskunna Kahstakee* (Oskana Kasasteki), qui en cri veut dire «gros tas d'os». La région prend alors le

La rue Broad à Regina en 1885. Selon l'artiste William Argan, le magasin de Pascal Bonneau était au coin de la rue Broad et de la 12e Avenue, soit à gauche de ces magasins.

Photo: Archives de la Saskatchewan

nom de *Pile of Bones,* et en 1882, on décide d'y établir la capitale des Territoires du Nord-Ouest. *«L'été précédent, le gué de Tas d'Os avait servi un soir de camp au chef sioux, Sitting Bull et ses cavaliers lors de leur dernier voyage désespéré de Fort Qu'Appelle à la Montagne de Bois.»*[4] En effet, en 1881, Sitting Bull s'était rendu à Fort Qu'Appelle pour demander au lieutenant-gouverneur Edgar Dewdney qu'on lui accorde une réserve sur le sol canadien, ce qui lui est refusé.

Lorsqu'il décide qu'Oskana Kasasteki sera la capitale, Edgar Dewdney doit la rebaptiser, car *Pile of Bones* est la cause de beaucoup de railleries dans la presse de l'Est. On décide alors de baptiser la nouvelle capitale «Regina» en l'honneur de la reine Victoria.

Pascal Bonneau arrive dans la nouvelle capitale des Territoires au cours de l'été 1882. Il avait déménagé avec sa famille à Saint-Boniface en 1879, à la fin de son contrat avec la compagnie de chemin de fer de la région de Waterloo, et il travaille maintenant à la construction du Canadien Pacifique. *«Vers la fin juin, mon père avait une équipe d'hommes au travail à l'extrémité ouest de la construction. En fermier compétent, il commence par admirer la plaine riche et fertile de la région de* Pile of Bones Creek *où un ruisseau peu profond coule lentement sans plan sur soixante-dix milles, dans la prairie. Lorsque la nouvelle circule que la capitale sera située à cet endroit, il décide de choisir la nouvelle ville. Il fait venir sa famille de Saint-Boniface et s'apprête à se lancer en affaires.»*[5]

Il devient ainsi un des premiers commerçants de Regina. *«Mon père réussit à obtenir un approvisionnement de produits de consommation et ouvre un magasin sous une tente dans ce qui est maintenant le quartier commerçant de Regina. Lorsque le transport par chemin de fer est accessible, il fait venir du bois et commence à bâtir un magasin et une maison, rue Broad, qui deviendra une des rues principales.»*[6] Son magasin aurait été situé à l'angle de la rue Broad et de la 12e Avenue.

Très rapidement, Regina devient un centre commercial important. À la fin de l'été 1882, il y a trois forgerons en ville, C.J. McCusker, D.A. Macdonald et R. Gordon. Les frères McNicol ont construit un magasin, rue South Railway, les frères Mowat ont une boucherie, Waldron est propriétaire d'une sellerie et George Webb est barbier.[7] En plus d'être la capitale des Territoires du Nord-Ouest, Regina est aussi le quartier général de la Police montée.

Tout en étant commerçant, Pascal Bonneau emploie une équipe d'hommes qui travaille au nivelage du terrain pour la construction du Canadien Pacifique. *«De notre petite élévation, nous pouvions voir, à l'est, les ouvriers de mon père occupés comme des fourmis avec pics et pelles, chevaux et grattoirs, ajoutant avec une activité furieuse au palier qui se déroule devant nous comme un grand serpent brun. Derrière eux, nous pouvions voir la fumée blanche des engins de construction.»*[8] J.W. Powers, dans son *History of Regina*, affirme que Bonneau a obtenu un contrat en mai 1883 pour niveler la rue Broad.[9] Selon l'abbé Clovis Rondeau, ce travail a été fait par des Métis de la Montagne de Bois: *«Il prit aussi un contrat pour le nivelage des rues et il appela les Métis de Willow Bunch pour exécuter ces travaux.»*[10]

À cette époque, la ville de Regina est surtout protestante, mais il y a un groupe important de catholiques. Pascal Bonneau travaille à l'établissement de la première paroisse de Regina. Dès 1882, il demande au père Hugonard de Qu'Appelle de venir chanter une messe dans la capitale. *«Une tente servit de chapelle.»*[11] Jusqu'en 1884, le père Hugonard vient de temps en temps dire la messe pour les catholiques de Regina. La messe est dite dans la maison de Pascal Bonneau ou dans la salle McCusker, en réalité le grenier de la forge de Charles McCusker.

La première église de la paroisse Saint Mary's de Regina, construite en 1884. C'est sous le plancher de cette église qu'on a enterré Riel immédiatement après sa pendaison.
Dessin: William Argan
Gracieuseté: Archives de la Saskatchewan

En 1884, l'abbé L.-N. Larche arrive pour fonder une paroisse. *«Il n'y a pas de prêtre résident, ni d'église avant que deux commerçants fervents et énergiques, Pascal Bonneau et Charles McCusker, prélèvent plus de mille dollars de toute la communauté pour une église. Au printemps de 1884, peu de temps après l'arrivée du père Larche, le premier curé, une belle petite église fut consacrée par Mgr Taché.»*[12]

Le dernier bison

Autant que l'arrivée des Blancs, la disparition du bison, à la fin du XIXe siècle, change considérablement le mode de vie des Indiens et des Métis. Beaucoup de Métis se lancent alors dans l'élevage. Il y a, dans les récits traitant de Willow Bunch, une histoire que l'on retrouve souvent: Pascal Bonneau (fils) aurait attrapé le dernier bison.

Dans un récit intitulé *Willow Bunch - its early history and development*, en dépôt aux Archives de la Saskatchewan, on peut lire: *«À cette époque, le bison avait alors disparu de la région, le dernier ayant été vu près de Moose Jaw par le père Hugonard et abattu par Joseph Delorme. Deux traînards furent aperçus et pris au lasso en 1884 par Antoine Gosselin et Pascal Bonneau.»*[13]

Le fait que Pascal Bonneau (fils) ait attrapé le dernier bison au lasso revient dans d'autres récits. Son neveu, Gwain Hamilton, dans *In The Beginning*, écrit: *«L'année précédente, une jeune vache, apparemment un animal égaré d'un troupeau semblable du côté Canadien près de la Montagne de Bois, fut prise au lasso et traînée à Regina par un rancher de Willow Bunch, Pascal Bonneau. L'animal fut attaché devant le magasin Bonneau à Regina pendant plusieurs semaines.»*[14] Selon Gwain Hamilton, cet incident s'est produit vers 1887.

Enfin, la soeur de Pascal Bonneau (fils), Albina Hamilton, donne une version plus détaillée de cet épisode dans *These Are The Prairies*. *«Pendant quelque temps, nous avons eu notre propre bison. Nous le gardions dans un enclos près du magasin et, parfois, je lui donnais des petits coups de bâton à travers les perches de l'enclos. Mon frère Pascal l'avait attrapé dans le pays du sud. Il accompagnait des cowboys au* round-up *près de la frontière quand ils rencontrèrent un groupe d'arpenteurs; le cuisinier du groupe s'était égaré dans la prairie. Mon frère offrit d'aller le chercher. Alors qu'il suivait la piste de l'homme disparu, un mustang bondit devant lui d'une coulée et s'échappa en toute vitesse, la queue et la crinière au vent. Pascal éperonna son cheval et partit à la poursuite de l'animal. Après une bonne course, il vint assez près pour jeter son lasso au cou du cheval, et s'ensuivit*

une bataille royale. Le cheval de mon frère était bien dressé à la corde et, enfin, Pascal réussit à calmer suffisamment le mustang pour le ramener au camp. Puis, se prenant un nouveau cheval, il repartit à la recherche du cuisinier. Près de l'endroit où il avait attrapé le mustang, il découvrit un jeune bison et lui jeta un lasso au cou. Poursuivant sa recherche, il trouva enfin le pauvre cuisinier dans un état fou. Il ramena les trois - homme, mustang et bison - à Regina.»[15]

L'église Saint Mary's à Regina et l'école Gratton. La première église Saint Mary's était située sur la rue Cornwall entre la 11e et la 12e Avenue.
Photo: Archives de la Saskatchewan

La saga de Louis Riel

Lorsque les troubles éclatent à Batoche au printemps 1885, la plupart des Canadiens français du Nord-Ouest, comme Jean-Louis Légaré et Pascal Bonneau, choisissent de rester neutres, même s'ils sont du côté des Métis depuis longtemps. Beaucoup de Métis optent aussi pour la neutralité, même s'ils sont d'accord avec les revendications dont Louis Riel se fait le porte-parole.

Comme on le sait, après la défaite de Batoche en mai 1885, Louis Riel se livre au Général Middleton. Il est conduit à Regina et traduit en justice et un jury de six hommes le trouve coupable de haute trahison. Il est condamné à mort. Selon Albina Hamilton, la fille de Pascal Bonneau, *«mon père n'avait aucune sympathie avec la rébellion, mais comme bien d'autres, il croyait que la peine de mort était trop sévère.»*[16]

Il y a des références, dans plusieurs ouvrages sur la vie de Riel, au rôle joué par Pascal Bonneau après la mort du chef métis. Dans son histoire des Métis, *Strange Empire*, Joseph Kinsey Howard déclare: *«Le cercueil repose temporairement sous le plancher de l'église, immédiatement à la droite de l'autel. La garde officielle du corps avait été remise par le gouvernement à Pascal Bonneau, un homme d'affaires canadien-français de Regina.»*[17] Howard ajoute qu'à cause des rumeurs voulant qu'on veuille voler le corps de Riel, Pascal Bonneau (fils) a passé toutes ses nuits, pendant une semaine, assis dans l'église au dessus du cercueil, un fusil sur ses genoux. Ce sont aussi les Bonneau, père et fils, qui s'occupent du transport du cercueil de Riel à Saint-Boniface. Pascal (fils) aurait même accompagné le corps jusqu'au Manitoba.

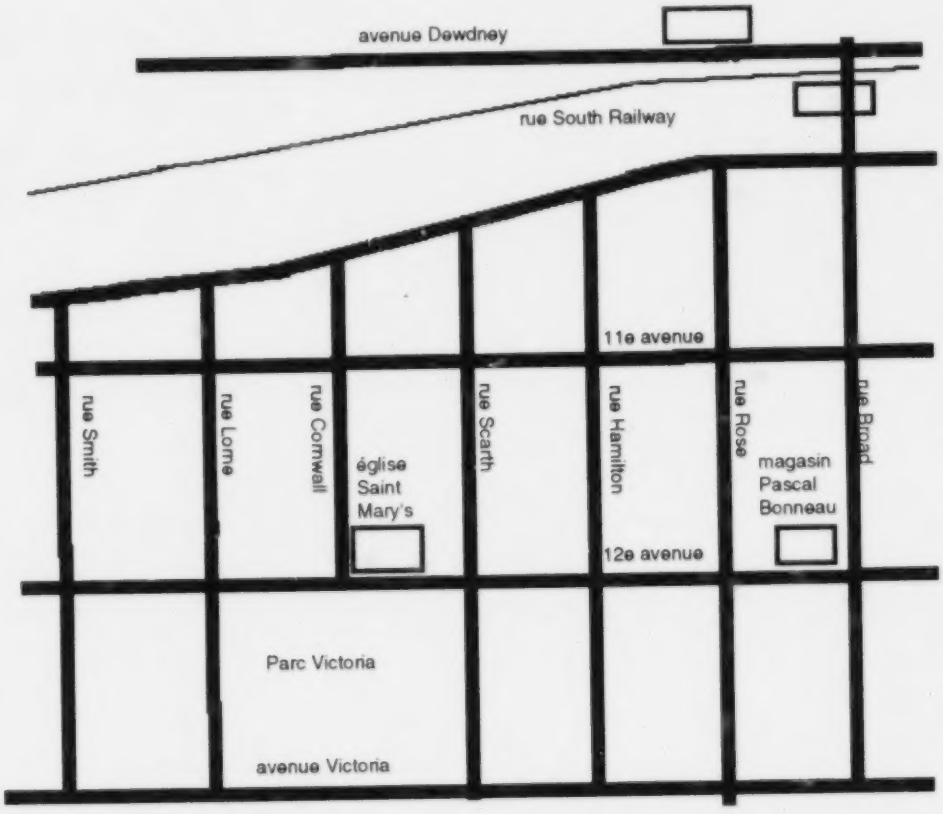
Mais, il semble que les Bonneau aient aussi rendu service avant la pendaison. Dans les dossiers d'Olive Goodrich aux Archives de la Saskatchewan, une lettre d'une dame d'Assiniboia raconte qu'après la pendaison de Riel, Pascal Bonneau prit le corps du Métis sur ses épaules et le transporta à l'église pour le faire enterrer.[18] Louis-Philippe Bonneau, pour sa part, affirme que cet incident ne s'est produit que lorsqu'on a voulu transporter le corps de Riel à Saint-Boniface. Louis-Philippe Bonneau

nous apprend aussi que c'est peut-être chez Pascal Bonneau que vivaient la mère et la femme de Riel pendant et après le procès. *«Parce que la maison des Bonneau était l'unique (à Regina) d'un Canadien français, l'épouse et la mère de Louis Riel y firent leurs adieux au pauvre rebelle, juste avant sa pendaison à Regina, en 1885.»*[19]

Enfin, selon sa fille, Albina, Pascal Bonneau aurait même été impliqué dans un complot qui devait permettre à Riel de s'évader de sa cellule de Regina. Et, Albina Hamilton soutient même que ce complot était organisé par le lieutenant-gouverneur Edgar Dewdney. *«Tard un soir, un membre de la Police montée vint livrer un message à mon père; le lieutenant-gouverneur voulait le voir. Le lendemain de cette rencontre avec M. Dewdney, papa quitta pour un voyage et maman était angoissée.»*[20]

Mme Hamilton dit que cette histoire lui a été racontée par sa mère la veille de sa mort et qu'elle aurait été ensuite confirmée par son père et certains Métis de Willow Bunch qu'on avait recruté pour aider à libérer Riel. *«Il avait été arrangé que papa établirait un réseau de chevaux rapides, tous les dix milles, de Regina à la frontière. Riel devait avoir une occasion de s'échapper de la prison de la Police montée et, avec une avance d'une demi-heure, aucun cavalier au pays n'aurait pu l'attraper.»*[21]

Cette histoire est plausible, surtout lorsqu'on sait que le premier ministre, John A. Macdonald, était partagé sur la question Riel, influencé par les Orangistes de l'Ontario et les nationalistes du Québec. Aux États-Unis, Riel aurait été un réfugié politique et les Orangistes n'auraient pas eu aucun pouvoir sur lui.



Le centre ville de Regina vers 1884.

Pourquoi le complot d'évasion n'a-t-il pas réussi et rendu la liberté à Riel? *«Un des Métis de Willow Bunch, recruté pour avoir soin des chevaux, parla innocemment du plan d'évasion à un homme qu'on soupçonnait être complice de la rébellion, et qui était hostile à Riel. Quelque soient ses raisons, on suppose que cet homme aurait révélé le plan aux autorités et la dernière chance de sauver Riel de l'échafaud fut*

perdue.»[22] Dans son livre, *Gabriel Dumont*, George Woodcock affirme que l'ancien chef militaire de Riel ne soupçonnait nul autre que Charles Nolin comme étant celui qui aurait révélé le plan aux autorités.

Chapitre deux

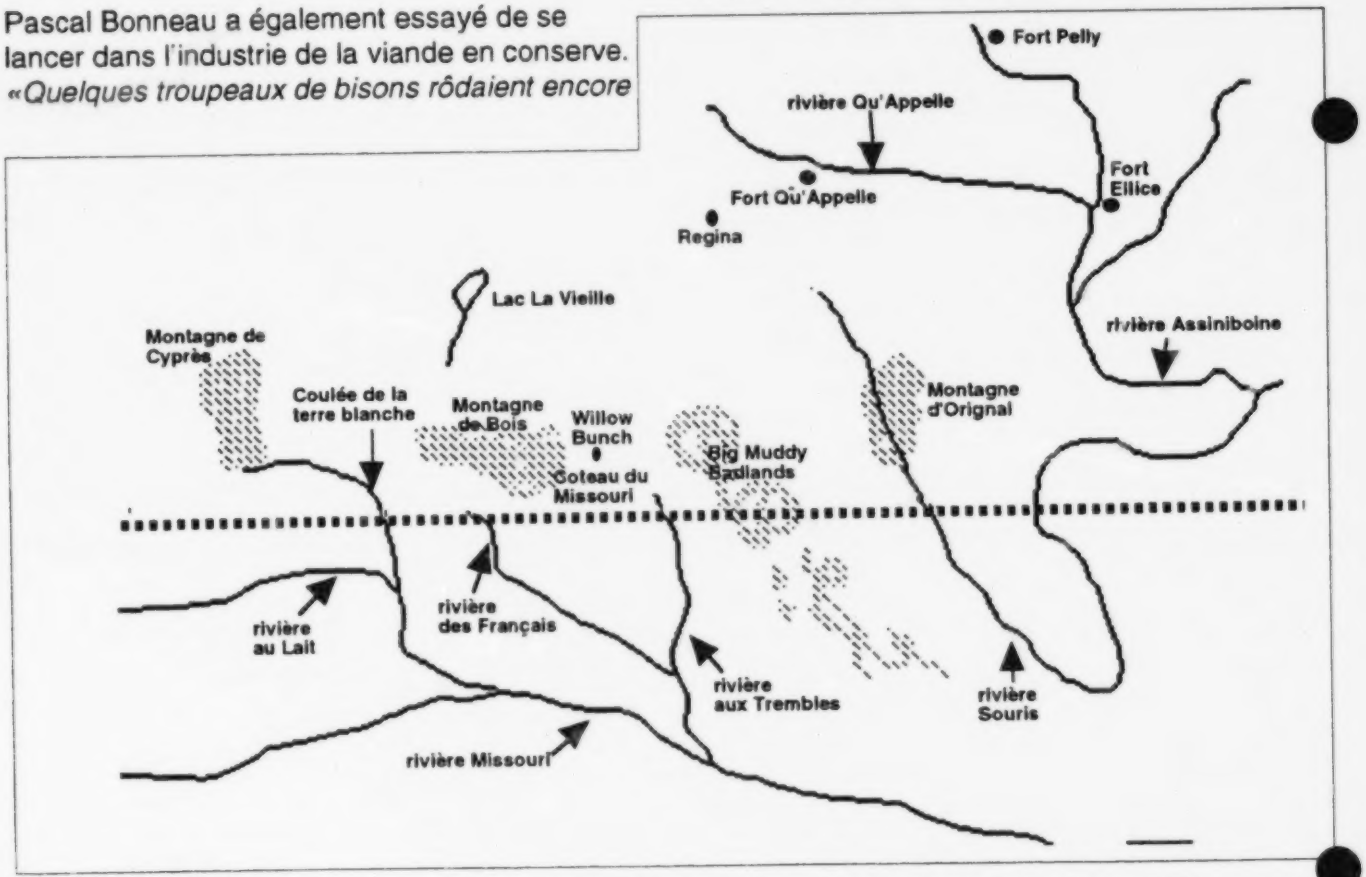
Les «rois de la vache»

Un ranch à la Coulée aux Lièvres

En 1886, les entreprises de Pascal Bonneau à Regina ne sont plus très florissantes. Après la construction du Canadien Pacifique, plusieurs fermiers viennent s'établir dans la région de Regina. Pascal Bonneau leur a vendu des produits à crédit et lorsque la région est durement touchée par la sécheresse, en 1885 et 1886, les fermiers ne peuvent pas rembourser leurs dettes.

Pascal Bonneau a également essayé de se lancer dans l'industrie de la viande en conserve. *«Quelques troupeaux de bisons rôdaient encore dans le pays sauvage du sud et, ce premier hiver, mon père envoya des chasseurs métis, qui faisaient le troc à son magasin, chercher un approvisionnement de viande fraîche.»*[23]

La chasse est bonne et avant l'arrivée du printemps, les chasseurs sont de retour avec leurs charrettes pleines de viande. *«Mon père ne sachant pas trop quoi faire de toute cette viande, conçoit l'idée de la conserver en boîtes. Il fit venir un expert de Montréal et commença une industrie de la conserve de la viande, au*



C'est dans la région des Badlands et de la Montagne de Bois que viennent se réfugier les Bonneau vers 1886.

grand plaisir des chasseurs, qui croyaient que cette industrie établirait un marché permanent pour le butin de leurs arcs et flèches, c'est-à-dire leurs mousquets.»[24] Tout ceux qui ont prit part à cette aventure ont été déçus. *«Les boîtes de viande furent transportées dans la prairie et jetées dans un étang. La viande de bison avait une certaine qualité qui lui donnait une nouvelle vie en boîte et, l'été venu, nous les enfants regardions les boîtes de conserve danser et, parfois, même exploser avec un bruit sec.»*[25] Le commerçant canadien-français, ayant essuyé des pertes financières assez considérables, décide alors de quitter le métier et se lance dans l'élevage. *«Nous le retrouvons à la fin de l'année 1886 à 18 milles de Willow Bunch, à un endroit appelé la Coulée aux Lièvres.»*[26] Trefflé Bonneau, dans des notes qu'il a rédigées pour l'abbé Clovis Rondeau, donne quelques renseignements supplémentaires au sujet de la Coulée: *«Les Bonneau, après le départ de J.-L. Légaré prirent ranch à la coulée du lièvre, dont le nom vient de la quantité de lièvres qui la parcourait.»*[27] Il poursuit en disant que c'est à cette occasion que Jean-Louis Légaré déménage au nord du lac de Willow Bunch dans les environs de Verwood et y fonde un nouveau ranch.

Un groupe de citoyens de Willow Bunch, vers 1900. Debout: de gauche à droit Pascal Bonneau (fils), un employé, Octave Hallé, Zotique Desautels, David Morin et Hormidas Granger. Assises: Mme N.-R. Parks, Mme Octave Hallé et Mlle Antonia Granger, enseignante.

Photo: Archives de la Saskatchewan

La Coulée aux Lièvres est située dans la vallée de la Big Muddy, à l'est de Willow Bunch. La Big Muddy est un des endroits les plus isolés de la Saskatchewan. *«Un des premiers ranchers canadiens à garder ses troupeaux dans cette partie du pays fut Pascal Bonneau qui établit un ranch à un bel endroit sur la rivière Muddy, environ 20 milles à l'est et un peu au sud de Willow Bunch, environ huit milles de l'actuel village de Harptree.»*[28]

Son premier ranch à la Coulée aux Lièvres ne compte que quatre vaches et quatre chevaux. Mais bientôt, Pascal Bonneau (père) et trois de ses fils, Pascal, Trefflé et Joseph, deviendront les «rois de la vache» de Willow Bunch.

Selon Albina Hamilton, son père n'a jamais été un bon cavalier: *«sa jeunesse au Québec n'ayant pas été marquée par des selles mexicaines ou des éperons avec petites clochettes.»*[29] Il semble que Pascal (père) préférait le jardinage au travail avec mustang et lasso.

En 1897, durant la nuit du 1er janvier, l'épouse de Pascal Bonneau, Célina Messier Bonneau, meurt après une longue maladie. Elle a été la première femme blanche à la Montagne de Bois et dans la vallée de la Big Muddy. Durant sa maladie, Mme Bonneau parlait souvent de sa jeunesse au Québec et Pascal lui avait promis d'y retourner l'été suivant.

Après la mort de sa femme, il n'est plus pressé à retourner dans l'Est. Ce n'est qu'à l'automne 1898 que plusieurs membres de la famille se rendent au Québec. Le groupe comprend Pascal (père), Albina, Pascal (fils) et l'épouse et les enfants de Trefflé. Ils passent l'hiver à faire des visites ici et là. Pascal (père) fait la connaissance de Délima Bertrand de Sainte-Angèle de Monnoir et il l'épouse en février 1899. Le nouveau couple revient dans l'Ouest, mais peu de temps après la maladie commence à saper la force de Pascal Bonneau. N'en pouvant plus, il prend sa retraite et retourne vivre ses derniers jours à Sainte-Angèle de Monnoir.

«Cattle King of Willow Bunch»

C'est surtout Pascal (fils) qui a été couronné «roi de la vache» de Willow Bunch. *«Son travail fut récompensé, puisqu'en 1900 il possédait de 5 000 à 6 000 têtes de bétail et se voyait décerner le titre flatteur de "Cattle King of Willow Bunch".»*[30] Il avait été le premier Bonneau à venir s'établir à la Montagne de Bois. En 1882, son père l'avait envoyé étudier l'élevage tel que pratiqué dans la région de la frontière américaine et de la Montagne de Bois. L'école du cowboy, à cette époque, c'était les grands ranchs du Montana. Mais le jeune homme, selon l'abbé Rondeau, s'était plutôt livré à la traite des fourrures. Lorsque Pascal (père) arrive à Willow Bunch en 1886, son fils le suit dans la vallée de la Big Muddy et se lance aussi dans l'élevage.

À cette époque, la région de la Big Muddy est reconnue pour ses voleurs de chevaux. *«Les voleurs de chevaux pullulaient dans les plaines. Pour protéger nos Métis contre leurs incursions, la Police Montée stationna, en 1886, à Willow Bunch, un détachement sous les ordres du sergent Martin.»*[31] Les Bonneau, surtout Pascal (fils) et son frère Joseph, sont souvent victimes de ces voleurs de chevaux.

En 1903, Pascal et Joseph Bonneau se font voler des chevaux par un bandit nommé Edward Shufelt. Shufelt est un associé du célèbre bandit, Henry Leutch, alias «Dutch» Henry.

Il est toutefois possible que les frères Bonneau aient été les auteurs de leur propre malheur. *«Il semblerait que "Dutch" Henry était employé par les frères Bonneau et qu'il aurait accompagné Joe Bonneau et un autre cavalier (possiblement Shufelt) pour acheter des chevaux à Williston au Dakota Nord. Ils achètent 250 chevaux et établissent leur campement d'hiver sur le côté américain de la frontière.»*[32] Albina Hamilton affirme que son frère Joseph a choisi de passer

Des membres de la *Saskatchewan Stock Growers' Association* devant le palais législatif, à Regina, vers 1914. Trefflé Bonneau est debout à droite; il porte un manteau de fourrure.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Trefflé Bonneau et sa femme, Marie-Louise Vaudry.
Photo: Archives de la Saskatchewan

l'hiver sur le côté américain parce qu'un feu de prairie venait de ravager la vallée de la Big Muddy.

Joseph Bonneau revient à son ranch laissant à «Dutch» Henry et Shufelt la responsabilité du troupeau de chevaux. *«À son retour au camp le printemps suivant, il est informé, au bout d'un fusil, qu'il devrait* "...ride, and keep on riding".»[33] Ce n'est qu'en 1904 que la Police montée réussit à arrêter Edward Shufelt et à le traduire en justice.

En 1889, Pascal (fils) épouse Eugénie Bellehumeur de Sainte-Brigitte d'Iberville au Québec, le village de sa jeunesse. Le père d'Eugénie, le docteur Bellehumeur, se rend en visite dans la région de Willow Bunch en 1897. Il est présent au moment de la mort de la mère de Pascal (fils).

L'Association des éleveurs de la Saskatchewan

Trefflé Bonneau, le deuxième des fils de Pascal (père), est né à Sainte-Brigitte d'Iberville en 1864. Comme son père, il travaille pour le Canadien Pacifique des qu'il arrive dans l'Ouest en 1879. Pascal Bonneau décide de s'établir à Regina en 1882 et Trefflé, alors âgé de 18 ans, choisit de continuer vers l'ouest avec les équipes de construction du chemin de fer.

En Colombie-Britannique, il est blessé par un arbre et on doit l'amputer du bras droit. Il revient alors à Regina et travaille avec son père dans l'entreprise de mise en conserve de la viande de bison. Lorsque cette affaire échoue, Trefflé se dirige à nouveau vers la Colombie-Britannique, et il se lance dans l'élevage du bétail dans les Rocheuses.

En 1889, il est de retour dans le district d'Assiniboia où il se construit un magasin près de la chapelle de Saint-Ignace des Saules qui est alors située à Bonneauville, à deux milles à l'est du village actuel de Willow Bunch. Il exploite aussi un ranch près de celui de son père.

Trefflé Bonneau semble être le plus politisé des fils de Pascal Bonneau. Avec l'arrivée de nouveaux immigrants canadiens-français, au début du XXe siècle, il devient important de s'occuper de l'organisation administrative de la région. Ça se fait en 1912: *«Dans le cours de l'année suivante, des démarches furent entreprises avec succès auprès du gouvernement provincial pour l'organisation civile de la municipalité, et les élections eurent lieu en décembre avec le résultat suivant: Trefflé Bonneau, maire; Alfred Lalonde, Joseph Lapointe, B. Lowman, A.-O. Hainstock, conseillers.»*[34]

Trefflé Bonneau est aussi un des membres fondateurs de la *Saskatchewan Stock Growers' Association.* À l'automne 1912, six ranchers du sud de la Saskatchewan se réunissent à Moose Jaw pour discuter d'un projet d'association d'éleveurs de bétail. Il s'agit de John D. Simpson, copropriétaire du ranch Turkey-Track à Hallonquist; Olaf Olafson, propriétaire d'un ranch près de Mortlach; Robert Cruickshank, copropriétaire du ranch Turkey-Track, mais aussi propriétaire de ranchs dans la région de Rush Lake; W.-H. Ogle, un rancher de Wood Mountain, John H. Grayson, un commerçant de Moose Jaw avec un ranch au sud de cette ville; et de Trefflé Bonneau de Willow Bunch.

À cette rencontre, ils décident de faire circuler une lettre dans laquelle ils encouragent les éleveurs de bétail à se joindre à une association dont le but serait de *«favoriser, et si possible, de rétablir la plus vieille industrie dans le pays de l'Ouest.»*[35] Il est important d'encourager le rétablissement de l'industrie de l'élevage, car depuis 1896, le gouvernement fédéral et les compagnies de chemin de fer encouragent surtout la culture du blé.

Lorsque la *Saskatchewan Stock Growers' Association* est fondée l'année suivante, Trefflé Bonneau devient un des directeurs de l'organisation.

Le 31 décembre 1891, Trefflé Bonneau épouse Marie-Louise Vaudry de Montréal. À cette époque, comme il y a peu de femmes dans le Nord-Ouest, les hommes sont souvent appelés à trouver une compagne pour la vie par le biais du courrier. Marie-Louise Vaudry de Montréal accepte donc de devenir une «Mail-Order Bride» en décembre 1891.

Trefflé et Marie-Louise auront neuf enfants. L'aîné, Albert, sera tué en France pendant la Première Guerre mondiale.

* * * * *

Pascal Bonneau (père) meurt en 1902 à Sainte-Angèle de Monnoir, Pascal (fils) décède en 1911 à Willow Bunch et Trefflé meurt le 5 décembre 1937.

Ce sont des hommes comme Pascal Bonneau et ses fils qui ont aidé à développer l'Ouest canadien et son industrie de l'élevage. Ils ont laissé leur empreinte dans les domaines économiques, sociaux et politiques.

Notes et références

1 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — Toronto : School Aids and Text Book Publishing Co. — Traduction. — P. 13

2 Ibid., p. 13

3 Ibid., p. 14

4 Ibid., p. 13

5 Ibid., p. 15

6 Ibid., p. 22

7 J.W. Powers. — The History of Regina, Its foundation and growth. — Regina : Leader Company, 1887. — P. 14

8 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — P. 11

9 J.W. Powers. — The History of Regina, Its foundation and growth. — P. 26

10 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970. — P. 115

11 Ibid., p. 117

12 Earl Drake. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955. — Traduction. — P. 27

13. Willow Bunch : its early history and development. — Manuscrit . — Archives de la Saskatchewan. — Traduction. — P. 7

14. Gwain Hamilton. — In The Beginning. — Traduction. — P. 36

15. Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — P. 49

16 Ibid., p. 57

17 Joseph Kinsey Howard. — Strange Empire. — Toronto : Swan Publishing Co., 1965. — Traduction. — P. 471

18 Estate of Olive Goodrich. — Archives de la Saskatchewan. — RE2797

19 Louis-Philippe Bonneau. — Ils sont venus naguère... les Bonneau en Amérique du Nord. — Montmagny : Ateliers Marquis, 1983. — P. 233

20 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — P. 57

21 Ibid., p. 57

22 Ibid., p. 57

23 Ibid., p. 24

24 Ibid., p. 24

25 Ibid., p. 24

26 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 118

27 Notes de Trefflé Bonneau. — Archives de la Saskatchewan. — R-1145,1 (5)

28 Isabelle Eaglesham. — The Big Muddy Valley. — Regina : Saskatchewan History and Folklore Society, 1970. — Traduction. — P. 11

29 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — P. 95

30 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 118

31 Ibid., p. 146

32 Stan D.Hanson. — «Policing The International Boundary Area In Saskatchewan, 1890-1910». — Saskatchewan History. — Vol. 19, n° 2 (printemps 1966). — Archives de la Saskatchewan. — Traduction. — P. 69

33 Ibid., p. 69

34 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 174

35 John H. Archer. — «The Saskatchewan Stock Growers' Association». — Saskatchewan History. — Vol. 12, n° 2 (printemps 1959). — Archives de la Saskatchewan. — Traduction. — P. 43

Bibliographie

Archer, John H. — «The Saskatchewan Stock Growers' Association». — Saskatchewan History. — Vol. 12, n° 2 (printemps 1959). — Archives de la Saskatchewan

Bonneau, Louis-Philippe. — Ils sont venus naguère... les Bonneau en Amérique du Nord. — Montmagny : Ateliers Marquis, 1983

Drake, Earl. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955

Eaglesham, Isabelle. — The Big Muddy Valley. — Regina : Saskatchewan History and Folklore Society, 1970

Hamilton Zachary MacCaulay ; Hamilton, Marie Albina. — These are the Prairies. — Toronto : School Aids and Text Book Publishing Co.

Hanson, Stan D. — «Policing The International Boundary Area In Saskatchewan, 1890-1910». — Saskatchewan History. — Vol. 19, n° 2 (printemps 1966). — Archives de la Saskatchewan

Howard, Joseph Kinsey. — Strange Empire. — Toronto : Swan Publishing Co., 1965

Powers, J.W. — The History of Regina, Its foundation and growth. — Regina : Leader Company, 1887

Rondeau, Clovis, abbé ; Chabot, Adrien, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Documents d'archives:

Estate of Olive Goodrich. — Archives de la Saskatchewan. — RE2797
Notes de Trefflé Bonneau. — Archives de la Saskatchewan. — R-1145,1 (5)

Irène Coupal-Trudeau

Arcandi Trudeau et Irène Coupal-Trudeau.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Traditionnellement, lorsque l'on parle de l'agriculture en Saskatchewan, on en parle comme si c'était un métier d'homme. Nombreux furent les cas où les femmes ont travaillé à côté de leur mari pour défricher la terre, la cultiver et l'ensemencer. Nombreuses furent les femmes qui ont eu la responsabilité de traire les vaches et de soigner le bétail. En plus de ce travail, les femmes devaient s'occuper de la maison et des enfants, ainsi que des grands jardins qui aidaient à nourrir la famille. Irène Coupal-Trudeau fut une de ces pionnières qui a toujours travaillé main dans la main avec son mari.

Chapitre un

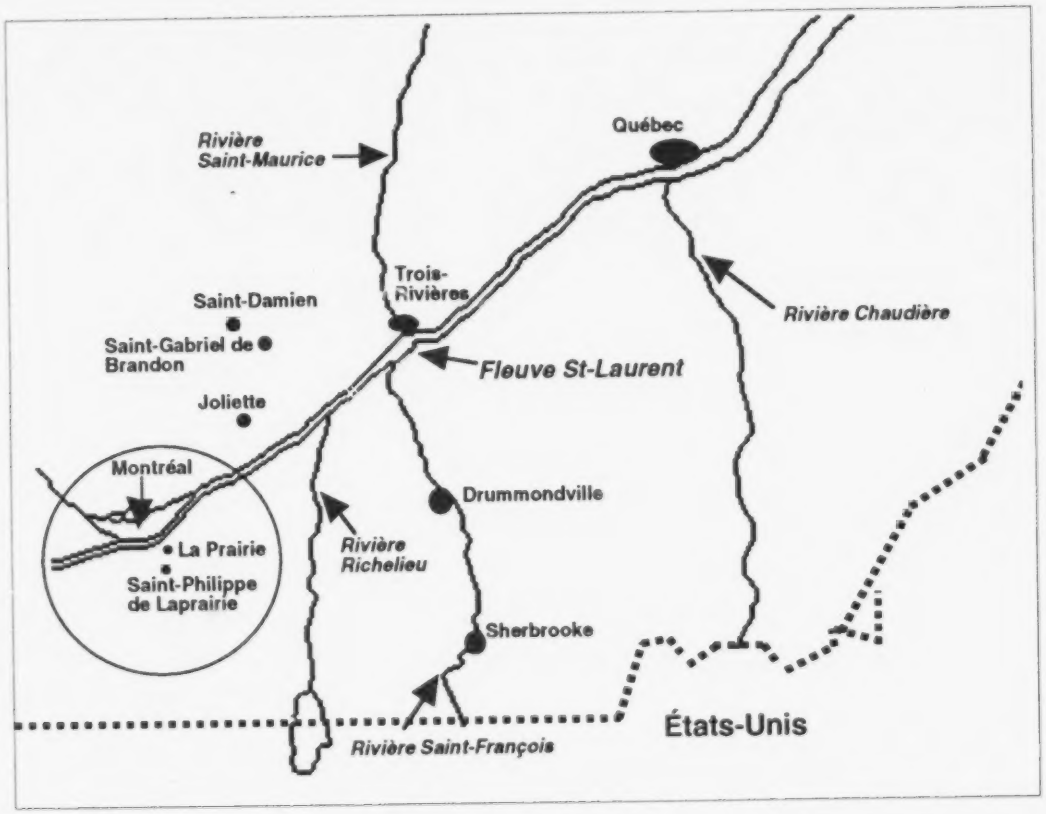
Les «batteux» et la grippe espagnole

Irène Coupal est née le 31 mars 1902, dans la province de Québec, à Saint-Philippe de La Prairie, petite communauté à quelques kilomètres au sud de Montréal. Son père fait le commerce d'animaux, c'est-à-dire qu'il achète et revend des animaux. Vers 1910, l'oncle du père d'Irène Coupal invite son neveu à l'accompagner dans l'Ouest pour faire les moissons.

Les «batteux»

La belle histoire des «batteux»[1] commence en 1891 et se poursuit jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. L'été de 1891, la récolte de blé s'annonçait excellente dans les Prairies. Les agriculteurs avaient demandé au gouvernement de les aider à trouver de la main-d'oeuvre pour travailler aux moissons. Le gouvernement avait alors recruté plus de 1 300 hommes dans les Maritimes, au Québec, en Ontario et en Angleterre. Les compagnies de chemin de fer avaient mis des wagons à la disposition de ces jeunes hommes pour les transporter dans l'Ouest à un prix raisonnable.

Le voyage de 1891 a été le premier, mais il y en a eu d'autres de ce genre tous les automnes



Région de Montréal, La Prairie et Saint-Philippe de Laprairie

jusqu'à l'arrivée des moissonneuses-batteuses après la guerre de 1939-1945.

Le gouvernement et les compagnies de chemin de fer se sont rendus compte que ces excursions pour les battages étaient un moyen idéal de convaincre des jeunes hommes de venir s'installer définitivement sur des *homesteads* dans les prairies de l'Ouest. Nombreux furent ceux qui, venus simplement pour faire les récoltes, ont aimé le pays et ont pris un *homestead*.

Les salaires des «batteux» étaient élevés comparativement à ceux payés ailleurs au Canada; un débutant pouvait gagner jusqu'à 1,50 $ par jour, alors qu'un employé ayant plus d'expérience pouvait obtenir jusqu'à 3,50 $ par jour. En 1915, par exemple, alors qu'il y avait une récolte record en Saskatchewan, les salaires ont atteint 6 $ et 8 $ par jour.

À cause de ces salaires, plusieurs étudiants et même des commis de magasin, des boulangers, etc. s'organisaient pour prendre leurs vacances au moment des récoltes et bénéficier d'un bon salaire. À part les bons salaires, il y avait souvent d'autres raisons qui poussaient un jeune homme à venir dans l'Ouest; il avait été laissé par la fille qu'il aimait, il espérait vivre une dernière grande aventure avant de se marier ou il voulait rendre visite à des amis dans l'Ouest.

La plupart des «batteux» avaient une fausse impression de l'Ouest; ils avaient lu des romans des grands ranches et des aventures des coureurs de bois. De plus, le mot d'ordre américain de la fin du XIXe siècle, *Go West young man!*, était la grande mode au Canada. Beaucoup pensaient qu'en venant dans l'Ouest, ils allaient faire fortune. Les compagnies de chemin de fer ne faisaient rien pour changer cette idée car elles espéraient convaincre les jeunes «batteux» de demeurer dans l'Ouest canadien et d'acheter des terres qui leur avaient été données par le gouvernement pour la construction des lignes ferroviaires.

Ce qu'on ne leur disait pas avant le départ d'Halifax, Fredericton, Québec ou Toronto, c'est que la vie du «batteux» n'était pas facile. La journée commençait régulièrement à quatre heures du matin et elle ne prenait fin que tard le soir. Une équipe de «batteux» se composait de 12 à 28 hommes.

Selon Grant MacEwan, les salaires d'une équipe de «batteux» étaient répartis d'après le travail de chaque membre: *«On payait cher les services de l'ingénieur; il était l'homme de l'heure, envié par ses confrères, et au début du siècle il recevait un salaire de 3,50 $ par jour. Le séparateur, celui qui connaissait toutes les courroies et qui pouvait trouver tous les petits trous à huile dans la batteuse, recevait un salaire de 3 $ par jour. Celui qui lançait les gerbes de grain dans la batteuse recevait 2,50 $ par jour et, enfin, ceux qui remplissaient l'engin à vapeur de bois et d'eau, ainsi que ceux qui transportaient les gerbes des champs recevaient 1,60 $. Si ces derniers fournissaient leurs propres chevaux et wagons, ils recevaient 4 $.»*[2]

Les Coupal dans l'Ouest

C'est dans cette vie que se lance le père d'Irène Coupal en 1910. Il laisse derrière lui sa femme et ses enfants et il accompagne son oncle jusqu'en Saskatchewan. Toutefois, les choses ne sont plus ce qu'elles étaient en 1891. Au début, les «batteux» pouvaient descendre du train n'importe où dans l'Ouest et trouver un emploi sans problème. En 1901, le gouvernement fédéral et les compagnies de chemin de fer avaient raffiné le système.

En 1910, le père d'Irène et son oncle arrivent à Winnipeg et apprennent qu'ils doivent descendre du train pour obtenir un nouveau billet afin de poursuivre leur chemin. Ils descendent et aperçoivent plusieurs files d'hommes sur le quai. Les hommes doivent décider sur le champ quelle sera leur

destination. Le père d'Irène et son oncle achètent des billets pour Regina.

Arrivés à Regina, aucun problème pour trouver du travail. On organise une équipe de «batteux» pour la région de Sedley-Lajord. Les deux hommes sont embauchés et vont à Sedley où ils seront hébergés. Puisqu'ils n'ont aucune expérience, ils vont commencer dans les champs; leur travail sera de charger les gerbes de blé dans les *wagons*.

Le père d'Irène trouve l'Ouest à son goût: le blé est de toute beauté et les gerbes sont d'une hauteur d'un mètre ou plus. Ici dans l'Ouest, les fermiers, même les fermiers canadiens-français, ont donné le nom de *sheaves* aux gerbes de blé, et les petits meulons de gerbes de blé portent le nom de *stouques*.

Les fermes en Saskatchewan ne peuvent être comparées à celles du Québec. Il n'est pas question d'être propriétaire de quelque 30 arpents.[3] La superficie des fermes est au minimum de 160 acres et certains fermiers exploitent deux ou quatre fois 160 acres.

Après les récoltes, le père d'Irène retourne dans l'Est. Il reprend son travail de marchand d'animaux, mais l'été suivant, il revient, et cette fois, il réussit à convaincre un nommé Béchard de lui vendre du terrain à Sedley. Il a décidé d'immigrer dans l'Ouest.

Il retourne à Saint-Philippe-de-Laprairie, où il vend tous ses biens aux enchères; sa belle et grande maison de brique, sa voiture, etc. Il réserve un wagon du Canadien Pacifique pour lui et sa famille et il y charge ses meubles. Tout le monde prend la route vers l'Ouest, vers Sedley, en Saskatchewan.

Le soir avant de partir pour l'Ouest, un accident survient. Irène Coupal s'en souvient: «*Juste la veille avant qu'on parte on avait été demeurer, coucher, chez des amis. Le soir, c'est moi qui gardais les enfants; ils* (les parents) *étaient allés veiller, je ne sais pas à quelle place, avec l'autre famille. Et puis, j'ai t'y pas ébouillanté un de mes petits frères dans le dos! Il est venu se frapper sur mon plat que j'avais plein d'eau bouillante... Et puis, il a fallu avoir un lit tout le long du voyage.*»[4]

Deux femmes aident à couper le grain avec boeufs et faucheuse dans la région de North Battleford.

Photo: Archives de la Saskatchewan

À cette époque, on ne voyage pas dans le grand luxe; une famille peut réserver un wagon de chemin de fer. La compagnie fournit un poêle pour chauffer le wagon et faire cuire les repas. La famille Coupal fournit les meubles (lits, chaises et tables) et la nourriture. Irène Coupal se souvient qu'«*on pouvait faire à manger pareil comme à la*

maison. On avait des patates, et puis des légumes, toutes ces affaires-là.»[5]

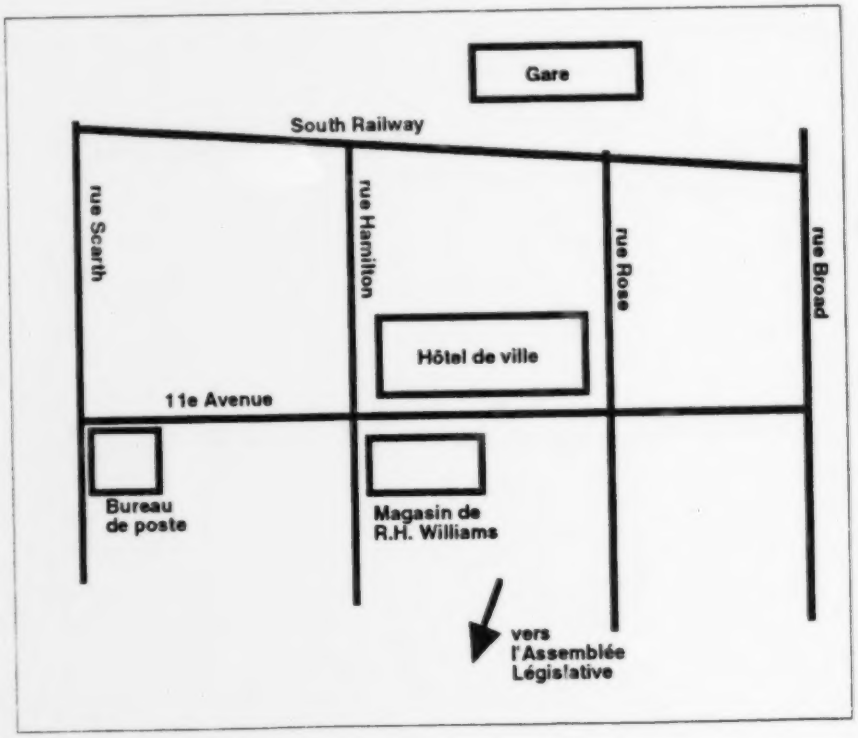
Les membres de la famille ne connaissent pas les autres voyageurs du train; il est probable qu'ils ne peuvent même pas communiquer avec les autres passagers, car ces derniers viennent sûrement d'Ukraine, de Pologne ou d'Allemagne. Contrairement aux autres passagers, les Coupal ne font pas partie d'un voyage organisé; ils n'ont pas été recrutés par un agent colonisateur du gouvernement, de la compagnie ferroviaire ou de l'Église.

Le train quitte Montréal; le voyage permet à la jeune Irène Coupal, ainsi qu'à ses frères et soeurs, de traverser les régions boisées du nord de l'Ontario, de voir le lac Supérieur et, en arrivant au Manitoba, d'apercevoir les vastes prairies de l'Ouest. Pour la jeune fille, le voyage semble interminable: *«On a été quinze jours sur les chars!»*[6] Mais, en réalité, le voyage ne dure que quatre ou cinq jours.

Le train s'arrête à Winnipeg, et repart; pour la dernière partie du voyage, il semble que le train s'arrête à toutes les gares le long de la voie ferrée. Enfin on arrive à Regina. La famille Coupal peut descendre du train, car leur wagon va être attelé à une autre locomotive qui les conduira jusqu'à Sedley sur une ligne secondaire du Canadien Pacifique.

S'ils étaient sortis de la gare à Regina, les enfants Coupal se seraient rendu compte que la capitale de la nouvelle province de la Saskatchewan était un petit village comparativement aux villes de Montréal et de Winnipeg. Ils auraient sans doute aperçu l'étable de W.H. Mulligan en face de la gare sur l'avenue South Railway. S'ils avaient pris le temps de marcher vers le sud, ils seraient arrivés à la 11e Avenue. Là, ils auraient pu voir le grand magasin général de R.-H. Williams à l'angle de la rue Hamilton et de la 11e Avenue. Immédiatement en face de ce magasin, il y avait le nouvel hôtel de ville, un édifice impressionnant construit dans le style européen. Plus loin vers l'ouest, à l'angle de la rue Scarth et de la 11e Avenue, il y avait le nouveau bureau de poste, également d'une architecture européenne.[7] Plus au sud, les enfants auraient pu voir la tour de l'Assemblée législative de la Saskatchewan. D'autres petits magasins et des maisons s'ajoutent à la description de Regina en 1914.

De Regina, ils poursuivent leur chemin jusqu'à Sedley, distant d'environ 50 kilomètres. Sedley a reçu son nom de Sedley Blanchard, nom d'un immigrant de Toronto qui était propriétaire du terrain sur lequel le village est situé. À cette époque, il y a principalement des Canadiens français dans la région: Béchard, Normandin et



Le centre ville de Regina en 1914

Poissant. La section des Coupal, achetée aux Béchard, se trouve à onze kilomètres du village.

Âgée de douze ans, Irène Coupal n'a pas vraiment le temps de se familiariser avec son nouveau pays. Presque immédiatement, on l'envoie à Winnipeg pour y terminer ses études en français; l'école de Sedley offre seulement des cours en anglais. Elle passe quatre ans à Winnipeg, puis elle revient à Sedley. La famille Coupal compte maintenant quatorze enfants et puisqu'il n'y a plus de place à la maison, Irène doit aller demeurer chez son frère qui habite une maison sur un autre carreau. Son père, aidé de ses fils, travaille maintenant sept carreaux.

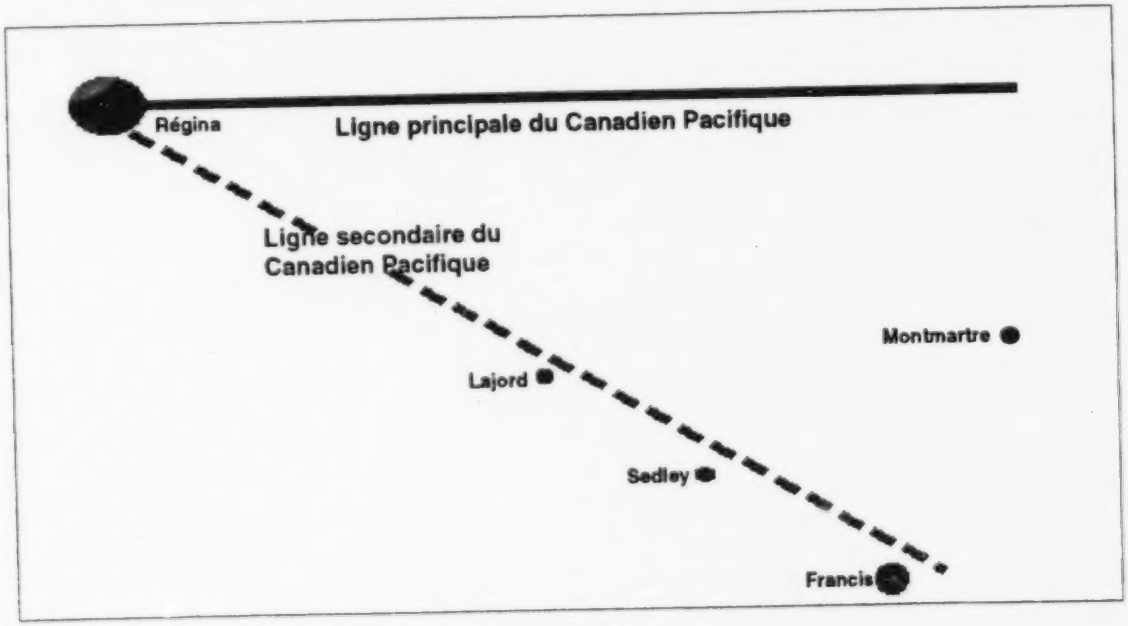
La grippe espagnole

Irène se met au travail; à la ferme, ce n'est pas ce qui manque! Puis, en 1918, c'est l'année de l'épidémie de grippe espagnole. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de cette maladie; on estime à plus de 24 millions le nombre de victimes de la grippe espagnole dans le monde. *«La maladie ne faisait pas de quartier: nouveaux-nés, enfants, adolescents, jeunes gens et jeunes filles, hommes et femmes dans la fleur de l'âge, vieillards, personne n'était épargné. Elle frappait encore plus impitoyablement les adolescents et les femmes enceintes.»*[8]

Il fallait improviser des hôpitaux, car le nombre des malades dépassait celui des lits dans les hôpitaux.

À Sedley, la famille Coupal n'échappe pas à cette maladie. Irène est la seule de la famille qui n'attrape pas la grippe. Elle doit s'occuper des autres: *«Chez nous, ils y sont tous passés. J'en avais quatorze au lit. Une femme qui s'en vient m'aider; puis elle tombe de la grippe le soir. C'est moi qui était la plus faible de la famille et puis je ne l'ai pas eue! Papa, maman, je les avais tous, tous au lit!»*[9]

La grippe était appelée «grippe espagnole» parce qu'elle avait été identifiée pour la première fois en Espagne. L'épidémie avait commencé vers la fin de la Première Guerre mondiale en 1918. Elle s'était répandue dans le monde, avec



La ligne du Canadien Pacifique de Regina à Sedley en 1914.

le retour des soldats. La maladie était grave surtout parce que les médecins ne savaient pas trop comment soigner les malades. On essayait différents vaccins, mais en général on recommandait beaucoup de repos à la maison.

Le médecin de Sedley prescrivait des pilules à ses malades: *«Ils me donnaient des espèces de petites pilules pour leur faire prendre, pour qu'ils en aient dans la bouche tout le temps. Ils ne voulaient pas les prendre, ils jetaient ça par terre partout.»*[10]

Le docteur Parent de Sedley semble avoir eu le bon remède car, comme le disait Irène Coupal, *«dans l'Est, toutes les femmes enceintes mouraient, mais iciitte, à Sedley, tout le monde y ont passé mais ils ne sont pas morts.»*[11]

Puis, après plusieurs mois, la grippe disparaît; toutes les familles ont été touchées. Un des frères aînés d'Irène Coupal meurt de la grippe. Il laisse une jeune femme de vingt ans et un fils.

Il faut se remettre à la tâche. À la ferme, il y a toujours beaucoup de travail à faire. Irène découvre la vie qu'avait menée son père lorsqu'il était venu dans l'Ouest comme «batteux» .

La moisson de 1921

L'été de 1921, *Le Patriote de l'Ouest* rapportait: *«D'ici trois semaines une petite armée de 40,000 se dirigera vers l'Ouest afin d'y travailler à la moisson. On estime que ce nombre d'hommes au moins est nécessaire, car l'on compte sur la meilleure récolte depuis 1905. En dépit du peu de travail actuellement dans les provinces des Prairies, il faudra 10,000 hommes de plus que l'année dernière. Beaucoup d'ouvriers sans emploi dans les villes de l'Est saisiront avec plaisir cette occasion qui leur est offerte d'aller dans l'Ouest où l'on aura besoin de leurs services. L'année dernière, les moissonneurs étaient payés de $5 à $6 par jour; il est probable que les prix seront un peu moins élevés cette année.»*[12]

Les journaux parlaient beaucoup des hommes qu'il fallait pour récolter le blé, mais on trouve peu de référence au travail qui était réservé aux femmes. Elles devaient assumer une partie du travail que les hommes faisaient aux autres moments de l'année: traire les vaches, soigner les animaux, etc. Les femmes devaient aussi s'occuper de nourrir les équipes de «batteux» qui travaillaient pour eux.

Adélard Béchard et son équipe de «batteux» en 1927 dans la région de Sedley.

Photo: Archives de la Saskatchewan

À Sedley, les Coupal exploitent une grande ferme pour l'époque, soit sept carreaux. Le père d'Irène et ses frères peuvent s'occuper eux-mêmes des travaux des semailles au printemps, mais à la fin de l'été ils doivent engager des hommes pour les aider à battre la récolte. Il faut couper le blé avec le *binder*, nom donné à la machine qu'on utilisait pour lier les gerbes de blé. Ces gerbes de blé, que l'on appelait des *sheaves* doivent être plantées la tête en l'air appuyé l'une contre l'autre pour assurer un mûrissement égal. Cinq à dix de ces *sheaves* étaient placées en meulon que l'on appelait un *stouque*. Tout ce travail doit être fait avant l'arrivée des «batteux». Parfois, les femmes vont aider à placer les gerbes en meulons.
Mais lorsqu'il y a de quinze à vingt-cinq hommes, il faut que quelqu'un prépare les repas pour nourrir tout ce monde-là.

«Ça durait longtemps des fois! Nous autres, on a eu les batteux pour trois mois déjà. Puis, nourrir tout ce monde-là. J'allais aider à maman. C'était un cochon là tué. La viande d'un cochon par semaine, de deux cent cinquante livres, il y passait! Je boulangeais cinquante pains par jour! Une poche de "fleur"[13] *dans deux jours elle était boulangée, elle était partie.»*[14]

En effet, les femmes aident même à tuer les cochons et à préparer la viande pour les repas. Et rappelons qu'elles ne reçoivent pas de salaire pour ce travail.

Chapitre deux:

La grande dépression des années trente

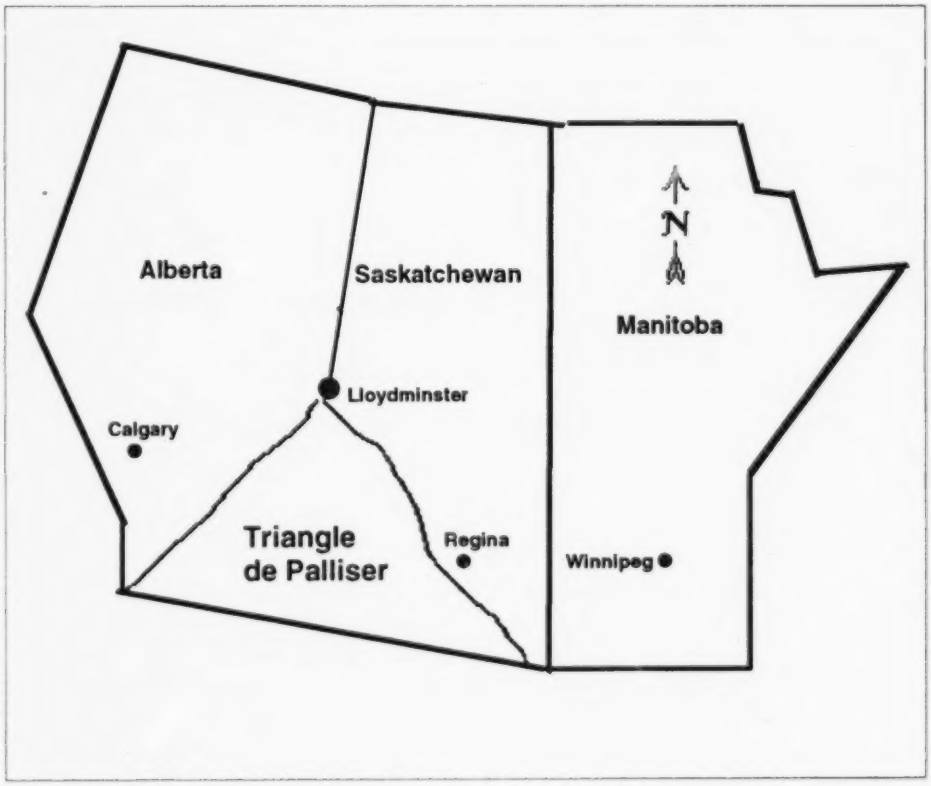
Irène Coupal se croit une fille qui «n'est guère mariable». Elle est âgée de 21 ans et elle semble être prête à faire son propre chemin. Elle s'est rendue à Regina pour étudier comment préparer les impôts sur le revenu, le gouvernement fédéral ayant adopté une nouvelle loi sur les impôts. Puisqu'elle connaît les rouages, c'est elle qui remplit les formulaires d'impôts de la famille.

Le mariage d'Irène Coupal

Près des Coupal à Sedley vit un jeune célibataire de Napierville au Québec, Arcandi Trudeau. *«Il était* bachelor,[15] *lui. C'était un fils de la terre, lui. Nous autres, on ne demeurait pas loin de chez-lui; on demeurait seulement à un demi-mille. Nous autres on n'avait pas d'auto, alors le dimanche il passait à la maison, pour aller à la messe, puis il nous emmenait. On embarquait*[16] *avec lui; on n'avait pas besoin d'atteler les chevaux.»*[17]

Arcandi commence à fréquenter Irène. *«Il a commencé à venir à la maison comme ça. Bien, on ne sortait pas... Je lui disais: "Moi, je ne me marie pas! Ne reviens pas!" Toujours est-il qu'on s'est marié. Il a pas lâché.»*[18] Ils se marient et s'installent sur la demi-section d'Arcandi. Une des soeurs d'Irène épouse le frère d'Arcandi Trudeau.

Pendant quelques années, les affaires vont bien à la ferme. Arcandi a acheté du terrain à Sedley, mais il y a aussi des indications qu'il a pris un *homestead* dans la région de Meyronne, à environ vingt-cinq kilomètres au sud-ouest de Gravelbourg.



Le Triangle de Palliser englobe la partie sud-ouest de la Saskatchewan.

La grande dépression

Mais les bonnes années prennent fin et toute la Saskatchewan se retrouve dans la crise économique ou «grande dépression» des années trente. C'est le terme que les gens de la Saskatchewan utilisent toujours pour décrire la crise économique qui a duré dix ans, de 1929 à 1939.

Toutefois, il serait faux de dire que la sécheresse est arrivée tout d'un coup en 1929. En réalité, la région qu'on connaît sous le nom de «Triangle de Palliser» avait été frappée par des sécheresses depuis le début de la colonisation. Entre 1916 et 1926, quelque 6 460 fermes furent abandonnées dans le «Triangle de Palliser».

À partir de 1929, la sécheresse est un des éléments qui rend la situation difficile pour les fermiers de la Saskatchewan. Mais il y en a d'autres. Les fermiers des Prairies dépendent des consommateurs qui achètent leurs produits. Lorsqu'il y a un effondrement total de la bourse de New York, le 24 octobre 1929, le monde entier est plongé dans la crise économique. Ceci entraîne la chute des prix des produits agricoles. En mai 1928, le prix d'un boisseau de blé numéro 1, du blé dur roux du printemps, est de 1,63 $. Quatre ans plus tard, le prix en est de 35 cents le boisseau. Les prix des autres produits de la ferme tombent également durant la même période.

Mais, ce sont les conditions climatiques qui ont le plus marqué les fermiers à cette époque. Une sécheresse s'abat sur le «Triangle de Palliser» pendant l'été de 1931. Les vents d'ouest causent des tempêtes de poussière; la couche de terre arable est soulevée par le vent et transportée de la Saskatchewan jusqu'au Manitoba. Pendant l'été, le ciel est noir.

Un pionnier qui a vécu la crise racontait: *«Tu n'as jamais vu une tempête de poussière. Une noirceur totale à midi. Des poteaux de clôture complètement enterrés. Je me souviens que les animaux mangeaient du chardon de Russie pour survivre. Et ils étaient si maigres qu'on pouvait voir les côtes. Comme enfant, je me souviens qu'on s'est fait prendre dans une tempête de poussière, un après-midi en revenant de l'école. On a été obligés de se fourrer le nez dans un tas de roches pour être capable de respirer. Ça, c'était la misère des années trente. Ça, c'était une dépression.»*[19]

Des voitures comme celle-ci, le *Bennett-Buggy* sont communes durant les années 1930.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Et, pour empirer les problèmes dûs à la sécheresse, en 1932, il y a une invasion de sauterelles. Les *gophers*[20] causent également des dégâts dans les champs de blé. En Saskatchewan et en Alberta, les

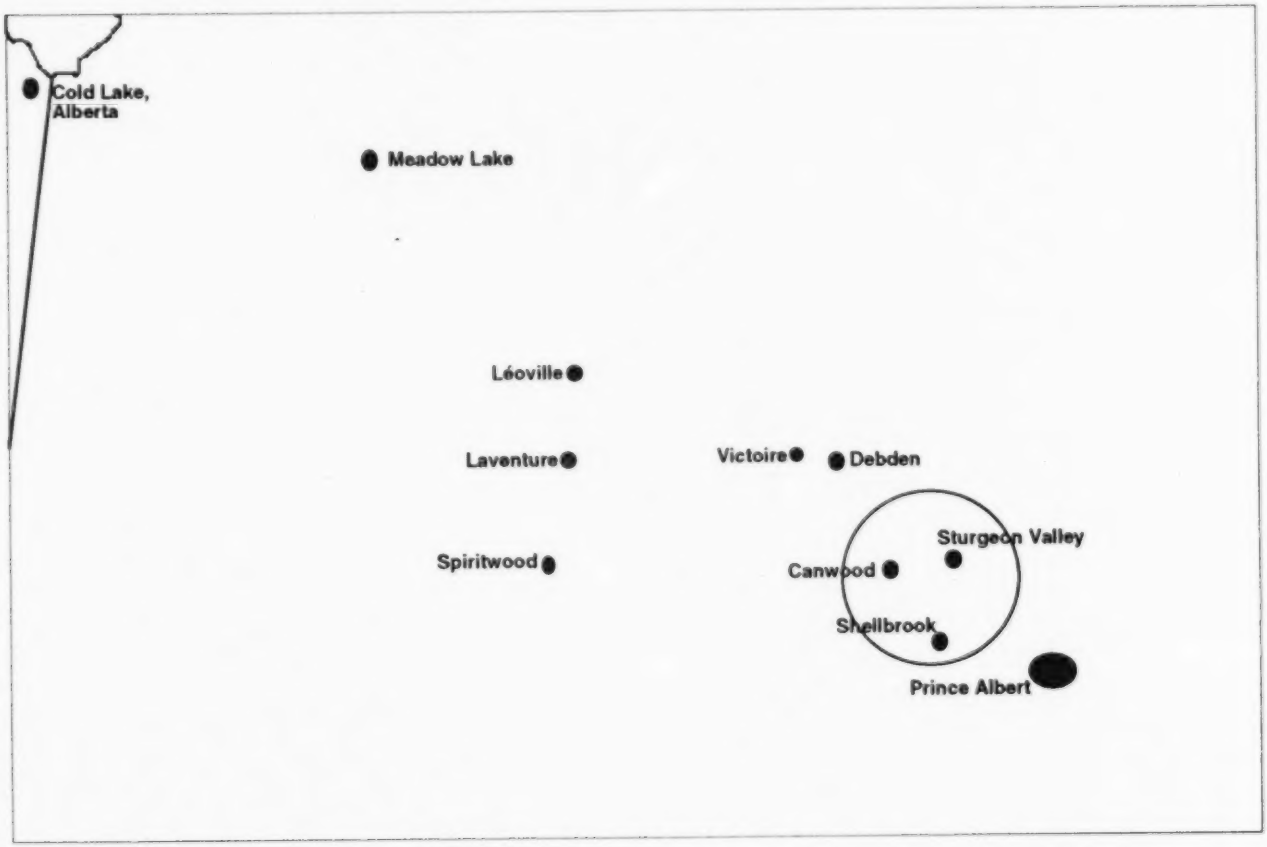
gouvernements acceptent de payer une prime de quelques cents sur les *gophers*. Les jeunes en tuent des millions chaque année, mais ils ne semblent pas avoir réduit de beaucoup la population de ces petits animaux.

Les Trudeau, comme bien d'autres fermiers de la Saskatchewan, ont de la difficulté à effectuer les paiements de leur terrain de Sedley. Non seulement ils n'ont pas d'argent pour faire les paiements de leur terrain, mais ils n'ont pas les moyens d'acheter de l'essence pour les voitures, les camions et les tracteurs.

Irène Coupal-Trudeau a sans doute vu une image comme celle-ci dans la région de Sedley: *«On aperçoit un étrange objet dans la distance. L'objet arrive devant le magasin. Cette étrange voiture est un* Bennett Buggy *et la force motrice pour faire avancer la voiture est fournie par l'homme et sa femme. Ils se sont attelés à leur vieille voiture... L'homme porte un vieux chapeau de feutre, graisseux, des salopettes bleues rapiécées et une chemise noire ouverte et rentrée dans les salopettes en arrière. La femme porte également une chemise d'homme et des blue jeans décolorés.»*[21]

Généralement, les fermiers enlevaient le moteur de la voiture et attelaient des chevaux devant. Évidemment, cette famille n'avait pas les moyens d'acheter des chevaux. Comme bien d'autres, elle venait d'abandonner sa ferme et avait décidé d'aller s'établir dans le nord de la Saskatchewan.

La région du «Triangle de Palliser» est plus durement touchée que les autres parties des provinces des Prairies. Le nord de l'Alberta et de la Saskatchewan échappent plus aux dégâts de la sécheresse et des invasions de sauterelles.



Sturgeon Valley et le nord-ouest de la Saskatchewan.

Déménagement dans le nord de la Saskatchewan

En 1933, Irène et Arcandi décident de faire comme des milliers d'autres. Ne pouvant effectuer les paiements de leur terre, ils la cèdent au gouvernement. De cette façon, leurs dettes seront acquittées.

Accompagnés d'une des soeurs d'Irène et de son mari, les Trudeau se dirigent vers le nord de la province. Avant qu'ils ne quittent Sedley, leurs parents essaient de les en dissuader: *«Il y a seulement de l'anglais dans le nord.»*[22], disent-ils.

Mais les deux couples décident d'y aller quand même. Ils explorent les régions de Spiritwood, de Cold Lake en Alberta, de Léoville et de Laventure avant d'acheter du terrain à Sturgeon Valley. Ce territoire est loin de ressembler à la région de Sedley. Lorsqu'Irène était arrivée dans l'Ouest en 1914, sa famille s'était établie dans le sud de la Saskatchewan où le terrain est facile à défricher; il n'y avait pas d'arbres à Sedley et le pionnier n'avait qu'à planter sa charrue dans la croûte dure de la terre et à commencer de labourer son champ.

À Sturgeon Valley, ce n'est pas la même chose. Au nord de Prince Albert, on n'est plus dans la prairie du sud, ni même dans le *Parkland*[23] situé entre Saskatoon et Prince Albert. Ici, les Trudeau se retrouvent en pleine forêt.

«Ce carreau de terre-là il n'était pas défriché. J'ai connu qu'est-ce que c'était d'arracher des racines! Quand on s'est acheté un tracteur... on a été les derniers pour s'acheter un tracteur... moi j'étais sur le tracteur et mon mari coupait les racines de l'arbre. Parce qu'il y avait des gros arbres. Puis, après que les racines étaient coupées, là, on attachait une chaîne après le tronc de l'arbre, puis là, moi je reculais avec le tracteur. Des fois, mon tracteur se levait - ça de haut! Ah! quand on voyait qu'il levait trop, on disait: "Il y a encore une racine qui est prise, qu'on n'est pas capable de prendre." Il la cherchait, puis il la trouvait. Oh! on en a défriché du terrain, nous! Après ça, ramasser les racines, les faire brûler, préparer le terrain pour le mettre en semence.»[24]

Puisque c'est la crise et qu'ils n'ont pas les moyens de payer le salaire d'un ouvrier, Irène doit travailler dans le champ avec son mari. Elle le fait tout en s'occupant de sa maison et de ses deux enfants.

Pendant l'hiver, Arcandi se rend dans le bois afin de gagner quelques dollars pour aider sa famille. Irène reste à la ferme pour s'occuper des enfants et des animaux. C'est elle qui doit conduire les enfants à l'école située à une distance de trois milles de leur ferme. *«On avait qu'est-ce qu'on appelait des "cabousses"*[25] *là.*

Défrichage du terrain dans le nord de la province avec un tracteur, vers 1940.
Photo: Archives de la Saskatchewan

C'est un sleigh *qui est couvert, puis il y a un petit poêle dedans. C'est mon* vieux *qui avait fait ça. J'allais mener les enfants; je prenais les enfants à mi-chemin, le long du chemin.»*[26]

En route, en «cabousse», Irène essaie de faire un peu de travail. Elle fait du raccommodage et du tricot (des bas, des mitaines et des tuques). Il fallait bien, sinon elle n'aurait jamais eu le temps de tout faire. *«Je partais à huit heures. Puis je revenais; j'arrivais à la maison pour faire mon dîner. Je repartais à deux heures pour être rendue là vers trois heures et demie, pour les ramener. Je revenais; il était l'heure de faire le souper!»*[27]

Sa journée commençait vers cinq heures et demie du matin avec la traite des vaches et les soins aux animaux. Immédiatement après le souper, elle retournait traire les vaches avant de finir sa journée.

Puisqu'ils ont terriblement besoin d'argent, elle commence à couper des cheveux; d'abord ceux de ses enfants et, par la suite, ceux des voisins. Même les femmes de la région viennent la voir. À cette époque, il n'est pas question d'aller au salon de coiffure. Irène demande quinze cents par coupe de cheveux.

Les prix des produits agricoles ne se sont pas rétablis; les Trudeau vendent une vache, mais pour la faire transporter en ville, ils doivent payer cinq dollars au camionneur. Lorsqu'ils reçoivent leur chèque de l'abattoir, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont presque rien reçu pour l'animal.

Pour survivre à la crise, ils vendent un peu de bois, du lait et des légumes. *«Mais on ne vendait pas ça cher non plus: des "*grandes chaudiérées*"*[28] *de tomates, quinze cents. Oh! mais c'est le beurre que je trouvais qui était le pire! Cinq cents la livre de beurre!»*[29] En ce qui concerne les oeufs, il arrive souvent qu'ils les jettent aux cochons plutôt que de les vendre à deux cents la douzaine.

Avec la guerre de 1939-1945, les bonnes années reviennent; les prix des produits agricoles se rétablissent. À Sturgeon Valley, Irène peut maintenant accorder plus de temps au travail de son mari; sa fille aînée est assez grande pour prendre soin de la maison. La moissonneuse-batteuse a remplacé les équipes de «batteux» de sa jeunesse, mais il faut quelqu'un pour transporter le grain de la batteuse aux graineries. *«J'en ai charroyé du grain quand les récoltes ont commencé à venir, là. Je menais la* combine[30] *aussi bien comme mon mari, moi, et les* trucks, *puis n'importe quoi. Je labourais aussi bien comme lui.»*[31]

C'est justement en faisant les moissons en 1960 qu'Irène Trudeau se casse un bras. À la suite de cet accident, les Trudeau décident de vendre leur terrain de Sturgeon Valley et de s'installer à Prince Albert.

L'histoire d'Irène Coupal-Trudeau montre bien le rôle que jouaient les femmes dans les fermes de la Saskatchewan. Elles étaient souvent appelées à aider à défricher le terrain et à le labourer. L'automne venu, elles allaient souvent aider à placer les gerbes de blé en meulottes en attendant l'arrivée des «batteux». Il fallait aussi qu'elles aident à traire les vaches et à soigner les animaux.

Les femmes aidaient à faire ce travail et ensuite elles devaient aussi s'occuper des tâches ménagères: cuisine, lessive, etc. Irène Trudeau devait raccommoder du linge et tricoter des bas, des mitaines et des tuques, alors qu'elle allait conduire ses filles à l'école pendant l'hiver.

Notes et références

1 Batteux: nom que l'on donnait aux jeunes gens qui venaient de l'Est tous les automnes pour aider à moissonner.

2 Grant MacEwan. — Power for Prairie Plows. — Saskatoon : Western Producer, 1971. — Traduction. — P. 50

3 Un hectare a une superficie de 100 ares; un arpent a une superficie de 34,2 ares et une acre a une superficie de 40,47 ares. Il y a donc 2,5 acres dans un hectare et environ 3 arpents dans un hectare.

4 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1981

5 Ibid.

6 Ibid.

7 Seul l'édifice du bureau de poste existe encore à Regina. En 1961 ou 1962, le bureau de poste est devenu l'hôtel de ville de Regina. Aujourd'hui, c'est l'emplacement d'un petit centre d'achat et du théâtre Globe. L'ancien hôtel de ville a été démoli en 1961 ou 1962. À sa place on a construit un centre commercial: Galleria. Le magasin de R.H. Williams et l'étable de W.H. Mulligan ont disparu depuis longtemps.

8 Richard Lapointe. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 116

9 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

10 Ibid.

11 Ibid.

12 Le Patriote de l'Ouest : 20 juillet 1921. — La Saskatchewan de A à Z. — Cité par Richard Lapointe. — P. 148-149

13 *De la fleur*: terme utilisé par plusieurs familles canadiennes-françaises pour parler de la farine.

14 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

15 *Bachelor*: mot anglais pour désigner un homme célibataire.

16 *Embarquer*: expression canadienne française pour dire «monter dans une voiture».

17 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

18 Ibid.

19 Laurier Gareau. — [Le Phénix renaîtra-t-il?]. — Manuscrit dactylographié. — Théâtre

20 *Gopher:* terme anglais communément utilisé en Saskatchewan pour parler du spermophile, petit rongeur voisin de la marmotte, à abajoues volumineuses, qui vit dans un terrier où il entasse des graines.

21 Fred C. Williams. — The Fifth Horseman. — Calgary : Pandarus Books, 1973. — Traduction. — P. 20

22 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

23 *Parkland:* mot anglais utilisé en Saskatchewan pour décrire la région qui se situe entre les forêts du nord et la prairie du sud et qui est formée de petites prairies et de forêts.

24 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

25 *Cabousse* (ou cabouze): voiture légère d'hiver, avec une charpente couverte de planches, une porte sur un côté, une fenêtre à l'avant et généralement un petit poêle à l'intérieur.
Sleigh: voiture d'hiver.
Vieux (mon): terme affectueux pour parler de son mari. Le terme «ma vieille» est aussi utilisé pour l'épouse.

26 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

27 Ibid.

28 *Grandes chaudiérées*: contenu de grands récipients en métal.

29 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

30 *Combine*: moissonneuse-batteuse.
Truck: camion.

31 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

Bibliographie:

Coupal-Trudeau, Irène. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1981

Gareau, Laurier. — [Le Phénix renaîtra-t-il?]. — Manuscrit dactylographié. — Théâtre

Lapointe, Richard. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

MacEwan, Grant. — Power for Prairie Plows. — Saskatoon : Western Producer, 1971. — (Prairie Books)

Williams, Fred C. — The Fifth Horseman. — Williams, Fred C. — Calgary : Pandarus Books, 1973

Antonio de Margerie

Photo: Archives de la Saskatchewan

Antonio de Margerie, natif du Manitoba, arrive en Saskatchewan en 1925 pour entreprendre une carrière d'enseignant à Hoey. Quatre ans plus tard, il quitte l'enseignement pour assumer les fonctions de chef du secrétariat de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC), poste qu'il occupera pendant plus de trente ans. Au cours de sa carrière avec l'ACFC, A. de Margerie travaillera à l'élaboration et à la réalisation des concours de français dans les écoles, il s'occupera de l'embauche d'instituteurs et d'institutrices francophones, il jouera un rôle important dans l'obtention des permis de radiodiffusion pour les stations CFNS et CFRG en Saskatchewan tout en assurant l'administration de l'ACFC

Chapitre un

Ses premières années à l'ACFC

Antonio de Margerie naît à Sainte-Anne-des-Chênes au Manitoba en 1895. Il est l'aîné des quatre enfants d'Eugène de Margerie et de Bélona Généreux. Son père, un ancien professeur de littérature à l'Université de Lille, en France, était venu s'établir dans l'Ouest canadien vers 1885 (voir *Marie-Antoinette Papen*).

Après avoir fait ses études élémentaires à l'école de Sainte-Anne-des-Chênes, Antonio se dirige vers le Collège des Jésuites à Saint-Boniface pour faire son cours classique. C'est à cette époque, en 1908, que son père meurt et le jeune Antonio est alors responsable de sa mère et de ses trois soeurs, surtout de la plus jeune, Marie-Antoinette, qui n'a qu'un an et dont il est le parrain.

Malgré ces préoccupations dues à ses responsabilités familiales, Antonio de Margerie fait de brillantes études et il obtient son baccalauréat ès arts à l'âge de 18 ans. Comme bien d'autres jeunes, à cette époque, A. de Margerie songe à la prêtrise après avoir fini ses études classiques. *«Mais après quelques mois de réflexion il opte plutôt pour l'enseignement et épouse Agnès Lavergne, elle aussi originaire de Sainte-Anne-des-Chênes.»*[1]

Il commence sa carrière d'enseignant dans des petits villages francophones du Manitoba. Lors de la création du Manitoba en 1870, Louis Riel avait assuré que le droit à l'enseignement du français et à des écoles séparées (catholiques) serait inscrit dans la Loi du Manitoba. Cependant, en 1890, une nouvelle loi scolaire avait été adoptée par l'Assemblée législative manitobaine. Celle-ci visait à éliminer les écoles catholiques ainsi que l'enseignement du français. Les francophones et les catholiques du Manitoba s'étaient opposés à cette loi.

En 1896, les libéraux de Wilfrid Laurier avait remporté la victoire aux élections fédérales. Une partie de la campagne électorale avait porté sur la question des écoles au Manitoba. Wilfrid Laurier en était arrivé à une entente avec le

Le sud du Manitoba au temps d'Antonio de Margerie.

gouvernement du Manitoba. Cette entente, connue sous le nom de «compromis Laurier-Greenway», fut signée le 19 novembre 1896. *«En vertu de l'accord, il n'y aura au Manitoba que des écoles publiques. Le système d'écoles séparées est donc appelé à disparaître. Lorsque dans une école urbaine, il y aura plus de quarante enfants catholiques, ou plus de vingt-cinq dans une école rurale, on aura droit à un instituteur catholique. Ce dernier devra avoir les mêmes qualifications minimales que l'instituteur protestant. Quant à l'enseignement de la religion catholique, la dernière demi-heure de la journée de classe pourra y être consacrée, mais les élèves non catholiques ne devront pas y assister. La clause concernant l'usage de la langue française en classe stipule: "Lorsque dix au moins des élèves de toute école sont de langue française (ou toute autre langue que l'anglais), l'enseignement des dits élèves sera donné en français (ou toute autre langue selon le cas) et en anglais conformément au système bilingue."»*[2]

Les écoles privées, telles que le Collège des Jésuites de Saint-Boniface, étaient exclues de ce compromis puisqu'elles ne dépendaient pas des impôts.

Antonio de Margerie commence donc ses études à l'école publique de Sainte-Anne-des-Chênes où l'enseignement du français est limité à quelques heures par jour avant d'aller terminer son cours classique au collège privé des Jésuites. Lorsqu'il devient enseignant à l'âge de 18 ou 19 ans, il retourne donc enseigner dans une des écoles publiques du Manitoba.

Comme bien d'autres Franco-Manitobains, Antonio de Margerie a de la difficulté à accepter «le compromis Laurier-Greenway». Il s'engage dans les mouvements des francophones pour tenter d'améliorer la situation des Franco-Manitobains. Il a probablement assisté au congrès de 1916 à Saint-Boniface où l'Association des Canadiens français du Manitoba[3] fut fondée.

Pendant plus de 50 ans, l'ACFM va jouer le rôle de ministère de l'Instruction publique pour l'enseignement du français au Manitoba. Comme l'ACFC va le faire en Saskatchewan, cet organisme des Franco-Manitobains organise des concours de français dans les écoles, encourage l'organisation de festivals de la chanson française, voit aux placements d'instituteurs et d'institutrices dans les écoles de langue française, embauche des visiteurs d'écoles pour venir en aide aux enseignants et favorise la fondation de comités de parents et d'enseignants.

Antonio de Margerie n'est pas satisfait d'être simplement un enseignant adéquat. *«Il devient en peu d'années un maître d'école brillant et doué de belles qualités: une admirable clarté d'idées et d'expression, une insatiable curiosité intellectuelle et un formidable esprit de méthode.»*[4]

Une invitation de la Saskatchewan

C'est en 1924 que Raymond Denis, alors président de l'Association des commissaires d'écoles franco-canadiens de la Saskatchewan, fait la connaissance d'Antonio de Margerie. Denis est au Manitoba pour assister au congrès de l'Association des Canadiens français du Manitoba. *«Sur le programme du congrès un item avait particulièrement attiré mon attention: "Le rôle et les devoirs des commissaires d'écoles" par A. de Margerie. Quelqu'un me présenta M. de Margerie et fit son éloge. J'avoue que l'apparente jeunesse du conférencier me désappointa un peu. Il allait probablement nous développer quelques belles théories, de ces théories qu'on ramasse sur les bancs des collèges et qui ne tardent pas à s'effriter en face des réalités.»*[5]

La jeunesse apparente d'Antonio de Margerie ne l'empêche pas de bien présenter ses idées; il impressionne tellement Raymond Denis que ce dernier met toute son énergie à le recruter pour venir enseigner en Saskatchewan. En 1925,

Antonio accepte l'invitation de Denis; il quitte le Manitoba pour prendre un poste d'enseignant à Hoey en Saskatchewan. Ainsi commence sa longue association avec la communauté franco-canadienne de la Saskatchewan.

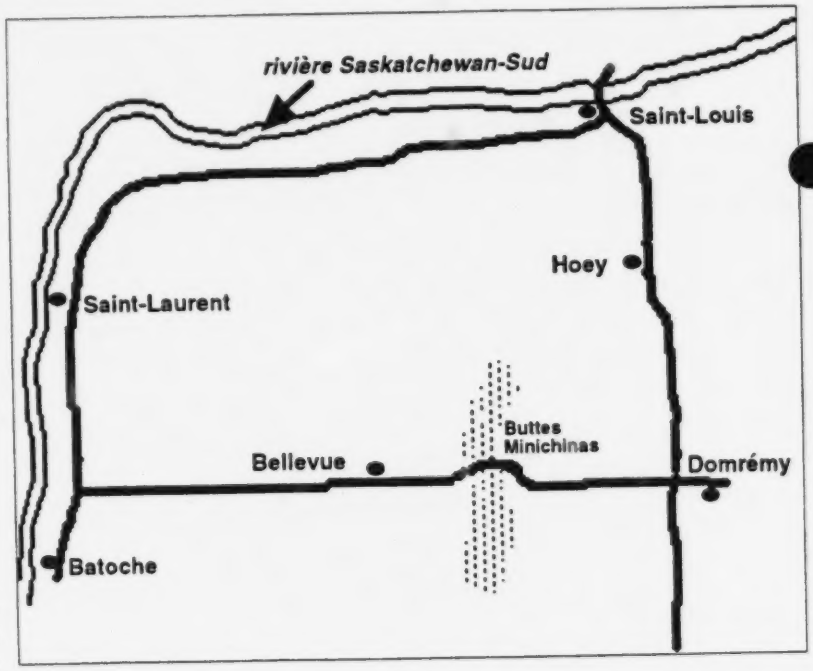
«Il enseigne quelques années à Hoey et devient presque immédiatement vice-président de l'ACFC et de l'Association des Commissaires d'Écoles Franco-Canadiens de la Saskatchewan.»[6] Il aide à organiser les concours de français dans les écoles francophones de la Saskatchewan.

A. de Margerie est chef de la chorale de Hoey de 1925 à 1929 et durant cette période il organise de nombreux concerts publics.. *«Du temps de M. Antonio de Margerie, Hoey avait une des plus belles chorales des alentours. Quelle belle messe de minuit il préparait.»*[7]

En 1925, Joseph-Eldège Morrier avait été le premier à prendre à plein temps le poste de chef du Secrétariat de l'ACFC. Donatien Frémont avait fait le travail de secrétariat à temps partiel jusqu'en 1923 (voir texte Donatien Frémont). En 1928, Morrier quitte la Saskatchewan pour aller travailler à Montréal. Il faut donc trouver une personne habile pour remplacer M. Morrier.

Raymond Denis, président de l'ACFC depuis 1925, approche alors le jeune enseignant de Hoey. *«Antonio de Margerie accepte de prendre la relève. La rémunération pour ses nombreuses fonctions, il faut le dire tout haut, est et demeurera toujours bien modique.»*[8] Il commence son travail pour l'ACFC le 1er juillet 1929. C'est à la veille de la grande crise économique et de la sécheresse qui ravageront la Saskatchewan. Les Franco-Canadiens de la Saskatchewan n'auront pas beaucoup d'argent à donner à leur association provinciale durant cette période. Pour aggraver la situation, *«bon nombre de Franco-Canadiens de la Saskatchewan, dont une bonne partie de la couche instruite, partent vers l'Est.»*[9] Antonio de Margerie doit presque faire cavalier seul pour assurer la survivance de la langue française en Saskatchewan durant cette période.

Mais il est homme à entreprendre cette tâche: *«Sa discipline personnelle et son esprit de méthode lui permettent, de l'avis de M. l'abbé Roger Ducharme, d'accomplir à lui seul ce qui aurait ailleurs nécessité plusieurs têtes, et plusieurs bras aussi.»*[10]



La région de Hoey au sud de Prince Albert.

Chapitre deux

L'enseignement du français et les concours de français de l'ACFC

Le Congrès biennal de 1925 a probablement été le plus important de l'histoire de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan. Cette année-là, l'ACFC avait treize ans. Elle avait déjà accompli bien des choses, entre autres la fondation de l'Association Interprovinciale et celle de l'Association des commissaires d'écoles franco-canadiens de la Saskatchewan. Elle avait survécu à la crise scolaire de 1918 (voir texte Donatien Frémont).

Mais il y avait encore beaucoup de choses à faire. Premièrement, il fallait améliorer l'état financier de l'organisation. Dans les huit derniers mois de l'année précédente, l'ACFC avait dépensé un total de deux dollars cinquante-cinq cents. Sans argent, l'ACFC ne pourrait pas avoir de Secrétariat permanent et, donc, ne pourrait pas entreprendre de projets. Au Congrès de 1925, les délégués acceptent de mettre sur pied une cotisation annuelle de 1,25 $ par famille franco-canadienne. Elle accepte d'embaucher Joseph-Eldège Morrier comme chef du Secrétariat permanent.

Les «Concours» de l'ACFC

Toutefois, c'est dans le secteur de l'enseignement du français qu'il faut dépenser le plus d'énergie. David Gratton, un enseignant de Ponteix, est appelé à présenter un rapport aux délégués sur l'état de l'enseignement du français en Saskatchewan. Son rapport *«reconnaît franchement que le français n'est pas suffisamment enseigné dans nos écoles. Nos élèves lisent d'une façon passable, mais il en est très peu parmi eux qui sont en mesure d'appliquer les règles de grammaire et d'écrire une dictée convenable.»*[11] Le rapport ne remettait nullement en question la compétence des enseignants. Toutefois, le rapport blâmait le peu d'appui que les enseignants recevaient de la communauté francophone de la Saskatchewan. Même les curés ne visitaient que rarement les écoles. *«L'instituteur reste seul, avec un outillage défectueux, sans programme d'études pour le français, seul devant des inspecteurs qui tentent par tous les moyens à leur disposition de réduire de plus en plus la place allouée au français.»*[12]

Le rapport précise également que même si les instituteurs ont le droit d'enseigner une heure de français par jour, *«personne ne nous dit comment nous devons employer cette heure pour chacun des différents grades auxquels nous enseignons ni quelles matières nous devons enseigner.»*[13]

À ce congrès de l'ACFC, Raymond Denis est élu président de cet organisme tout en étant réélu président de l'Association des commissaires d'écoles et il demande qu'on s'attaque à ce problème. Les congressistes adoptent une série de résolutions dans ce sens.

On propose d'établir un programme d'études pour l'enseignement du français. Il y aura des examens de français organisés par l'ACFC et l'Association devra embaucher des inspecteurs francophones pour visiter les écoles et apporter l'appui nécessaire aux enseignants.

Lorsqu'il arrive à Hoey à l'automne de 1925, Antonio de Margerie apprend que le concours

de français dans les écoles est déjà une réalité. En effet, les premiers examens de français ont eu lieu fin juin, au printemps précédent. Plus de mille élèves de la quatrième à la douzième année ont participé. Pendant l'été, on avait pu lire l'article suivant dans le *Patriote de l'Ouest: «**Brillant succès du concours de français** 80 districts d'écoles et 1062 élèves y prennent part. Quatre médailles offertes par le lieutenant gouverneur de Québec. Le 20 juin dernier, 80 arrondissements scolaires et 1062 petits Franco-Canadiens prenaient part au premier concours de français organisé dans la province de la Saskatchewan par nos Associations nationales. Le succès a dépassé toutes les espérances. Préparé en l'espace de quelques jours, le concours a comblé une lacune dans notre organisation. Notre population l'a bien compris, c'est pourquoi il a groupé toutes les bonnes volontés autour de lui, comme il a rallié tous les suffrages.»*[14]

Une fois rendu à Hoey, Antonio de Margerie participe à l'organisation des concours de français. Il prépare ses élèves pour les examens annuels et il aide également à préparer le programme d'enseignement de français qui sera utilisé dans toutes les écoles.

En 1929, lorsqu'il accepte le poste de chef du Secrétariat de l'ACFC, il continue à faire de ces concours l'élément de fierté de tous les Franco-Canadiens de la Saskatchewan.

Tous les élèves qui suivaient les cours de français de l'ACFC pouvaient passer les examens. *«De la 4e à la 8e année, les examens de l'ACFC portaient sur l'orthographe, la grammaire et la composition. À partir de la 9e année, on ajoutait un examen de littérature. Les examens avaient lieu "le samedi du mois de juin qui tombe entre le 5 et le 13 de ce mois".»*[15]

Pendant qu'il est enseignant à Hoey, entre 1925 et 1929, Antonio de Margerie peut voir se dessiner un avenir sombre pour la population de langue française de la Saskatchewan. La population de langue anglaise en Saskatchewan n'a pas accepté l'amendement à la loi scolaire de 1918 qui permet aux francophones d'avoir une heure de français par jour dans leurs écoles, ni la demi-heure de catéchisme qui peut être enseigné en français (voir texte Donatien Frémont).

J.T.M. Anderson et le Ku Klux Klan

Vers la fin des années 20, certains anglophones s'allient au Ku Klux Klan, un groupe d'extrémistes qui, en Saskatchewan, réclament l'unité linguistique du peuple canadien. Ce groupe de fanatiques est essentiellement contre le français et contre la religion catholique. *«En 1927, le Klan orchestra une campagne de protestations contre l'enseignement du français, le port de l'habit religieux et la présence de crucifix dans les écoles.»*[16]

Le KKK commence par travailler à faire élire le parti conservateur en Saskatchewan; un parti politique qui, espèrent-ils, abolira l'enseignement du français dans les écoles. En 1928, ils commencent à brûler des croix ici et là en province; ils envoient même la photo d'une croix en flamme au ministre J.M. Uhrich qui s'est porté à plusieurs reprises à la défense de l'enseignement du français. Toujours en 1928, *«trois commissaires d'une école de la région de Willow Bunch étaient traduits devant un juge de paix - lui-même membre du Klan - pour avoir permis l'usage du français comme langue d'enseignement après la première année.»*[17]

À Hoey, Antonio de Margerie suit ces événements. Il n'est pas surpris, au printemps 1929, de voir le parti conservateur s'allier avec le parti progressiste pour remporter les élections provinciales. J. Thomas Milton Anderson devient premier ministre. C'est un ancien inspecteur d'école et un fort partisan du principe de *«English only»* - l'anglais comme seule langue d'enseignement.

Un des arguments couramment utilisé par les défenseurs du principe de *«English only»* est que l'enseignement du français nuit à l'enseignement de l'anglais. Antonio de Margerie, Maurice Baudoux et Raymond Denis ne souscrivent pas à cette théorie. Dans ses mémoires, Raymond Denis rappelle les propos de David Gratton à ce sujet lors du congrès de l'ACFC en 1925: *«Mon expérience m'assure le contraire. La connaissance du français, bien loin de nuire à l'étude de l'anglais, aide à l'épellation, à la grammaire et à la littérature anglaise. Dans les grades inférieurs, il arrivera quelquefois que les enfants confondront l'épellation d'un mot anglais avec celle du mot français correspondant, et feront peut-être plus de fautes que s'ils ne connaissaient qu'une langue: mais, aussitôt qu'ils ont atteint le 7e ou le 8e grade, c'est le contraire. Mes élèves du 8e grade qui connaissent le mieux l'anglais sont invariablement ceux qui sont le plus avancés en français.»*[18]

L'ancien premier ministre de la Saskatchewam, M. J.-T.-M. Anderson.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, A. de Margerie occupe le poste de chef du Secrétariat de l'ACFC dès le 1er juillet 1929. Il n'a même pas le temps de se familiariser avec son nouvel emploi que le gouvernement Anderson s'attaque à la question scolaire. *«Le 27 septembre, Anderson supprimait l'échange des brevets d'enseignement avec le Québec, prétextant qu'ils étaient inférieurs à ceux de la Saskatchewan.»*[19] Cette décision allait causer bien des problèmes aux Franco-Canadiens de la Saskatchewan, puisque bon nombre d'enseignants bilingues venaient du Québec.

En décembre de la même année, Anderson revient à la charge. Cette fois-ci, il annonce que dorénavant le catéchisme devra être enseigné en anglais dans toutes les écoles de la Saskatchewan. Les francophones ne peuvent accepter que l'enseignement religieux soit offert en anglais. Ils vont voir le premier ministre qui n'accepte pas de céder. Toutefois, le premier ministre leur suggère un moyen de contourner la loi: *«pourquoi ne pas reprendre les cours à une heure de l'après-midi plutôt qu'à une heure et demie, fermer officiellement l'école à trois heures et demie et enseigner leur catéchisme comme bon leur semblerait jusqu'à quatre heures? C'est grâce à ce subterfuge que les petits franco-catholiques purent continuer à apprendre leur catéchisme en français.»*[20]

Anderson n'a pas encore fini de harceler A. de Margerie et les Franco-Canadiens de la Saskatchewan. En mars 1930, le premier ministre dépose le projet de loi 1 à l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Cette loi interdira *«l'affichage des symboles religieux et le port de l'habit religieux dans les écoles publiques durant les heures de classe.»*[21] Raymond Denis, Antonio de Margerie et d'autres membres de l'ACFC font pression

d'autres membres de l'ACFC font pression sur les religieuses et les évêques pour les convaincre de modifier leurs habits dans la salle de classe. *«Seules sept ou huit religieuses enseignant dans des écoles publiques (les écoles séparées ne tombaient pas sous le coup de cette loi) refusèrent de se conformer à ces dispositions et elles jugèrent préférable de quitter la province.»*[22]

Bien sûr, le premier ministre Anderson ne s'est pas encore attaqué directement à l'enseignement du français. En 1918, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan avaient gagné une victoire partielle; la première année pouvait être enseignée uniquement en français. Pour les autres années, il y avait un cours d'une heure par jour en français, ainsi que la demi-heure de catéchisme. Officiellement, en 1929, les francophones avaient perdu la demi-heure de catéchisme mais ils avaient trouvé un moyen de contourner la loi.

En mars 1931, le gouvernement Anderson dépose un autre projet de loi à l'Assemblée législative. Ce projet de loi prévoit de supprimer le cours primaire en français. *«Désormais, le français ne pouvait plus s'enseigner que comme matière d'étude à raison d'une heure par jour.»*[23]

Heureusement, en 1934, le gouvernement conservateur n'est pas réélu et il est remplacé par un gouvernement libéral. Le nouveau premier ministre, James Gardiner, accepte de rétablir certains des droits à l'enseignement du français, mais les Franco-Canadiens n'obtiennent pas tout ce qu'ils avaient avant 1929. L'ACFC doit continuer à s'occuper de l'enseignement du français et Antonio de Margerie continue d'être, en quelque sorte, le ministre de l'Éducation française en Saskatchewan.

Le secrétariat de l'ACFC

Cette maison à Vonda a servi de résidence à la famille de Margerie pendant de nombreuses années, mais elle était aussi le siège de l'ACFC

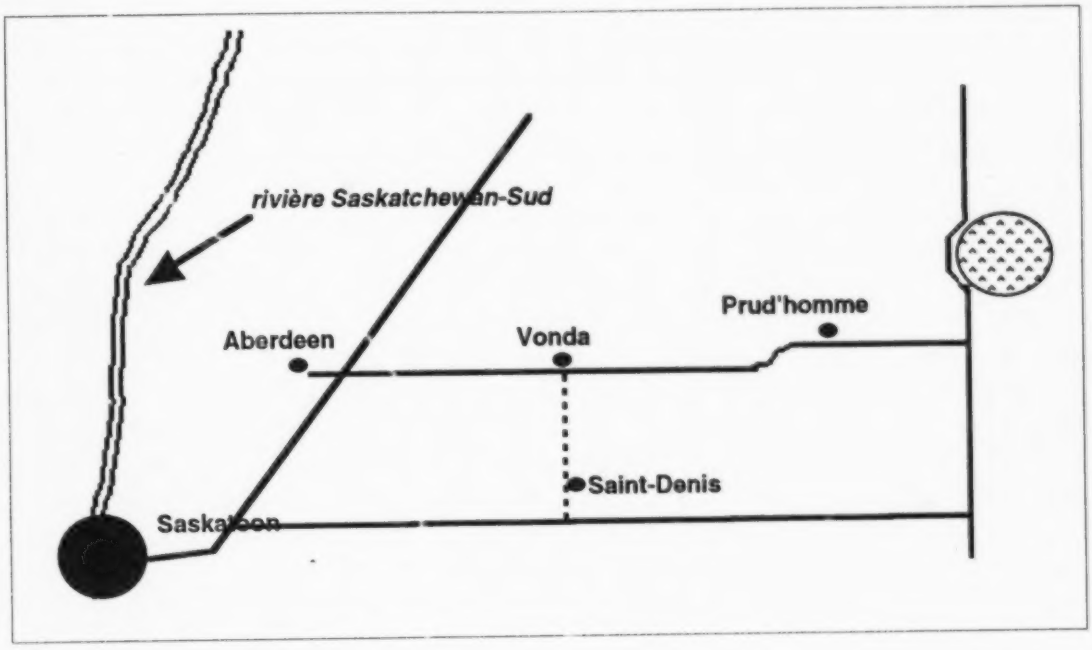
Photo: Archives de la Saskatchewan

Antonio de Margerie est maintenant installé dans une maison à Vonda, environ cinquante kilomètres à l'est de Saskatoon. Sa maison devient le bureau de l'ACFC. Un des fils d'Antonio, l'abbé Bernard de Margerie, se souvient des bureaux de l'ACFC: *«Le bureau occupait le deuxième étage, et puis un appartement en bas. Quand papa recevait des visiteurs du bureau, c'était dans le salon habituellement.»*[24] La famille de Margerie compte maintenant neuf enfants et chacun est appelé à aider son père: *«Je me rappelle avoir travaillé au Gestetner, au miméographe, mais un ancien modèle, aussi jeune que je peux me rappeler. Je pense bien que*

je devais tourner des copies au miméographe quand j'avais six ans ou sept ans.»[25]

Antonio de Margerie est un homme bien organisé, ce qui lui permet de faire le travail qui aujourd'hui prendrait de six à dix personnes. Selon l'abbé Roger Ducharme: *«Il savait travailler, chaque coup de plume comptait. Il savait classifier les innombrables documents; aujourd'hui encore un élève de la 8e année en français, disons de 1930, peut obtenir les notes de son examen de l'ACFC. Il fallait voir avec quelle précision et quelle propreté il exécutait les mille et une besognes.»*[26]

Antonio de Margerie continuera à mener les affaires de l'ACFC jusqu'en 1961. Chose intéressante, c'est seulement six ans plus tard, en 1967, que le Gouvernement de la Saskatchewan adoptera une nouvelle loi scolaire qui permettra éventuellement la création d'écoles fransaskoises et d'immersion. En 1967, l'ACFC pourra enfin céder son rôle de ministère de l'Éducation française au Gouvernement.



Chapitre trois

La radio française en Saskatchewan

À part en éducation, Antonio de Margerie est appelé à jouer un rôle très important dans l'établissement de deux stations de radio française en Saskatchewan. Lorsqu'il devient chef du Secrétariat de l'ACFC en 1929, la radio est encore une toute nouvelle invention. *«À la fin de la guerre en 1918, la lutte reprend entre les hommes de science pour rendre la radio plus accessible au grand public. Cette année-là, Guglielmo Marconi établit à Montréal un laboratoire et cette ville gagne la distinction d'avoir le premier poste de radio au monde. Marconi reçoit la permission du ministère de la Marine d'opérer à titre expérimental la première station radiophonique canadienne, XWA. Quelques mois plus tard, le ministère lui accorde un permis régulier, sous les lettres d'appel CFCF.»*[27]

Seulement quatre ans plus tard, en 1922, la première station de radio en Saskatchewan, CKCK, ouvre ses portes à Regina. La radio va révolutionner les moyens de communication et les dirigeants de l'ACFC reconnaissent vite son importance, surtout dans les prairies de l'Ouest. *«L'invention de la radio n'est reçue nulle part avec autant d'enthousiasme que dans les Prairies. Les fermiers de l'Ouest demeurent quelquefois à grande distance d'un village ou d'un voisin; ils sont souvent isolés par les tempêtes de neige, les grands froids ou le mauvais état des routes. Les nombreuses petites stations de radio locales constituent un moyen pratique de communication: les prix des grains et des animaux, qui varient considérablement d'une journée à l'autre, parviennent instantanément aux producteurs et aux acheteurs. La radio représente aussi un moyen pour renforcer l'esprit communautaire.»*[28]

En 1927, Joseph-Eldège Morrier, alors chef du Secrétariat de l'ACFC, explore la possibilité d'obtenir une licence pour une station française en Saskatchewan. Mais, Morrier quitte la province l'année suivante et, à cause de la crise et du fait que les francophones n'ont pas d'argent à dépenser pour un tel projet, il faudra attendre encore vingt-cinq ans avant que son rêve se réalise.

Antonio et Agnès de Margerie et leur famille vers 1945.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Lorsqu'il devient chef du Secrétariat en 1929, Antonio de Margerie encourage les francophones à prendre l'initiative d'acheter du temps d'antenne aux stations anglaises de la province et de diffuser des émissions en français. Quelques-uns, tel Emmanuel Lemire, un fermier de Coderre, acceptent de relever le défi d'Antonio de Margerie. Malheureusement, les coûts d'un tel projet deviennent vite prohibitifs et, à cause de la crise économique, on ne répète que rarement l'expérience.

En 1936, on pense que la solution est à portée de la main. Le Gouvernement du Canada crée la Société Radio-Canada qui doit diffuser des émissions dans les deux langues dans tout le pays. Au début, Radio-Canada diffuse ses émissions en Saskatchewan dans des stations privées et, dans la plupart des cas, ces émissions sont en anglais.

Les directeurs de Radio-Canada promettent que la situation changera aussitôt que la Société aura sa propre station dans la province. C'est en 1939 qu'on ouvre la station CBK à Watrous.

Antonio de Margerie commence à écouter attentivement les émissions diffusées par CBK afin de savoir combien de temps est consacré aux émissions en français. Il se rend vite compte que la Société n'a pas l'intention de lui accorder plus de quinze minutes par jour. Il écrit aux dirigeants de la Société pour se plaindre au nom des francophones de la Saskatchewan: *«Serait-ce que sans oser le dire, on redoute que l'usage du français dans les annonces radiophoniques offenserait des oreilles par trop susceptibles? (...) Et encore faudrait-il les trouver et nous les montrer les auditeurs de l'Ouest qui protesteraient contre la longueur inutile des annonces ou contre l'usage du français si elles étaient bilingues...»*[29]

En 1940, la Société Radio-Canada embauche un francophone comme annonceur à CBK à Watrous, mais en même temps les dirigeants de l'ACFC apprennent que Radio-Canada n'a pas l'intention de diffuser plus d'émissions en français. Ces mêmes dirigeants se font dire par des employés de Radio-Canada qu'ils devront bâtir leurs propres stations privées dans les Prairies.

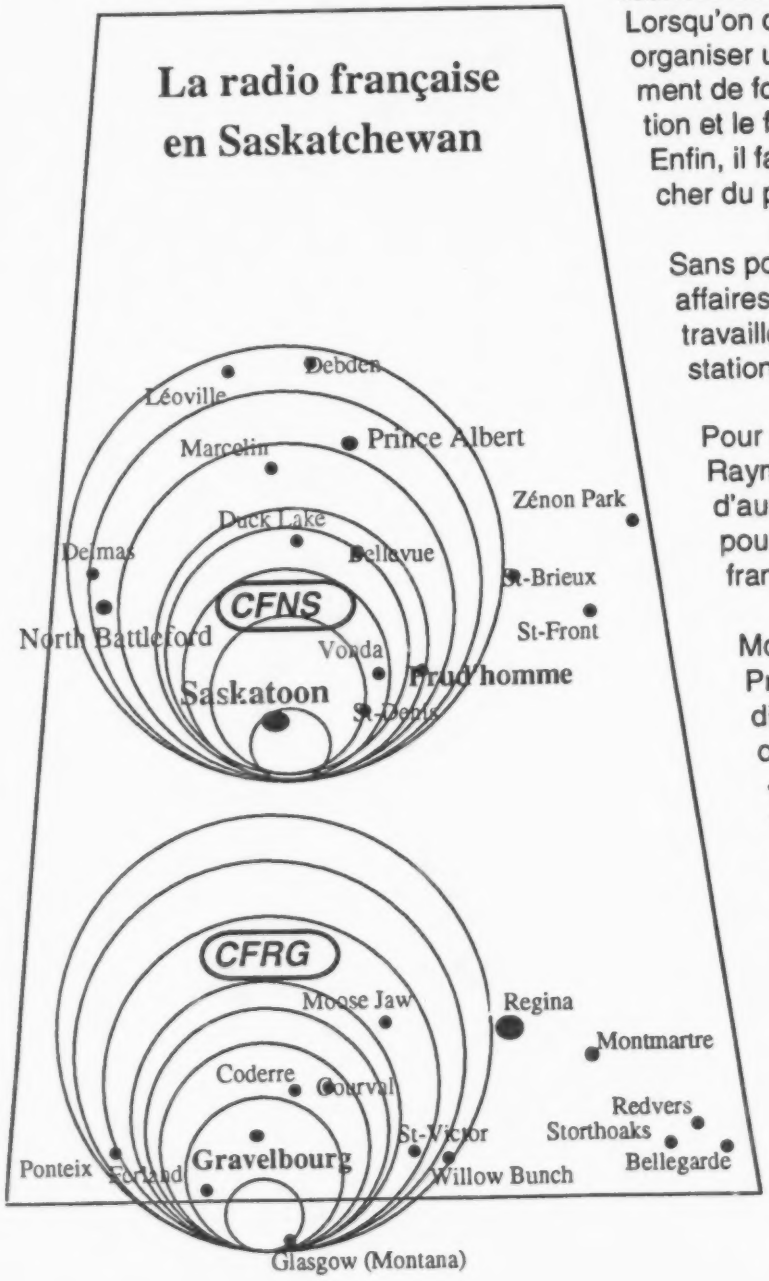
Au cours des années suivantes, plusieurs rencontres ont lieu entre les représentants des francophones du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta. En Saskatchewan, c'est surtout l'abbé Maurice Baudoux, curé de Prud'homme, et Antonio de Margerie qui font les démarches au nom des francophones. En 1944, les représentants des trois provinces soumettent des demandes de licences pour quatre stations françaises privées dans l'Ouest - une à Saint-Boniface, une à Edmonton et deux en Saskatchewan: à Prince Albert et à Gravelbourg. Chez nous, il faudra deux stations à cause de l'éparpillement des Franco-Canadiens aux quatre coins de la province.

Les representants francophones se présentent devant le bureau des gouverneurs de Radio-Canada qui a reçu mandat du gouvernement canadien d'accorder ces licences mais les gouverneurs n'accordent qu'une seule licence, pour la station CKSB à Saint-Boniface.

En Saskatchewan et en Alberta, on n'a pas l'intention d'abandonner. On se représentera devant les gouverneurs une fois que CKSB sera en opération et aura fait ses preuves. Entre temps, Antonio de Margerie apprend des techniciens de Radio-Canada qu'il sera impossible de bâtir une station à Prince Albert: *«Un an après l'inauguration de CKSB, les ingénieurs déconseillent la construction d'un poste à Prince Albert. Le ministère des Transports ne permet que des émetteurs unidirectionnels et celui de Prince Albert devrait être orienté vers le nord, là où il n'y a que peu de francophones. De plus, l'état du sol dans la région de Prince Albert n'est pas propice à une bonne transmission des émissions.»*[30]

Il faut alors changer tous les plans. On décide de bâtir la station à Saskatoon. Dans le sud de la province, on explore la possibilité d'acheter une station anglaise, CHAB à Moose Jaw, mais le projet est abandonné lorsqu'on découvre que les propriétaires de la station radiophonique ne veulent pas vendre.

Jusqu'en 1948, Antonio de Margerie a simplement appuyé les démarches de l'abbé Maurice Baudoux. Mais, cette année-là, Maurice Baudoux est nommé évêque du nouveau diocèse de Saint-Paul en Alberta. Il ne pourra plus consacrer autant de temps à la cause de la radio française en Saskatchewan et Antonio de Margerie deviendra alors le pilier sur lequel seront bâties les stations CFNS à Saskatoon et CFRG à Gravelbourg, en 1952.



Il faut poursuivre les démarches pour obtenir les licences des gouverneurs de Radio-Canada. Lorsqu'on obtient ces licences en 1951, il faut organiser une grande campagne de prélèvement de fonds pour aider à payer la construction et le fonctionnement des deux stations. Enfin, il faut aménager deux stations, embaucher du personnel, etc.

Sans pour autant négliger aucune des autres affaires de l'ACFC, Antonio de Margerie travaille d'arrache-pied pour que les deux stations puissent ouvrir à temps.

Pour quelles raisons Antonio de Margerie, Raymond Denis, Maurice Baudoux et tant d'autres se sont-ils tellement démenés pour créer les deux stations de radio française en Saskatchewan?

Monseigneur Léo Blais, évêque de Prince Albert en 1952, l'a dit lors de son discours à l'occasion de l'ouverture officielle de CFNS en novembre 1952: *«De tous les moyens que nous pouvons prendre pour faire du bien, répandre la vérité, exercer de l'influence, il n'y en a peut-être pas qui soit plus puissant et plus efficace que la radio. Par la radio, on peut atteindre des milliers de personnes, avoir des auditeurs à pleine journée. Par la radio, on pénètre partout, dans l'enceinte sacrée des foyers, dans l'intimité des familles, sur le milieu du travail, dans les lieux d'amusements, durant les repas, auprès des malades, auprès*

de tous. Des multitudes qui ne prennent pas le temps de lire sont cependant passionnées pour écouter la radio à coeur de jour. Par la radio, on peut continuer, accentuer et multiplier l'enseignement des parents, des instituteurs et des prédicateurs, comme on peut contredire, renverser et détruire tous les efforts de l'église, de la famille et de l'école.»[31]

En effet, la radio était, et demeure un outil puissant de communication. Aujourd'hui, on oublie souvent son importance à cause de la puissance des images qu'on peut voir à la télévision.

Chapitre quatre

L'humilité d'Antonio de Margerie

Durant plus de trente ans, Antonio de Margerie a consacré sa vie à la cause des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Que ce soit dans le domaine de l'éducation, des communications, de la culture ou de la politique, il était l'homme sur lequel on pouvait compter.

Contrairement à bien d'autres, il ne cherchait pas à s'enrichir. En effet, son salaire fut toujours des plus modestes. Le poste de chef du Secrétariat de l'ACFC n'était pas le barreau d'une échelle destiné à conduire à un poste plus élevé, plus prestigieux. Antonio de Margerie aurait pu facilement trouver un poste plus rémunérateur, mais celui de chef du Secrétariat était sa vie!

Antonio de Margerie a été un homme très humble. Lorsque, durant les cérémonies d'ouverture de la station CFNS en novembre 1952, le gouvernement français lui a décerné la médaille des Affaires étrangères, il a choisi, dans son discours, d'accepter cet honneur au nom de toute la population francophone de la Saskatchewan. *«Si nous pouvons compter aujourd'hui en Saskatchewan des réalisations françaises d'une réelle importance, en cette province où nous sommes une si petite minorité, si nous assistons en ce moment au couronnement de la plus audacieuse, de la plus folle de nos entreprises, c'est que nous avons su nous unir et travailler la main dans la main. Je considère donc, monsieur le consul, que c'est à toute la population franco-canadienne de la Saskatchewan que votre pays vient de rendre hommage.»*[32]

Antonio de Margerie avait réalisé que c'était seulement en travaillant main dans la main que le peuple fransaskois survivrait en Saskatchewan. Même si, à cette époque, les Franco-Canadiens étaient peu enclins à travailler à un but commun, il fallait s'efforcer d'atteindre cet objectif.

Antonio de Margerie est mort le 10 septembre 1964, à l'âge de 69 ans.

Notes et références

1 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 269
2 Jacques Lacoursière ; Claude Bouchard. — Notre histoire Québec-Canada - 1887-1908. — Vol. 8. — Montréal : Éditions Format, 1972
3 ACFM : durant les années 60, le nom de l'organisme est changé et devient la Société Franco-Manitobaine (SFM).
4 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 269
5 Ibid., p. 269
6 Ibid., p. 270
7 Comité d'histoire locale. — Je me souviens, Histoire de Saint-Louis et des environs. — Saint-Louis : Comité d'histoire locale, 1980. — P. 73
8 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 270
9 Ibid., p. 270
10 Ibid., p. 271
11 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 118
12 Ibid., p. 119
13 Ibid., p. 119
14 Ibid., p. 123
15 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 224
16 Ibid., p. 227
17 Ibid., p. 227-228
18 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — P. 121
19 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 228
20 Ibid., p. 230
21 Ibid., p. 230
22 Ibid., p. 230
23 Ibid., p. 231
24 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 271
25 Ibid., p. 271
26 Ibid., p. 271
27 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 4
28 Ibid., p. 5
29 Ibid., p. 17
30 Ibid., p. 77
31 Ibid., p. 128
32 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 274

Bibliographie

Comité d'histoire locale. — Je me souviens, Histoire de Saint-Louis et des environs. — Saint-Louis : Comité d'histoire locale, 1980

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lacoursière, Jacques ; Bouchard, Claude. — Notre histoire Québec-Canada - 1887-1908. — Vol. 8. — Montréal : Éditions Format, 1972

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986.

Raymond Denis

*Raymond Denis est né à Courcelles en France, le 15 octobre 1885. Il passe une partie de sa jeunesse en Nouvelle-Calédonie, retourne en France et émigre au Canada en 1904. Il prend un «homestead» à St-Denis. Il s'engage tôt dans les luttes des Franco-Canadiens de la Saskatchewan et il est présent à la réunion de fondation de l'ACFC. Il est aussi l'un des fondateurs de l'ACEFC (l'Association des commissaires d'écoles) et il oeuvre auprès de la Compagnie de la Bonne Presse (*Le Patriote de l'Ouest.*) Vendeur d'assurances à Montréal durant les années 1940, il joue un rôle important dans l'établissement des stations françaises de radio en Saskatchewan.*

Chapitre un

De la Nouvelle-Calédonie à la Saskatchewan

Raymond Denis naît à Courcelles, près de Saint-Jean d'Angely en France, le 15 octobre 1885. Cette année-là, Victor Hugo, le grand poète français, meurt à Paris, tandis que dans les prairies lointaines de l'Ouest canadien, les Métis et Louis Riel se battent une dernière fois contre les autorités canadiennes. Né dans le pays de Hugo, c'est sur le territoire de Louis Riel et de Gabriel Dumont que Raymond Denis mènera ses plus belles batailles pour la défense des droits des francophones.

Raymond, le fils aîné de Léon Denis et d'Héloïse Bon, passe ses premières années en France avec ses deux frères, Clodomir et Clotaire, et ses deux soeurs, Marie et Maria. Son père est cordonnier et propriétaire d'une épicerie.

Au sujet de sa jeunesse, Raymond Denis écrit: «*Ma jeunesse, je suppose, fut tout à fait normale. Des études plutôt écourtées pour différentes raisons: tempérament batailleur et m'intéressant beaucoup à la politique.*»[1] Dès l'âge de dix ans, le jeune Raymond connaît le nom de la plupart des 562 membres de la Chambre des députés de Paris.

Son père lui fait lire les journaux à haute voix. Mais le jeune garçon de Courcelles n'est pas un enfant facile à élever. Il est têtu et il n'aime pas céder dans les discussions.

Comme bien d'autres jeunes de son âge à l'époque, ou même de nos jours, Raymond se lance en affaires à l'âge de 12 ans. Il livre le journal du dimanche. Son territoire comprend quatre paroisses: Courcelles, Vervant, Antezand et Poursay Garneau. Pour faire ses livraisons, il doit parcourir de 12 à 16 kilomètres chaque dimanche. Il livre surtout des journaux catholiques et il lui arrive souvent de revenir chez lui le soir avec des vêtements déchirés ou un oeil au beurre noir, parce qu'il s'est battu avec des jeunes qui livrent des journaux socialistes.

Saint-Jean d'Angely et Courcelles en France

Une expérience sur une île tropicale

En 1899, Léon Denis décide de quitter la France avec sa famille et de se diriger vers la Nouvelle-Calédonie, une île française située dans l'Océan Pacifique près de l'Australie. Le jeune Raymond est alors âgé de quatorze ans. Quel rêve pour l'adolescent français: vivre sur cette île découverte en 1774 par le grand explorateur anglais, James Cook!

«La Nouvelle-Calédonie s'étend du nord-ouest au sud-est sur 400 kilomètres; sa largeur moyenne est de 40 à 50 km. L'île est essentiellement montagneuse et couverte par une forêt tropicale. Les lagons forment une voie de circulation commode pour les pirogues indigènes. Le jeune Raymond a peut-être travaillé dans une plantation de café ou de coprah où il aurait possiblement aidé à récolter des patates, du manioc ou de l'igname.»[2]

La famille Denis achète une plantation de 300 hectares. Sur cette plantation, il y a des oranges, des bananes et des noix de coco. Et surtout, il y a une multitude d'oiseaux de toutes les couleurs. La Nouvelle-Calédonie semble être un véritable paradis terrestre aux yeux du jeune Raymond.

De ce pays tropical, Raymond Denis allait écrire, soixante ans plus tard: «*La végétation était merveilleuse. Jamais de neige bien entendu et jamais de gelées. Les arbres avaient toujours des feuilles. L'hiver y était inconnu. C'était un pays tropical, mais la chaleur était tempérée par la brise de la mer et on n'en souffrait pas. Pas d'animaux sauvages, ni serpents d'aucune sorte, mais des maringouins par millions.*»[3]

Trois ans plus tard, la famille décide de rentrer en France. La mère de Raymond est atteinte de tuberculose et elle tient à revoir son pays natal avant de mourir.

Une nouvelle aventure au Canada

En 1904, sa mère meurt. Raymond Denis a maintenant 19 ans. En France, tous les hommes de 18 à 25 ans doivent faire leur service militaire. À cette époque en Europe, l'atmosphère est tendue et comme Léon Denis ne veut pas que ses fils fassent leur service militaire, il propose à Raymond d'émigrer au Canada, une ancienne colonie française qui a un Canadien français et un catholique comme premier ministre.[4]

Parce qu'il a le goût de l'aventure et que sa famille n'a plus besoin de lui, Raymond décide de quitter la France à nouveau. Il ne veut pas retourner en Nouvelle-Calédonie, car ce pays n'est plus nouveau pour lui, il l'a déjà vu. Sur ces entrefaites, il rencontre un prêtre français, l'abbé Jean-Isidore Gaire, qui fait de la propagande pour le Canada.

Vers le 20 juin, il quitte sa famille pour se rendre au Canada. Accompagné d'une trentaine d'immigrants français, il se rend d'abord à Liverpool en Angleterre où il prend un vieux paquebot pour le Canada. La traversée prend 13 jours et quelques années plus tard, il écrit:

«Il y avait à bord un groupe de Savoyards qui n'avaient jamais vu la mer et demandaient ardemment une vraie tempête afin de pouvoir en parler plus tard. Ils l'ont eu leur tempête et le mal de mer par-dessus le marché. Ils furent les premiers à faire des prières au ciel pour qu'on la calme cette tempête-là.»[5]

Arrivé au Canada, le groupe fait une escale à Québec, la vieille capitale française de l'Amérique. Pour Raymond Denis, c'est aussi l'occasion d'acheter quelques livres sur l'histoire du Canada qu'il pourra dévorer dans le train qui le mènera vers l'Ouest. Dans ces livres, le jeune Français fait la connaissance de Dollard des

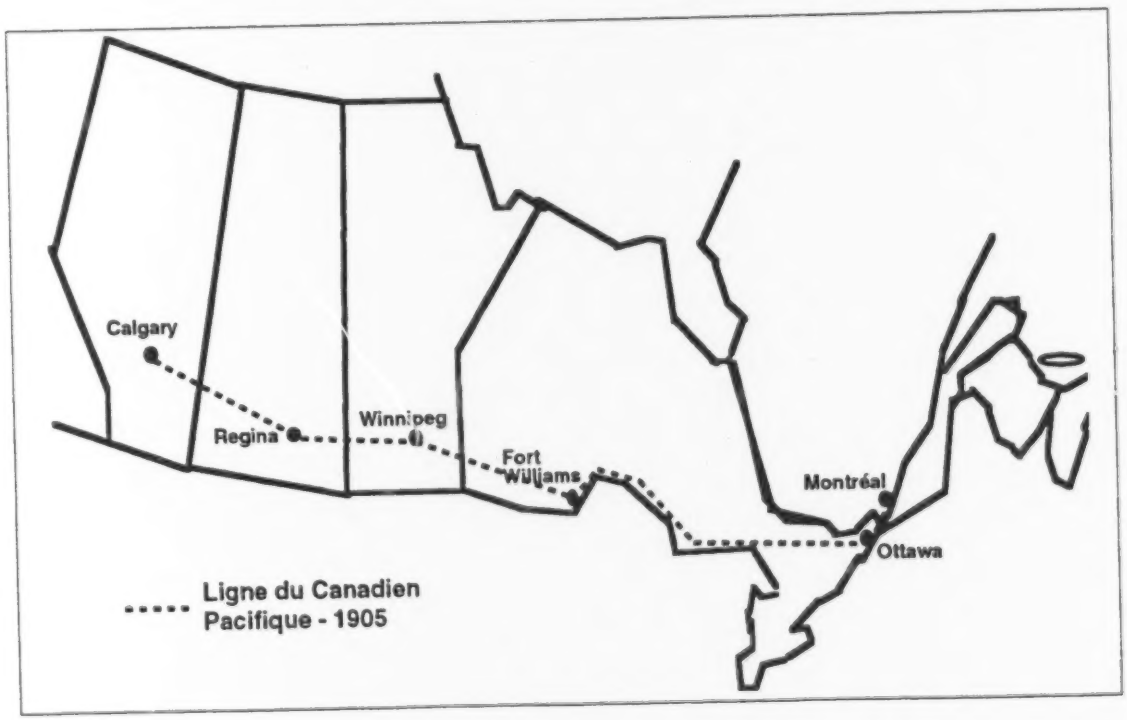
Ormeaux, de Madeleine de Verchères, de Montcalm, de Salaberry, de Lévis et de Louis Riel, personnages qui portent tous un nom français comme le sien. Mais son héros, c'est Louis-Joseph Papineau, le chef de la rébellion de 1837.

Rendu à Winnipeg, Raymond Denis fait la connaissance d'un monsieur Roy, le père de Gabrielle Roy, auteure de plusieurs grands romans canadiens-français (*Bonheur d'occasion* et *La petite poule d'eau*). C'est monsieur Roy qui l'aide à trouver son premier travail en sol canadien; Raymond Denis se rend à Somerset au Manitoba où il obtient du travail dans une ferme de Saint-Léon. C'est la saison des foins et des moissons et les fermiers ont besoin d'ouvriers. Il est embauché par un fermier alsacien d'origine allemande qui parle un peu le français. Son salaire: 28 $ par mois.

Le premier jour, son patron lui demande d'aller traire les vaches. La femme du patron l'accompagne à l'étable pour lui montrer comment faire. Il y a quatre vaches. Pour le jeune Raymond, cela paraît facile. Plein d'entrain, il s'installe sous une vache. Il commence à tirer sur un trayon, mais impossible de faire sortir une goutte de lait. La vache lui administre un solide coup de pied qui l'envoie rouler dans le fumier.

Lorsque le fermier alsacien apprend que son nouvel employé ne sait pas traire les vaches, il lui annonce que son salaire sera réduit à 25 $. La patronne lui demande de rester et promet de lui payer les trois autres dollars par mois.

Il passe quelques mois dans cette ferme. Il apprend à s'occuper des chevaux mais il ne réussit jamais à traire les vaches parfaitement.



La ligne transcontinentale du Canadien Pacifique en 1905.

En octobre, il part et au cours de l'année suivante, il essaie plusieurs choses; il est même copropriétaire d'un magasin à Castor, un petit village à l'est de Red Deer en Alberta.

Il retourne à Montréal à l'automne 1905. Il n'est pas facile de trouver du travail à Montréal cette année-là. Il doit pelleter de la neige et il reste plusieurs jours sans manger.

Son frère Clotaire vient s'établir dans l'Ouest en 1905. Alors que Raymond cherche une terre avec des rivières et des montagnes, bref, un pays qui lui rappelle la Nouvelle-Calédonie, son frère, plus réaliste que lui, prend un *homestead* à 50 kilomètres à l'est de Saskatoon et il devient ainsi un des fondateurs de Saint-Denis. Les autres membres de la famille, son père Léon, son frère Clodomir, et ses soeurs Marie et Maria viennent rejoindre Clotaire dans l'Ouest canadien.

En 1906, Raymond décide d'aller tenter sa chance à San Francisco aux États-Unis. Mais avant d'y aller, il vient dans l'Ouest voir sa famille à Saint-Denis. Là, il fait la connaissance de la fille d'un voisin de son frère. Les parents de cette jeune fille de 16 ans venaient de France, de son coin de pays. Raymond se souvient que lorsqu'il avait 12 ans, il avait vendu le journal du dimanche au père de cette fille.

Son nom est Jeanne Hubert. Raymond abandonne ses projets de voyage à San Francisco et il s'installe sur un *homestead* à Saint-Denis. Jeanne travaille à l'hôtel de Howell et puisque les gens de Saint-Denis se rendent souvent dans ce village pour y faire leurs emplettes, Raymond a la chance de la fréquenter pendant un an. Le 13 novembre 1907, le curé de Howell[6], l'abbé Bourdel, les marie à l'église du village.

Même s'il n'aime pas beaucoup certains travaux de la vie d'agriculteur, il s'y habitue: «*Il est une chose que je n'aimais pas, c'était de travailler avec des boeufs. Ils étaient trop lents pour mon tempérament. Je ne me suis jamais non plus habitué à traire les vaches. Je préférais me passer de lait. Mais que c'était agréable de travailler avec des chevaux, surtout quand ceux-ci étaient un peu vigoureux. Les chevaux sur la ferme, c'était pour moi une passion.*»[7]

Raymond Denis admet ne pas avoir de patience pour les choses qui marchent lentement. Cette idée que tout doit avancer rapidement le suivra toute sa vie, et dans ses luttes pour les causes des francophones de la Saskatchewan, il est souvent frustré par la lenteur des événements.

Chapitre deux

Thème: L'entreprise francophone en Saskatchewan et les communications

Selon Raymond Denis, *«la vie de fermier n'était pas une sinécure»*[8] Bien sûr, ce jeune Français, qui rêve souvent de la plantation de son père en Nouvelle-Calédonie, qui n'a pas aimé sa première expérience dans une ferme du Manitoba et qui se passe de lait plutôt que de traire des vaches, va-t-il faire long feu sur son *homestead* à Saint-Denis?

Quelques années après son arrivée en Saskatchewan, Raymond Denis sent renaître sa passion de jeunesse pour la politique. Il s'engage dans les organisations françaises de la Saskatchewan.

Dès 1910, l'ancien livreur de journaux en France devient un des actionnaires de la nouvelle compagnie la Bonne Presse. Cette Compagnie a pour but de publier un journal hebdomadaire de langue française en Saskatchewan. La première réunion des directeurs du *Patriote de l'Ouest* a lieu à Duck Lake le 10 juillet 1910 et le premier numéro du journal est publié le 22 août de la même année. Durant les années 1920, Raymond Denis joue un rôle plus important dans ce journal: il devient membre du bureau de direction de La Bonne Presse.

De plus en plus engagé dans les causes nationales des Franco-Canadiens de la Saskatchewan, il s'aperçoit qu'il a de moins en moins de temps à consacrer à sa ferme. En 1919, monseigneur Olivier-Elzéar Mathieu, archevêque de Regina lui conseille *«de confier la direction de mes fermes à un gérant et de vendre de l'assurance.»*[9]

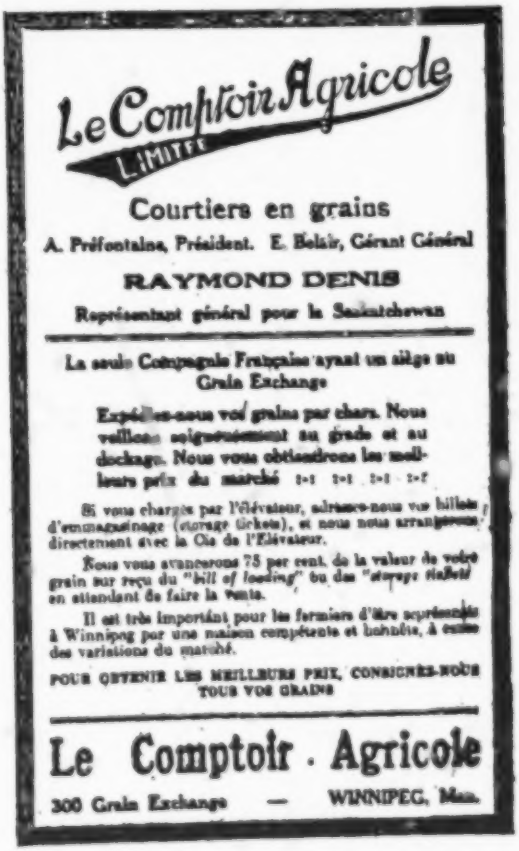
Comme vendeur d'assurances, il serait en mesure de voyager partout dans la province et d'établir des liens avec les Franco-Canadiens de la Saskatchewan tout en visitant les écoles et en travaillant pour les associations de langue française.

À l'automne 1919, la famille Denis quitte la ferme et déménage à Vonda. Raymond commence à vendre des assurances pour la compagnie *Sovereign Life Insurance*, une compagnie anglaise. En 1921, il reçoit une lettre de Narcisse Ducharme de Montréal, président de la compagnie *La Sauvegarde*, la seule

Mgr Olivier-Elzéar Mathieu, archevêque de Regina, 1911-1929.
Photo: **Archives de la Saskatchewan**

compagnie d'assurances complètement canadienne-française. Monsieur Ducharme l'informe qu'il sera dans l'Ouest dans quelques semaines et qu'il aimerait le rencontrer.

Les deux hommes se rencontrent à Saskatoon et Raymond Denis accepte le poste de gérant des ventes de *La Sauvegarde* dans les provinces de l'Ouest. Il est maintenant devenu homme d'affaires. Ses fermes, d'autres personnes s'en occupent. Il n'a peut-être pas aimé le travail de la ferme, mais il est demeuré attaché à la terre. «*Je restais passionnément attaché à mes fermes. J'en avais même acheté une tout près de Batoche où Louis Riel se battit en 1885 contre les troupes canadiennes. Mon plus grand plaisir, c'était de les visiter quand j'arrivais de voyage, d'aller revoir mes chevaux, de traverser les champs de blé. Je les aimais mes chevaux et lorsque mon frère m'a appris la mort de mon vieux «Pompom», je n'ai pas pleuré mais ce fut bien juste.*»[10]


Le Comptoir Agricole
LIMITÉE

Courtiers en grains

A. Préfontaine, Président. E. Bolair, Gérant Général

RAYMOND DENIS

Représentant général pour la Saskatchewan

La seule Compagnie Française ayant un siège au Grain Exchange

Expédiez-nous vos grains par chars. Nous veillons soigneusement au grade et au dockage. Nous vous obtiendrons les meilleurs prix du marché

Si vous chargez par l'élévateur, adressez-nous vos billets d'emmagasinage (storage tickets), et nous nous arrangerons directement avec la Cie de l'Élévateur.

Nous vous avancerons 75 per cent. de la valeur de votre grain sur reçu du "bill of loading" ou des "storage tickets" en attendant de faire la vente.

Il est très important pour les fermiers d'être représentés à Winnipeg par une maison compétente et honnête, à cause des variations du marché.

POUR OBTENIR LES MEILLEURS PRIX, CONSIGNEZ-NOUS TOUS VOS GRAINS

Le Comptoir . Agricole

300 Grain Exchange — WINNIPEG, Man.

Patriote de l'Ouest, le 19 mars 1924, p. 3.

Même s'il a cédé sa ferme à son frère, Raymond Denis continue de s'intéresser aux choses agricoles. Durant les années 1920, des fermiers se réunissent dans le but de former le *Saskatchewan Co-operative Wheat Producers*, devenu aujourd'hui le *Saskatchewan Wheat Pool*. Raymond Denis s'oppose à l'idée d'une telle coopérative agricole. Il écrit plusieurs lettres au *Patriote de l'Ouest* pour mettre les fermiers en garde contre ce projet.

Le concept du *Wheat Pool* était simple. Jusqu'à ce moment, les fermiers devaient se fier à la Bourse des grains de Winnipeg pour vendre leur blé, orge, avoine, etc. et les prix pouvaient changer d'un jour à l'autre. Le *Wheat Pool* allait acheter le grain des fermiers et leur en offrir un bon prix.

Il s'agit d'une innovation dans la mise en marché des grains. Alors, pourquoi Raymond Denis s'y oppose-t-il? C'est qu'il est le représentant général, pour la Saskatchewan, du **Comptoir Agricole**, une compagnie de courtiers en grain. Selon les annonces de cette compagnie, elle est la seule compagnie française avec un siège au *Grain Exchange*, c'est-à-dire à la Bourse des grains de Winnipeg. Raymond Denis a alors intérêt à maintenir l'ancien système.

Quels services le **Comptoir Agricole** pouvait-il offrir aux fermiers francophones de la Saskatchewan durant les années 1920? Lisons leur publicité: «*Expédiez-nous vos grains. Nous veillons soigneusement au grade et au dockage. Nous vous obtiendrons les meilleurs prix du marché. Si vous chargez par l'élévateur, adressez-nous vos billets d'emmagasinage (storage tickets), et nous nous arrangerons directement avec la Cie de l'Élévateur. Nous vous avancerons 75 per cent, de la valeur de votre grain sur reçu du «bill of loading» ou des*

«storages tickets» en attendant de faire la vente.»[11] Comme vous pouvez le voir, la publicité utilisait parfois des termes anglais, soit qu'il n'y avait pas de terme équivalent en français soit parce que les fermiers connaissaient seulement le terme anglais.

Raymond Denis est également actionnaire d'une compagnie d'élévateur à grain à Vonda, le *Vonda Farmers*, une compagnie qui achète, entrepose et expédie le grain des fermiers de la région. En 1925 et 1926, Raymond Denis essaie de faire grandir la compagnie en achetant des parts dans un élévateur à grain à Marcelin. C'est un échec! La compagnie perd de l'argent. Ses pertes personnelles sont de 4 000 $.

En 1935, la Compagnie *La Sauvegarde* demande à Raymond Denis de déménager à Montréal et de prendre un poste plus important dans la Compagnie. Toutefois, même du Québec, il réussira à apporter son expertise à l'entreprise francophone en Saskatchewan.

Durant les années 1940, il devient le lien entre les Franco-Canadiens de la Saskatchewan et le peuple du Québec. Il est aussi le lien avec les gouvernements à Québec et à Ottawa. Les Canadiens français de l'Ouest veulent construire quatre stations de radio. Pour cela, ils doivent obtenir des permis du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada,[12] ce qui demande des réunions avec les ministres et du *lobbying* auprès des gouverneurs. Puisqu'il est déjà dans l'Est, Raymond Denis agit comme porte-parole des francophones de l'Ouest.

La lutte est longue. Saint-Boniface obtient son permis en 1944 et le poste CKSB ouvre ses portes en 1946. Edmonton suit en 1948 et le poste CHFA commence à diffuser des émissions en 1949. En Saskatchewan, à cause de la dispersion de la population francophone dans le nord et dans le sud, il faut bâtir deux stations de radio. Finalement, en 1951, le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada accepte d'accorder deux permis à la

Saskatchewan. En 1952, on inaugure les stations CFRG (Gravelbourg) et CFNS (Saskatoon). Grâce au travail d'hommes et de femmes comme Raymond Denis, Mgr Maurice Baudoux, Marie-Antoinette Papen, Mme Guy Gravel et Antonio de Margerie, les francophones de la Saskatchewan ont pu entendre des émissions de radio en français sur leurs propres stations de 1952 à 1973. Depuis 1973, la Société Radio-Canada offre le service qu'avaient offert les stations privées pendant vingt et un ans.

Pour être surs d'avoir des stations de radio française, les Canadiens français de la Saskatchewan ont donné environ un demi-million de dollars pour construire et entretenir ces deux stations.

L'entreprise francophone a existé en Saskatchewan et Raymond Denis en a fait partie. Parfois il a gagné quelques sous! D'autres fois, il a perdu gros!

Chapitre trois

Raymond Denis et l'éducation française en Saskatchewan

Depuis le tout début de la colonisation en Saskatchewan, les Franco-Canadiens ont dû se battre pour conserver leur religion et leur langue. Mais souvent, comme de nos jours, la défense de nos droits est remplacée par d'autres préoccupations. Au début du siècle, pour nos ancêtres *«la résistance aux pressions assimilatrices du milieu anglais passait souvent au second plan, derrière les problèmes de l'adaptation au nouveau type d'agriculture, la nécessité de se créer un cadre de vie confortable, le besoin tout naturel d'évasion par les amusements, les problèmes de la vie familiale, le quotidien.»*[13]

Eh oui, nos ancêtres ne pouvaient pas consacrer tout leur temps à des batailles pour obtenir des écoles et d'autres institutions qui aideraient à conserver la langue française dans la province. Ce n'est pas que la question ne les intéressait pas, mais ils n'avaient pas toujours le temps. Le clergé et les religieuses faisaient leur possible pour soutenir le travail des Franco-Canadiens de la Saskatchewan et ils ont aidé à fonder plusieurs organisations comme la Société Saint-Jean-Baptiste, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC), l'Association Interprovinciale et l'Association des commissaires d'écoles Franco-Canadiens de la Saskatchewan (ACEFC). Mais, le clergé et les religieuses ne pouvaient pas tout faire et ils ont alors demandé de l'aide à plusieurs Franco-Canadiens.

L'un de ceux qui répond à l'appel est Raymond Denis. Nous avons vu dans les chapitres précédents qu'il n'était pas nécessairement un bon fermier - certes, il aimait ses chevaux, mais pour être bon fermier, il fallait davantage.

Raymond Denis s'intéresse aux causes francophones dès 1909. Il est installé dans la petite communauté rurale de Saint-Denis quand le curé de Vonda, l'abbé Philippe-Antoine Bérubé, décide de fonder une fédération provinciale des cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste. Il existe déjà des clubs dans plusieurs régions: Willow Bunch, Wauchope, Delmas et Vonda. Le curé convoque une assemblée de représentants de ces clubs locaux à Vonda les 29 et 30 juin 1909.

Raymond Denis n'allait pas manquer cette réunion. En France, durant sa jeunesse, il s'était passionné pour la politique. Il connaissait les noms de tous les députés de l'Assemblée nationale à Paris, il avait fait des discours politiques et il avait participé à des manifestations. Même s'il est simple fermier à Saint-Denis, pourquoi éviterait-il une belle petite bagarre politique sur la question de l'avenir des francophones de la Saskatchewan?

Pendant la réunion, on soulève la question des écoles françaises. Les Franco-Canadiens de la Saskatchewan pourront-ils garder leurs écoles maintenant que les Territoires du Nord-Ouest ont été divisés en deux provinces, la Saskatchewan et l'Alberta?

Durant l'après-midi du 29 juin, l'abbé Bérubé vient retrouver Raymond Denis et lui demande de prononcer un discours. Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface, doit également dire quelques mots.[14] L'abbé Bérubé lui demande de parler sur la question de *La langue gardienne de la foi.* Raymond Denis est heureux de lui faire cette faveur. C'est son premier

discours en Saskatchewan sur cette question mais ce ne sera pas le dernier.

Les délégués, à la réunion de Vonda, ne réussissent pas à se mettre d'accord pour fonder une fédération provinciale des cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste. Il faudra attendre jusqu'en 1912 pour voir la création d'une association provinciale de Canadiens français. C'est à Duck Lake, en 1912, que les Franco-Canadiens de la Saskatchewan acceptent de créer l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan, l'ACFC. Raymond Denis est présent à cette rencontre et il appuie probablement la nomination de Maurice Quennelle comme président de l'association.

L'ancien premier ministre de la Saskatchewan, J.-T.-M. Anderson, 1929-1934.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Au cours des années suivantes, Raymond Denis s'engage de plus en plus dans la cause de la survivance française en Saskatchewan. L'éducation française lui tient à coeur. Il est à Regina en 1917 lors de la création de l'Association Interprovinciale dont le but est de recruter et de former des enseignants pour les écoles élémentaires françaises en Saskatchewan et dans l'Ouest.

En 1918, les choses se gâtent pour les francophones de la Saskatchewan. La *Saskatchewan School Trustees Association* demande que seul l'anglais soit enseigné dans les écoles de la Saskatchewan. Le gouvernement de la Saskatchewan annonce qu'une nouvelle loi scolaire sera déposée à l'Assemblée législative. La nouvelle loi va interdire l'enseignement de toute langue étrangère, y compris le français. L'anglais sera la seule langue d'instruction dans les écoles de la Saskatchewan. Pour contrer ce mouvement d'unilinguisme anglais, les francophones décident de se retirer de la *Saskatchewan School Trustees Association* et de fonder leur propre association de commissaires d'écoles. Le premier comité provisoire de l'ACEFC est formé: Émile Gravel de Gravelbourg est président et Raymond Denis est secrétaire-trésorier.

L'ACEFC et l'ACFC approchent l'archevêque de Regina, Mgr Mathieu[15], pour qu'il intervienne en leur faveur auprès du premier ministre libéral de la Saskatchewan. Certains francophones, comme Raymond Denis, ne veulent pas céder à moins d'avoir la garantie qu'ils pourront garder les deux premières années en français et que dans les programmes des autres années scolaires, il y aura au moins une heure de français par jour, ainsi que la demi-heure réservée au catéchisme. Mgr Mathieu l'informe qu'il va peut-être être obligé de sacrifier la deuxième année pour obtenir quelque chose. Selon Raymond Denis, *«j'étais jeune dans ce temps-là, à peine 33 ans, d'humeur plutôt*

batailleuse, mais j'avais une confiance profonde dans le jugement de Mgr Mathieu et je m'inclinais. Je me demande aujourd'hui, à la lumière de ce qui s'est produit depuis, si je n'aurais pas dû tenir jusqu'au bout.»[16]

Tenir jusqu'au bout ou faire des concessions: voilà le dilemme des commissaires d'écoles canadiens-français. Au Manitoba, en 1890, les francophones avaient essayé de tenir jusqu'au bout et ils avaient tout perdu.

Enfin, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan gagnent une victoire partielle. Le premier ministre Martin accepte d'apporter des amendements à sa loi scolaire. Le français pourra être enseigné toute la journée en première année, à part une heure d'anglais. Aux autres niveaux, il y aura une heure de français par jour et dans les écoles françaises, on pourra enseigner le catéchisme en français.

La crise scolaire de 1918 fut la première d'une série de luttes que Raymond Denis allait mener pour la communauté francophone de la Saskatchewan. Et même s'il n'était pas toujours d'accord avec la position que prenaient les évêques et le clergé, il croyait toujours que *«la langue était la gardienne de la foi»*.

En 1919, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, Raymond Denis cesse de travailler lui-même sa terre à Saint-Denis et il demande à son frère Clotaire de s'en occuper. Il prend un emploi comme vendeur d'assurances afin d'avoir plus de temps pour parcourir la province et parler avec ses concitoyens francophones. Un tel emploi lui permet de consacrer plus de temps et d'énergie à la cause de l'éducation française dans la province.

En 1923, il est élu président de l'ACEFC Travaillant conjointement avec l'ACFC et l'Association Interprovinciale, les commissaires d'écoles continuent à recruter et à former des enseignants francophones. En 1925, Raymond Denis garde son poste de président de l'ACEFC et devient aussi président de l'ACFC, poste qu'il occupera jusqu'en 1935.

Il a deux tâches immédiates. Il doit d'abord convaincre les évêques de mettre à sa disposition des prêtres qui pourront agir comme inspecteurs d'écoles. Il approche Mgr Mathieu et lui rappelle que les inspecteurs du ministère de l'Éducation sont tous des anglophones. Il lui rappelle qu'il faut avoir des inspecteurs qui parlent français afin qu'ils puissent juger de la compétence des enseignants et dire aux commissaires comment les élèves réussissent à l'école.

Monseigneur Mathieu accepte de prêter les services des pères Auclair et Jan, o.m.i., à l'ACFC. Ils deviennent les deux premiers «visiteurs d'écoles».

Ensuite, Raymond Denis et l'ACFC doivent se pencher sur la question des programmes d'enseignement du français dans les écoles. Le gouvernement de la Saskatchewan refuse de payer les manuels scolaires en français.

En 1925, l'ACFC décide de lancer ses examens de français. Entre 1925 et 1968, c'est l'ACFC qui se charge de la préparation du programme d'études en français pour les écoles de la Saskatchewan. Chaque année, les élèves francophones se rendent à l'école un samedi matin de juin pour «écrire les examens» de français de l'ACFC. Pendant le mois de juillet, des enseignants corrigent les examens. Enfin, dans l'édition de la fin juillet du *Patriote de l'Ouest*, on publie les résultats des examens.

Sans l'ACFC et le travail de Raymond Denis, nous n'aurions probablement pas eu de français dans nos écoles et nous ne serions probablement pas francophones aujourd'hui.

En 1929, Raymond Denis est encore une fois appelé à se battre contre le gouvernement de la

province afin de maintenir l'heure de français dans les écoles. Cette fois-ci, le Ku Klux Klan mène une campagne antifrançais et anticatholique en Saskatchewan.

«Ce groupement extrémiste d'inspiration américaine réclamait "l'unité linguistique du peuple canadien"; en Saskatchewan, il était essentiellement anti-français et anti-catholique.»[17] Ils brûlent des croix ici et là, et ils appuient les candidats conservateurs aux élections provinciales de 1929. C'est le chef conservateur, J. Thomas Milton Anderson, qui remporte les élections. Poussé par le Ku Klux Klan, Anderson décide de modifier la loi scolaire.

Anderson supprime la reconnaissance des brevets d'enseignement du Québec et il oblige les enseignants du Québec à obtenir un brevet de l'École normale de la Saskatchewan. Il ordonne que le catéchisme soit enseigné en anglais dans toutes les écoles. Le gouvernement interdit l'affichage de symboles religieux et le port de l'habit religieux dans les écoles publiques de la Saskatchewan. Enfin, Anderson supprime le cours primaire en français. Dorénavant, le français ne pouvait plus être enseigné qu'une heure par jour.[18]

Entre 1929 et 1934, Raymond Denis et l'ACFC se battent contre la politique antifrançaise et anticatholique du gouvernement de J.T.M. Anderson. En 1934, le parti libéral revient au pouvoir et accepte d'abolir certaines des mesures adoptées auparavant sur l'enseignement du français.

Sans le travail de Raymond Denis et de l'ACFC, le français aurait probablement été supprimé dans les écoles.

En 1935, Raymond Denis déménage à Montréal pour assumer un poste plus important avec la compagnie d'assurances *La Sauvegarde*. Du Québec, il a continué à travailler pour la cause du français en Saskatchewan. Grâce à son travail, à son énergie et à son dévouement, nous avons eu nos cours de français dans nos écoles et nous avons eu notre propre radio française.

Notes et références

1 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 20

2 *lagon*: n. m., petit lac d'eau salée, peu profond, entre la terre et un récif coralien.
pirogue: n. f., longue barque étroite et plate utilisée en Afrique et en Océanie.
coprah: n. m., amande de coco décortiquée.
patate: n. f., plante des régions chaudes, cultivée pour ses gros tubercules.
manioc: n. m., arbrisseau des régions tropicales dont la racine fournit une fécule alimentaire, le tapioca.
igname: n. f., plante tropicale vivace et grimpante, à gros tubercules farineux.

3 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — P. 21

4 Le Premier ministre du Canada en 1904 est Sir Wilfrid Laurier.

5 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — P. 37

6 Howell: aujourd'hui Prud'homme. Le premier nom donné à cet endroit fut «Blue Bell Ranch», le nom du ranch de la famille Marcotte. Par la suite, l'endroit devint «Marcotte's Crossing» et ensuite «Lally's Siding» avant d'être nommé Howell.

7 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — P. 49

8 Ibid., p. 49
sinécure: n. f., une situation de tout repos.

9 Ibid., p. 52

10 Ibid., p. 53

11 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 316

12 Durant les années 1930, 1940 et 1950 le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada jouait le rôle que joue actuellement le CRTC.

13 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 206

14 En 1909 il y a déjà le diocèse de Prince Albert en Saskatchewan, mais le sud de la Saskatchewan est rattaché à l'archevêché de Saint-Boniface. Mgr Langevin a été invité à cette réunion à titre d'archevêque de Saint-Boniface, et donc du sud de la Saskatchewan.

15 L'archidiocèse de Regina est créé en 1911 avec Mgr Olivier-Elzéar Mathieu comme premier archevêque de Regina.

16 Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — P. 83

17 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 227

18 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 229-231

Bibliographie

Denis, Raymond. — [Mes Mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Denis, Régina. — [Histoire de la famille Denis]. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Onésime Dorval

Dessin de Mlle Onésime Dorval réalisé par Howard Hatton pour la série *The Saskatchewanians*. Reproduite avec la permission du gouvernement de la Saskatchewan.
Photo: Archives de la Saskatchewan R-A12843

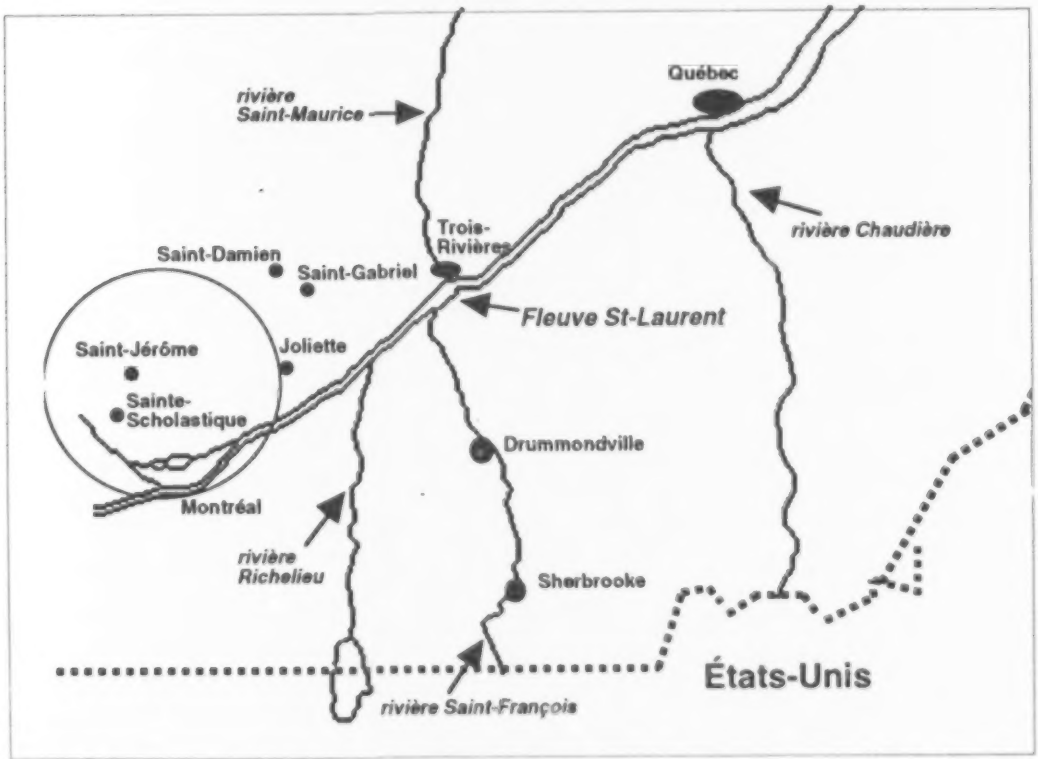
Onésime Dorval est née à Sainte-Scholastique au Québec en 1845. Elle veut devenir religieuse mais sa santé est trop fragile. En 1877, elle arrive au Manitoba pour commencer une longue carrière dans l'enseignement dans le Nord-Ouest. Mademoiselle Dorval, première institutrice diplômée des Territoires du Nord-Ouest, a enseigné à Saint-Laurent, Battleford et Batoche avant de prendre sa retraite à la résidence indienne de Saint-Michel, à Duck Lake, en 1914. Elle est décédée en 1932 à l'âge de 87 ans.

Chapitre un

Une enseignante pour l'Ouest

À la fin du XIXe siècle, le rêve de nombreuses familles canadiennes-françaises était de voir un de leurs enfants se consacrer à l'Église comme prêtre, frère ou religieuse. À cette époque, le clergé jouait un rôle important dans la vie quotidienne des Canadiens français. Ils étaient les conseillers, confesseurs et chefs des Canadiens de langue française. Le Québec était une communauté rurale, agricole et catholique, à cette époque. La famille québécoise de ce temps-là comptait souvent dix ou quinze enfants. Un des fils s'installait habituellement à la ferme familiale et au moins un des enfants devenait prêtre ou membre d'une communauté religieuse. Les autres fils pouvaient s'établir sur une autre terre, aller travailler à la ville (aux États-Unis) ou devenir médecins, notaires, marchands ou bûcherons; les filles, elles, se mariaient assez jeunes et allaient élever de nombreuses familles.

Voici la société dans laquelle est née Onésime Dorval le 3 août 1845. Elle est la fille d'Ignace Dorval, cultivateur et menuisier de Sainte-Scholastique au Québec, et d'Esther Brunette dit Belle-Humeur.[1] Vers 1849, la famille Dorval va s'établir à Saint-Jérôme, à environ 60 kilomètres au nord de Montréal.



Région de Montréal, Saint-Jérôme et Sainte-Scholastique

À cette époque, l'éducation n'est pas aussi bien structurée qu'elle l'est aujourd'hui. Dans des régions comme Québec, Montréal et Trois-Rivières, il y a des collèges classiques pour les garçons et des couvents pour les filles, où il est possible de faire des études plus avancées. Mais dans bien d'autres régions, les écoles sont rares.

C'est le cas à Saint-Jérôme et pour cette raison, Onésime Dorval ne commence pas son éducation formelle avant l'âge de 10 ans. En 1855, Ignace Dorval envoie sa jeune fille comme pensionnaire au couvent des Soeurs de Sainte-Croix à Sainte-Scholastique.

«Comme c'était une bonne étudiante et qu'à l'époque on manquait d'enseignantes, elle fut employée, aussitôt qu'elle eut suffisamment d'instruction, comme enseignante suppléante à l'École Modèle de Saint-Jérôme. Elle termina ses études alors qu'elle enseignait déjà.»[2]

Onésime Dorval commença vraisemblablement à enseigner à l'âge de dix-huit ans, après seulement sept ou huit années d'école. À cause de la grande pénurie d'enseignants, on lui permet d'obtenir un brevet d'enseignement temporaire. Lorsque les Soeurs de Sainte-Croix viennent établir un couvent à Saint-Jérôme, Onésime Dorval est de nouveau pensionnaire afin de terminer ses études et d'obtenir un diplôme officiel d'enseignement.

Son rêve, et celui de sa famille pour elle, est de devenir soeur de la congrégation de Sainte-Croix. Mais elle a une santé précaire et les Soeurs de Sainte-Croix ne pensent pas qu'elle devrait être admise dans la congrégation. Elle se rend alors au monastère du Bon Pasteur, dans l'état de New York, pour faire son noviciat; mais encore une fois elle doit abandonner son rêve à cause de sa santé.

«Elle prie alors Saint-Ignatius et promet que si elle est guérie elle consacrera le reste de ses jours à promouvoir l'avancement de la volonté de Dieu.»[3]

Sa santé s'améliore et en 1876 elle fait la connaissance du père Albert Lacombe, o.m.i., missionnaire dans le Nord-Ouest. À New York, Mlle Dorval a appris à se débrouiller en anglais, chose qui lui sera utile dans l'Ouest. Elle demande au père Lacombe d'intervenir auprès de Mgr Vital Grandin pour que l'évêque puisse lui trouver du travail dans les Territoires du Nord-Ouest. L'évêque de Saint-Albert accepte son offre de venir enseigner dans le Nord-Ouest.

Au printemps de 1877, Onésime Dorval entreprend une carrière dans l'enseignement qui durera 37 ans. La jeune femme de 32 ans, dont la santé était trop fragile pour la vie de religieuse, entreprend un voyage vers l'Ouest, un pays, qui est à l'époque certainement reconnu comme l'un des plus difficiles.

Elle quitte Montréal par train le 26 juillet 1877 et se rend jusqu'à Sault-Sainte-Marie sur le lac Supérieur, où elle prend un bateau qui la conduit jusqu'à Duluth dans l'état du Minnesota. Là, elle reprend le train qui la mène jusqu'à Fisher's Landing, sur les rives de la rivière Rouge. Elle fait la dernière étape de son voyage jusqu'au Fort Garry à bord du bateau à vapeur, le «Northcote».[4] Elle arrive à Winnipeg le 5 août.

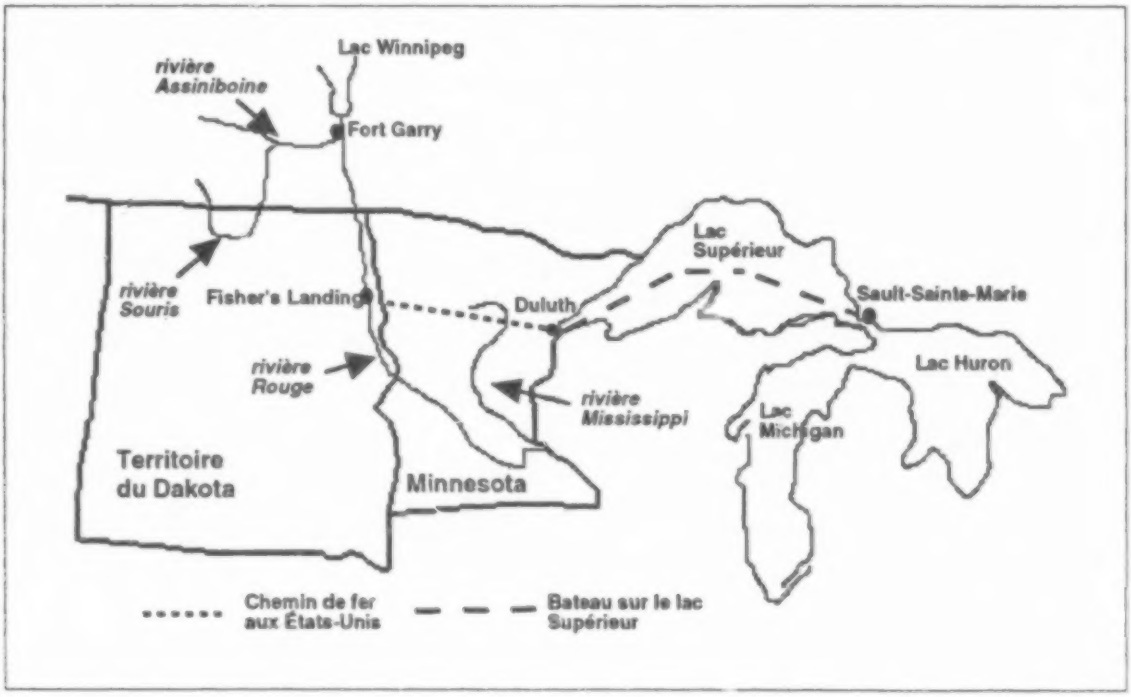
À Winnipeg, Onésime Dorval doit attendre l'arrivée de Mgr Grandin qui est en route pour la France, où il espère recruter de nouveaux missionnaires pour le Nord-Ouest. Puisque l'évêque est en retard, Mlle Dorval s'installe au presbytère de la paroisse Sainte-Marie de Winnipeg. Comme elle connaît l'anglais, elle remplace le curé qui fait l'école à des garçons anglophones.

Mgr Grandin arrive finalement à Winnipeg. Il vient de son quartier-général de Saint-Albert. Étant en route pour la France, il conseille à Mlle

Dorval d'attendre son retour avant de se diriger vers les missions de l'Ouest, car les Sioux menacent les voyageurs dans la prairie canadienne.

L'enseignante doit se trouver du travail au Manitoba pendant l'absence de l'évêque. Elle rencontre l'abbé Saint-Pierre, le curé de la paroisse de Baie Saint-Paul sur la rivière Assiniboine. Celui-ci lui demande de venir fonder une école dans sa communauté. Elle accepte. Les quelques Canadiens français et les Métis de Baie Saint-Paul s'empressent de lui construire une école et elle enseigne dans cette communauté pendant trois ans.

C'est seulement en 1880 que Mgr Grandin[5] lui donne la permission de se rendre à Saint-Albert où elle pourra enfin rejoindre le père Albert Lacombe.[6] Toutefois, ce n'est pas dans les missions du père Lacombe qu'elle passera les trente-quatre prochaines années de sa vie, mais dans celles du père Alexis André,[7] dans le pays de Gabriel Dumont.



Voyage d'Onésime Dorval de Sault Sainte-Marie au Fort Garry au Manitoba en 1877.

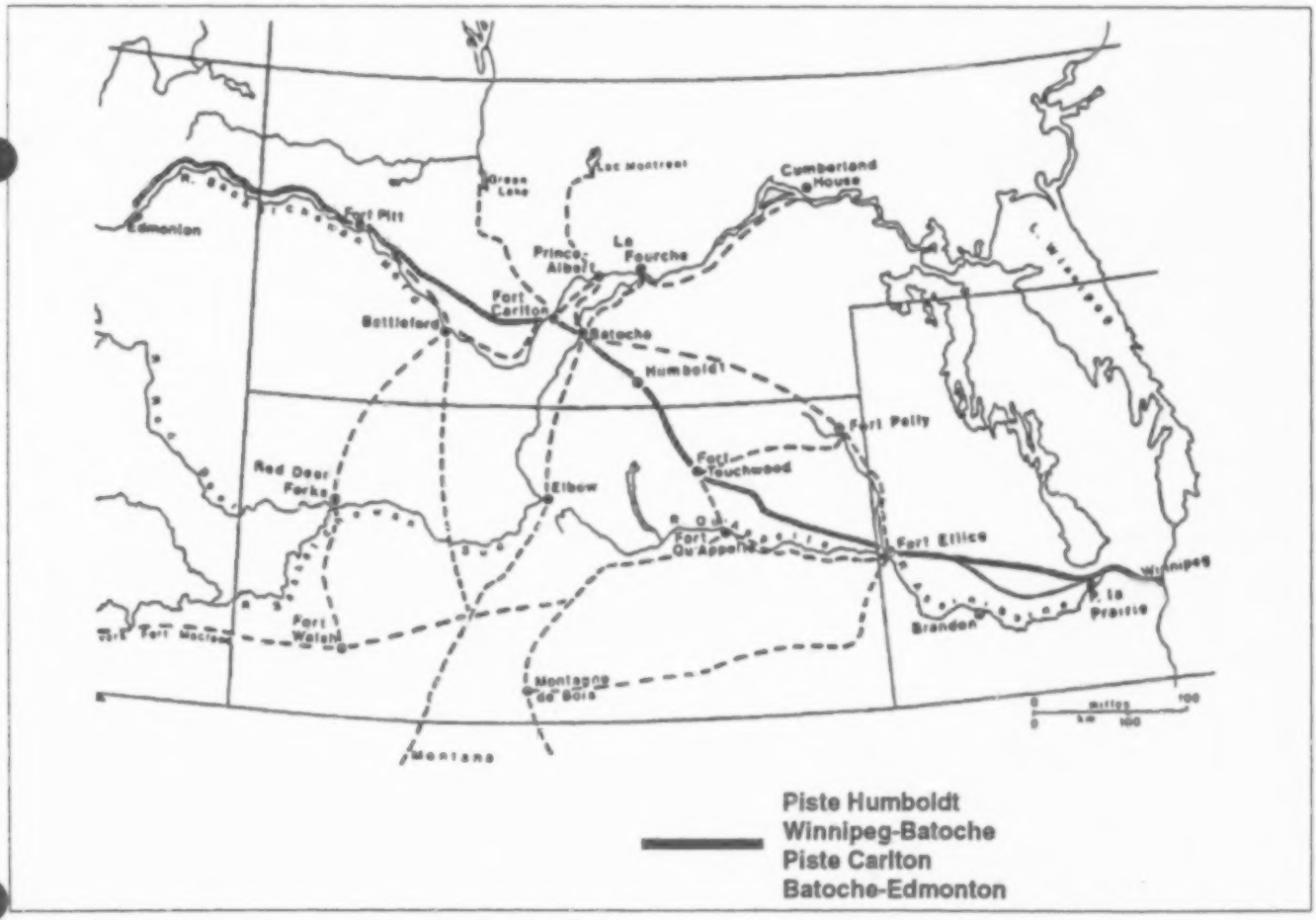
Chapitre deux

De Winnipeg à Saint-Laurent

Le 24 juin 1880, trois ans après son arrivée dans l'Ouest, Onésime Dorval rejoint une caravane de charrettes de la Rivière-Rouge qui se rend à Saint-Albert. Le chef de l'expédition est Louis Chatelain et la caravane comprend dix-neuf charrettes tirées par des boeufs.[8]

Les charrettes de la Rivière-Rouge empruntent la piste Humboldt qui mène à Batoche. Ensuite, elles suivent la piste Carlton jusqu'au Fort Carlton et au Fort Pitt, pour enfin atteindre le Fort des Prairies (Edmonton) et Saint-Albert.

Le 8 août, la caravane arrive à Stobart[9] près du Lac aux Canards. Onésime Dorval fait la connaissance du père Alexis André, o.m.i. *«Quand Mlle Dorval passa à Duck Lake en arrivant dans le pays, elle était accompagnée d'une petite orpheline, Marie.*[10] *La caravane campa à quelque distance de la mission. Le*



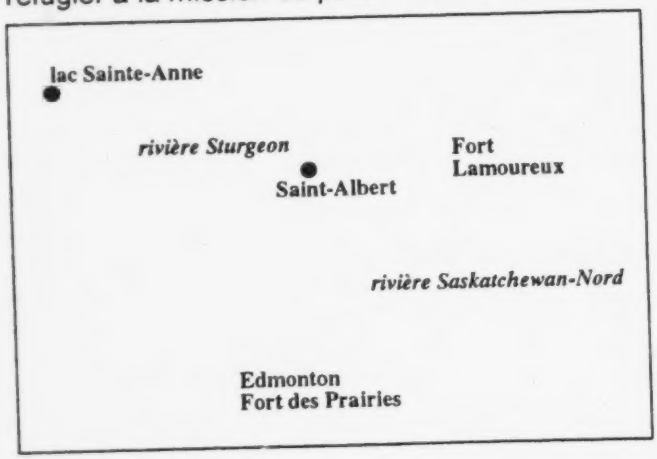
Piste Humboldt
Winnipeg-Batoche
Piste Carlton
Batoche-Edmonton

Carte tirée d'*Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*

père André vint les visiter et voulu retenir mademoiselle Dorval pour Saint-Laurent parce que sa Georgine[11] *n'en pouvait plus. Il disait avoir une lettre de Mgr Grandin qui l'autorisait. Mais, comme il ne pouvait trouver cette fameuse lettre, Mlle Dorval ne voulut pas rester sans les ordres express de Mgr Grandin. Comme le lendemain était le dimanche, elles assistèrent à la messe du Père André qui n'avait pas de servant de messe.... Le soir, Mlle Dorval demanda s'il n'y avait pas de bénédiction du T. S. Sacrement. "Qui la chanterait? -Moi, répondit la demoiselle...." Le lendemain les voyageurs continuaient leur voyage vers Saint-Albert.»*[12]

De la mission de Stobart, la caravane suit la piste Carlton jusqu'au fort du même nom, où ils traversent la rivière Saskatchewan-Nord. Une semaine plus tard, les voyageurs arrivent à Battleford, siège du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Mlle Dorval nous donne la description suivante de cette capitale en 1880: *«Du haut de la butte nous pouvions voir la maison du Gouvernement et le bureau des Terres. Il y a aussi les maisons de M. Scott et de M. Amédée Forget, le secrétaire du lieutenant-gouverneur. Il y a un bac qui traverse la rivière Bataille.»*[13]

Ayant traversé la rivière, les voyageurs vont se réfugier à la mission du père Florent Hert. Ce missionnaire vit très pauvrement et ses repas dépendent entièrement de ses talents de chasseur. Quelques mois après le passage de la caravane, durant l'hiver de 1880, le père Hert part à la chasse comme d'habitude. Le lendemain, 15 octobre, on retrouve son corps près d'un lac. Il est mort à l'âge de 27 ans. Durant les deux années qu'il a passées à Battleford, le père Hert a ouvert l'école Saint-Vital. En 1883, Mlle Dorval deviendra l'institutrice de l'école Saint-Vital.



Région d'Edmonton vers 1880

De Battleford, la caravane poursuit son chemin vers l'ouest. Entre Battleford et le Fort des Prairies (Edmonton), ils doivent traverser six rivières. Le voyage de Winnipeg à Edmonton prend 72 jours en charrette de la Rivière-Rouge et *«le 4 septembre elle arrivait en face du Fort Lamoureux*[14] *où le père Mérer, desservant la localité, attendait avec une voiture venue de Saint-Albert. Partant de grand matin, elle parcourut les dix-huit milles qui restaient et arriva à temps pour se rendre à la messe dominicale à Saint-Albert, deux mois et dix jours après le départ de Winnipeg.»*[15]

Mlle Dorval et sa protégée, Marie, vont demeurer chez les Soeurs Grises de Saint-Albert. Les religieuses s'occupent de l'orphelinat de Saint-Albert, mais la maison est très petite et, en attendant le retour de Mgr Grandin, Mlle Dorval et sa protégée vont à la mission de Lac Sainte-Anne, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Albert.

À son retour à Saint-Albert, Mgr Grandin écrit une lettre à l'enseignante: *«Mlle, on vous réclame à 100 places, mais je vous demande de vouloir bien aller aider les pères de Saint-Laurent.»*[16]

Puisque l'automne est déjà bien avancé, les deux femmes passent l'hiver au Lac Sainte-Anne. Mlle Dorval prononce des voeux de charité, de pauvreté et d'obéissance. Elle doit attendre l'été suivant avant de revenir sur ses pas à Saint-Laurent-de-Grandin.

Le 17 juillet 1881, Mlle Dorval, Marie Darmour et Mgr Grandin quittent le lac Sainte-Anne pour Saint-Laurent-de-Grandin. *«Mademoiselle Dorval arriva à Saint-Laurent en compagnie de Mgr Grandin le 26 juillet 1881. Ils avaient voyagé en bateau*[17] *jusqu'à Carlton et de là dans un vieux* buckboard *qu'on leur avait prêté. Mgr Grandin conduisait; la petite orpheline était assise sur les bagages derrière. Jusqu'au Fort Pitt, ils avaient avec eux le Frère Gagnon, postulant convers, mais celui-ci les quitta là pour les rejoindre plus tard. Tous les matins, Mlle Dorval servait la messe à Mgr dans sa cabine si étroite que Mgr était obligé d'étendre sa chapelle portative*[18] *sur son lit.»*[19]

Les trois arrivent à Saint-Laurent le 26 juillet, mais le curé de la mission, le père Vital Fourmond, o.m.i., ne les attendait pas si tôt. Selon Mlle Dorval, *«le pauvre père Fourmond... était à blanchir à la chaux l'église et le presbytère, accoutré pour la circonstance.»*[20]

Barque «York»
Photo: Musée de la Gendarmerie Royale du Canada à Regina.

Saint-Laurent-de-Grandin en 1881

En 1868, Gabriel Dumont avait établi un campement d'hiver permanent sur la rive ouest de la rivière Saskatchewan-Sud, à environ 15 kilomètres au sud de l'emplacement actuel de Batoche. Ce campement d'hiver était appelé «La Petite Ville». Le premier missionnaire de «La Petite Ville» fut le père Julien Moulin, o.m.i.

À cette époque, les Métis sont des chasseurs de bisons. Ils passent l'hiver dans leur campement et, le printemps venu, après avoir ensemencé de grands potagers, ils quittent «La Petite Ville» pour aller rejoindre les autres familles métisses de la Prairie-Ronde et de la Montagne de Bois pour aller chasser le bison ici et là dans la prairie du Nord-Ouest.

Mais le bison est en voie d'extinction et les Métis sont obligés de trouver un autre mode de subsistance. En 1871, le père Alexis André, o.m.i., est envoyé dans la région par Mgr Grandin pour y établir une mission. Il rencontre Gabriel Dumont et réussit à le convaincre de déménager son campement environ vingt-cinq kilomètres plus au nord, à un endroit qu'on appellera Saint-Laurent-de-Grandin. Là, les Métis pourront se réserver des lots de rivière et avoir leur ferme. La nouvelle mission est située quelques kilomètres au nord de la piste Carlton.

En 1873, le père André fait construire une première église à Saint-Laurent, un édifice d'environ trente pieds de longueur pouvant accueillir soixante personnes. La même année, le père Vital Fourmond[21] est nommé curé de la nouvelle mission.

Le père André et le père Fourmond ouvrent une première école à Saint-Laurent en 1875. L'enseignant est Norbert Larence, un ancien surintendant des travaux publics sous le gouvernement d'Assiniboia (Compagnie de la Baie d'Hudson) et juge de paix dans le gouvernement provisoire de 1869-1870 à la Rivière-Rouge. Le père Fourmond écrit à propos de cette première école: *«Ces petits enfants font vraiment la consolation de leur Majesté par leur bonne tenue et leur bonne volonté. Déjà par leur zèle à chanter, ils relèvent dignement la solennité de nos offices.»*[22] Le père Fourmond ne précise pas si les jeunes apprennent à lire et à écrire. Ils chantent bien à la messe et le curé est heureux.

Un incident cocasse se produit en 1877. Un Métis, Moïse Ouellette, décide que les enfants perdent leur temps à apprendre le français et le catéchisme. Il entreprend de démolir l'école pièce par pièce et de la transporter de l'autre côté de la rivière pour la soustraire à l'influence du prêtre.[23]

Malgré ce revirement, le père Fourmond persiste. Même si la mission est très pauvre, il faut une école. On reconstruit; on trouve un nouvel enseignant. En 1880-1881, c'est Georgine Hudon qui enseigne à Saint-Laurent.

À son arrivée en juillet 1881, Mlle Dorval découvre *«une bien pauvre petite église, très basse, faisant suite à la maison du père, sans aucun confort; l'austère pauvreté régnait partout; pas loin de l'église une misérable masure*[24] *servant de cuisine, de classe, de réfectoire.»*[25]

Malgré la pauvreté qui règne dans la mission, Mlle Dorval se met à la tâche. Elle ouvre l'école et y accueille ses premiers élèves. *«Mgr Grandin nous a amené une excellente institutrice dans la personne de Mlle Onésime Dorval dont le savoir égale le dévouement. Huit pensionnaires, 3 petits garçons et 5 petites filles sont nourris à la mission. 30 enfants sont inscrits sur les registres avec promesse de les envoyer à l'école toute l'année, ce qui n'a pas été fait jusqu'ici. Il ne nous manque qu'un logement plus convenable.»*[26]

Afin de bien comprendre cette citation, il faut connaître le mode de vie des Métis. Le clergé essaie de les convaincre d'abandonner leur mode de vie nomade et de s'établir à la ferme le long de la rivière Saskatchewan-Sud. Toutefois, les Métis sont toujours des chasseurs de bisons et des fréteurs et lorsqu'ils quittent la mission, ils emmènent avec eux leur femme et leurs enfants. Même s'ils ont promis de laisser leurs enfants à l'école toute l'année, il est possible que certains ne soient pas encore revenus de la chasse annuelle ou bien qu'ils soient en route de Fort Garry avec plusieurs charrettes de provisions.

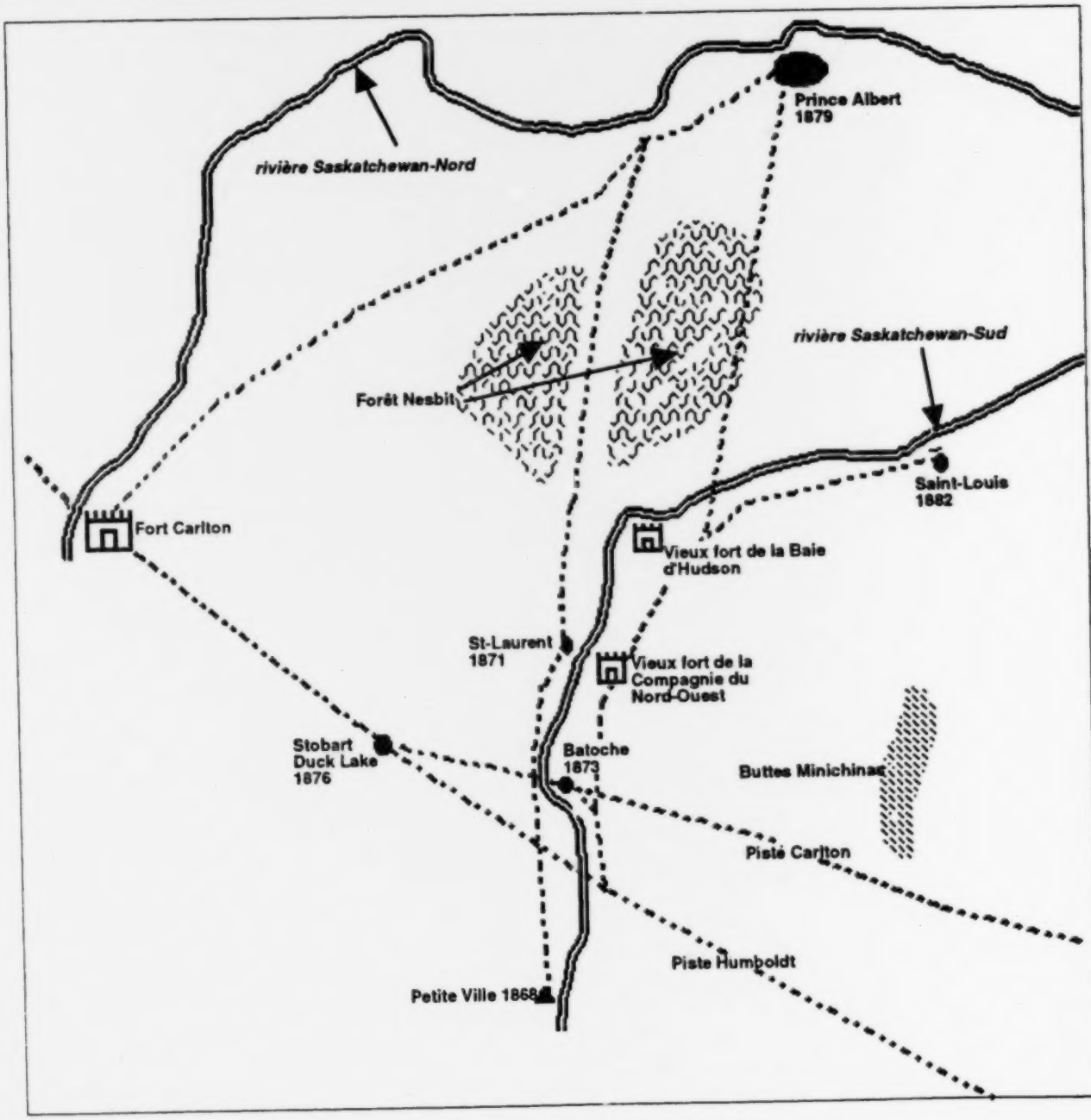
À cette époque, il n'y a pas de marché pour le grain de l'Ouest canadien car il n'y a pas de moyen de transport facile pour les ports de mer. Le clergé ne semble pas comprendre le point de vue des Métis. Ces derniers sont prêts à être fermiers, mais ils continueront à chasser et à frêter s'ils ne parviennent pas à vendre leurs récoltes. Ce sont en effet leurs deux moyens de subsistance essentiels.

Mlle Dorval enseigne deux ans à la mission de Saint-Laurent. Durant son séjour, elle réussit à convaincre le frère Piquet, o.m.i.,[27] d'ériger une petite statue dans un tronc d'arbre. *«Chaque soir durant la belle saison, elle y conduisait ses élèves pour y réciter le rosaire en compagnie du père Fourmond.»*[28] C'est le début du pèlerinage à la grotte de Notre Dame de Lourdes à Saint-Laurent, une tradition qui se poursuit encore de nos jours.

En 1882, la mission de Saint-Laurent est devenue un endroit plus prospère; la population a augmenté et le père Fourmond peut se vanter d'avoir *«les meilleurs chrétiens de la contrée et les plus fidèles à se rendre aux offices.»*[29] En 1883, Mgr Grandin réussit à convaincre la congrégation des Fidèles Compagnes de Jésus

de venir ouvrir un couvent à la mission de Saint-Laurent. Ces religieuses viennent aussi pour créer une école et un couvent à Prince Albert.

Le 29 juin 1883, huit religieuses, des Fidèles Compagnes de Jésus, arrivent à Saint-Laurent. Quatre vont rester pour créer un pensionnat et une école dans cette communauté métisse, tandis que les autres iront à Prince Albert. Mgr Grandin informe Mlle Dorval qu'elle devra aller à Battleford rouvrir l'école qu'avait fondée le père Hert en 1878. Elle place sa protégée, Marie Darmour au couvent de Prince Albert et à la fin août, le père Bigonesse de Battleford vient la chercher à Saint-Laurent.



La vallée de la Saskatchewan et la région de Saint-Laurent-de-Grandin vers 1881

Mlle Dorval passera les treize années suivantes à Battleford. Pendant la rébellion de 1885, elle doit se réfugier au fort de Battleford à cause de la menace des Indiens de la tribu de Poundmaker. Durant son séjour dans l'ancienne capitale des Territoires du Nord-Ouest,[30] elle assiste, en 1886, à l'ouverture de l'école Saint-Vital, district scolaire catholique numéro 11.

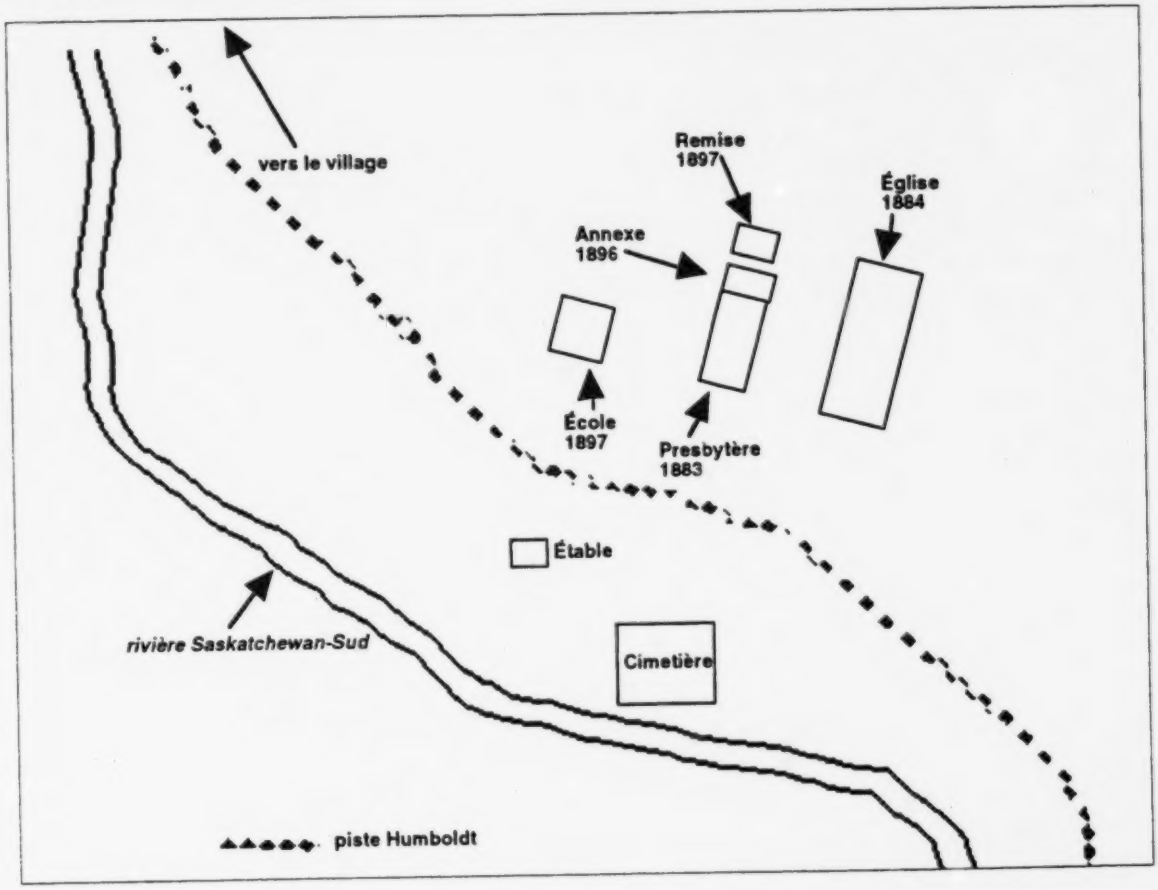
La congrégation des Soeurs de l'Assomption arrive à Battleford en 1893 et Mlle Dorval quitte cette mission trois ans plus tard pour aller poursuivre son oeuvre d'enseignement dans une autre mission métisse et catholique du Nord-Ouest. En 1896, elle arrive à Batoche où elle passera dix-huit ans.

Chapitre trois

Une enseignante pour le district scolaire N° 1

Le théâtre de la dernière résistance des Métis en 1885 est la nouvelle escale d'Onésime Dorval. Elle arrive dans la petite communauté métisse en 1896. À l'époque de la bataille de Batoche, la construction de l'église et du presbytère n'était pas encore achevée. De plus, ils avaient été endommagés par les balles des soldats. Après les troubles, les deux édifices ont été réparés et terminés. On a même ajouté une couche de peinture blanche sur les murs extérieurs des deux bâtiments.

Le père Julien Moulin est curé de la paroisse Saint-Antoine-de-Padoue à Batoche. Il est arrivé en 1882 et y restera jusqu'en 1914. Après avoir fait construire le presbytère (1883) et l'église (1884), le «père Caribou», comme les Métis appelaient affectueusement leur curé, ouvrit une première école. Le premier étage était réservé à l'école tandis que la cuisine, la chambre à coucher du curé et le bureau de poste[31] étaient situés au deuxième étage. Vers 1894, on bâtit une école à l'ouest du presbytère.



La mission de Saint-Antoine-de-Padoue à Batoche en 1897

Ayant maintenant un bâtiment où faire la classe, on réaménage le presbytère. La cuisine est descendue au rez-de-chaussée; on ajoute une salle à manger qui peut aussi servir de chambre à coucher au frère Guillet qui est souvent à Batoche pour aider à la mission. Il y a aussi un vestibule pour les visiteurs qui doivent attendre pour voir le curé.

Au deuxième étage, le père Moulin a installé le bureau de poste, une petite chapelle, son bureau et sa chambre à coucher. Il y a aussi une chambre pour les visiteurs.

Enfin, il y a une petite étable dans le bois près de la rivière, en face du presbytère. Cette étable est pour les vaches et les cochons: le père Moulin n'a pas de cheval. Il marche d'un bout à l'autre de son immense paroisse. En cas d'urgence, c'est un voisin qui le conduit.

Lorsque Mlle Dorval arrive en 1896, il faut lui trouver un logement. On construit alors une annexe au nord du presbytère qui deviendra la résidence de l'institutrice. Une remise est aussi ajoutée derrière l'annexe.

Mlle Dorval a sa chambre à coucher dans l'annexe. À Batoche, elle fait comme à Saint-Laurent et à Battleford; elle prend des jeunes pensionnaires. Les filles partagent l'annexe avec Mlle Dorval, tandis que les garçons sont hébergés soit dans la salle à manger, au rez-de-chaussée, soit dans la remise derrière l'annexe. En plus d'enseigner aux élèves du district, Mlle Dorval est aussi la cuisinière de la mission.

L'enseignement dans l'école du district scolaire N° 1

Tout au long de l'histoire du développement de l'Ouest canadien, le clergé a accordé une très grande importance aux questions scolaires. Mgr Grandin et son homologue du Manitoba, Mgr Taché, travaillaient constamment à améliorer la qualité de l'enseignement en français dans l'Ouest. Ils faisaient venir des congrégations religieuses (pères, frères et soeurs) pour ouvrir des couvents, des collèges et des écoles. Mgr Taché trouvait même des parrains pour payer les frais de scolarité de jeunes Métis de l'Ouest qui iraient étudier au Québec (voir *Louis Riel*).

Malgré le travail du clergé dans ce domaine, il y a souvent des conflits entre les prêtres et les Métis au sujet de l'éducation. Nous avons déjà parlé du cas de Saint-Laurent où Moïse Ouellette déménage l'école d'un côté de la rivière à l'autre afin de la soustraire à l'influence du curé.

Le père Valentin Vègreville, missionnaire, à l'époque, dans la région de Batoche, disait des Métis qu'ils *«ont un espèce de dégoût pour tout ce qui tient de l'instruction.»*[32] Pour les Métis, il est plus important que les jeunes reçoivent une éducation pratique plutôt qu'académique. Pour eux, il est plus important de connaître les éléments de la chasse, du frétage et de l'agriculture que de savoir lire et écrire.

Les enfants qui sont placés comme pensionnaires dans les missions doivent donner un coup de main aux missionnaires et aux instituteurs: traire les vaches, faire la cuisine, etc. Selon Diane Payment, *«il semble que les parents voyaient d'un mauvais oeil l'absence de leurs enfants, les voyant travailler comme domestiques à la mission, ou encore soumis à un programme scolaire très rudimentaire.»*[33]

Il y a aussi des conflits entre les parents métis et le clergé au sujet de l'enseignement de l'anglais. Les parents veulent que leurs enfants aient des leçons d'anglais; le clergé perçoit cette requête comme un manque de convictions linguistiques et religieuses. Ce n'est pas que les Métis ne veulent pas que leurs enfants apprennent le français, mais ils reconnaissent l'importance de l'anglais dans le commerce du Nord-Ouest.

À Batoche, en 1884, le père Moulin avait fondé une école catholique publique. En 1887, celle-ci

est devenue la première école publique du district de la Saskatchewan.

L'enseignement n'est pas facile à Batoche; les enfants métis parlent surtout le cri ou le patois michif à la maison. Selon le père Moulin, *«ils sont généralement peu instruits... la plupart ne savent pas lire... Comme la plupart des Métis et des colons sont très éloignés les uns des autres et qu'il leur est difficile d'envoyer leurs enfants, ces enfants manquent souvent l'école, il en résulte qu'ils font peu de progrès, surtout depuis qu'on les oblige d'enseigner l'anglais et le français. Ces enfants le plus souvent ne comprennent ni l'une ni l'autre.»*[34]

En 1892, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest adopte une nouvelle loi scolaire et établit le Conseil de l'instruction publique. Dorénavant, l'anglais sera la langue d'instruction et le français pourra être enseigné seulement à l'école primaire.

L'école de la mission de Saint-Antoine-de-Padoue, vers 1900. Mlle Dorval est à gauche et le père Julien Moulin, o.m.i., est à la droite.
Photo: Archives de la Saskatchewan.

Telle est la situation lorsque Mlle Dorval arrive à Batoche en 1896. Elle y passe dix-huit ans. Puisque l'ancienne mission de Saint-Laurent a plus ou moins cessé d'exister, et que plusieurs de ses anciens élèves de Saint-Laurent sont maintenant établis à Batoche, elle devient l'institutrice des enfants de ses anciens élèves. Il y a aussi certaines familles canadiennes-françaises, établies à Bellevue, qui envoient leurs enfants en pension à Batoche. Azarie Gareau est parmi ce groupe. Plusieurs de ses enfants passent quelques années avec Mlle Dorval. Un des fils d'Azarie, Rosario, a laissé son cahier de leçons qui nous permet de voir un peu le type d'enseignement que les jeunes recevaient à Batoche.

Dans les cours de langues, les jeunes apprenaient, entre autres, à écrire des lettres en anglais et en français. Le 14 décembre 1898, Rosario Gareau écrit une lettre en anglais à une tante pour lui souhaiter un Joyeux Noël. Si cette lettre fut envoyée, elle était probablement adressée à la soeur de son père, Soeur Marie-Wilfrid, des Soeurs du Saint-Sacrement, qui enseignait aux États-Unis à cette époque. Les jeunes étudiaient aussi de la poésie et ils devaient écrire des compositions régulièrement.

En sciences, les jeunes pouvaient étudier la classification des animaux comme l'ours et le homard. En géographie, Mlle Dorval leur parlait de la Chine et de Cuba. Enfin, en mathématiques, l'institutrice leur montrait les principes de l'addition, de la multiplication, etc., en leur faisant préparer des reçus comme s'ils étaient employés à un comptoir de magasin.[35]

En 1914, la communauté de Batoche perd son curé, le père Julien Moulin, qui prend sa retraite à Saint-Albert, et son institutrice, Mlle Dorval. La première institutrice diplômée du Nord-Ouest est maintenant âgée de 70 ans. Avant de prendre sa retraite définitive, Onésime Dorval ira enseigner une dernière année à Aldina. L'année suivante, elle prend sa retraite à l'école résidentielle indienne de Saint-Michel à Duck Lake.

Onésime Dorval est décédée le 10 décembre 1932 à l'hôpital de Rosthern. Elle était âgée de 87 ans.

Notes et références

1 Jules LeChevallier, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — Vannes : Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle, 1930. — P. 46

2 Jean-Guy Quenneville. — «Onésime Dorval, institutrice». — Perspectives sur la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1983. — P. 133

3 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — Traduction. — P. 517

4 Le «Northcote» a été utilisé par les troupes du général Middleton durant la bataille de Batoche en 1885; la carcasse de ce bateau à vapeur se trouve aujourd'hui à Cumberland House.

5 Mgr Vital Grandin est né en France en 1829. Il est ordonné prêtre en 1854 dans la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée. La même année il arrive dans les territoires de la Terre de Rupert. En 1871, le diocèse de Saint-Albert est créé et Vital Grandin en devient le premier évêque.

6 Albert Lacombe fut surnommé «Bon Coeur» par les chefs de la tribu des Pieds-Noirs. Il est né en 1824 à Saint-Sulpice au Québec. Dès 1853, Albert Lacombe est chargé de la mission de Saint-Albert. Durant la rébellion de 1885, il réussira à convaincre les Pieds-Noirs de ne pas se joindre aux Métis et de garder leur neutralité.

7 Alexis André est né en France en 1833. Il est ordonné prêtre dans la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée en 1860 et est arrivé dans l'Ouest canadien en 1861. Il a fondé des missions à Saint-Paul des Métis en Alberta, au Fort Carlton, au Fort Pitt, à Saint-Laurent-de-Grandin et à Stobart (Duck Lake). En 1885, Alexis André était le prêtre-confesseur de Louis Riel à Regina.

8 Jean-Guy Quenneville. — «Onésime Dorval, institutrice». — P. 134

9 Stobart fut le premier nom donné à Duck Lake. Un nommé Stobart avait ouvert un magasin à cet endroit. Le père Alexis André venait juste de fonder une paroisse à Stobart en 1876.

10 Marie Darmour était une jeune orpheline que Mlle Onésime Dorval avait adoptée avant de quitter le Québec pour s'en venir dans l'Ouest. Mlle Darmour resta avec Mlle Dorval jusqu'en 1883, date à laquelle elle partit terminer ses études au couvent des Fidèles Compagnes de Jésus à Prince Albert.

11 Georgine Hudon était l'enseignante que Mlle Dorval allait remplacer à Saint-Laurent de Grandin en 1881.

12 Codex historicus de la mission de Saint-Laurent-de-Grandin [microforme]. — [Regina] : Archives de la Saskatchewan. — R-9.45

13 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 518

14 Fort Lamoureux est un ancien poste de traite situé sur la rivière Saskatchewan-Nord à 20 kilomètres environ du Fort des Prairies (Edmonton).

15 Jean-Guy Quenneville. — «Onésime Dorval, institutrice». — P. 134

16 Codex historicus de la mission de Saint-Laurent-de-Grandin [microforme]

17 Les bateaux utilisés sur la rivière Saskatchewan-Nord à cette époque sont les «barques York».

18 Chaque missionnaire oblat dans le Nord-Ouest à cette époque avait une petite chapelle portative, dans une boîte de la grosseur d'un carton à chapeau. Dans cette chapelle, il y avait les instruments essentiels pour dire la messe.

19 Codex historicus de la mission de Saint-Laurent-de-Grandin [microforme]

20 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 518

21 Le père Vital Fourmond est né en France en 1828. Il est ordonné prêtre en 1852. Il arrive dans le Nord-Ouest en 1868 et l'année suivante est accepté dans la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée.

22 Jules LeChevallier, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — P. 45

23 Ibid., p.45

24 Masure: une habitation misérable, délabrée.

25 Codex historicus de la mission de Saint-Laurent- de-Grandin [microforme]
Cette masure misérable fut démolie en 1883 et remplacée par un hangar avec annexe qui allait servir de couvent aux religieuses de la congrégation des Fidèles Compagnes de Jésus.

26 Ibid.

27 Le frère Jean-Pierre-Marie Piquet est né en France près de Lourdes et on dit qu'il avait connu Sainte Bernadette Soubirous. Il arrive à Saint-Laurent en 1879. Il y établit la première petite grotte.

28 Jean-Guy Quenneville. — «Onésime Dorval, institutrice». — P. 134

29 Jules LeChevallier, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — P. 134

30 En 1882, le lieutenant-gouverneur, Edgar Dewdney, avait transféré la capitale des Territoires de Battleford à Pile of Bones («Tas d'os» aujourd'hui Regina). Chez les Cris, on appelait la région *Oskana*.

31 Le père Julien Moulin avait ouvert un premier bureau de poste à Batoche en 1884. Ceci pour éviter que les Métis vivant sur la rive est de la rivière soient obligés de payer le bac pour traverser la rivière afin de se rendre au magasin Stobart à Duck Lake où leur courrier était livré.

32 Diane Payment. — Batoche 1870-1910. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1983. — (Collection Soleil). — P. 53

33 Ibid., p. 54

34 Ibid., p. 55

35 Cette formation a été importante pour Rosario Gareau. Plus tard, lorsqu'il était fermier à Bellevue, il a gardé des livres de compte de son exploitation agricole, ce qui nous donne une excellente idée des sources de revenus et de dépenses en Saskatchewan entre 1920 et 1945. Ces documents sont en dépôt aux Archives de la Saskatchewan.

Bibliographie

Codex historicus de la mission de Saint-Laurent-de-Grandin [microforme]. — [Regina] : Archives de a Saskatchewan. — R-9.45

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

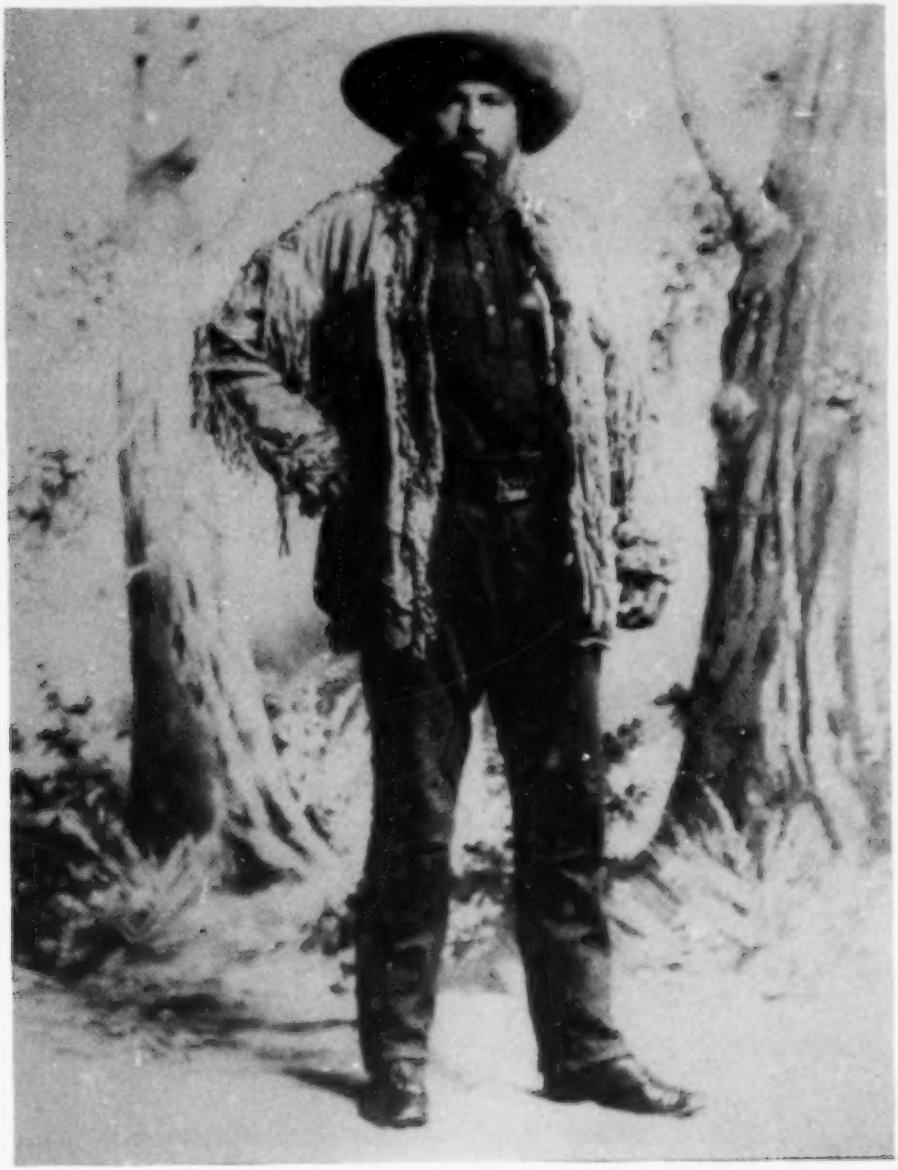
Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

LeChevallier, Jules, o.m.i. — Saint-Laurent de Grandin. — Vannes : Imprimerie Lafolye et J. de Lamarzelle, 1930

Payment, Diane. — Batoche 1870-1910. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1983. — (Collection Soleil)

Quenneville, Jean-Guy. — «Onésime Dorval, institutrice». — Perspectives sur la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1983

Gabriel Dumont



Gabriel Dumont
Photo: Archives Glenbow.

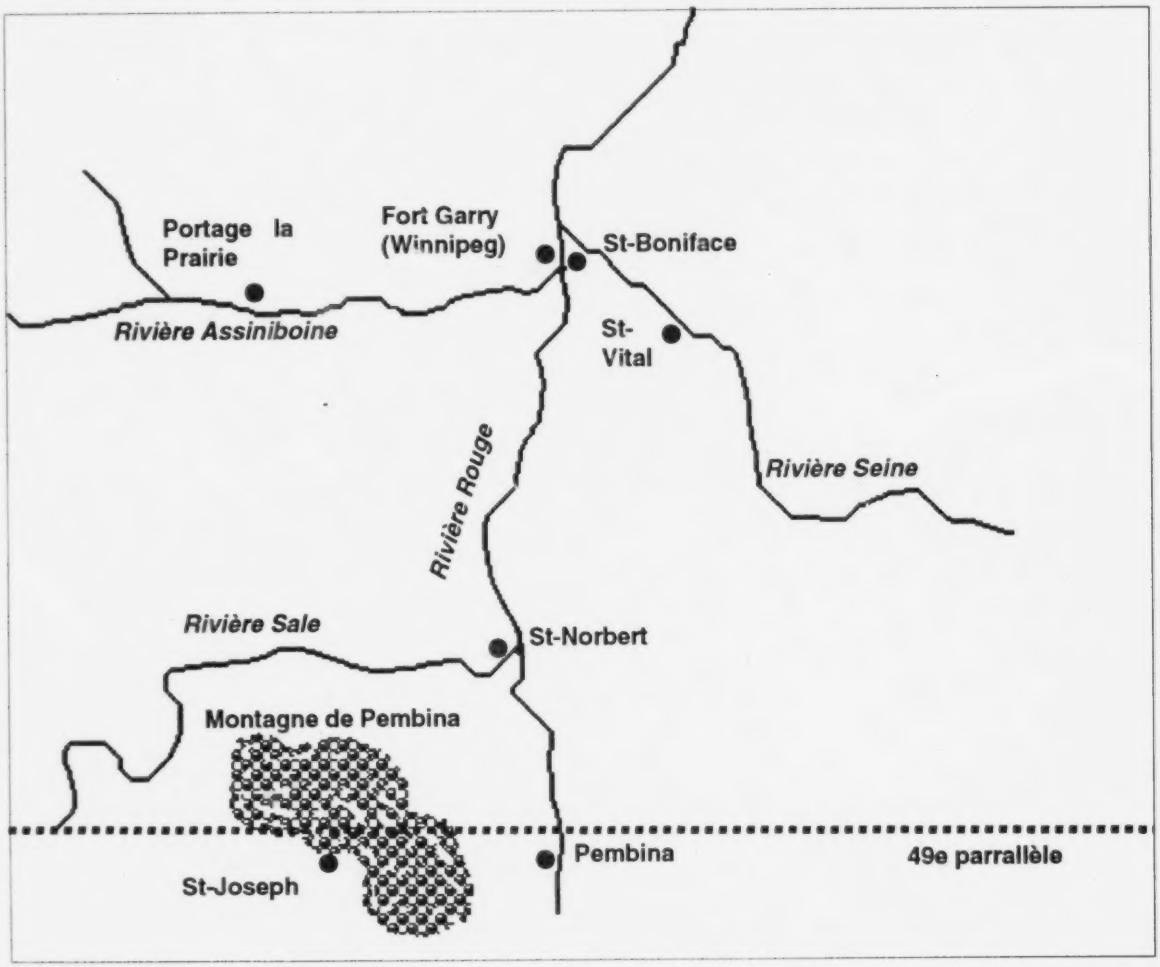
Gabriel Dumont est bien connu comme le chef militaire des Métis à Batoche en 1885. Sous son commandement, les Métis ont été vaincus par l'armée canadienne. Cette défaite représentait la fin d'un mode de vie pour les Métis, un mode de vie qui était basé sur la chasse aux bisons et le frétage. À part ses exploits durant l'insurrection de 1885 et ses tournées avec Buffalo Bill Cody et le Wild West Show, on connaît peu la jeunesse de Gabriel Dumont. Il est fils d'une famille métisse établie dans la vallée de la Saskatchewan depuis le début du XIXe siècle. Très jeune, Gabriel Dumont assume le rôle de chef des Métis lors de la chasse aux bisons. Enfin, il fonde la Petite Ville, un hivernement métis qui donnera, quelques années plus tard, naissance aux communautés de Saint-Laurent-de-Grandin et Batoche.

Chapitre un

Les premières années

Gabriel Dumont est né entre 1836 et 1838 dans la région de Saint-Boniface, dans ce qui était autrefois la colonie de la Rivière Rouge. Sa famille est membre d'un groupe important de Métis qui se distinguent comme chasseurs de bisons et traiteurs de fourrures. Son grand-père, Jean-Baptiste Dumont, était un coureur de bois de Montréal qui avait épousé, «à la mode du pays»,[1] une Indienne de la tribu des Sarcees. Son père, Isidore Dumont, est né dans la région du Fort des prairies.[2]

Isidore et ses deux frères, Gabriel et Jean, ont vécu leur jeunesse dans cette immense région, sauvage à l'époque, située entre Fort Carlton et Fort Edmonton. Ils étaient trappeurs, traiteurs de fourrures et chasseurs. Ils étaient ce qu'on appelait à l'époque des «hommes libres»,[3] c'est-



La Colonie de la Rivière-Rouge vers 1844.

à-dire qu'ils n'étaient pas au service de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Durant les années 1830, plusieurs Métis décident d'aller s'installer sur des terres dans la région de la Rivière-Rouge. Ils cultivent quelques acres, élèvent des animaux et augmentent leurs revenus avec les produits de la chasse. Isidore Dumont se trouve un lot de rivière[4] près de Saint-Boniface et il commence à récolter un peu de blé, d'avoine et de pommes de terre. C'est là que naît le jeune Gabriel.

Pendant les longs mois d'hiver, la colonie de la Rivière-Rouge offre toutes sortes d'occasions aux Métis de se regrouper et de s'amuser. Les hommes s'enveloppent dans leurs longs capots bleus, mettent leurs belles ceintures fléchées multicolores et se promènent sur les routes de la colonie dans leurs carrioles tirées par leurs meilleurs chevaux. L'hiver, à la colonie de la Rivière-Rouge, c'est le temps des noces: les Métis sortent leurs violons et dansent des gigues de la Rivière-Rouge jusqu'aux petites heures du matin. Mais Gabriel Dumont est trop petit pour se souvenir de ces soirées.

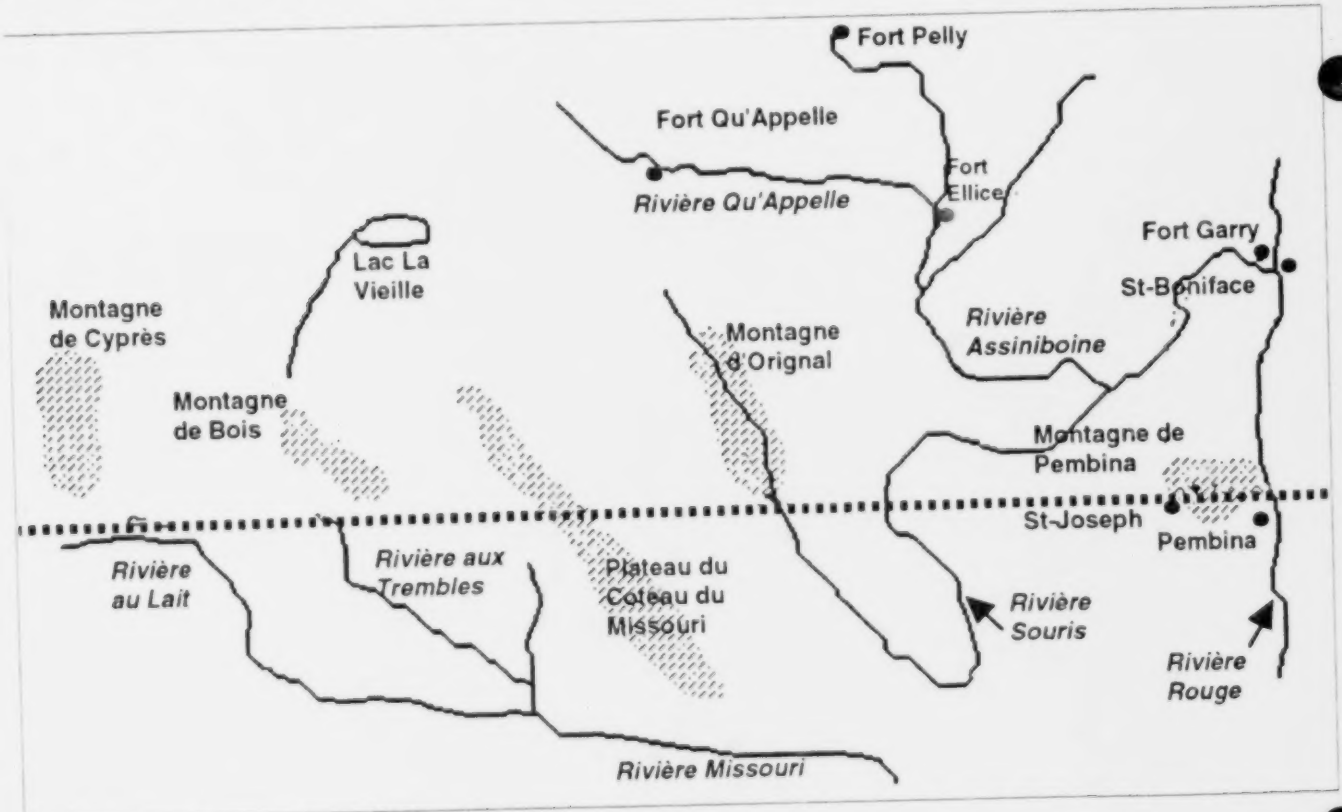
Pour son père, Isidore, la vie à la Rivière-Rouge est trop paisible. Il n'aime pas tellement la vie d'agriculteur. En 1840, lorsque le jeune Gabriel n'a que deux ou trois ans, il décide de quitter la Rivière-Rouge et de regagner le pays de sa naissance; le pays vallonné et boisé de la Saskatchewan, une région qui se trouve entre la fourche Saskatchewan et la fourche des Gros Ventres.[5]

Chapitre deux

La chasse aux bisons

Au moment de quitter St-Boniface en 1840, Isidore Dumont décide d'aller rejoindre une caravane de Métis qui se prépare à partir vers les plaines de l'ouest pour la grande chasse annuelle aux bisons. À cette époque, les Métis partaient à la chasse pour tout l'été; on faisait la chasse au printemps et à nouveau à l'automne.

Les Dumont voyagent en charrette de la Rivière-Rouge jusqu'à Pembina, une petite communauté métisse située au sud de Saint-Boniface. Là, ils se joignent à un groupe de Métis qui ont décidé de se rendre dans la région du plateau du Coteau du Missouri (aujourd'hui aux États-Unis) pour y chasser le bison. Comme c'est toujours le cas, l'expédition de chasse comprend chasseurs, femmes et enfants. Gabriel Dumont et sa famille se joignent en 1840 à la plus grande expédition de chasse organisée par les Métis. Il y a 1 630 personnes dans le groupe, y compris quelque 400 enfants. La caravane partant de Pembina vers l'ouest comprend 1 210 charrettes de la Rivière-Rouge tirées par des chevaux ou des boeufs.



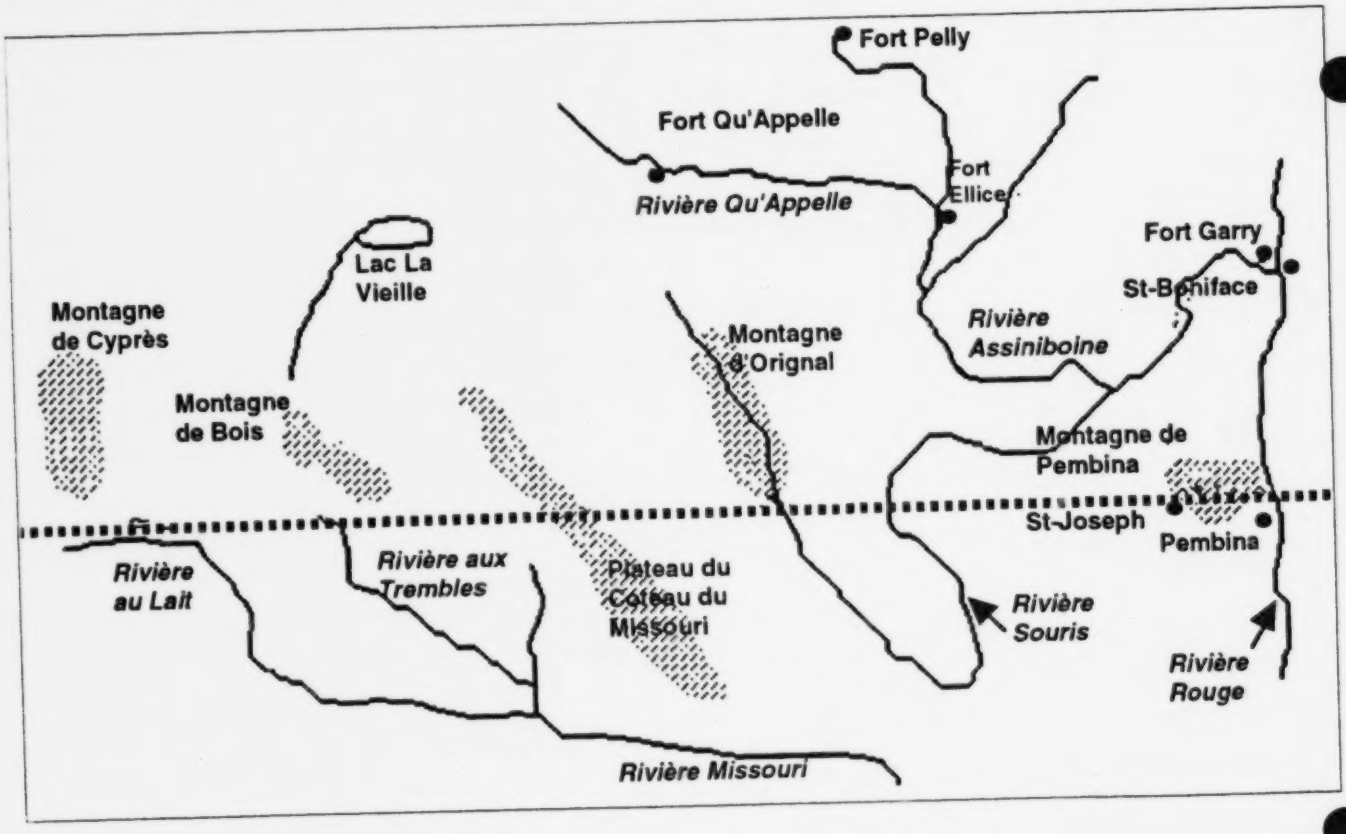
La région du Plateau du Coteau du Missouri vers 1840.

Chapitre deux

La chasse aux bisons

Au moment de quitter St-Boniface en 1840, Isidore Dumont décide d'aller rejoindre une caravane de Métis qui se prépare à partir vers les plaines de l'ouest pour la grande chasse annuelle aux bisons. À cette époque, les Métis partaient à la chasse pour tout l'été; on faisait la chasse au printemps et à nouveau à l'automne.

Les Dumont voyagent en charrette de la Rivière-Rouge jusqu'à Pembina, une petite communauté métisse située au sud de Saint-Boniface. Là, ils se joignent à un groupe de Métis qui ont décidé de se rendre dans la région du plateau du Coteau du Missouri (aujourd'hui aux États-Unis) pour y chasser le bison. Comme c'est toujours le cas, l'expédition de chasse comprend chasseurs, femmes et enfants. Gabriel Dumont et sa famille se joignent en 1840 à la plus grande expédition de chasse organisée par les Métis. Il y a 1 630 personnes dans le groupe, y compris quelque 400 enfants. La caravane partant de Pembina vers l'ouest comprend 1 210 charrettes de la Rivière-Rouge tirées par des chevaux ou des boeufs.



La région du Plateau du Coteau du Missouri vers 1840.

Imaginons le jeune Gabriel monté sur le siège de la charrette de son père. Pour un jeune garçon comme lui, c'est certainement un moment excitant.
La chasse aux bisons occupe une place très importante dans la vie des Métis. C'est leur principal gagne-pain. La viande du bison sera séchée pour faire du pemmican. Ce pemmican sera ensuite vendu à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour nourrir les traiteurs de fourrure dans les postes de traite.

Avant de quitter Pembina pour la chasse, les hommes se réunissent pour choisir les capitaines et établir les lois de la caravane. Dix capitaines sont élus par tous les hommes et l'un d'entre eux est nommé chef du camp ou président de la chasse. En 1840, le président de la chasse est un Métis écossais, Jean-Baptiste Wilkie.

Les Métis aiment leur liberté. Ils sont fiers de s'appeler des «hommes libres». Toutefois, pour assurer que la chasse soit un succès, il est important d'imposer des lois. Ces lois sont simples mais elles doivent être respectées par tous les membres du groupe.

«En fait, ils ne faisaient qu'entériner une fois de plus les règlements établis lors des chasses précédentes, règlements qui restèrent à peu près inchangés jusqu'aux dernières chasses au bison, quarante ans plus tard.
1. Nul ne doit chasser le dimanche.
2. Nul groupe ne doit s'écarter du convoi, ni le précéder, ni traîner en arrière.
3. Nul groupe ou individu ne doit chasser le bison avant le signal.
4. Chaque capitaine et ses hommes, à tour de rôle, doivent patrouiller à l'intérieur du camp et monter la garde.
5. Dans le cas d'une première infraction, la selle et la bride du contrevenant seront lacérées.
6. Dans le cas d'une deuxième infraction, le manteau du coupable sera saisi et lacéré.
7. Dans le cas d'une troisième infraction, le coupable sera fouetté.
8. Toute personne trouvée coupable de vol, même si c'est une peccadille, sera amenée au milieu du campement et le crieur criera son nom trois fois, y adjoignant chaque fois le mot "voleur".»[6]

Pourquoi avoir des lois comme celles-ci? C'est que la chasse aux bisons est la source principale de nourriture pour les Métis. Si quelqu'un devançait les capitaines et commençait à tirer sur les bisons, il leur ferait peur. Les autres n'auraient peut-être pas la possibilité de tuer autant de bisons et ils manqueraient de viande l'hiver suivant.

À cette époque, les Métis ont un grand respect pour leur communauté. Les meilleurs chasseurs vont souvent donner une partie de la viande des bisons qu'ils ont tués aux plus pauvres, aux veuves et aux orphelins.

Le matin, avant le départ de Pembina, le prêtre dit la messe. Ensuite, la caravane part. Les Métis voyagent de six heures du matin à six heures du soir et ils ne font qu'une courte pause à midi. La caravane fait environ 25 kilomètres par jour. Le soir, on place les charrettes en cercle pour se protéger contre les Sioux, les ennemis traditionnels des Métis.

Enfin, on aperçoit un troupeau de bisons. Il y en a des milliers et des milliers. La chasse sera bonne cette année! Le père de Gabriel donne les guides du boeuf à sa femme. Il descend de la charrette et monte sur son meilleur cheval de chasse. Au galop, il va rejoindre les autres chasseurs qui commencent à former au loin une grande ligne. Ils sont quatre cents. Quatre cents des meilleurs chasseurs au monde, tous à cheval, tous avec leur long fusil à la main. Ils attendent patiemment le signal du président de la chasse.

Les femmes, les enfants et les vieux regardent ces hommes sur leurs chevaux. Gabriel cherche son père parmi tous ces chasseurs. Il le

reconnaît grâce à sa ceinture fléchée, à sa chemise bleue et à son pantalon noir. Pas loin de son père, il aperçoit le président de la chasse, celui qui donnera l'ordre d'avancer. Le président étudie le terrain avec ses jumelles; il semble être en train de compter les bisons. Enfin, il donne le signal!

Les chasseurs commencent à avancer, lentement au début, puis de plus en plus vite. Le troupeau de bisons est à deux kilomètres de la caravane. Mais, le temps de le dire, les chasseurs sont parmi le troupeau qui part en fuite. Les chasseurs tirent et tirent sans interruption.

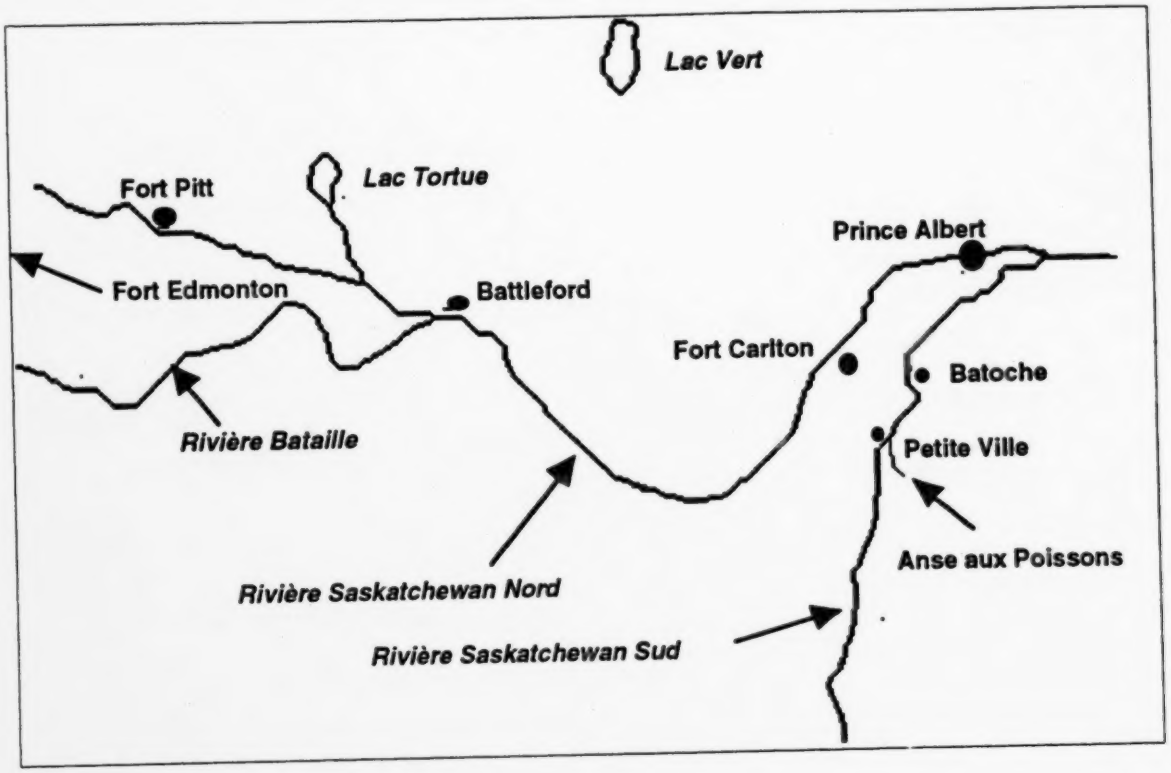
Les femmes et les enfants regardent partir les chasseurs. Ils entendent les coups de fusils au loin. Ils ne perdent jamais de vue les hommes, puisque même de très loin ils peuvent voir les nuages de poussière et entendre le galop des milliers de bisons. La caravane de charrettes de la Rivière-Rouge suit les chasseurs.

En une seule journée, les Métis peuvent abattre plus de 1 300 bisons. Un bon chasseur, monté sur un cheval de course, peut en tuer dix ou douze. Lorsque les charrettes atteignent le point de départ du troupeau de bisons, plusieurs chasseurs ont déjà commencé à débiter les carcasses. Sans perdre une minute, les femmes et même les enfants commencent à préparer la viande pour en faire du pemmican, puis à nettoyer les peaux.

Au cours des années suivantes, Gabriel Dumont va souvent revivre l'expérience de la chasse aux bisons. À l'âge de vingt ans, il remplace Jean-Baptiste Wilkie comme président de la chasse.

C'est probablement lors de l'expédition de 1840 que Gabriel Dumont, âgé de trois ans, rencontre celle qui deviendra son épouse dix-huit ans plus tard. Madeleine Wilkie est la fille de Jean-Baptiste, le président de la chasse. Comme Gabriel, elle accompagne sa famille dans cette caravane. Il est possible que les deux enfants aient joué ensemble alors que les charrettes de la Rivière-Rouge se dirigeaient vers le plateau du Coteau du Missouri.

La chasse aux bisons.
Photo: Archives publiques du Canada



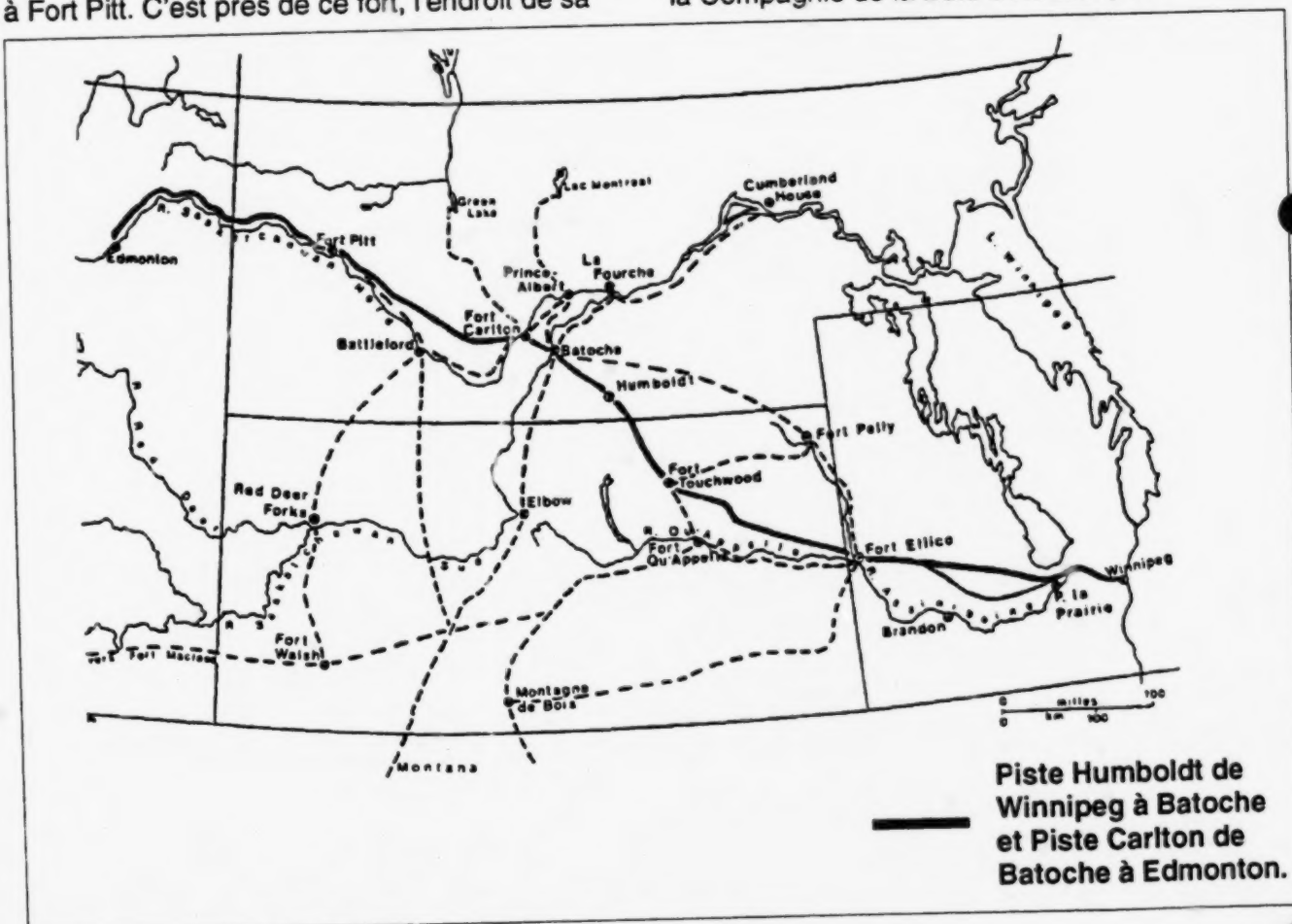
La vallée de la Saskatchewan au XIX^{e} siècle.

Chapitre trois

Le frétage

Après la chasse de 1840, Isidore Dumont et sa famille se dirigent vers la vallée de la Saskatchewan. Ils voyagent avec d'autres familles métisses et traversent la fourche des Gros Ventres à l'endroit où va naître, trente ans plus tard, la petite communauté de Batoche. En 1840, il n'y a même pas de bac[7] à cet endroit. Les Dumont se rendent à Fort Carlton et ensuite à Fort Pitt. C'est près de ce fort, l'endroit de sa naissance, qu'Isidore Dumont décide de s'installer. Il se lance dans la traite des fourrures. C'est dans cette région que le jeune Gabriel va passer la majeure partie de sa jeunesse.

La chasse aux bisons est le principal gagne-pain des Métis. Ils vendent une partie du pemmican à la Compagnie de la Baie d'Hudson; ce



Pistes métisses dans le Nord-Ouest au XIX[e] siècle.
(Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan* de Lapointe et Tessier.)

pemmican sert à nourrir les traiteurs de fourrures dans les postes de traite et les forts dans la région qui est aujourd'hui l'Alberta et la Saskatchewan.

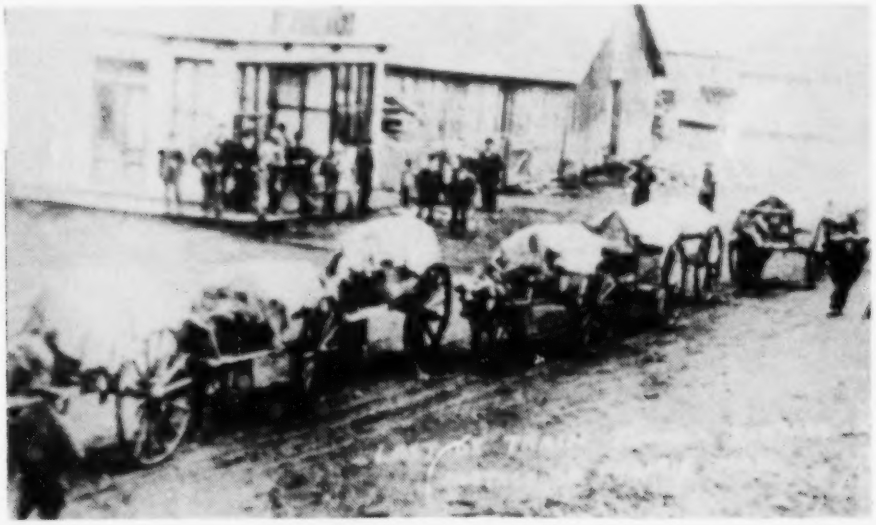
Toutefois, les Métis se lancent dans une autre industrie, celle du «frétage».[8] De la colonie de la Rivière-Rouge, les Métis et leurs caravanes de charrettes se dirigent vers l'ouest, en direction du Fort Carlton, du Fort Pitt et du Fort Edmonton. Les charrettes sont chargées de provisions; du pemmican, de la mélasse, de la farine et des objets (couteaux, plats, etc.) à échanger contre les fourrures.

Après avoir livré leurs marchandises, les «fréteurs» métis remplissent leurs charrettes de fourrures et reviennent à la Rivière-Rouge. Avant longtemps, les «fréteurs» métis et leurs charrettes de la Rivière-Rouge font concurrence aux bateliers de la Compagnie de la Baie d'Hudson et leurs barges et bateaux York.

Une série de pistes, les grandes routes de l'époque, se trace dans les prairies de l'Ouest. La plus importante de ces pistes quitte la colonie de la Rivière-Rouge, passe près du Fort Ellice et se rend au Fort Carlton. De là, elle continue vers l'ouest jusqu'à Edmonton. Il s'agit de la piste Carlton.

D'autres pistes quittent le Fort Carlton et s'étendent vers les régions du nord de la Saskatchewan (piste du Lac Vert) tandis que d'autres se dirigent vers le sud et les États-Unis (piste Batoche).

Gabriel Dumont, comme bien d'autres Métis, fait un peu de «frétage». Il retourne à la Rivière-Rouge une fois par année, généralement à l'automne, pour y acheter des marchandises et vendre son pemmican et ses fourrures. Mais il préfère la chasse au «frétage» et il semble qu'il ne retourne plus à la Rivière-Rouge après 1860.



Un train de charrettes de la Rivière-Rouge.
Photo: Archives de la Saskatchewan.

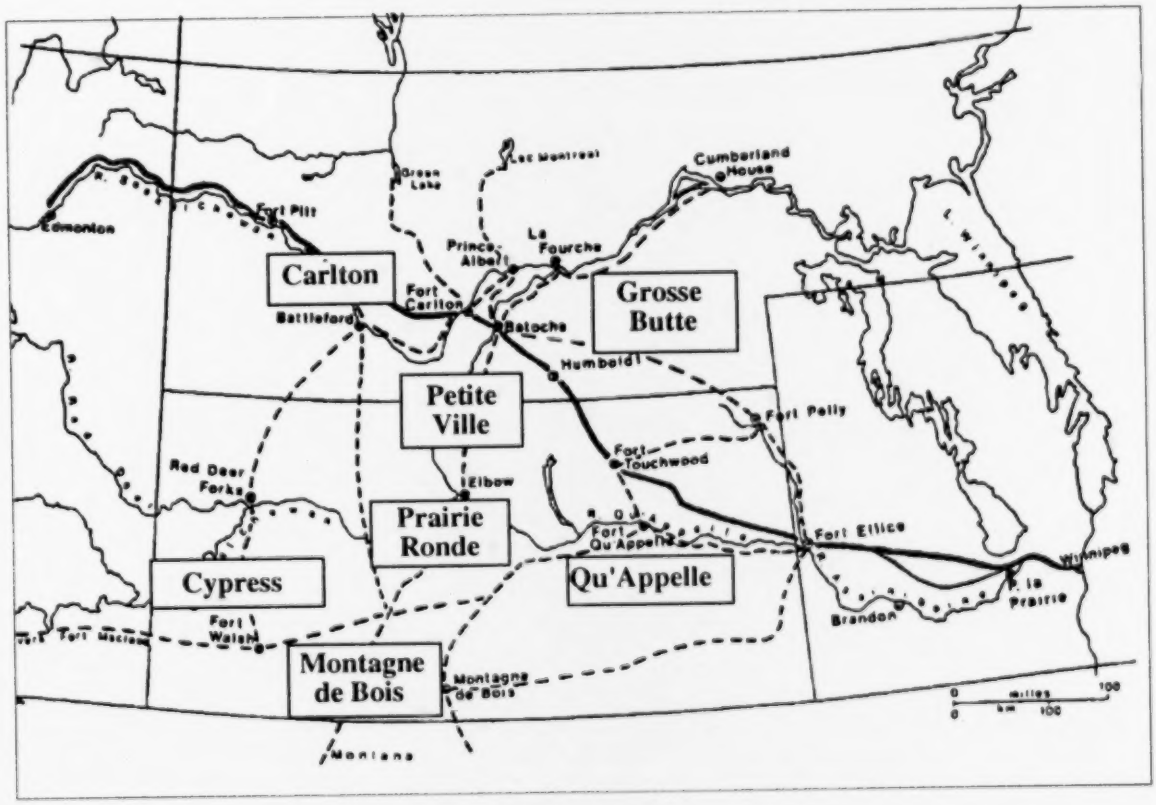
Chapitre quatre

Les hivernements

De plus en plus de Métis de la vallée de la Saskatchewan ne retournent plus à Saint-Boniface pour y passer l'hiver. Ils préfèrent hiverner dans les prairies de l'Ouest.

Ces chasseurs se joignent aux groupes de la Rivière-Rouge chaque printemps pour la chasse aux bisons. Toutefois, contrairement aux autres, ils décident de commencer à établir des campements permanents dans la région de la Saskatchewan.

En 1868, le groupe qui suit Gabriel Dumont (les Fisher, les Laframboise, les Cayen, les Beauchamps et les La Vallée, ainsi que le clan Dumont) établit son campement d'hiver sur la rive ouest de la Rivière Saskatchewan Sud, à quelques 15 kilomètres au sud de l'emplacement qui deviendra quelques années plus tard le village de Batoche. Cet hivernement porte le nom de «la Petite Ville».[10]



Les hivernements métis dans le Nord-Ouest au XIX[e] siècle.
(Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan* de Lapointe et Tessier)

Ce n'est qu'un des nombreux hivernements établi entre 1865 et 1875 par les groupes de Métis en Saskatchewan. Le clan Trottier établit son hivernement à la Prairie Ronde, au sud de Saskatoon, là où se trouve aujourd'hui la base militaire de Dundurn. La famille McGillis établit un autre campement dans la région de la Montagne de Bois (à Willow Bunch). Il y aurait aussi eu des hivernements à Grosse Butte (Humboldt) dans la région de Touchwood Hills et au Lac aux canards (Duck Lake).

Dans ces hivernements, les Métis construisent des maisons de bois rond. Chaque communauté peut compter jusqu'à cent maisons. Le printemps, les Métis abandonnent le campement pour aller rejoindre les autres groupes et participer à la chasse annuelle aux bisons. Ils sont partis tout l'été, ne revenant au campement qu'à l'automne. Avant de quitter le printemps, ils sèment de grands potagers, des jardins de légumes qu'ils récoltent l'automne à leur retour.

Enfin, dans ces hivernements, les Métis vivent leur vie «d'hommes libres». Quelques années plus tard, lorsque le bison aura disparu, ces campements mèneront à la création de communautés plus stables comme Batoche, Saint-Laurent, Duck Lake et Willow Bunch.

Non seulement Gabriel Dumont était un grand chasseur, mais il était aussi un bâtisseur de communautés. Nous connaissons surtout le rôle qu'il a joué à Batoche en 1885, mais nous connaissons moins le travail qu'il a fait auparavant pour s'assurer que les siens puissent survivre dans l'Ouest d'autrefois.

Une maison métisse construite en bois rond.
Photo: Archives publiques du Canada

Notes et références

1. Mariage à la mode du pays: à cette époque, avant l'arrivée des missionnaires, les coureurs de bois et les voyageurs se mariaient à des femmes indiennes à la manière des Autochtones. Plus tard, les Métis faisaient bénir le mariage par un prêtre.
2. Fort des prairies: le premier nom donné au Fort Edmonton, sur le site actuel de l'Assemblée législative de l'Alberta.
3. Hommes libres: en 1849, les Métis se sont révoltés contre le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le père de Louis Riel, Louis père, fut l'un des meneurs. Mais même avant 1849, certains Métis s'étaient considérés comme des «hommes libres», c'est-à-dire qu'ils ne travaillaient pas pour la Compagnie.
4. Lot de rivière: les Métis divisaient le terrain en lots étroits le long des rivières. De cette façon, chaque Métis avait accès à la rivière pour s'approvisionner en eau et pour pouvoir utiliser ses canots sur la rivière.
5. Fourche des Gros Ventres: aujourd'hui, nous connaissons les rivières Saskatchewan-Sud et Saskatchewan-Nord. Au temps des Autochtones, la Rivière Saskatchewan-Nord était appelée «la fourche Saskatchewan» tandis que la rivière Saskatchewan-Sud était connue sous le nom de «la fourche des Gros Ventres». La tribu des Gros Ventres avait habité cette région avant l'arrivée des Blancs.
6. George Woodcock. — Gabriel Dumont, le chef des Métis et sa patrie perdue. — Traduit par Pierre Desruisseaux et François Lanctôt. — Montréal : VLB Éditeur, 1986. — P. 44
7. Bac: bateau à fond plat servant à passer un cours d'eau.
8. Frétage: terme que les Métis utilisaient pour décrire le transport des biens d'une place à l'autre avec les charrettes de la Rivière-Rouge.
9. Hivernement: les Métis ont donné ce nom aux campements d'hiver qu'ils ont établis dans la prairie. Souvent, ils construisaient des maisons permanentes dans ces «hivernements».
10. Aujourd'hui, il ne reste plus que quelques trous de soubassements à l'endroit où était autrefois «la Petite Ville».

Bibliographie

Charette, Guillaume. — L'espace de Louis Goulet. — Winnipeg : Éditions Bois-Brûlés, 1976

McKee, Sandra Lynn. — Gabriel Dumont, Child of the Plains. — Surrey : Frontier Books, 1973. — (Canadian Plainsmen)

McKee, Sandra Lynn. — Gabriel Dumont, Frontiersman. — Surrey : Frontier Books, 1973. — (Frontier Series ; n° 14)

Woodcock, George. — Gabriel Dumont, le chef des Métis et sa patrie perdue. — Traduit par Pierre Desruisseaux et François Lanctôt. — Montréal : VLB Éditeur, 1986

Donatien Frémont

Photo: Société historique de Saint-Boniface

Donatien Frémont est né dans la Loire-Atlantique, en France, en 1881. À l'instigation de l'abbé Jean Gaire, il décide de quitter la France en 1904 et de venir s'établir dans l'Ouest canadien. Il passe un an à Montréal avant d'arriver en Saskatchewan où il s'établit sur un homestead au nord de Prince Albert. Puis, il entreprend une longue carrière de journaliste qui le mènera d'abord au Patriote de l'Ouest, puis ensuite à La Liberté, au Manitoba. Durant son séjour en Saskatchewan, Frémont s'occupe des causes franco-canadiennes, ayant même été le premier chef du secrétariat de l'ACFC.

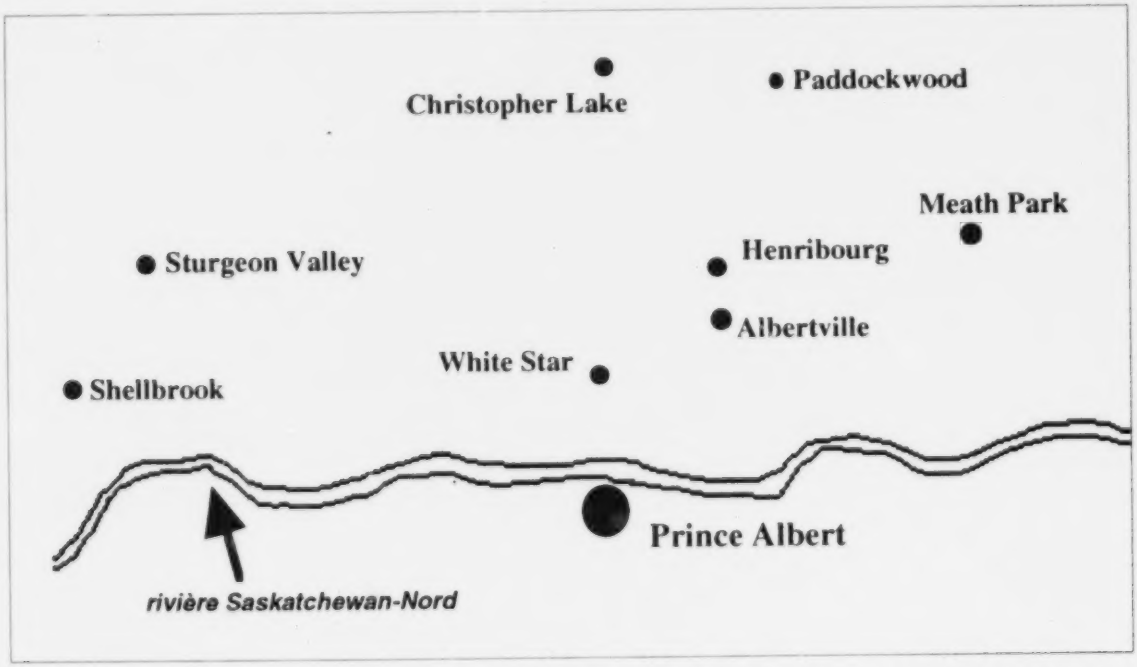
Chapitre un

Une recrue pour la cause Franco-canadienne de la Saskatchewan

Donatien Frémont, fils d'Henri Frémont et d'Eugénie Luneau, est né à Erbray le 7 janvier 1881. Son village natal est situé près de Chateaubriand dans la Loire-Atlantique, à quelques kilomètres de la côte ouest de la France. Dès l'âge de quatre ans, on découvre chez lui une grande facilité pour apprendre et on l'inscrit à l'école du village. Le maître et les autres élèves pensent qu'il est trop jeune pour apprendre, mais en moins d'un mois il surprend tout le monde. Il s'applique en classe et est accepté au Collège de Chauvé pour faire ses études classiques.

À cause d'une santé fragile, il doit interrompre ses études, mais il ira plus tard terminer son cours classique au petit séminaire de Notre-Dame des Couëts à Nantes. *«À Nantes, trois traits des plus significatifs vont révéler sa personnalité et présager son avenir: son penchant inné pour l'histoire, son goût pour la littérature et son désir d'exercer une action patriotique.»*[1] C'est dans l'Ouest canadien qu'il réalisera éventuellement ce dernier rêve. Son goût pour la littérature est peut-être renforcé par le fait qu'il fait ses études dans la ville natale de l'auteur Jules Verne.

Donatien Frémont, étudiant au petit séminaire de Notre-Dame de Couëts, caresse un rêve: devenir écrivain et membre de l'Académie française. Pour développer son talent d'écrivain, il



Ces communautés ont été fondées au début du siècle par des francophones. Dans son livre *Les Français dans l'Ouest canadien*, Donatien Frémont mentionne que les premiers résidants de White Star étaient arrivés de Bretagne en 1904 avec le groupe de Saint-Brieux.

devient directeur du journal étudiant du séminaire. Un seul numéro est publié, mais c'est suffisant pour développer chez lui la passion du journalisme.

Une fois qu'il a terminé ses études classiques, il commence à collaborer avec des journaux de la région de Nantes. Mais sa santé continue d'être précaire: *«Le médecin lui conseille, "comme seul planche de salut, de renoncer à tout travail intellectuel", et de chercher, pour sa santé fragile, un climat sain comme celui du Canada.»*[2] C'est à ce moment qu'il fait la connaissance de l'abbé Jean Gaire, missionnaire-colonisateur dans l'Ouest canadien.

En 1904, il décide de suivre les conseils de son médecin et d'émigrer au Canada. Il atterrit à Montréal où il passe un an à se familiariser avec son nouveau pays d'adoption. Dans la métropole française de l'Amérique du Nord, Frémont découvre bien des éléments de sa France natale - des journaux et des revues nationalistes françaises et une troupe de théâtre de Nantes qui présente des pièces durant toute une saison à Montréal. *«J'étais dans une ambiance familière; je me suis tout de suite senti à l'aise.»*[3]

Si Frémont trouve que l'ambiance de Montréal est semblable à celle de la France, ce ne sera pas le cas lorsqu'il arrivera dans l'Ouest canadien où la population de langue française ne forme qu'une petite minorité. À Montréal, il s'adonne à des travaux qui ne l'enrichissent pas. Il décide alors de se diriger vers l'Ouest. *«En 1906, des amis l'invitent à les suivre en Saskatchewan en vue de s'y prendre un* homestead.»[4]

Il se rend dans le nord de la toute nouvelle province de la Saskatchewan, à environ dix-huit milles au nord de Prince Albert. Ayant passé plusieurs années dans les grandes villes (à Nantes et à Montréal), Frémont ne connaît pas grand chose de la vie d'agriculteur. Pour cette raison, il s'engage d'abord chez un fermier français *«qui accepta mes services pour ce qu'ils valaient.»*[5]

Frémont se trouve alors non pas dans la grande prairie du sud, ni même dans le *parkland,* mais bel et bien à la frontière des grandes forêts du nord de la province. Avec un autre compagnon, il aide le fermier à défricher son terrain. *«Je passais de longues journées à extirper du sol, trembles, saules et brousailles pour le passage de la charrue. J'ai souvent gardé une prédilection pour ce genre de travail obscur qui symbolisait à mes yeux la lente et pénible victoire de la civilisation sur la barbarie.»*[6] Il est important de faire remarquer que la victoire ne devait pas appartenir à tout le monde; nombreux furent les colons qui abandonnèrent avant de conquérir leur *homestead.* Dans bien d'autres cas, le terrain voulait rester à l'état sauvage et refusait de céder à la charrue de la civilisation. À cause des roches ou des marais, ces terres sont cet état.

En plus du travail de défrichage, Frémont et son compagnon aident le fermier à récolter le foin des marais. *«En ce temps-là le foin appartenait à qui allait le récolter dans les bas-fonds et autour des lacs. La saison venue, le patron partait sur sa faucheuse, coupant à droite et à gauche jusqu'à la tombée du jour. L'un de nous passait ensuite le râteau et c'était l'interminable série des veillottes*[7] *qui commençait. Mais ce foin devait rester sur place une bonne partie de l'hiver. Il s'agissait d'en faire des meules*[8] *bien construites, capables de résister aux assauts des vents, aux infiltrations de la pluie et de la neige. Je finis par acquérir une véritable maîtrise dans cet art difficile.»*[9]

Ayant acquis un peu d'expérience à la ferme, Frémont et son compagnon choisissent des *homesteads* dans la région, mais ils décident de garder leur emploi chez le fermier car la terre *«ne nourrit pas tout de suite un homme.»*[10] Étant toujours employés par le fermier, ils peuvent utiliser ses boeufs et sa charrue au prin-

temps pour commencer à labourer leur *homestead*. Les deux hommes récoltent les produits de grands jardins potagers et améliorent leur régime grâce à la chasse et à la pêche.

La santé de Donatien Frémont s'améliore petit à petit, mais le dur travail de la ferme l'épuise physiquement et il se retrouve souvent au lit avec une crise de lumbago ou une fièvre cérébrale. Il commence à remettre en question sa décision de devenir fermier. Il rêve de recevoir le titre de sa terre afin de pouvoir vendre son terrain. Ses deux jeunes frères, Alphonse et Joseph, viennent le rejoindre et s'établissent dans la région.

Enfin, au début de 1914, Frémont est convoqué au bureau des Terres du Dominion à Prince Albert où on lui remet ses lettres patentes: le titre de son *homestead*. Mais la guerre vient d'éclater en Europe; beaucoup de Français retournent en France pour rejoindre l'armée française. Il devient impossible d'obtenir un bon prix pour son terrain. À cause de santé, Frémont n'est pas accepté dans l'armée française; il reste alors en Saskatchewan.

Durant l'hiver 1915-1916, les trois frères Frémont travaillent au ravitaillement des camps forestiers de la région située au nord de Prince Albert. *«Ces six ou sept mois furent actifs et pleins de charme. Deux fois la semaine, par n'importe quel temps, le cuisinier solitaire parcourait plusieurs milles pour se rendre au bureau de poste. Le courrier qu'il rapportait dans un sac de toile bien fixé sur le dos en avait autant plus de prix.»*[11] En effet, le courrier est important car il y a toujours des journaux avec des nouvelles de la guerre en Europe.

Frémont commence, à cette époque, à écrire des articles pour le *Patriote de l'Ouest* et pour le *Courrier de l'Ouest*, un journal publié à Edmonton. Le *Courrier de l'Ouest* cesse de publier en 1916 et la même année Frémont reçoit une proposition du père Auclair, rédacteur du *Patriote de l'Ouest*, l'invitant à entreprendre une carrière de journaliste à Prince Albert. Sa vie de fermier prend fin, mais son expérience à la ferme l'aidera dans la rédaction de nombreux articles agricoles pour le *Patriote de l'Ouest*.

Chapitre deux

Le Patriote de l'Ouest

Au début du siècle, les journaux sont un des seuls moyens de communication pour les immigrants de l'Ouest canadien. La radio et la télévision n'ont pas encore été inventées et, à part le courrier, le télégraphe, et le bouche à oreille, les journaux sont la seule source d'informations des colons de la Saskatchewan. À cette époque, il existe plusieurs journaux anglais en Saskatchewan; les grandes villes comme Regina, Prince Albert et Saskatoon ont même deux journaux. Les francophones peuvent s'abonner à des journaux du Québec, de France et même au journal *Le Métis* qui est publié au Manitoba depuis 1871. Parmi les autres journaux français qu'on pouvait trouver dans les foyers au début du siècle, il y avait *Le Défenseur du Canada Catholique et Français*, *L'Écho* du Manitoba, *Le Manitoba*, *Les Cloches de Saint-Boniface* et *Le Courrier de l'Ouest* d'Edmonton.

Toutefois, il n'y a pas de journal français publié en Saskatchewan, un journal qui s'intéresserait à la cause des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. C'est en 1908 que le père Ovide Charlebois, o.m.i., alors directeur de l'École Indienne Saint-Michel de Duck Lake, et l'abbé Pierre-Elzéar Myre, curé de Bellevue, commencent à parler du besoin de fonder un journal français dans la province. *«Ils le voulaient "indépendant des coteries et des partis politiques" et voué à la défense de la langue française et de la foi catholique.»*[12]

En 1909, le journal anglais de Duck Lake, le *Chronicle*, est au bord de la faillite et l'abbé Myre explore la possibilité d'acheter l'équipement du journal et de créer une société pour fonder un journal français. L'abbé Myre, le Père Charlebois et l'abbé Bourdel de Prud'homme commencent à vendre des actions pour un nouveau journal de langue française. *«La compagnie "La Bonne Presse" au capital-action de 10 000 $ fut officiellement constituée le 12 avril 1910.»*[13] On achète l'équipement du *Chronicle* et on établit le journal à Duck Lake.

Le premier rédacteur est le père Adrien-Gabriel Morice, o.m.i., et c'est lui qui nomme le journal *Le Patriote de l'Ouest*. C'est aussi le père Morice qui choisit la devise du journal «Notre Langue, Notre Foi». Au cours des années suivantes, *Le Patriote de l'Ouest* réussira à tirer à plus de 7 000, mais la survivance du journal dépendra toujours de la générosité des Oblats de Marie-Immaculée.

Le père Morice publie le premier numéro du *Patriote* le 22 août 1910, mais en l'espace de quelques mois il réussit à se quereller avec des membres du bureau de direction du journal et il est remplacé par le père Achille-Félix Auclair, o.m.i.

«Il vient à peine d'arriver à Duck Lake qu'un incendie rasa l'édifice de la presse le 15 novembre. Deux personnes perdirent la vie et la bibliothèque personnelle du Père Morice fut entièrement détruite, y compris son imposante collection de documents originaux et irremplaçables. Une police d'assurance de 3 000 $ allait néanmoins permettre au Père Auclair de relancer le journal en juin 1911.»[14]

Le Patriote de l'Ouest renaît en juin 1911 à Duck Lake, mais deux ans plus tard on décide de transférer le journal dans une plus grande ville: à Prince Albert. L'hebdomadaire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan demeurera dans

cette ville jusqu'en 1941 lorsqu'il sera jumelé au journal *La Liberté* du Manitoba pour créer *La Liberté et Le Patriote*.

Donatien Frémont au Patriote de l'Ouest

Durant l'hiver 1915-1916, Frémont écrit des articles pour le *Patriote de l'Ouest*, travaillant à la pige, puisque, avec ses deux frères, il est occupé à transporter des provisions aux bûcherons dans des camps de bois au nord de Prince Albert. Mais, il songe sérieusement à quitter la Saskatchewan et à retourner à Montréal, ou même en France, car il ne semble pas destiné à devenir un fermier-défricheur. La vie à la campagne a amélioré sa santé, mais le travail physique l'oblige souvent à garder le lit.

Sa décision prise, il fait des arrangements pour retourner dans l'Est, mais sur ces entrefaites, il reçoit une offre d'emploi du père Auclair du journal *Le Patriote*. Le 1er mai 1916, il se rend à Prince Albert pour entreprendre sa nouvelle carrière de journaliste.

Aujourd'hui, dans les petits hebdomadaires de l'Ouest, le travail de journaliste n'a pas tellement changé depuis l'époque de Donatien Frémont. Même si, de nos jours, beaucoup de travail, dans un journal, est fait à l'ordinateur, le journaliste est appelé à faire un peu de tout. Ce n'est pas comme un journaliste de grand quotidien qui ne fait que recueillir les informations et écrire ses articles.

Si jamais vous avez l'occasion de visiter un hebdomadaire comme *l'Eau vive*, demandez aux journalistes en quoi consiste leur travail. Leur réponse sera probablement la même que celle qu'aurait donnée Frémont en 1916: *«un peu de tout le travail que requiert la publication ou l'expédition d'un journal: rédaction et révision d'articles, composition à la linotype ,*[15] *mise en pages, sans compter le très prosaïque coup de main à donner chaque semaine aux hommes de l'atelier pour le tirage et l'envoi du journal.»*[16]

Donatien Frémont est doué pour ce métier de journaliste. En peu de temps, il gagne la confiance du rédacteur en chef, le père Auclair. Lorsque ce dernier s'absente du journal, Frémont assume toutes les responsabilités du journal. Quelques mois seulement après son arrivée au *Patriote de l'Ouest*, il reste seul en charge du journal alors que le père Auclair part avec l'évêque de Prince Albert, Mgr Albert Pascal, pour faire une visite des missions du diocèse. Ils sont tous les deux absents pendant plus de six mois. *«L'apprenti-journaliste s'en tire "à merveille" disent ses amis, - "sans incident grave", avoue-t-il lui-même simplement.»*[17]

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le nombre d'abonnés au *Patriote de l'Ouest* augmente progessivement jusqu'à 7 000, mais cela ne veut pas dire que le journal est financièrement stable. Il faut toujours acheter de l'équipement et à cette époque on ne peut pas compter sur des subventions du gouvernement. La population de langue française en Saskatchewan ne dépasse jamais 50 000 personnes et la plupart viennent à peine de s'établir et n'ont pas beaucoup d'argent. *Le Patriote de l'Ouest*, comme tous les autres journaux, doit compter sur la vente d'annonces pour assurer la survivance du journal. Mais avec seulement 7 000 abonnés et une population de moins de 50 000 personnes, il est parfois difficile de convaincre les grosses compagnies d'acheter de l'espace publicitaire.

Pour joindre les deux bouts, *Le Patriote* accepte des contrats. Donatien Frémont devient traducteur dans ses moments libres: *«le gouvernement provincial avait confié au* Patriote *la traduction et l'impression de la loi scolaire. Cela représentait une brochure assez substantielle et bien retribuée, sur laquelle comptait l'administration pour relever les finances du journal. On y travaillait un jour ou deux par semaine, entre deux numéros. Il fallait d'abord transposer de l'anglais au français le texte qui, à première vue, se montrait assez rébarbatif, comme tous les écrits du genre.»*[18] Frémont ne tarde pas à

maîtriser le langage des gouvernements et à connaître à fond la loi scolaire de la Saskatchewan.

Frémont s'acquitte tellement bien de son travail de journaliste et de traducteur qu'on lui demande d'assumer une autre responsabilité. Quatre mois seulement après son arrivée au *Patriote*, en août 1916, il devient le premier chef du secrétariat de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan.

L'ACFC n'est pas une association riche. Fondée quatre ans plus tôt en 1912, lors d'un grand congrès à Duck Lake, elle a pour mission de défendre les intérêts des francophones de la province. Puisque les bénévoles ne peuvent s'occuper de tous les travaux de secrétariat de l'association et qu'il n'y a pas de fonds pour payer le salaire d'un employé, *le Patriote de l'Ouest* accepte de prêter les services de Donatien Frémont à la jeune association.

Jusqu'à son départ pour le Manitoba en 1923, Frémont occupera les deux postes de journaliste et de chef du secrétariat de l'ACFC. Aujourd'hui, Frémont serait probablement accusé de conflit d'intérêts s'il détenait ces deux postes, mais en 1916 il est tout à fait normal qu'une personne s'occupe du secrétariat de l'ACFC tout en étant journaliste au *Patriote*. Après tout, les deux organismes ont la même mission - *défendre les intérêts des francophones de la province.*

Comme chef du secrétariat de l'ACFC, Frémont est souvent appelé à se déplacer ici et là en province pour prononcer des discours. *«La première fois, dit-il, que je fus appelé à l'extérieur pour une réunion publique, en me rendant par le train à Vonda, je m'arrêtai un moment à penser à mon aventure de ces derniers temps: promu d'un seul coup du rôle de défricheur du sol à celui de guide national par la plume et la parole. Journaliste, passe encore; mais conférencier allant jeter au loin la bonne semence, quelle audace et quelle responsabilité.»*[19]

Quelle responsabilité! Mais aussi une responsabilité qui lui fournit du matériel pour ses articles de journaux. Étant chef du secrétariat de l'ACFC, Frémont est au courant de toutes les activités, de toutes les revendications et de toutes les préoccupations de l'organisme. Entre 1916 et 1923, il écrit des articles au sujet des causes nationales de l'ACFC pour le *Patriote*. Plus d'une centaine de ses articles portaient sur la question nationale (la question des droits et des revendications des francophones). Ces articles portent des titres comme *Dans la vérité et la charité* (22 juin 1916), *Teutomanie et anglomanie* (27 juillet 1916), *Québec vient à nous* (26 octobre 1916), *Sur le terrain scolaire* (23 novembre 1916), *Mouvement de l'ACFC, En français s.v.p.* (4 janvier 1917), *Pour un fond de propagande française* (8 février 1917), *La «Journée des écoles»* (3 juillet 1918) et *Les «Droits de la Saskatchewan»* (12 février 1919).

L'édifice du *Patriote de l'Ouest* à Prince Albert.
Photo: Archives provinciales de l'Alberta

Comme journaliste, Donatien Frémont réalise que, même s'il est chef du secrétariat de l'ACFC, il n'y a pas que la question des droits des francophones qui intéresse les lecteurs du *Patriote de l'Ouest*.

À cette époque, plus de 90 % des francophones de la Saskatchewan sont établis sur des *homesteads*, essayant de tirer profit des souches et des racines, des marais et des lacs et de la bonne terre fertile. Pour cette raison, Frémont met à profit son expérience vécue sur un *homestead* entre 1906 et 1916. Il signe régulièrement une chronique agricole dans le *Patriote*, utilisant le sobriquet «Le vieux fermier».

Quels conseils, ce défricheur manqué, pouvait-il offrir aux autres? Voici un extrait d'une des causeries du *Vieux fermier* : *«Il n'y a pas un ouvrier, pas un homme de profession qui puisse se flatter de connaître tous les secrets de son métier. L'artisan le plus habile, le spécialiste le plus expert sent qu'il lui reste encore quelque chose à acquérir et il ne laisse passer aucune occasion de s'instruire. L'agriculture elle aussi, on ne saurait trop le répéter, est une science susceptible de s'améliorer. Le cultivateur le plus expérimenté a encore quelque chose à apprendre. Celui qui croit tout savoir s'abuse étrangement. Le véritable agriculteur est modeste, et même s'il a de bonnes raisons de penser que ses connaissances sont plus étendues que celles du commun de ses semblables, il vise à les pousser plus loin encore.»*[20]

Le père Achille-Félix Auclair, o.m.i., directeur du *Patriote de l'Ouest*.
Photo: Archives provinciales de l'Alberta

Ses articles de journaux portent sur d'autres thèmes qui intéressent les francophones de la Saskatchewan. Il y a la culture et les arts: il écrit à propos de livres d'histoire qui paraissent, comme *Vie de Mgr Langevin* du père Adrien-Gabriel Morice (30 novembre 1916) et *La Montagne de bois*, le livre de l'histoire de Willow Bunch de l'abbé Clovis Rondeau (24 juillet 1923). Il y a la politique: il signe des articles tels que *Les problèmes d'après-guerre* (11 janvier 1917), *Vers la paix* (18 janvier 1917), *La grève des postes* (31 juillet 1918), *Les élections provinciales* (25 mai 1921) et *À la veille des élections municipales et scolaires* (15 novembre 1922). Et, il y a la religion: il écrit au sujet de la *Mort de Sa Sainteté Benoit XV* (25 janvier 1922) et de l'élection du Pape Pie XI: *Vive le Pape Pie XI* (8 février 1922).

Grâce au travail de Donatien Frémont, *Le Patriote de l'Ouest* acquiert une réputation bien méritée dans le pays. À l'occasion du 10e anniversaire de fondation du journal, en 1920, le rédacteur du *Devoir* de Montréal, Omer Héroux, écrivait: *«Nous ne serons démentis par aucun professionnel si nous affirmons qu'il n'existe point à l'heure actuelle, au Canada, d'hebdomadaire mieux fait que* Le Patriote de l'Ouest. *Cela d'une façon absolue, à cause de la variété et de l'allure de sa rédaction. L'un des grands traits de*

sa supériorité est que nul journal n'est mieux adapté à son milieu, ne répond aussi exactement aux besoins de sa clientèle.»[21]

Chapitre trois

La crise scolaire de 1918

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, Donatien Frémont s'était familiarisé, en 1916, avec les *Ordonnances des Écoles* lorsque le *Patriote de l'Ouest* avait obtenu du gouvernement provincial le contrat pour en faire la traduction en français. La question des écoles, à cette époque comme aujourd'hui, était très importante pour la communauté francophone de la Saskatchewan et ce, parce qu'elle représente le meilleur moyen d'assurer la survivance de la langue et de la culture.

Jusqu'au début de la Première Guerre mondiale (1914 - 1918), les francophones de la Saskatchewan ont droit à leurs écoles; dans ces institutions on peut enseigner le français et le catéchisme. La guerre de 14-18 change tout: elle divise le Canada tout entier. Sur la question de la conscription, par exemple, francophones et anglophones se divisent en deux camps - la population de langue anglaise est d'avis qu'il faut envoyer des soldats en Europe pour défendre l'Empire britannique tandis que ceux de langue française sont contre. Le débat agite tout le pays.

La *Saskatchewan School Trustees Association* (SSTA)

En Saskatchewan, à cause de l'animosité qui existe entre anglophones et francophones, les Franco-canadiens, comme les Allemands, risquent de perdre leurs écoles. Dans ses mémoires, Raymond Denis déclare: *«Nous ne pouvions pas assister à une assemblée quelconque sans entendre crier "les Frenchmen dans Québec" et dans toutes les réunions des commissaires d'écoles, personnel enseignant, même chez les* Grain Growers[22] *on n'entendait qu'un cri qui était devenu un slogan: "Une langue, une école, un drapeau", c'est-à-dire la langue anglaise, l'école anglaise et le drapeau anglais.»*[23]

Le débat devient surtout brûlant en 1917. Les commissaires d'école de la Saskatchewan, regroupés en *Saskatchewan School Trustees Association*, doivent tenir leur réunion annuelle à Regina. Sachant que plusieurs anglophones voulaient supprimer l'enseignement des langues étrangères dans la province (le français étant considéré comme langue étrangère), francophones et Allemands s'accordent sur le fait qu'ils doivent être bien représentés à cette réunion. Toutefois, ils le font sans rendre public ce mouvement d'organisation.

À Regina, le groupe francophone est surpris d'apprendre qu'il a des alliés parmi les anglophones. Un représentant de l'École Normale (institution où on forme les enseignants), George Weir, déclare qu'il *«est impossible de supprimer le français, ni même d'arrêter son expansion quand même le voudrait-on, et si malgré tout on réussissait, "ce serait fou et criminel".»*[24]

Grâce à cet appui, les délégués francophones et allemands réussissent à empêcher l'adoption d'une résolution demandant la suppression de l'enseignement des langues étrangères et la disparition des manuels bilingues.

De l'atelier du *Patriote de l'Ouest* à Prince Albert, Donatien Frémont appuie les démarches des commissaires d'écoles francophones. Au lendemain de la réunion du *SSTA*, dans l'éditio

du 8 mars 1917, il écrit: *«Que serait-il arrivé si nous n'avions pas eu cette année nos nombreux délégués? La convention eût tout simplement voté haut la main la motion demandant l'abolition des livres de lecture bilingues et eût consacré ainsi, et de façon irrémédiable peut-être, le principe que le bilinguisme est contraire aux intérêts de notre province. Les nôtres ont donc, cette année, sauvé la situation. Mais n'allons pas nous endormir dans une fausse sécurité. La question reviendra sur le tapis et l'an prochain nous devrons combattre le même principe contre les mêmes adversaires qui, eux, auront su perfectionner leur organisation. À nous d'en faire autant.»*[25]

Hélas oui, l'année suivante la même question reviendra sur le tapis. Quelques semaines avant le congrès de 1918, Donatien Frémont revient à la charge. Dans un article du *Patriote*, il encourage tous les commissaires francophones à se rendre à la réunion de Regina. Il rappelle l'historique de l'association: *«L'association des commissaires d'écoles de la Saskatchewan (SSTA) est une institution fondée il y a près d'une dizaine d'années, mais qui fait surtout parler d'elle depuis qu'elle s'est mise à organiser de grandes conventions, c'est-à-dire à partir de 1916...»*[26] Puis, il prévient les siens que même si le statut du SSTA ne lui confère aucun caractère officiel, le groupe peut quand même exercer des pressions auprès du gouvernement: *«Elle n'a, bien entendu, aucun caractère officiel, et en ce qui concerne la législation scolaire, son rôle se réduit à formuler des voeux. Cependant le gouvernement ne peut manquer de prêter l'oreille attentive aux suggestions qu'elle fait, aux réformes qu'elle préconise; il est en droit de les considérer comme l'expression de la volonté populaire en matière d'éducation.»*[27]

Frémont est persuadé que c'est seulement en envoyant tous les commissaires francophones au congrès du *SSTA* qu'il sera possible de contrer les plans des délégués anglophones. Ses craintes sont confirmées la semaine qui précède le congrès de l'association des commissaires, alors que la coopérative des Grain Growers tient sa réunion annuelle à Regina et adopte une résolution demandant des amendements aux *Ordonnances des Écoles* *«de façon à faire de l'anglais la seule langue d'instruction dans les écoles élémentaires et à interdire l'usage des livres autres que ceux en langue anglaise.»*[28]

Nombreux sont les délégués francophones et allemands qui se rendent au congrès de 1918, mais malgré cela les anglophones réussissent à remplir la salle avec leurs délégués. Selon Raymond Denis, les francophones estiment que plusieurs des délégués anglophones ne sont même pas commissaires d'école et pour cette raison *«les bagarres se multiplièrent dans la salle, bien des chapeaux furent fortement endommagés.»*[29]

Cette fois-ci, les anglophones remportent la victoire. Plusieurs résolutions sont adoptées demandant la suppression du droit à l'enseignement des langues étrangères. Ils demandent qu'on fasse pression auprès du gouvernement pour demander des amendements aux *Ordonnances des Écoles*. Le congrès a lieu les 21 et 22 février 1918 et dans l'édition du *Patriote* du 27 février on peut lire les grands titres suivants: *«Après l'orgie du fanatisme - La protestation qui s'impose»* et *«La Convention de Saskatoon tourne en manifestation de fanatisme.»*

Depuis la création de la province en 1905, les *Ordonnances des Écoles* prévoyaient le droit à un cours primaire en français dans les districts scolaires où les commissaires avaient voté une résolution en faveur de l'enseignement du français. De plus, une demi-heure était réservée à l'enseignement de la religion et était garantie par la constitution. Cette demi-heure d'enseignement pouvait se faire en français.

Puisque l'association des commissaires a l'intention de faire pression sur le gouvernement pour exiger des changements aux *Ordonnances*

des Écoles, Frémont tient à rappeler aux siens une fois de plus le statut de l'organisme. Dans l'édition du 6 mars 1918, il écrit: *«Quelques-uns des nôtres sont peut-être sous l'impression que la SSTA est une organisation en quelque sorte officielle contre laquelle il serait imprudent de lutter. Qu'ils se détrompent: cette société n'a nullement le monopole des matières d'éducation et toute autre association, fondée dans le même but, jouira absolument des mêmes privilèges quant aux paiements des frais de voyage du délégué.»*[30]

Le 11 décembre 1918, l'Assemblée législative de la Saskatchewan est rappelée et dans le discours du trône on annonce qu'il y aura des amendements apportés aux *Ordonnances des Écoles*. Le gouvernement ne tarde pas à déposer ces amendements qui prévoient la disparition de l'enseignement des langues étrangères. *«L'anglais seul devait être enseigné dans toutes les écoles de la province.»*[31]

Le premier ministre Walter Scott était également ministre de l'Instruction publique en 1918-1919.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Les Franco-Canadiens de la Saskatchewan commencent à s'organiser. Des délégations se rendent plusieurs fois à des réunions avec des députés libéraux. Enfin, ils réussissent à gagner une victoire partielle; des changements aux amendements assureront que le français ne sera pas considéré comme une langue étrangère au même titre que l'allemand et l'ukrainien. Dans les écoles françaises, la première année pourrait encore être offerte en français. À partir de la deuxième année, le français serait réduit à une heure par jour.

L'Association des commissaires d'école franco-canadiens (ACEFC)

À la suite de la réunion des commissaires d'école en 1918, plusieurs Franco-Canadiens de la Saskatchewan se demandent si ça vaut la peine d'être membre du *Saskatchewan School Trustees Association*. Puisque l'association provinciale des commissaires d'école est dominée par des intérêts anglophones, certains intéressés commencent à explorer la possibilité d'établir un regroupement des commissaires de langue française.

Peu de temps après cette réunion du SSTA, Raymond Denis, alors secrétaire-général de l'ACFC, se rend au bureau du *Patriote de l'Ouest* à Prince Albert pour rencontrer le directeur du journal, le père Auclair, et le rédacteur en chef, Donatien Frémont. Rappelons que Frémont est toujours chef du secrétariat de l'ACFC.

Les trois hommes décident qu'il faut créer une association francophone de commissaires d'école et le même soir, ils mettent sur pied l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan. Jusqu'à quel point l'ACEFC était-elle représentative des

commissaires d'école? *«Nous décidâmes d'aller de l'avant et à nous trois, nous nommâmes un comité provisoire avec M. Émile Gravel, de Gravelbourg, comme président et M. Raymond Denis, de Vonda, comme secrétaire général. Pour justifier cette nomination, on me dit qu'il appartenait au secrétaire général de faire la correspondance, c'est-à-dire le travail.... Notre association des commissaires fut donc réellement fondée par trois hommes, dont deux n'étaient pas commissaires d'écoles.»*[32]

À cette réunion, trois hommes créent une association de commissaires d'école et même si les débuts de l'ACEFC sont un peu louches, il n'empêche que, dès le printemps 1919, on convoque un congrès de tous les commissaires d'école francophones pour donner une légitimité à l'organisme.

Donatien Frémont aura donc joué un rôle dans la fondation de l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan, un organisme qui continuera à travailler pour la population de langue française jusqu'au début des années 1980. Dès lors, elle devient la *Commission des écoles fransaskoises*. En 1989, elle change à nouveau de nom et devient *L'Association provinciale des parents fransaskois* .

La crise scolaire de 1918 n'en sera qu'une parm tant d'autres que les francophones de la Saskatchewan devront traverser. Chaque nouvelle crise réduira substantiellement les droits à l'enseignement du français. Depuis 1967, l'accès à l'enseignement du français s'est quand même amélioré en Saskatchewan, et ce grâce à la création des écoles fransaskoises et d'immersion. Toutefois, les parents francophones doivent continuer à lutter pour obtenir les droits qu'ils avaient avant la création de la province en 1905.

Chapitre quatre

Le départ d'un grand journaliste

Pendant que la crise scolaire bat son plein en 1918, Donatien Frémont fait la connaissance d'Annette St-Amant, une jeune institutrice recrutée en 1914 par le père Louis-Pierre Gravel pour enseigner dans une des écoles rurales des environs de Gravelbourg. En mai 1918, le père Auclair, directeur du *Patriote*, demande à Mlle St-Amant de préparer une chronique régulière pour le journal, chronique qui s'intitulerait *En famille*. *«Depuis longtemps il* (père Auclair) *rêve d'une Page féminine pour son journal; il lance donc à la jeune institutrice un appel si pressant qu'il s'avère irrésistible.... Le Père s'attend à recevoir une chroniqueuse dans la quarantaine, non une très jolie fille presque rousse, sportive et habile amazone; le rédacteur-adjoint, Frémont, délégué à la rencontre de la demoiselle, lui non plus peut à peine en croire ses yeux en rencontrant à la gare la gracieuse et souriante Annette.»*[33]

Le mariage de Donatien Frémont et d'Annette St-Amant a lieu le 26 décembre 1918.

Donatien Frémont et son épouse continueront à contribuer à l'excellence du *Patriote de l'Ouest* jusqu'en 1923. Cette année-là, un conflit éclate entre Frémont et la direction du journal.

L'année précédente, le père Auclair s'est vu obligé de prendre un congé de maladie. Durant son absence, Frémont a cumulé les deux postes de directeur du journal et de rédacteur. Peu de temps après le retour du père Auclair, Donatien Frémont est renvoyé du *Patriote de l'Ouest*. Selon Raymond Denis, la raison officielle du renvoi de Frémont est d'ordre économique. Mais il ajoute dans une lettre que selon certains *«il a existé à Prince Albert des gens dont l'occupation principale était de monter les gens les uns contre les autres.»*[34] D'après cette lettre, on peut déduire qu'il existe, à cette époque, des conflits entre les Canadiens français et les Français.

Avant de quitter la Saskatchewan, Frémont songe à fonder un deuxième journal qui serait indépendant du *Patriote* et des associations provinciales. Il tente d'obtenir l'appui de Raymond Denis, mais celui-ci a peur de diviser les francophones de la Saskatchewan. Frémont décide alors de quitter la Saskatchewan. En juillet 1923, il entre au service du journal *La Liberté*, au Manitoba. La Saskatchewan vient de perdre un excellent journaliste en même temps que son chef du secrétariat de l'ACFC. Au Manitoba, comme en Saskatchewan, Donatien Frémont s'engage dans toutes les causes des francophones de la province.

Durant toute sa carrière de journaliste dans l'Ouest canadien, Donatien Frémont s'est battu pour la qualité du français. *«Parlons mieux, écrit-il sans ambages. Notre langage à tous est inférieur à ce qu'il devrait être. Un léger effort et un souci constant de notre dignité personnelle nous feraient éviter les négligences, les impropriétés de termes, voire les grossièretés qui le déparent.... Bien parler le français partout et toujours, c'est encore le grand, j'allais dire l'unique moyen de servir sa cause au pays.»*[35]

C'est en grande partie à cause de cette préoccupation que Donatien Frémont s'est tellement débattu pour assurer aux jeunes en Saskatchewan et au Manitoba une éducation française.

Notes et Références

1 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1977. — P. 31
2 Ibid., p. 32
3 Ibid., p. 33
4 Ibid., p. 33
5 Ibid., p. 33
6 Ibid., p. 34
7 Veillotte: n. f., une botte de foin ou de céréales coupés et liés par le milieu, qu'on fait sécher dans une position verticale. On dit «vailloche» au Canada (Bélisle - Dictionnaire nord-américain de la langue française).
8 Meule: n. f., un amas ou gros tas de foin ou de paille, dressé dans les prairies où les champs, pour la conservation des céréales. Dans l'Ouest canadien, on disait aussi des «meulottes» et des «meulons».
9 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 34
10 Ibid., p. 34
11 Ibid., p. 35
12 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 284
13 Ibid., p. 284
14 Ibid., p. 285
15 Linotype: machine utilisée autrefois dans les imprimeries ou les journaux pour composer des matrices. La matrice est un moule qui, après avoir reçu une empreinte particulière en creux et en relief, permet de la reproduire sur un objet soumis à son action. La machine linotype est encore utilisée dans certaines imprimeries.
16 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 39
17 Ibid., p. 40
18 Ibid., p. 40
19 Ibid., p. 41
20 Donatien Frémont. — «Causerie du vieux fermier». — Le Patriote de l'Ouest. — (22 juin 1916). — P. 7
21 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 43
22 Grain Growers: une coopérative de producteurs de céréales, fondée par des fermiers de la Saskatchewan au début du siècle.
23 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit — Archives de la Saskatchewan. — P. 34
24 Ibid., p. 36
25 Donatien Frémont. — «Après la convention». — Le Patriote de l'Ouest. — (8 mars 1917). — P. 1
26 Donatien Frémont. — «Pour nos écoles». — Le Patriote de l'Ouest. — (30 janv. 1918). — P. 1
27 Ibid., p. 1
28 Donatien Frémont. — «Convention des Grains Growers». — Le Patriote de l'Ouest. — (20 févr. 1918). — P. 1
29 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — P. 38
30 Donatien Frémont. — «On trouve l'idée bonne». — Le Patriote de l'Ouest. — (6 mars 1918). — P. 1
31 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — P. 41
32 Ibid., p. 44
33 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 42
34 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Notes supplémentaires n° 2. — Vol. 1
35 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 78

Bibliographie

Chaput, Hélène. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1977

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Notes supplémentaires n° 2. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Articles de journaux:

Frémont, Donatien. — «Après la convention». — Le Patriote de l'Ouest. — (8 mars 1917)

Frémont, Donatien. — «Pour nos écoles». — Le Patriote de l'Ouest. — (30 janv. 1918)

Frémont, Donatien. — «Convention des Grain Growers». — Le Patriote de l'Ouest. — (20 févr. 1918)

Frémont, Donatien. — «On trouve l'idée bonne». — Le Patriote de l'Ouest. — (6 mars 1918)

Marie-Anne Gaboury-Lagimodière

Marie-Anne Gaboury-Lagimodière fut la première femme blanche à s'établir de façon permanente dans le Nord-Ouest canadien. Originaire de Maskinongé au Québec, elle épousa un voyageur canadien-français, Jean-Baptiste Lagimodière et décida de l'accompagner dans l'Ouest. Elle fut la mère des premiers enfants blancs nés dans ce qui deviendra plus tard les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Elle fut la grand-mère maternelle de Louis Riel, chef des Métis durant les rébellions de 1869-70 et 1885. Les Lagimodière arrivèrent dans l'Ouest au début du XIXe siècle. Plus tard, après avoir voyagé d'un bout à l'autre des Prairies, ils s'établirent définitivement dans la colonie de la Rivière-Rouge.

Chapitre un

La vie des Voyageurs

Nous sommes à l'époque de la grande rivalité entre la Compagnie de la Baie d'Hudson et la Compagnie du Nord-Ouest. Ces deux compagnies se disputent la traite des fourrures dans les territoires de l'Ouest. La vieille Compagnie de la Baie d'Hudson est installée dans la baie du même nom, et jusqu'à la création de la Compagnie du Nord-Ouest, ses hommes ne se sont pas trop aventurés à l'intérieur du pays, préférant rester près du port de mer. Ce sont les Indiens qui se rendent à la Baie d'Hudson pour échanger leurs fourrures. Après la conquête du Canada en 1763, la Compagnie du Nord-Ouest est fondée à Montréal et elle commence à envoyer ses hommes établir une série de postes de traite dans le Nord-Ouest.

Puisque ces hommes se rapprochent des Indiens, ces derniers ne veulent plus se rendre à la Baie d'Hudson pour échanger leurs fourrures et la Compagnie de la Baie d'Hudson doit suivre l'exemple de sa rivale et établir elle aussi des postes de traite à l'intérieur du pays. Souvent, les deux compagnies établissent des postes en face l'un de l'autre.

Afin de maintenir ses postes de traite, les deux compagnies embauchent des hivernants, des hommes qui passent l'hiver à l'intérieur du pays pour faire la traite avec les Indiens. Ces hivernants prennent des femmes indiennes comme épouses, mais s'ils retournent au Québec ou dans les vieux pays, ils abandonnent ces femmes. Les enfants nés de ces unions entre hivernants et femmes indiennes formeront la nation métisse.

Les compagnies doivent aussi embaucher des hommes pour nourrir les hivernants, pour leur apporter des produits alimentaires (thé, mélasse, sucre, etc.) et des produits de traite (bijoux, fusils, poudre, etc.). Ces hommes sont les voyageurs.

Puisque la Compagnie du Nord-Ouest a son siège à Montréal, beaucoup de ses employés sont des Canadiens français.

Marie-Anne Gaboury et Jean-Baptiste Lagimodière:

Le 2 août 1780,[1] à Maskinongé, petit village situé sur le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Trois-Rivières, est née une jeune femme qui allait influencer le développement de l'Ouest canadien. Marie-Anne Gaboury est la cinquième enfant de Charles Gaboury (Gabourie) et de Marie-Anne Tessier (Thésie). Charles Gaboury, un fermier de Maskinongé, aimait raconter à ses enfants des histoires de ses exploits aux Plaines d'Abraham en 1759 lors de la fameuse bataille entre Montcalm et Wolfe.

Le 17 décembre 1792, le père de Marie-Anne meurt laissant son épouse et dix enfants. Le curé du village demande à Mme Gaboury si sa fille ne pourrait pas venir aider sa vieille servante au presbytère. Marie-Anne n'est âgée que de douze ans quand elle devient domestique chez le curé de Maskinongé. Elle y demeure quatorze ans.

Jean-Baptiste Lagimodière est né le jour de Noël 1778; il est le fils de Jean-Baptiste Lagimodière[2] et de Josephte Beauregard de Saint-Antoine-sur-Richelieu. À l'âge de huit ans, sa mère meurt et les trois enfants de Jean-

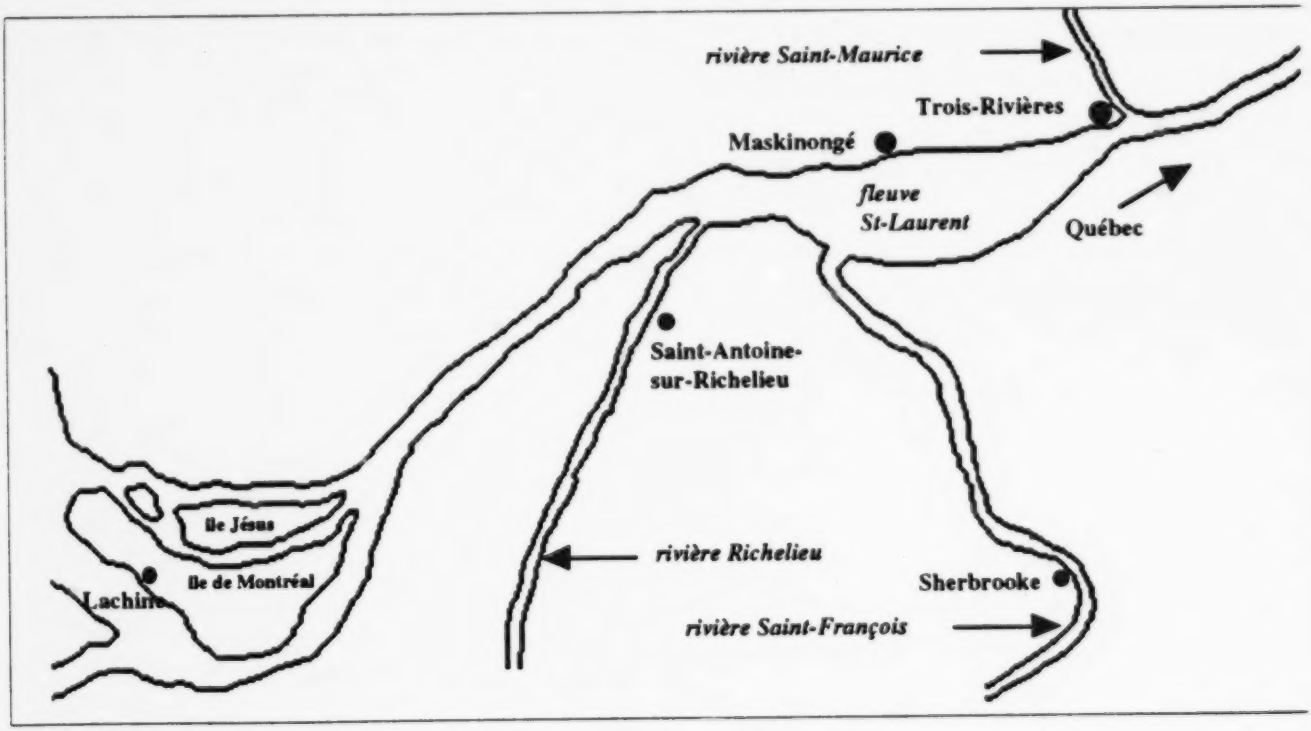
Baptiste et Josephte sont élevés par une tante, alors que son père se remarie en seconde noce avec Agathe Dubé.

Vers le début des années 1800, Jean-Baptiste Lagimodière décide de quitter son village natal et de s'en aller vivre la vie du voyageur et de l'hivernant dans le grand Nord-Ouest. Il se met au service de la Compagnie du Nord-Ouest et se dirige vers le Nord-Ouest. Avec ses compagnons, ils suivent le fleuve Saint-Laurent jusqu'au lac Ontario, pour ensuite traverser les lacs Huron et Supérieur afin de se rendre au Grand Portage, au lac des Bois et dans la Terre de Rupert.

Avant la conquête, les coureurs de bois français avaient exploré une bonne partie de ce territoire. Les la Vérendrye étaient allés dans cette région dès 1731 et leurs explorations avaient mené à la création des forts Saint-Charles (1732), Rouge (1738), La Reine (1738), Maurepas (1734), Bourbon (1741) et Paskoyac (1750). C'est dans cette région de la Terre de Rupert que vient Jean-Baptiste Lagimodière. Il y passe cinq ans.

À l'automne 1805, il a terminé son service et il revient chez lui dans la région de Maskinongé. I a vécu ses aventures de coureur de bois et il es maintenant prêt à s'installer à la ferme le long d fleuve Saint-Laurent.

Pendant l'hiver, il n'y a pas grand chose à faire et les familles voisinent beaucoup. Le voisinage au temps de nos ancêtres au Québec, était quasiment une tradition. *«Le voisinage s'étendait, on le devine bien, aux heures de loisirs. En ce temps-là, on n'aurait jamais pensé organiser une fête, une soirée, un bal, un divertissement de quelque nature que ce soit, sans inviter le ou les voisins.»*[3] Et, puisqu'on voisine beaucoup, pourquoi ne pas faire la fête. *«Dans la campagne québécoise d'antan, le mois de janvier avai la réputation de ne pas être comme les autres.*



Maskinongé et la région de Trois-Rivières au Québec au temps de Marie-Anne Gaboury.

En effet, les festivités familiales s'y succédaient d'une façon presque ininterrompue. Encabanés à cause du froid et de la neige, les habitants profitaient du long congé que leur imposait la nature pour se couler la vie douce et laisser éclater leur joie de vivre.»[4]

Pendant l'hiver 1805-1806, Jean-Baptiste Lagimodière est invité à plusieurs soirées dans la région. Une autre tradition de nos ancêtres du Québec, c'est celle du conteur. *«Au cours des veillées qui s'organisaient alors, un événement en particulier avait l'art de captiver et de subjuguer l'assistance: c'était la participation du "conteur d'histoires". Lorsque celui-ci toussait bruyamment et avançait ostensiblement sa chaise vers le milieu de la salle commune (cuisine), l'auditoire comprenait que le spectacle allait commencer. Un silence peu commun s'installait dans la maison. On pouvait entendre l'attisée qui giguait dans le gros poêle à deux ponts.»*[5] Puisqu'il a vécu toutes sortes d'aventures dans le grand Nord-Ouest et qu'il a l'art de raconter des histoires, Jean-Baptiste devient le conteur de choix de toutes ces soirées.

Une telle soirée a lieu à Maskinongé en janvier 1806. Puisque tout le monde est invité, la jeune Marie-Anne Gaboury obtient de son patron la permission d'assister à cette soirée. La domestique de M. le curé est alors âgée de 25 ans.

En entrant dans la maison, Marie-Anne aperçoit le jeune homme de 28 ans. Il porte toujours son costume de voyageur: bonnet de fourrure, chemise à carreaux, bottes en peau d'orignal et la traditionnelle ceinture fléchée. Pendant la soirée, Jean-Baptiste est invité à raconter des histoires des Pays d'en haut. Marie-Anne écoute attentivement alors que Jean-Baptiste raconte des histoires vraies, inexactes ou exagérées. *«Ce soir-là, la grande cuisine s'est métamorphosée en place de rêves; défilent les voyageurs courageux, intrépides qui, au rythme des rames et des chansons du pays avancent dans l'imagination des auditeurs, franchissent le Saint-Laurent, les Grands Lacs et le lac Winnipeg, toujours plus haut, toujours plus intrépidement.»*[6]

Le voyageur aperçoit Marie-Anne dans la foule ce soir-là. Les jours suivants, il se rend souvent au presbytère pour faire la cour à la jeune femme de Maskinongé. Il la demande en mariage. M. le curé de Maskinongé est heureux; Jean-Baptiste Mainguy, le nouveau mari de la mère de Marie-Anne, accepte la demande du jeune coureur de bois. Jean-Baptiste Lagimodière fera un bon mari pour sa belle-fille; il vient d'une bonne famille et il est maintenant prêt à s'établir à la ferme.

Le mariage a lieu le 21 avril 1806. Après la cérémonie à l'église, Jean-Baptiste Mainguy invite tout le monde chez lui pour la noce. À peine deux semaines après le mariage, Jean-Baptiste annonce à Marie-Anne qu'il a l'intention de retourner travailler pour la Compagnie du Nord-Ouest. Aussitôt qu'il pourra, il se rendra à Lachine pour rejoindre les voyageurs. Il lui suggère de retourner travailler chez le curé en attendant son retour.

Marie-Anne est surprise de cette décision, mais elle lui en réserve une autre. Elle lui dit qu'elle a l'intention de l'accompagner dans le Nord-Ouest. Jean-Baptiste et ses parents essaient de l'en dissuader. Il n'en est pas question! Il n'y a pas de curé par là-bas! Aucune femme blanche n'a encore mis les pieds dans le Nord-Ouest[7]! Marie-Anne va consulter le curé le Maskinongé. Il lui conseille que *«si, malgré tout, elle se sent assez forte et courageuse pour aller dans le Nord-Ouest, elle devrait accompagner son mari plutôt que de le laisser partir seul.»*[8]

Le voyage vers l'Ouest

Enfin, Jean-Baptiste accède à la requête de sa femme. Il la prévient que la vie ne sera pas facile dans le Nord-Ouest. C'est au cours de la première semaine du mois de mai qu'ils disent adieu à leur village, à leurs parents et à leurs

amis. De Maskinongé, ils descendent le fleuve Saint-Laurent jusqu'à Montréal et enfin Lachine où ils doivent attendre les canots.

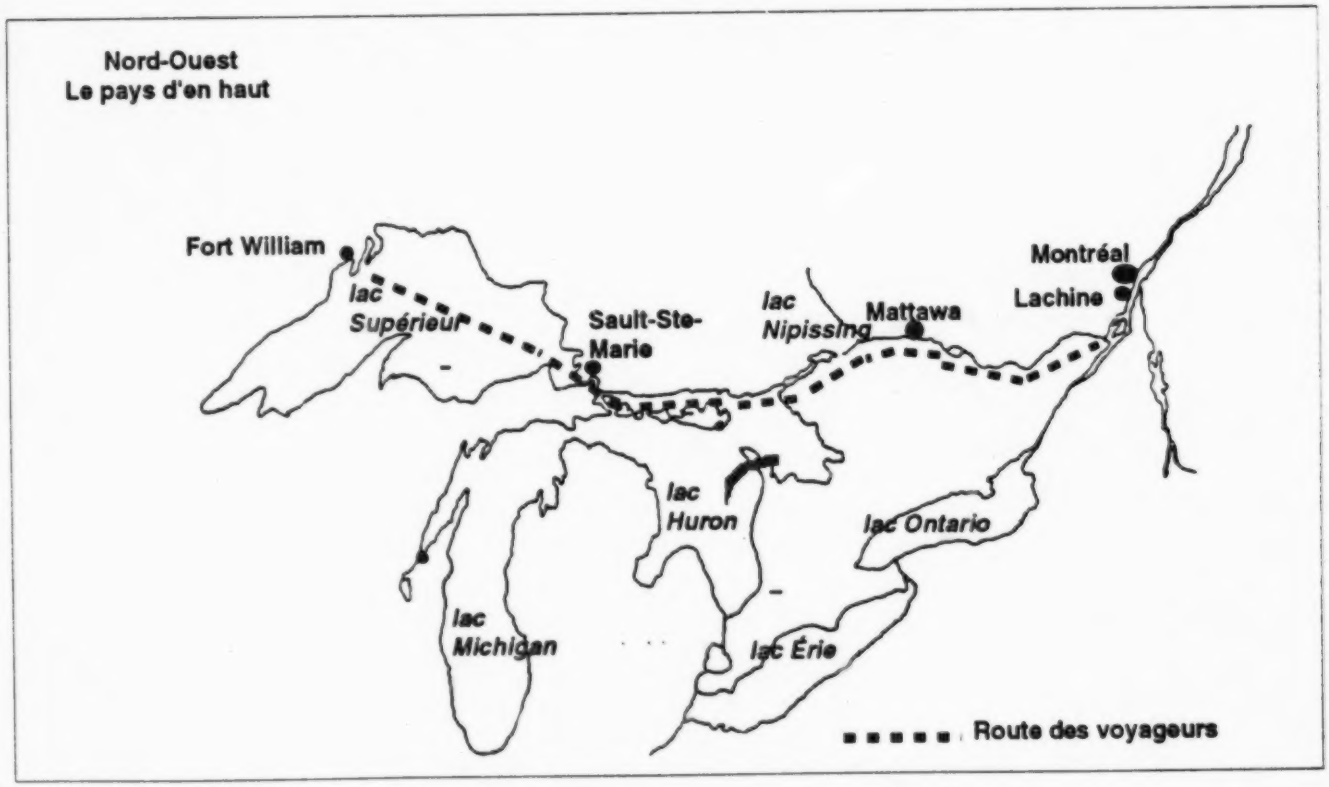
Quand les embarcations sont chargées de provisions pour les hivernants restés dans les Pays d'en haut, les voyageurs et Marie-Anne prennent leur place dans les canots et lancent les barques dans le fleuve. *«C'est dans l'un de ces grands canots d'écorce frêtés par l'honorable Compagnie que je prend place au milieu des ballots de la cargaison. J'ai un frisson lorsque je vois la frêle navelle tellement chargée que le bord dépasse de quelques pouces à peine le niveau d'eau, mais les voyageurs canadiens semblent si bien manier l'aviron que je suis vitement rassurée et surtout après avoir constaté leur savoir-faire.»*[9]

Comme salut à tous ceux qui restent en arrière, les voyageurs lancent des grands cris de joie et commencent à entonner une vieille chanson française:

Voyageurl va faire tes bagages
C'est à l'aube que nous partirons
C'est à l'aube, oui, oui, oui
C'est à l'aube, non, non, non
C'est à l'aube que nous partirons.

Il est important d'en connaître un peu plus sur les équipes de voyageurs. Chaque canot comprenait de douze à dix-huit hommes et il pouvait transporter de mille cinq cents à deux mille livres de provisions. Ces provisions étaient emballées dans des ballots de quatre-vingt à quatre-vingt-dix livres. Lorsque les voyageurs devaient faire un portage,[10] il fallait huit hommes pour transporter le canot. Ensuite, on revenait chercher les ballots qu'on transportait sur son dos.

Entre Lachine et le lac Huron, les voyageurs



Le voyage de Jean-Baptiste et de Marie-Anne Lagimodière de Lachine à Fort William en 1807.

Entre Lachine et le lac Huron, les voyageurs devaient faire vingt et un portages. Le long trajet qu'empruntent les Lagimodière et leurs compagnons est le même que celui qu'avaient suivi Champlain, les missionnaires et La Vérendrye. Ils suivent la rivière Outaouais, la Mattawa, le lac Nipissing et la rivière des Français qui conduit au lac Huron.

Marie-Anne n'a pas, comme les hommes, à manier l'aviron. Cependant, elle n'en a pas moins à éprouver *«la fatigue de passer des journées entières assise au fond du canot, sans pouvoir changer de position, d'être exposée aux rayons du soleil, aux vents et à la pluie. Puis le soir, de coucher sur la grève, sans lit, sur la terre dure et à la merci des insectes.»*[11] Et que dire du travail ardu des portages: *«de gravir des rochers, de passer à travers des bois, dans des sentiers à peine battus et de marcher dans des savanes où les pieds s'enfoncent dans l'eau et la vase.»*[12]

Plus tard, Marie-Anne pourra raconter à ses enfants que lorsque les voyageurs sont finalement arrivés au lac Supérieur le temps s'est gâté et les canots sont devenus les jouets des grandes vagues.

Finalement, après plusieurs semaines de voyage, ils arrivent au Fort William, sur les rives du lac Supérieur.[13] À cette époque, Fort William a remplacé Grand Portage comme point de rencontre des voyageurs et des hivernants. Chaque été, les hivernants de la Compagnie du Nord-Ouest viennent rencontrer les voyageurs à ce fort. Souvent, des patrons de Montréal accompagnent les voyageurs.

Au Fort William, voyageurs, hivernants et patrons commencent par échanger des nouvelles. Puis, on passe aux affaires: le triage des fourrures et la répartition des provisions. Puis, c'est la fête. On sort les barils de rhum, les pipes et les violons. Tout le monde participe: voyageurs, hivernants et patrons, chasseurs et traitants, Blancs, Métis et Indiens. La fête dure plusieurs jours.

À la fin de la fête, les voyageurs rechargent leurs gros canots avec les ballots de fourrures achetés par les hivernants l'hiver précédent pour les envoyer à Montréal. Les hivernants remplissent leurs plus petits canots avec les provisions que viennent d'apporter les voyageurs. Puis, ils retournent aux postes de traite le long du lac Winnipeg et des rivières de l'Ouest.

Jean-Baptiste et Marie-Anne Lagimodière disent adieu aux voyageurs avec qui ils ont partagé le grand canot depuis un mois. Ils se joindront tous les deux aux hivernants qui se dirigent vers Pembina car Jean-Baptiste a l'intention de rester dans le Nord-Ouest.

Chapitre deux

L'Ouest à l'époque de Marie-Anne Lagimodière

Naissance du premier bébé blanc au Manitoba

Au Fort William, Jean-Baptiste et Marie-Anne Lagimodière se joignent aux hivernants et se dirigent vers le lac Winnipeg. Cette étape leur prend deux semaines. Ils voyagent du lac Supérieur jusqu'aux lacs des Bois pour ensuite descendre la rivière Winnipeg jusqu'au lac du même nom. Ils descendent la rivière Rouge de son embouchure jusqu'à la Fourche où se dressent les forts des deux compagnies rivales: le Fort Gibraltor[14] et le Fort Douglas.

Le groupe poursuit son chemin jusqu'à Pembina où les gens du pays[15] ont établi un «hivernement» permanent.[16] Jean-Baptiste annonce que c'est ici qu'ils vont demeurer. De l'autre côté de la rivière, Marie-Anne peut voir le Fort Daer. *«Il y avait cinq ou six Canadiens français qui vivaient près du fort. Ces Canadiens étaient mariés à des femmes Indiennes. Le mode de vie de ces hommes n'était pas différent de celui des Indiens; ils vivaient dans des tentes contruites de peaux, passant l'été près du fort et l'hiver dans la Prairie à faire la chasse. Les femmes indiennes des Canadiens étaient les seules femmes avec lesquelles Mme Lagimodière pouvait associer et elles ne parlaient pas le français, donc les conversations devaient se faire par signe.»*[17]

À cette époque, il était commun pour les employés de la Compagnie du Nord-Ouest de prendre pour femme des Indiennes. Cette coutume était critiquée mais non pas interdite par la Compagnie rivale de la Baie d'Hudson. Les mariages entre femmes indiennes et hivernants ou voyageurs se faisaient *à la mode du pays*, c'est-à-dire selon les coutumes indiennes. *«Le mariage chez les Indiens prenait des formes diverses selon les tribus. En général, ce n'était guère plus qu'un marché entre le jeune homme et les parents de la jeune fille.»*[18] Dans certains cas, le mariage *à la mode du pays* se faisait en jetant une couverture sur la tête des deux jeunes conjoints.

Arrivée dans le Nord-Ouest, Marie-Anne Gaboury découvre cette coutume des voyageurs et des hivernants: *«Cette coutume de tous les voyageurs du Nord de prendre pour femme une Indienne. J'ignorais que pendant ses cinq années de séjour à Pembina, Jean-Baptiste avait suivi cette tradition et pris pour femme une Indienne. Il l'avait abandonnée un an avant son retour au Canada.»*[19]

Jean-Baptiste Lagimodière a abandonné sa femme indienne deux ans plus tôt, mais elle demeure toujours dans la région de Pembina. Lorsque cette femme voit revenir son Jean-Baptiste avec une autre, une Blanche, l'histoire veut qu'elle soit très jalouse: *«l'Indienne forma le dessein d'empoisonner Marie-Anne. Les Indiens, habiles à la préparation de remèdes et de potions de feuillages, baies et racines pour guérir les maladies, pouvaient aussi préparer des boissons empoisonnées. L'Indienne, ainsi trompée, décida de préparer une mixture mortelle. Pour mieux se familiariser avec sa victime, elle se mit à faire de fréquentes visites à la loge de sa rivale qui ne soupçonnait aucunement la mauvaise intention de la visiteuse.»*[20]

Heureusement, selon l'histoire, l'Indienne aurait dévoilé ses plans à la femme d'un Canadien qui à son tour aurait révélé l'histoire à Jean-Baptiste

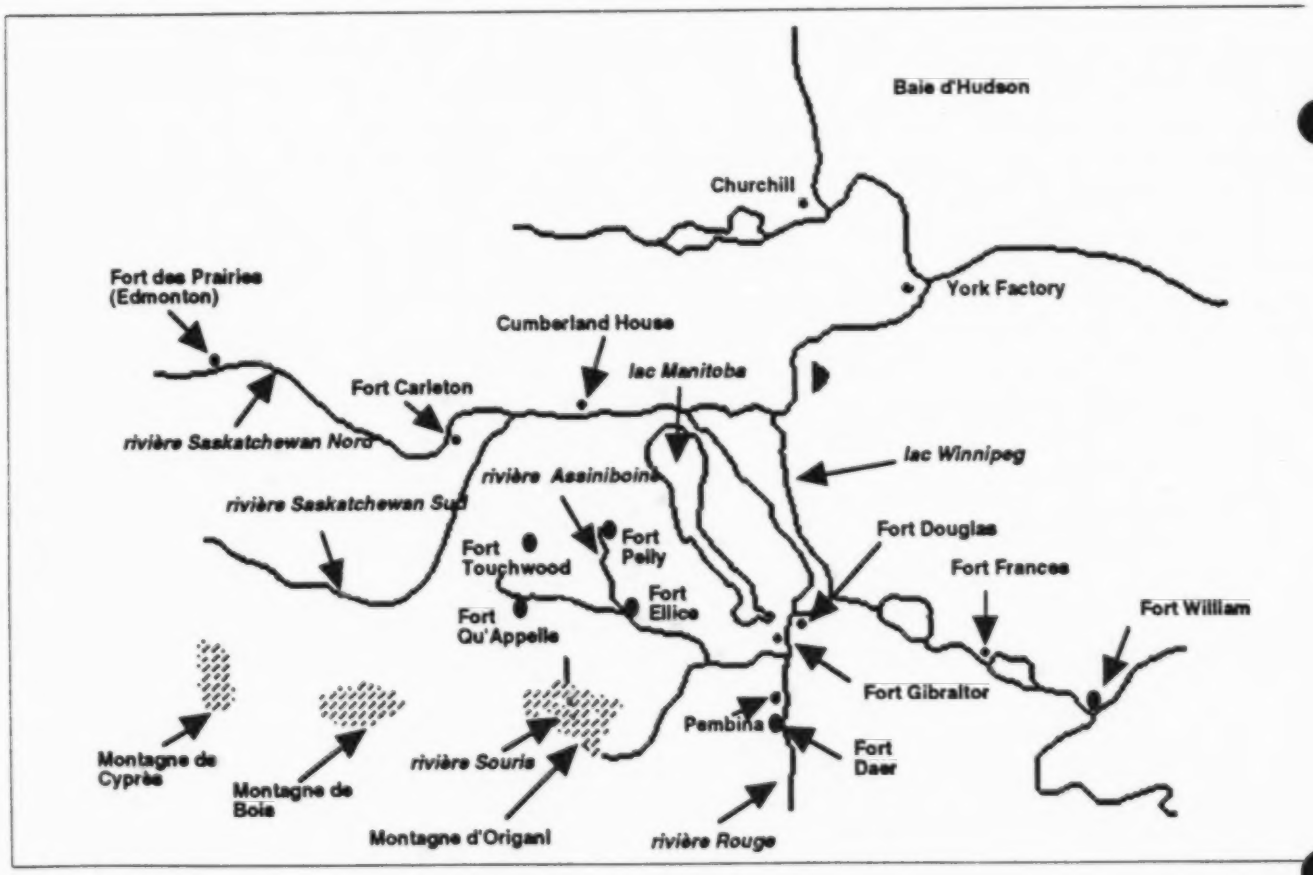
et à Marie-Anne. Les Lagimodière auraient donc quitté Pembina pour aller se réfugier en amont de la rivière jusqu'à l'hiver.

L'hiver arrivé, les Lagimodière reviennent au campement près du Fort Daer. Marie-Anne est maintenant enceinte et au début de janvier 1807, Jean-Baptiste trouve une maison dans le fort pour sa jeune femme. C'est dans cette maison qu'est né le premier bébé blanc de l'Ouest canadien. La petite Reine est née le 6 janvier, le jour des Rois et c'est pour cette raison que Marie-Anne lui donne le nom de Reine. Puisqu'il n'y a pas encore de missionnaires dans le Nord-Ouest, les Lagimodière doivent baptiser leur petite fille eux-mêmes.

Naissance du premier bébé blanc en Saskatchewan

Pendant l'hiver, Marie-Anne s'occupe de sa petite fille tandis que Jean-Baptiste chasse et fait la traite avec les Indiens dans la région de Pembina. Début mai, Jean-Baptiste annonce à sa femme qu'il a l'intention de se rendre dans la vallée de la Saskatchewan avec trois autres Canadiens: Chalifou, Belgrade et Paquin. Les trois sont mariés avec des femmes indiennes de la tribu des Cris et ils ont l'intention d'emmener leur femme avec eux.

À cette époque les Indiennes «*partageait les travaux et les responsabilités de la vie quoti-*



dienne. Pendant que (les Indiens) *s'occupaient de chasse et de pêche, de la construction d'abris et de canots et prenaient à leur compte la guerre et les préoccupations qui s'y rattachent,* (les Indiennes) *s'employaient à la cueillette des baies, au ravitaillement de l'eau, à l'entretien des feux, à la préparation des aliments. Elles menaient une vie saine et active que la civilisation a bien altérée.»*[21]

Le départ des Lagimodière de Pembina, au printemps 1807, marque le début d'une aventure qui durera quatre longues années. Durant les quatre années suivantes, les Lagimodière vivront une vie de nomade, suivant les bisons , visitant les postes de traite de l'Ouest.

Aussitôt que la glace disparaît du lac Winnipeg, les quatre familles voyagent jusqu'au nord du lac où ils peuvent rejoindre la rivière Saskatchewan. Puisqu'ils voyagent dans deux canots, ils ne peuvent pas transporter trop de choses: *«nous nous enfilons tous, hommes, femmes, enfants dans deux canots. Les bagages ne sont pas considérables... ma fille, ma petite Reine, emmaillotée à la mode indienne et des provisions pour trois ou quatre jours, pas davantage.»*[22] Les provisions consistent en pemmican et en bannique pour quelques jours; ensuite, ils doivent se fier à l'habileté des chasseurs pour se nourrir.

Une fois rendus à l'embouchure de la rivière Saskatchewan, ils suivent cette rivière jusqu'à Cumberland House où ils découvrent un nombre impressionnant d'Indiens. Ces Indiens ont entendu dire qu'une femme venue de France était de l'expédition et, n'ayant jamais vu de femme blanche, ils ont mille et une questions à lui poser.

La semaine suivante, Lagimodière et son équipe quittent Cumberland House et poursuivent leur voyage le long de la rivière Saskatchewan jusqu'au Fort des Prairies, aujourd'hui Edmonton. Étant, à cette époque, le poste de traite le plus à l'ouest, le Fort des Prairies est le point de rassemblement de tous les Indiens des Prairies: Cris, Pieds Noirs, Assiniboines, Sarcees et Bloods. Ils arrivent au fort à la fin août et Jean-Baptiste, connaissant le facteur du fort, réussit à obtenir un logement pour lui-même, sa femme et sa fille. Les Lagimodière passent quatre hivers au Fort des Prairies; ils ne retourneront à la Rivière-Rouge qu'en 1811. L'été, ils se rendent dans la Prairie pour faire la chasse aux bisons et Marie-Anne accompagne son mari.

C'est lors d'un de ces voyages de chasse, en 1808, que Marie-Anne donne naissance à son deuxième enfant, un fils aux cheveux blonds, que les Lagimodière nomment Jean-Baptiste «Laprairie» Lagimodière parce qu'il est né au milieu de la prairie.[23]

Durant son séjour de quatre ans dans la Prairie, Marie-Anne vit plusieurs expériences avec les Indiens des Plaines. Nous avons déjà mentionné l'épisode de Cumberland House.

Une autre fois, les Lagimodière et les Belgrade ont monté leurs tentes près d'une petite rivière. Les deux hommes sont partis à la chasse, laissant les deux femmes et les enfants. Un groupe d'Indiens passent dans les environs, aperçoivent les tentes et décident de s'approcher. Mme Belgrade, en les voyant, s'enfuit dans le bois avec la petite Reine. Marie-Anne, croyant qu'elle allait être massacrée par ces Indiens, s'agenouille dans sa tente pour prier la Sainte Vierge. Les Indiens ne sont pas là pour massacrer les Blancs. Heureusement, un Canadien[24] est avec le groupe d'Indiens et il peut rassurer Marie-Anne: elle n'a rien à craindre. Comme ceux de Cumberland House, ces Indiens sont tout à fait satisfaits de s'asseoir et de regarder une femme blanche.

La naissance du petit «Laprairie» aux cheveux blonds est une autre source de curiosité pour les Indiens: *«Un jour, alors que nous sommes au camp, je m'éloigne de la tente pour aller puiser de l'eau à la rivière. Durant mon absence, une indienne de la tribu des Pieds-Noirs s'enfile*

dans notre tente et enlève mon petit Laprairie. Je suis cette indienne et la rejoins dans le camp de sa tribu. Elle a beau se défendre, je découvre mon petit sous le châle de la ravisseuse. Elle m'assure avoir tout simplement voulu plaisanter. Une autre fois, c'est un chef indien qui m'offre son meilleur cheval en échange pour mon bébé blond. Je repousse avec horreur un tel marché, mais l'indien insiste, consentant même au sacrifice d'un deuxième cheval. Je me mets à pleurer et seulement en voyant mes larmes est-ce que l'indien renonce à son projet.»[25]

Un autre premier bébé blanc, cette fois en Alberta

Durant l'été 1810, Marie-Anne donne naissance à un troisième enfant, une fille. Cette petite dernière est surnommée «Cyprès» puisqu'elle est née dans la région de la Montagne de Cyprès. Elle est probablement le premier enfant blanc né en Alberta.

En 1811, Jean-Baptiste Lagimodière apprend que la Compagnie de la Baie d'Hudson a l'intention d'établir une colonie écossaise à la Rivière-Rouge. Il décide alors de revenir dans cette région et de s'y établir en permanence.

Chapitre trois

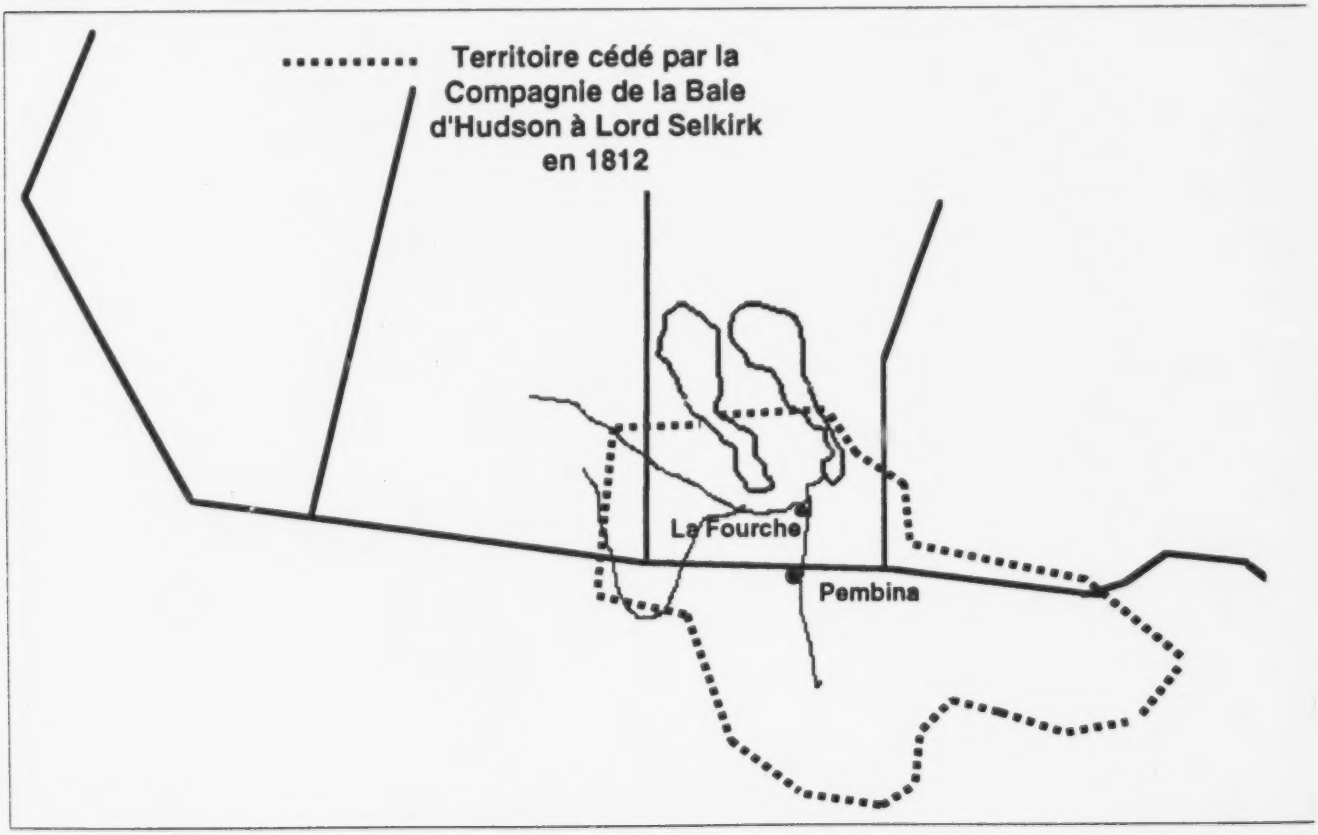
La Colonie de Selkirk et les Bois-Brûlés

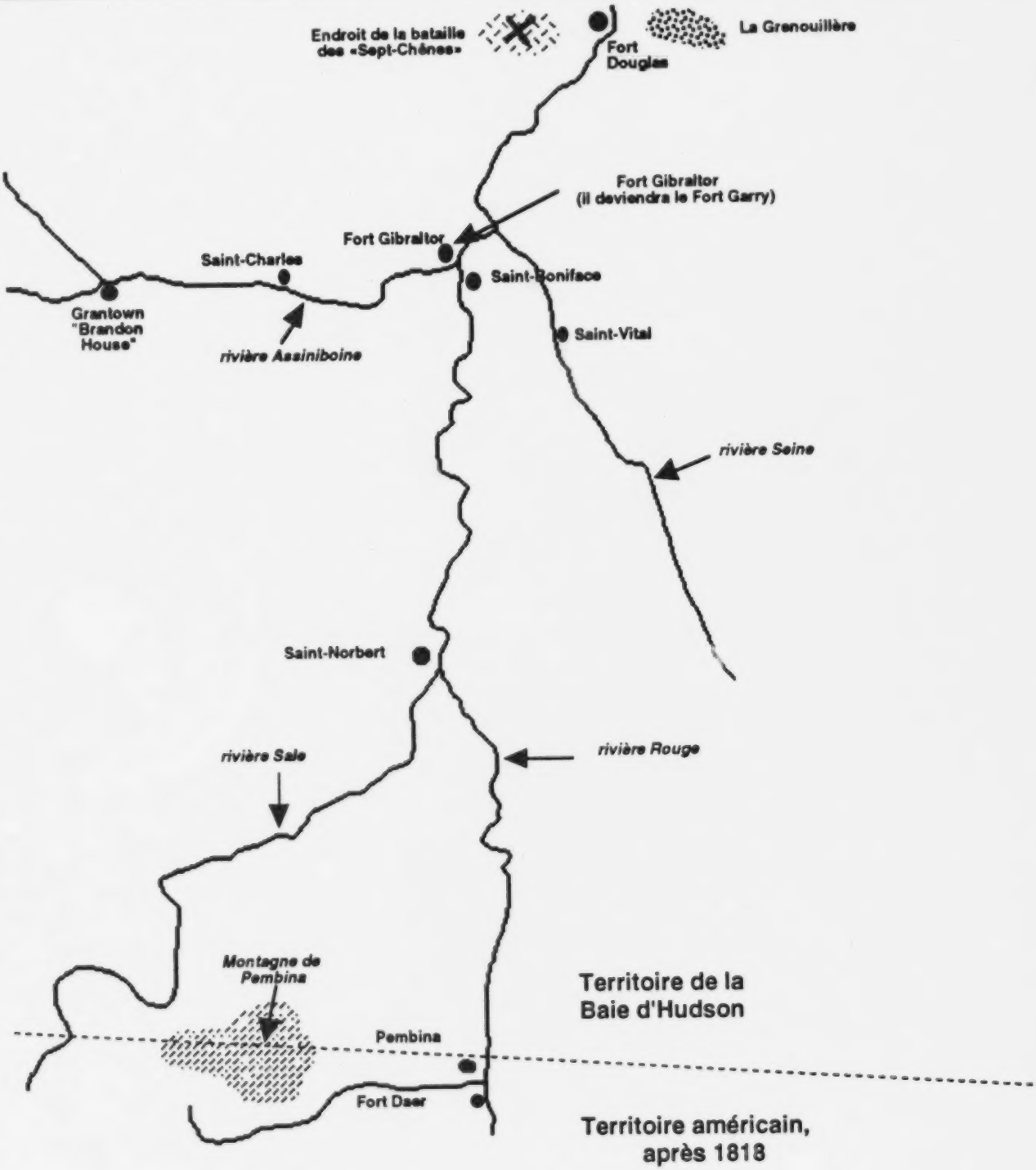
Même si à cette époque le territoire de la Baie d'Hudson est immense, couvrant presque la moitié de la superficie actuelle du Canada, et que le téléphone et le télégraphe n'ont pas encore été inventés, il ne faut pas croire que les communications sont lentes ou inexistantes dans le Nord-Ouest. Au contraire, les Indiens, les Métis et les employés des deux grandes compagnies de traite ont développé des systèmes rapides de communication. La nouvelle d'un événement de la Rivière-Rouge pouvait être connue au Fort des Prairies en l'espace de quelques semaines puisqu'il y avait un va-et-vient constant entre les postes de traite.

Mentionnons, par exemple, le voyage des Lagimodière en 1807. Quand ils sont arrivés à Cumberland House, des milliers d'Indiens s'y étaient rassemblés pour voir la première femme blanche du Nord-Ouest.

Ce n'est donc pas surprenant que les Lagimodière entendent parler du projet d'établissement d'une colonie écossaise à la Rivière-Rouge en 1811, un an avant l'arrivée des colons.

Au printemps 1811, une rumeur commence à circuler dans la Terre de Rupert. La Compagnie





Colonie de la Rivière-Rouge
1812 - 1821

de la Baie d'Hudson aurait vendu des millions d'acres de terrain situés à la Fourche des rivières Rouge et Assiniboine à Thomas Douglas, comte de Selkirk. Selon ces rumeurs, Selkirk aurait l'intention d'établir une colonie d'écossais sur ce terrain.

La rivalité entre la Compagnie de la Baie d'Hudson et celle du Nord-Ouest existe toujours, même si les deux ennemies n'ont pas encore eu recours aux armes. La Fourche, située à la jonction des rivières Rouge et Assiniboine, est un lieu stratégique du réseau de transport de la Compagnie du Nord-Ouest. C'est également dans cette région que se trouve le terrain de chasse des Métis et des tribus indiennes.

L'établissement d'une colonie de fermiers écossais détruirait la vie traditionnelle des groupes indiens et métis de la région. Métis, Indiens, Voyageurs et Hivernants ne voient pas d'un bon oeil les plans du comte de Selkirk.

C'est à cet endroit que reviennent les Lagimodière pendant l'été 1811. Lorsqu'ils arrivent à la Fourche, ils s'aperçoivent que les colons de Selkirk ne sont pas encore arrivés. Ils poursuivent leur chemin jusqu'à Pembina et ils passent l'hiver au Fort Daer. Marie-Anne est contente d'être revenue à la Rivière-Rouge, car elle croit être plus près de son pays, le Québec. Elle n'a jamais abandonné l'idée de retourner dans la région de Maskinongé. Et même s'ils ne retournent pas à Maskinongé, elle est persuadée que la Rivière-Rouge est un pays plus civilisé que celui du Fort des Prairies.[26]

Pendant l'hiver, les rumeurs au sujet des colons se multiplient à Pembina. On apprend que les colons hivernent au Fort York sur la baie d'Hudson et qu'ils descendront jusqu'à la Fourche l'été suivant. Contrairement aux autres membres de la Compagnie du Nord-Ouest, Jean-Baptiste et Marie-Anne voient d'un bon oeil l'arrivée des colons de Selkirk. Pour Jean-Baptiste, la colonie représente un moyen de subsistance pour les habitants du territoire: leurs fermes produiront des légumes, de la farine et ils y élèveront des animaux. Dans le cas de Marie-Anne, les colons représentent l'arrivée d'autres femmes blanches dans le Nord-Ouest.

Pendant l'hiver, Marie-Anne donne naissance à son quatrième bébé, Benjamin.

Au printemps suivant, Jean-Baptiste et Marie-Anne reviennent à la Fourche, puis ils descendent la rivière Assiniboine jusqu'à un endroit qui deviendra, plus tard, Saint-Charles. Ici, Jean-Baptiste construit une simple maison en bois rond; une bâtisse sans plancher ni fenêtres. Les Lagimodière y passent les trois années suivantes.

Des conflits entre colons et habitants du pays

Durant l'été 1812, les colons de Selkirk arrivent finalement à la Rivière-Rouge. Durant les années suivantes, plusieurs conflits éclateront entre les colons de Selkirk et les hivernants de la Compagnie du Nord-Ouest.[27] Il est possible qu'il n'y ait pas eu de batailles entre les colons et les *Norwesters*,[28] mais la récolte ne fut pas bonne en 1813. L'année suivante, craignant une famine, le chef des colons, Miles Macdonnell, interdit l'exportation de pemmican de la colonie.

Cette mesure choque les *Norwesters* qui ont besoin du pemmican pour leurs postes de traite à l'intérieur du pays. Puis, Macdonnell impose un autre règlement. Il interdit la chasse du bison à cheval. Ce nouveau règlement choque les Bois-Brûlés.

Jusqu'alors dans l'histoire de l'Ouest, les Métis (ou Bois-Brûlés) n'ont pas joué un rôle important. Ils sont les descendants des alliances entre les voyageurs et hivernants et les femmes indiennes. Ils gagnent leur vie en tant qu'employés des deux compagnies de traite de fourrures ou comme chasseurs de bisons. Les chasseurs métis approvisionnent aussi bien les

Norwesters que les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

À cette époque, les Bois-Brûlés se considèrent déjà comme un peuple libre et ils n'aiment pas se soumettre aux lois des compagnies. Les proclamations de Miles Macdonnell ne sont pas bien vues des Métis.

Miles Macdonnell interdit la chasse à cheval pour la raison suivante: *«Cette façon de chasser le bison était traditionnelle chez les Métis. Malheureusement, elle effarouchait les troupeaux qui se ruaient loin de la région de la Rivière-Rouge. Les colons qui n'étaient pas des chasseurs expérimentés, avaient donc plus de difficulté à abattre les bêtes dont ils avaient besoin pour assurer leur subsistance.»*[29]

Les Bois-Brûlés offraient leurs services à une ou l'autre des deux compagnies. Ils étaient guides, voyageurs, hivernants ou fournisseurs de pemmican pour la Compagnie de la Baie d'Hudson ou celle du Nord-Ouest. Les gestes de Miles Macdonnell poussèrent les Bois-Brûlés à se rapprocher de la Compagnie du Nord-Ouest. Les patrons de cette dernière compagnie nommèrent donc Cuthbert Grant, un jeune Métis d'origine écossaise, «capitaine-général de tous les sang-mêlé». Grant rallia derrière lui bon nombre de Métis, d'Indiens et de Blancs.

À l'automne 1815, la guerre est à la veille d'éclater entre les deux camps. Miles Macdonnell demande à Jean-Baptiste Lagimodière de se rendre à Montréal pour porter des lettres au comte de Selkirk. Lagimodière accepte, laissant sa femme et ses enfants à Saint-Charles.

Jean-Baptiste entreprend son voyage en plein hiver: *«Le Canadien fit le voyage à pied et seul, avant l'hiver de 1815-1816. Il remplit avec succès sa mission qui lui fit parcourir plus de 1 800 milles. Pendant son voyage de retour, il fut cependant fait prisonnier par des Indiens mandatés par la North West Company. On l'enferma au fort William et il ne fut délivré qu'en août 1816, lors de la prise du fort par Lord Selkirk.»*[30]

La bataille des Sept-Chênes

Pendant que Lagimodière est en route pour Montréal, les Bois-Brûlés et les *Norwesters* sous la direction de Grant décident *«de contourner le fort Douglas qui appartenait à la Compagnie de la Baie d'Hudson et de dresser leur campement à la Grenouillère afin d'empêcher vivres et renforts d'atteindre la colonie de Selkirk.»*[31]

Arrivés à Sept-Chênes, Grant et ses hommes rencontrent le nouveau gouverneur de la colonie, Robert Semple, accompagné de vingt soldats. La bataille éclate; Semple et ses vingt hommes sont tués.

Pendant que la bataille fait rage à Sept-Chênes et que son mari est emprisonné au Fort William, Marie-Anne Lagimodière doit se réfugier chez les Indiens avec ses enfants.

À cause des services qu'il a rendu au comte de Selkirk, Jean-Baptiste Lagimodière reçoit une concession de terrain dans la région de Saint-Vital. Il déménage à cet endroit avec sa famille et s'établit définitivement sur son lot de rivière.

La paix se rétablit dans le Nord-Ouest en 1821. Les deux compagnies de traite de fourrures s'amalgament pour n'en devenir qu'une seule: la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Marie-Anne Gaboury-Lagimodière fut mère de dix enfants. Il y a une des filles qu'il faut mentionner. En 1822, Marie-Anne a donné naissance à son sixième enfant, Julie. Cette dernière épousera Louis Riel, père, et sera la mère de Louis Riel, fils, chef des Métis lors des insurrections de 1869-70 et de 1885.

Jean-Baptiste Lagimodière est mort à Saint-Vital le 7 septembre 1855 à l'âge de 77 ans. Marie-Anne a vécu jusqu'à 95 ans. Depuis son arrivée

dans l'Ouest en 1806, Marie-Anne a caressé le rêve de retourner au Canada, mais elle ne reverra jamais le Québec. En tout, elle aura vécu 74 ans dans l'Ouest et elle aura la chance avant sa mort de voir son petit-fils, Louis Riel, devenir le père de la province du Manitoba.

Notes et références

1 Plusieurs dates ont été avancées pour la naissance de Marie-Anne Gaboury. Celle-ci a été tirée du Dictionnaire biographique du Canada de 1972, de George F.-G. Stanley. L'abbé G. Dugast dans son article, «First Canadian Woman in the Northwest», 1902, suggère qu'elle est née le 6 novembre 1782. Enfin, Grant McEwan dans son roman, «Marie-Anne, The Frontier Spirit of Marie-Anne Lagimodière», propose le 15 août 1780 comme date de naissance.

2 Lagimodière: plusieurs orthographes existent pour Lagimodière. Les plus communes sont Lagimodière, Lavimodière et Lajimodière.

3 Yvon Desautels. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Pauline, 1984., P. 15

4 Ibid., p. 29

5 Ibid., p. 29
Dans la tradition québécoise de l'époque, Marie-Anne Gaboury aurait été considérée comme une vieille fille. La plupart des filles, à cette époque, se mariaient à 16 ou 17 ans.

6 Agnès Goulet. — Marie-Anne Gaboury, Une femme dépareillée. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1989. — P. 2

7 Selon George F.-G. Stanley, dans son livre «Louis Riel», une jeune fille Orkney serait venue dans le Nord-Ouest en 1806. Elle se serait déguisée en homme et serait entrée au service de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Elle aurait été démasquée lorsqu'elle a donné naissance à un bébé en décembre 1806. Toujours selon Stanley, mère et enfants auraient été renvoyés en Écosse.

8 G. Dugast, abbé. — The First Canadian Woman in the Northwest. — Nouv. éd. — Historical and Scientific Society of Manitoba, 1970. — P. 2-3

9 Laurier Gareau. — [Marie-Anne Gaboury]. — 1979. — Monologue dramatique préparé pour la fête On s'garroche à Batoche

10 Portage: action de porter une embarcation d'un cours d'eau à l'autre.

11 Laurier Gareau. — [Marie-Anne Gaboury]

12 Ibid.

13 Fort William est situé sur la rive ouest du lac Supérieur. Aujourd'hui, Fort William a été réuni avec Port Arthur pour former la ville de Thunder Bay.

14 Fort Gibraltor devient Fort Garry en 1822. À cette époque, le Fort Gibraltor appartient à la Compagnie du Nord-Ouest et le Fort Douglas à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

15 Gens du pays: Ce terme décrit les Canadiens français qui hivernent dans l'Ouest pour faire la traite des fourrures. Mais, le terme s'applique aussi aux personnes dont les parents sont de races différentes, car les voyageurs et les hivernants se sont mariés avec des femmes indiennes et en 1807, on commence déjà à voir l'émergence du peuple Métis.

16 Pour de plus amples renseignements au sujet des «hivernements» permanents consultez le texte sur Gabriel Dumont.

17 G. Dugast, abbé. — The First Canadian Woman in the Northwest. — P. 4-5

18 Auguste de Trémaudan. — Histoire de la Nation Métisse dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979. — P. 33

19 Laurier Gareau. — [Marie-Anne Gaboury]

20 Agnès Goulet. — Marie-Anne Gaboury, Une femme dépareillée. — P. 20-21
Semblerait-il que cette histoire ait été adaptée par d'autres comme légendes de leur famille. (Voir Ludger Gareau).

21 Auguste de Trémaudan. — Histoire de la Nation Métisse dans l'Ouest Canadien. — P. 33

22 Laurier Gareau. — [Marie-Anne Gaboury]

23 Il est probable que ce fils des Lagimodière soit né dans la région entre Fort Carlton et Fort Pitt, devenant ainsi le premier enfant blanc né sur le territoire de l'actuelle province de la Saskatchewan.

24 Le Canadien est Batoche Letendre, le père de Xavier Letendre, dit Batoche qui fondera plus tard le village de Batoche.

25 Laurier Gareau. — [Marie-Anne Gaboury]

26 G. Dugast, abbé. — The First Canadian Woman in the Northwest. — P. 18

27 Les Bois-Brûlés se joignent aux hivernants pour chasser les colons de la région.

28 Norwesters: nom donné aux hivernants de la Compagnie du Nord-Ouest.

29 Bruce D. Sealey. — Cuthbert Grant et les Métis. — Agincourt : Société Canadienne d Livre, 1979. —(Bâtisseurs du Canada) — P. 7

30 George F-G. Stanley. — Dictionnaire biogra phique du Canada. — Québec : Presses de l'Université Laval, 1972

31 Bruce D. Sealey. — Cuthbert Grant et les Métis. — P. 7
La bataille de Sept-Chênes est considérée par beaucoup d'historiens comme ayant été le feu qui a donné naissance au concept d'une nation métisse.

Bibliographie

Desautels, Yvon. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Pauline, 1984

Dugast, G., abbé. — The First Canadian Woman in the Northwest. — Nouv. éd. — Historical and Scientific Society of Manitoba, 1970

Gareau, Laurier. — [Marie-Anne Gaboury]. — 1979. — Monologue dramatique préparé pour la fête On s'garroche à Batoche

Goulet, Agnès. — Marie-Anne Gaboury, Une femme dépareillée. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1989

MacEwan, Grant. — Marie Anne, The Frontier Spirit of Marie Anne Lagimodière. — Saskatoon : Western Producer Prairie Books, 1984

MacEwan, Grant. — ...and Mighty Women too, Stories of Notable Western Canadian Woman. — Saskatoon : Western Producer Prairie Books, 1975

Sealey, D. Bruce. — Cuthbert Grant et les Métis. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1979. — (Bâtisseurs du Canada)

Stanley, George F-G. — Dictionnaire biographique du Canada. — Québec : Presses de l'Université Laval, 1972

de Trémaudan, Auguste. — Histoire de la Nation Métisse dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979

Wilson, Keith. — George Simpson et la Compagnie de la Baie d'Hudson. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1980. — (Bâtisseurs du Canada)

Ludger Gareau

Ludger Gareau et son épouse,
Madeleine Delorme.
Photo: Julie Gareau

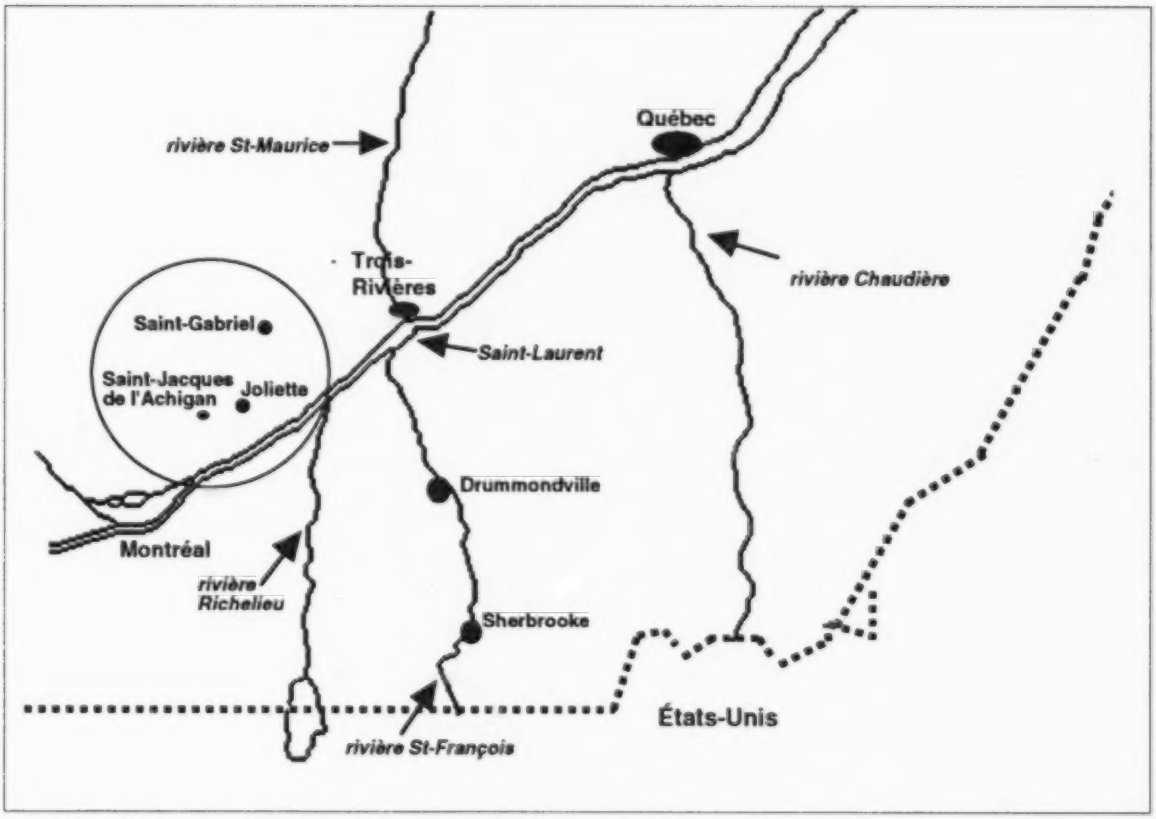
Ludger Gareau naît à Saint-Jacques de l'Achigan, au Québec, en 1855. Il arrive dans la région de Batoche vers 1878 et il est embauché par Xavier «Batoche» Letendre comme menuisier. Durant la bataille de Batoche, en mai 1885, sa maison est incendiée par les soldats du Général Middleton. En 1886, il quitte la Saskatchewan pour s'installer à Pincher Creek en Alberta. Cette biographie parlera aussi de ses frères, Azarie arrivé en Saskatchewan en 1882, Napoléon arrivé en 1884, ainsi que d'un beau-frère, Philippe Chamberland.

Chapitre un

Le menuisier de Batoche

Ludger Gareau est né à Saint-Jacques de l'Achigan, au Québec, le 29 novembre 1855. Son père est Antoine Gareau et sa mère, Marie-Louise Robichaux, descendante des fières familles acadiennes qui sont venues s'établir au Québec après le Grand Dérangement de 1755. Antoine Gareau est fermier dans la région de Saint-Jacques, petite communauté située au nord-est de Montréal. Ludger est le quatrième des huit enfants d'Antoine et Marie-Louise, leur troisième fils.

Sa jeunesse, il la passe à la ferme de son père. Mais, c'est le frère aîné, Ernest, qui héritera de la ferme familiale et pour cette raison, son frère Azarie quitte Saint-Jacques de l'Achigan en 1870, à l'âge de seize ans, pour aller travailler à Chicopee Falls dans l'état du Massachusetts aux États-Unis. Le jeune Ludger fera face à la même situation quelques années plus tard. Il n'y a rien pour le retenir au Québec. Il travaille comme menuisier, mais il ne voit pas d'avenir ni à Saint-Jacques, ni ailleurs dans l'Est. En 1878,



La région de Joliette et de Saint-Jacques de l'Achigan au Québec.

à l'âge de vingt-trois ans, il décide de suivre l'exemple d'Azarie, mais au lieu de se diriger vers les États-Unis, il se rend dans les Territoires du Nord-Ouest.

Il arrive à Winnipeg en avril 1878 et travaille pendant un mois à la construction d'une ligne de chemin de fer. Il fait la connaissance de plusieurs Métis qui ont décidé d'aller s'installer plus à l'ouest, dans le district de la Saskatchewan. Louis Riel a peut-être obtenu, en 1870, que la colonie de la Rivière-Rouge devienne une province, le Manitoba, mais il n'a pas fermé la porte aux anglais d'Ontario.

Ludger s'aperçoit que les Métis de la Rivière-Rouge sont souvent bousculés par les Anglais. Ils ont reçu des *scrips* pour leurs terres, mais plusieurs d'entre eux ont vu le *scrip* et la terre s'envoler dans le vent. Ils ont été victimes des spéculateurs anglais. C'est pour cette raison que plusieurs choisissent maintenant d'aller retrouver leurs amis dans le district de la Saskatchewan: à Saint-Laurent, à Saint-Louis, à Batoche et au Lac aux canards ou encore dans le district d'Assiniboia, à la Montagne de Bois, à la Montagne de Cyprès et dans la vallée Qu'Appelle.

Ludger décide de les accompagner jusque dans la vallée de la Saskatchewan. Il est embauché comme *fretteur* jusqu'à Batoche. Son travail consiste à s'occuper des boeufs; il doit les atteler et les dételer soir et matin, les nourrir et les faire boire.

À Batoche, il rencontre un entrepreneur métis nommé Xavier Letendre, dit Batoche. «Monsieur Batoche», comme tout le monde l'appelle, est arrivé dans cette région en 1871. Natif de la vallée de la Saskatchewan, son grand-père, Jean-Baptiste Letendre, un Canadien français, avait été interprète au Fort des Prairies (Edmonton). Son père avait fait la traite des fourrures dans les régions du nord du district; au Fort-à-la-Corne, au Fort Saint-Louis et au Fort Carlton. «Monsieur Batoche» suit l'exemple de son grand-père et de son père et il a des commerces au Fort-à-la-Corne, au lac Montréal et au lac Vert. En 1871, il avait suivi la piste Carlton allant de Saint-Boniface à Saint-Laurent de Grandin où Gabriel Dumont venait juste d'établir une mission métisse avec le père Alexis André. Les oblats avaient convaincu les chasseurs métis d'abandonner leur hivernement à la «Petite Ville», environ 25 kilomètres au sud, et de s'établir à ce nouvel endroit. Xavier Letendre décide d'établir un bac à quelque dix kilomètres au sud de Saint-Laurent pour aider les voyageurs à traverser la rivière. Puis, il ouvre un magasin et l'endroit prend le nom de Batoche.

En 1878, «Monsieur Batoche» a décidé de se bâtir un nouveau magasin, plus grand que le premier... et une maison. Ludger Gareau cherche du travail et puisqu'il a été menuisier au Québec, et à la Rivière-Rouge, il est embauché pour construire les bâtiments de Xavier Letendre.

Les arbres dans la région sont trop petits; les billots devront être apportés de la forêt Nisbet située à quelque 20 kilomètres au nord de Saint-Laurent. Un pasteur anglican, Nisbet, a été le fondateur de Prince Albert. On a donné son nom à cette forêt située quelque kilomètres au sud-ouest de la ville.

Le nouveau magasin sera sur la piste Carlton, tandis que la maison sera dans une petite plaine au sud-est de la piste. Là, «Monsieur Batoche» aura une belle vue de la rivière tout en gardant un oeil sur mon magasin.

Au cours des jours suivants, Ludger explore la région. Il se rend à la forêt Nisbet pour s'assurer que les troncs d'arbres sont assez gros pour bâtir le type de maison que l'entrepreneur métis veut. Il a sans doute fait la connaissance de Gabriel Dumont qui lui a annoncé qu'il a été inutile, en 1878, de partir pour la chasse annuelle, car il n'y a plus de bisons dans la prairie.

Ludger n'aura donc aucun problème à recruter des chasseurs métis pour l'aider dans le projet de construction.

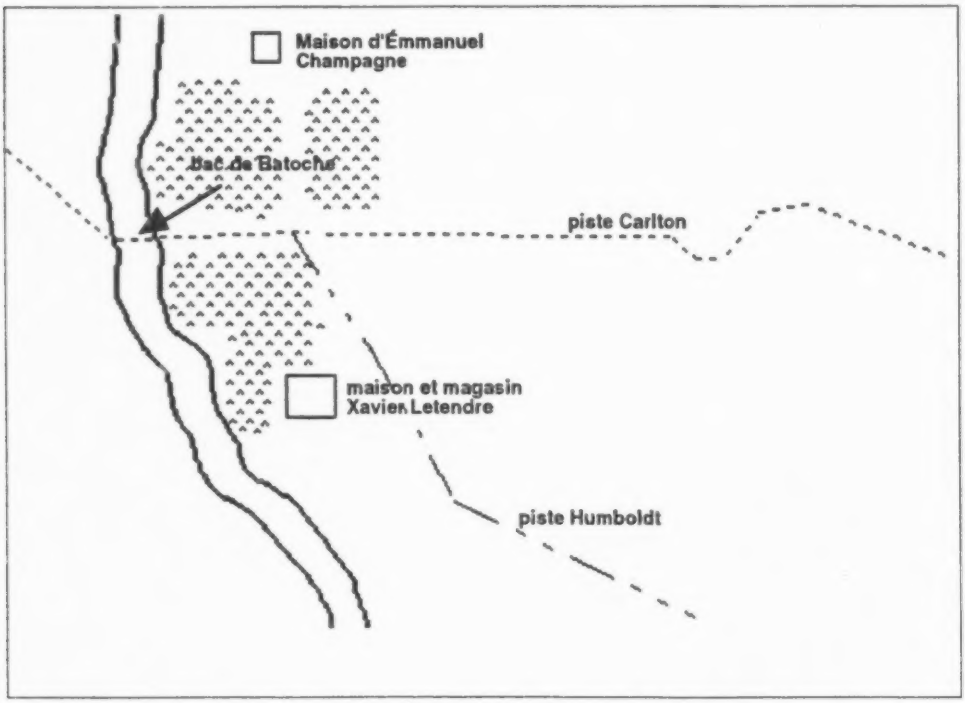
Les hommes se rendent à la forêt Nisbet où ils commencent à abattre les arbres. Pendant ce temps, Ludger et «Monsieur Batoche» voyagent jusqu'au petit village de Prince Albert pour commander les planches qui serviront à recouvrir les troncs d'arbres. On vient juste d'ouvrir un moulin à scie à Prince Albert et la maison de «Monsieur Batoche» est une des premières du territoire à être recouverte de planches à clin[1].

La maison sera construite de rondins dans le style de la Rivière-Rouge.[2] À cette époque, pour bâtir avec des rondins, les Métis employaient trois styles de construction: le style américain (saddle-back), l'assemblage à queue d'aronde et le style de la Rivière-Rouge.[3] Jusqu'en 1878, la plupart des maisons de la colonie de Saint-Laurent étaient construites dans le style américain avec les peupliers de la région. La maison de «Monsieur Batoche» sera une des premières construites dans le style de la Rivière-Rouge.

La maison aura deux étages et les rondins seront recouverts de planches à clin. Il y aura une véranda à l'est, des fenêtres en mansarde, un comble sur pignon[4] et, à l'ouest, une grande cuisine. La maison sera une des premières dans le Nord-Ouest recouverte d'une bonne couche de peinture blanche.

Pendant que Ludger et son équipe montent les murs de la maison, «Monsieur Batoche» fait d'autres plans. L'intérieur de sa maison aura des tapis et des meubles rembourrés. Il y aura des lits dans la plupart des chambres à coucher, des boiseries sur les murs, des chandeliers et possiblement une table de billard.[5]

Au cours des quatre années suivantes, Ludger Gareau continue de travailler pour Xavier Letendre, dit Batoche. Il finit de construire la maison et il bâtit le magasin et une forge. D'autres commerçants viennent s'installer à Batoche: Jean-Baptiste Boyer, Solomon Venne, Emmanuelle Champagne et Georges Fisher. Ludger les aide à construire leur magasin et leur maison.



La région de Batoche vers 1878.

En 1881, le gouverneur général du Canada, le Marquis de Lorne, s'arrête à Batoche. Il est en route pour Edmonton et «Monsieur Batoche» l'invite à passer la nuit dans sa belle et grande maison. Le Marquis est sans doute surpris par la beauté de cette maison, la plus belle à l'ouest de

Winnipeg[6] à cette époque. Ludger a raison d'être fier de son travail.

Chapitre deux

Le jeune Canadien français s'habitue au mode de vie des Métis

Après quatre ans à Batoche, Ludger Gareau s'est habitué au mode de vie des Métis. On dit qu'il aimait la vie simple que menaient ces descendants des voyageurs «Canayens»[7] et des femmes indiennes. En 1882, à Batoche, comme à Saint-Laurent-de-Grandin, on ne manquait de rien. Les gens étaient accueillants, les magasins étaient remplis de provisions - farine, thé, sucre, tabac - et il y avait des vêtements pour hommes, femmes et enfants.

En 1882, Ludger Gareau commence à bien connaître les habitants de la région. Lorsque son frère Azarie vient le rejoindre à Batoche cette année-là, il peut le présenter à tous ses amis: Pierriche Parenteau, Jean Caron, Xavier Letendre «Monsieur Batoche», Emmanuel Champagne, Jean-Baptiste Boyer, Gabriel Dumont et Michel Dumas. Il a même fait la connaissance d'une jeune Métisse, Madeleine Delorme.

Il peut sans doute offrir du travail à son frère. «Monsieur Batoche» avait réussi à convaincre les oblats d'envoyer un prêtre résidant à Batoche, le père Valentin Végreville, et de construire une église et un presbytère. Ces bâtiments seront construits sur le haut de la butte, à un kilomètre au sud-est du village et Ludger prévoit obtenir le contrat de construction. Il est question de commencer le travail au printemps de 1883.

Ludger explique à son frère la situation à Batoche. Comme au Québec, les Métis ont adopté le système des lots de rivière. Ils habitent sur leur lot, au nord et au sud du village. Au village, il n'y a donc que les commerces. Ludger ajoute que les oblats se sont réservés deux lots de rivière au sud de ceux de «Monsieur Batoche». C'est sur ce terrain que l'église et le presbytère seront construits.

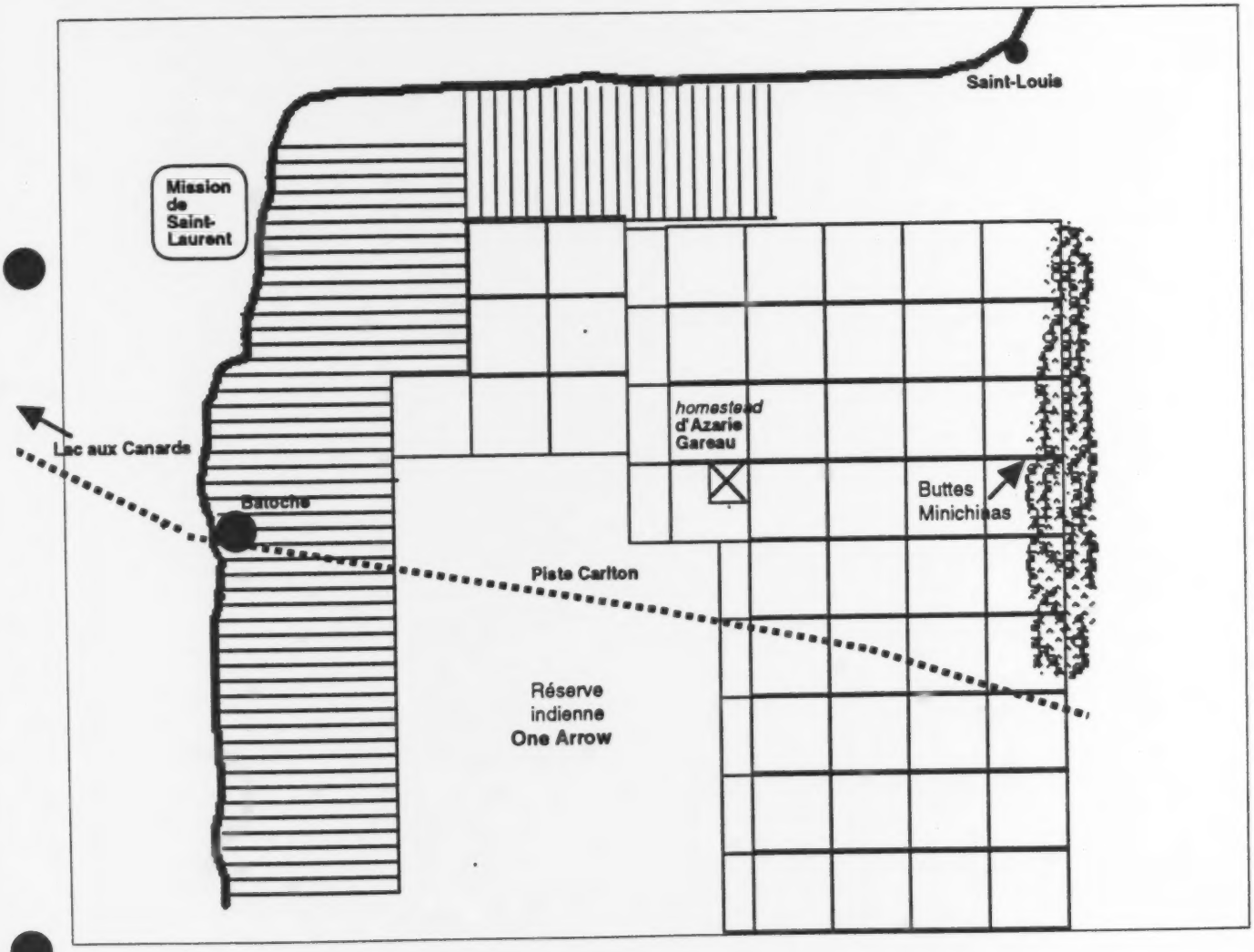
Azarie annonce à son frère qu'il préférerait être fermier, car il en a assez de dépendre du salaire d'un employeur. Ses années passées aux États-Unis n'ont pas toujours été faciles. Il s'est souvent retrouvé sans emploi. Il doit maintenant faire vivre une femme et trois enfants.

Puisque la plupart des lots de rivière autour de Batoche sont déjà pris, les deux frères voyagent vers l'est. À dix kilomètres à l'est et trois au nord de Batoche, Azarie trouve un terrain à son goût. Le premier été, il se construit une maison avec l'aide de son frère, Ludger, et il commence à défricher son terrain. Le printemps suivant, Azarie se promet de faire venir sa famille restée au Québec.

Azarie Gareau et son épouse, Julie Beauchemin.
Photo: Marie-Ange Hamel

Pendant l'hiver 1882-1883, Ludger élabore des plans pour le presbytère. Azarie prend un emploi au magasin de «Monsieur Batoche». Les deux frères s'habituent de plus aux coutumes métisses. Ils apprennent en plus à aimer les mets de la région: le rababou (une fricassée de poule de prairie, de chevreuil et de boeuf), le pemmican, le feuillet et la panse (les premier et troisième estomacs du bison, bouillis), le flan (le lait d'une vache qui vient de donner naissance à un veau, cuit au four) et la poutine glissante (une pâte coupée en carré et bouillie dans l'eau puis servie avec de la mélasse ou du sirop). D'autres mets favoris de l'époque sont la tarte à ferlouche (un mélange de mélasse et de farine) et le tire-liche (un ragoût de porc, d'oignons, de courges et de mélasse). La graisse de moëlle remplace le beurre.[8]

Au niveau des vêtements, il n'y a pas une grosse adaptation à faire puisque les Métis s'habillent de plus en plus comme les autres Canadiens - à l'européenne. Les femmes portent des robes de calicot, de laine ou de coton. Les hommes portent des pantalons de laine. Certains hommes et femmes ont même commencé à porter des souliers au lieu des traditionnels mocassins.



La colonie de Saint-Laurent vers 1882.

Entre l'Épiphanie (le 6 janvier) et le Carême c'est le temps des noces à Batoche. Les Métis aiment faire la fête et une noce peut durer deux ou trois jours. Ludger et Azarie assistent sans doute à certains mariages métis durant cet hiver 1882-1883.

À cette époque, le jeune homme, bien habillé, devait aller demander au père la main de sa bien-aimée. *«La durée des fiançailles est courte et trois publications de bans à l'église (trois dimanches consécutifs) précèdent le mariage. Le jour du mariage, la cérémonie religieuse est quelquefois suivie pour les nouveaux mariés d'une promenade en buggy à travers la paroisse. Suivent les célébrations: repas copieux et danse jusqu'à tard dans la nuit et pendant les jours qui suivent dans la parenté à tour de rôle.»*[9]

S'il n'y a pas de mariage, les Métis font quand même la fête. Même si les prêtres n'aiment pas les voir danser et boire, les Métis n'hésitent pas à sortir le violon et la cruche de piquette et à fêter. En hiver, il n'y a rien d'autre à faire.

Ludger fait remarquer à son frère que le mode de vie des Métis est quelque peu différent de celui de ses parents au Bas-Canada; mais il y a beaucoup de ressemblances (voir *Les coutumes et les loisirs dans la communauté francophone d'antan*) .

Chez les Métis, il y avait parfois des chicanes, de petites jalousies entre membres de la même famille. Les garçons avaient bien plus de liberté que les filles, et il arrivait souvent qu'un père ait son favori parmi ses enfants. Et, quand un homme se fatiguait de sa femme, s'il s'en trouvait une autre, il pouvait arriver qu'il invite cette nouvelle femme chez lui. Le divorce était interdit et monsieur le curé n'aimait pas ça, mais c'était la vie.

Azarie allait apprendre aussi que chez les Métis, les enfants n'étaient jamais rejetés. Il y avait toujours quelqu'un pour adopter un jeune orphelin. Gabriel et Madeleine Dumont, qui ne pouvaient avoir d'enfants, avaient adopté une fille et un garçon.[10]

Avec la disparition du bison, de plus en plus de Métis abandonnent leur vie nomade et s'établissent sur la terre. C'est la raison pour laquelle tous les lots de rivière de Batoche sont pris lors de l'arrivée d'Azarie. Et il y a déjà plusieurs familles métisses établies au Flat à Lépine dans la région de Saint-Louis de Langevin, ainsi qu'à l'est de Batoche, là où Azarie s'est trouvé un *homestead.*

Ce premier hiver dans l'Ouest, Azarie apprend de son frère que les Métis tiennent à leur terre. C'est une des principales raisons de leur mécontentement contre Ottawa qui refuse de leur donner les titres de leur terre. Le grand chef métis, Gabriel Dumont, dit probablement à Ludger et à Azarie que les Métis savent qu'ils doivent s'établir sur des fermes et devenir fermiers, puisque le bison a disparu. Il ajoute qu'ils sont prêts à le faire, mais Ottawa refuse de leur donner les titres de leur terre. Le grand chef métis ne comprend pas pourquoi il doit avoir la permission d'Ottawa pour s'établir où il veut. N'est-il pas là depuis plus de cent ans?

Les frères Gareau allaient découvrir qu'il existait deux classes sociales chez les Métis de la colonie de Saint-Laurent de Grandin. D'une part, il y avait la classe ouvrière composée des fermiers, des *fretteurs* et des chasseurs. D'autre part, une classe bourgeoise commençait à apparaître dans la région. Cette petite bourgeoisie était composée du clergé, des marchands - Letendre, Champagne, Venne, Boyer et Fisher - et de la main d'oeuvre qualifiée. Les frères Gareau, et leur futur beau-frère, Philippe Chamberland, allaient donc faire partie de cette petite bourgeoisie de Batoche.

En 1885, ce sont les membres de la classe ouvrière qui ont pris les armes contre Ottawa.

Les membres de la petite bourgeoisie sont demeurés neutre ou ont trouvé une raison pour s'éloigner de Batoche.

Pendant l'hiver 1882-1883, d'autres «Canayens» ainsi que des Français arrivent dans la région. Philippe-Charles Chamberland, un peintre, vient s'installer à Batoche. Philippe Garnot, un Canadien du Québec, ouvre un petit hôtel dans le village. Octave Régnier, un autre Canadien du Québec, s'établit à Saint-Louis. Parmi les Français, il y a Ferdinand Ladret, Louis Riguidel et Paul Schley.[11]

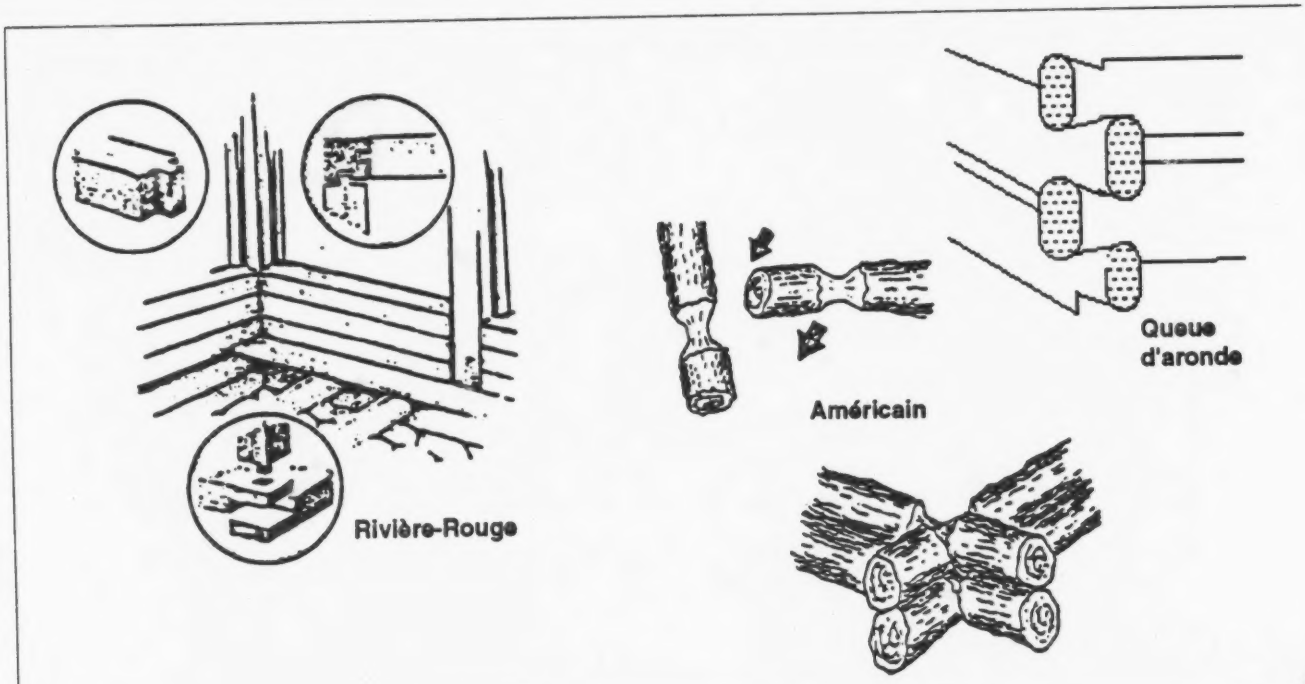
Chapitre trois

La construction du presbytère et de l'église de Batoche

Au printemps 1883, Ludger Gareau entreprend les travaux de construction du presbytère de la nouvelle paroisse Saint-Antoine de Padoue à Batoche. La paroisse a été fondée en 1881 par le père Valentin Végreville, à la demande de «Monsieur Batoche». L'oblat disait la messe là où il pouvait trouver de la place et il demeurait chez les Métis lorsqu'il était à Batoche. En 1882, il est remplacé par le père Julien Moulin. Celui-ci s'installe dans un vieux *shack* (maison de bois de construction rudimentaire) abandonné à quelques milles au sud du village. C'est au père Moulin, le père Caribou comme l'ont surnommé les Métis, que revient la tâche de faire construire une église et un presbytère. La population de Batoche augmente et il faut une église.

Comme la maison et le magasin de «Monsieur Batoche», les édifices religieux seront construits dans le style de la Rivière-Rouge. Le père Caribou étant fatigué de vivre dans son vieux *shack*, il demande à Ludger de commencer par le presbytère. Une fois ce bâtiment construit, il pourra emménager au deuxième étage et dire la messe au rez-de-chaussée.

Comme pour la maison de Letendre, les rondins doivent être apportés de la forêt Nisbet. Les planches viennent du moulin à scie de Prince Albert, tandis que les fenêtres sont apportées de Winnipeg par des *fretteurs* métis. Les clous sont fabriqués à Batoche même, dans la forge de «Monsieur Batoche», en face de son magasin.



Les trois styles de construction utilisés par les Métis de la Saskatchewan au XIXe siècle.

Ludger se met au travail. Chaque tronc d'arbre doit être équarri à l'aide d'une hache. Il faut creuser une encoche, ou deux, dans les rondins qui seront placés à la verticale sur le solage.[12] Ludger tend un cordeau blanchi à la craie le long du tronc de l'arbre. Il tend le cordeau avec son doigt et lorsqu'il le relâche, le cordeau vient frapper le tronc et laisse une marque blanche. Avec une cognée il peut tailler des encoches dans le tronc.[13] Des encoches sont ensuite taillées au bout des autres troncs et ceux-ci sont glissés horizontalement dans les fentes creusées dans les troncs placés verticalement.

Le style de la Rivière-Rouge permet de construire des habitations plus solides et plus grandes que celles bâties dans le style américain ou dans le style à queue d'aronde.

Une fois qu'il a fini ses semailles, Azarie est probablement revenu à Batoche pour travailler avec Ludger. Le travail se poursuit pendant tout l'été. À part la maison de «Monsieur Batoche», le presbytère du père Caribou est le plus grand édifice aux alentours.

L'arrivée de la famille d'Azarie

Le rêve du Premier ministre canadien, John A. Macdonald, est à la veille de se réaliser. Le train transcontinental se rendra bientôt jusqu'à Qu'Appelle dans le district d'Assiniboia. Une partie de la ligne du chemin de fer du Canadien Pacifique a déjà été construite entre Winnipeg et Qu'Appelle et le nouveau lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, Edgar Dewdney, a même transféré la capitale des Territoires du Nord-Ouest de Battleford à Regina.

Au mois de juillet, Azarie se rend à Fort Qu'Appelle chercher sa femme, Julie, et ses trois enfants qui arrivent de l'Est. Ils sont accompagnés par Napoléon, le jeune frère de Ludger et d'Azarie.[14]

La construction du presbytère avance vite et à l'automne 1883, le père Caribou peut enfin emménager dans sa nouvelle demeure. Il s'installe au deuxième étage - une grande pièce ouverte. Il fait aménager une chapelle au rez-de-chaussée; Ludger a construit des petits bancs pour les fidèles et un autel. Les charpentiers n'ont plus qu'à finir de poser les planches à l'extérieur.

Pendant l'hiver 1883-1884 la vie à Batoche n'est pas aussi paisible qu'elle l'a été les années précédentes. Ottawa refuse toujours de reconnaître aux Métis le droit de propriété de leurs lots de rivière. Les Métis sont furieux contre le gouvernement. Plusieurs réunions secrètes sont organisées dans le district. Les Métis anglais se joignent à ceux de langue française; les Anglais de Prince Albert aussi. Toutes les pétitions envoyées au gouvernement depuis 1873 n'ont rien donné. Enfin, il est suggéré d'envoyer une délégation aux États-Unis, à la mission Saint-Pierre, au Montana, pour demander à Louis Riel de revenir au Canada et de prendre en main les revendications des Métis et des autres habitants du Nord-Ouest. Gabriel Dumont est nommé chef de la délégation.

Il est possible que Ludger et le jeune Napoléon Gareau aient assisté à certaines de ces réunions secrètes. Mais Ludger n'a pas beaucoup le temps de s'occuper de politique. Il doit finir les plans de l'église qui sera construite l'été suivant. De plus, il est amoureux d'une jeune métisse, Madeleine Delorme et puisqu'il veut l'épouser, il doit penser à se bâtir une maison.

Il achète une couple d'acres du père Caribou, au sud-est du presbytère. Au printemps, tout en surveillant la construction de l'église, il va se bâtir une maison de deux étages sur sa terre, à quelques pas seulement de la maison du fermier Jean Caron.

Avec la fonte des neiges, au printemps 1884, les travaux de construction de l'église et de la maison de Ludger commencent, simultanément. La maison de rondins a deux étages sur une fondation de pierre de 20 pieds sur 23. La toiture est recouverte de bardeaux; la plupart des maisons des Métis étaient recouvertes de branches.[15]

Début juillet, les travaux sont probablement interrompus pendant une journée par l'arrivée de Gabriel Dumont et de la famille de Louis Riel. Tout le monde se serait rendu au village pour entendre les propos de l'ancien président du gouvernement provisoire du Manitoba.

Début septembre, les paroissiens de Saint-Antoine de Padoue peuvent abandonner la chapelle du presbytère et emménager dans la nouvelle église. Le 2 septembre 1884, le père Caribou convoque tous ses paroissiens pour l'inauguration de l'église de Saint-Antoine de Padoue. Cette célébration est marquée par le baptême de la nouvelle cloche qui sera placée dans le petit clocher de l'église de style champignon.

Le fondateur de Batoche, Xavier Letendre, «Monsieur Batoche», et sa soeur, Marie Champagne sont choisis comme parrain et marraine de la nouvelle cloche qu'on a nommée «Marie-Antoinette».[16]

Deux semaines plus tard, Ludger et Madeleine Delorme sont les premiers mariés de la nouvelle église. Leurs témoins sont les frères de Ludger, Azarie et Napoléon, Charles-Eugène Boucher[17] et Xavier Letendre. Cuthbert Gervais, le beau-père de la mariée, a aussi signé le registre de la paroisse.[18]

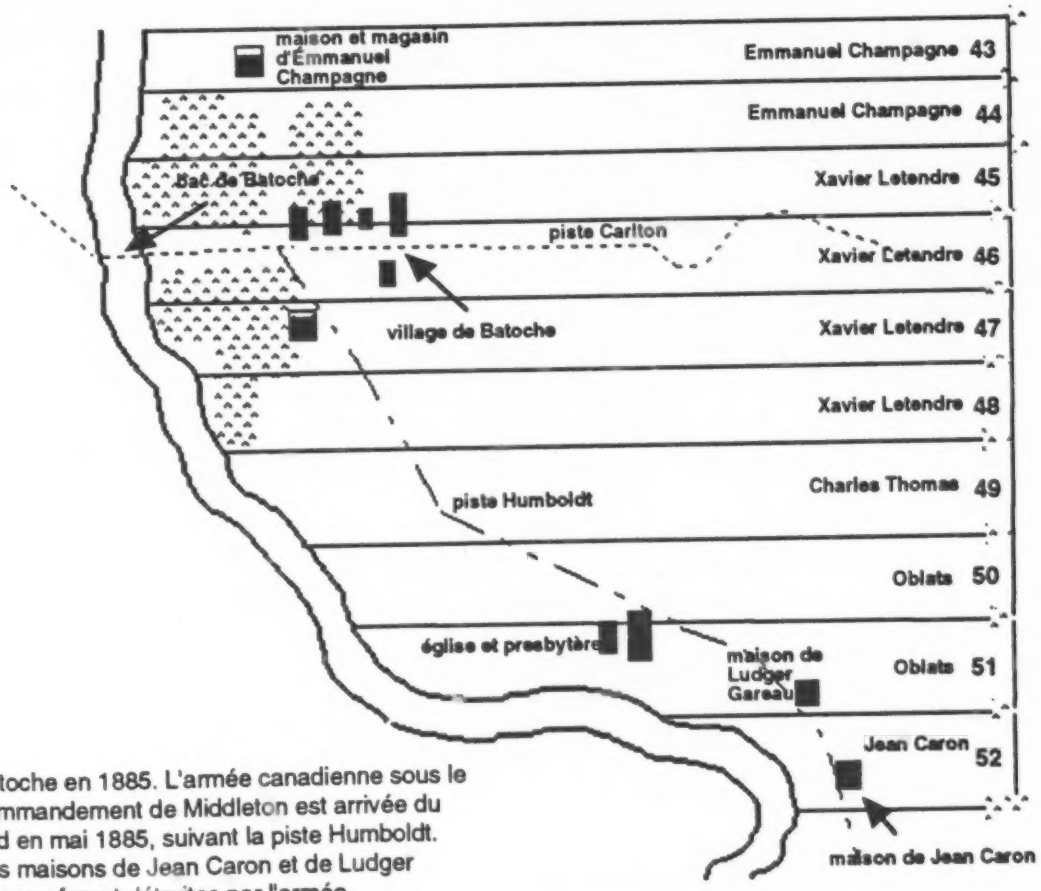
Chapitre quatre

Les Gareau et la rébellion de 1885

Tout au long de l'automne et de l'hiver 1884, les réunions se multiplient dans la région de Batoche. Riel dresse une liste des droits des Métis et l'envoie avec une pétition à Ottawa. Comme le gouvernement est lent à répondre aux demandes des Métis, on commence à parler de plus en plus de prendre les armes.

Où se situent les frères Gareau dans toute cette affaire?

Ludger est marié avec une Métisse de la région. Il devrait donc être loyal aux Métis. Toutefois, nous savons qu'il existe deux clans à Batoche: les ouvriers et la petite bourgeoisie. Ludger, menuisier habile fait partie de ce dernier groupe. À cause de ses alliances politique[19], économique et religieuse, la petite bourgeoisie peut difficilement soutenir ceux qui prennent les armes. Même s'ils appuient les revendications des Métis, ils ne peuvent tolérer une insurrection contre le gouvernement.



Batoche en 1885. L'armée canadienne sous le commandement de Middleton est arrivée du sud en mai 1885, suivant la piste Humboldt. Les maisons de Jean Caron et de Ludger Gareau furent détruites par l'armée.

La plupart d'entre eux trouvent une raison ou une autre pour être loin de Batoche au printemps 1885. Le 9 octobre 1884, «Monsieur Batoche» avait quitté Batoche pour le Fort-à-la-Corne laissant Charles-Eugène Boucher en charge de son magasin, et sa mère et ses deux filles en charge de la maison.[20]

Après la victoire des Métis à Duck Lake, contre la Police montée, Riel invite Letendre et les autres Métis du Fort-à-la-Corne à venir se joindre à lui. Selon Élie Dumont, la réponse de «Monsieur Batoche» aurait été la suivante:

«On m'a déjà pillé mon store à Batoche, si je laisse ce que j'ai ici on va encore me le piller en mon absence. Et puis si je vais là-bas, je ne serai peut-être pas des plus courageux, mais non des plus lâches, je me battrai avec les autres et je vais peut-être me faire tuer...»[21]

Nous ne savons pas si Ludger, comme «Monsieur Batoche», avait aussi peur d'être tué, mais nous savons qu'en février il quitte Batoche et se dirige vers l'Est du pays. Il a décidé d'aller chez ses parents pour leur présenter sa nouvelle épouse. *«Dans une température de moins 40°, les Gareau voyagent en charrette de la Rivière-Rouge jusqu'à Qu'Appelle où ils prennent le train qui va les mener jusqu'à Saint-Jacques de l'Achigan.»*[22]

Quelques mois plus tard, ils quittent Saint-Jacques pour revenir à Batoche. À Montréal, Ludger apprend que le gouvernement fédéral entraîne des soldats qui seront envoyés dans l'Ouest. À Winnipeg, on lui interdit de se rendre jusqu'à Batoche. Avec son épouse, il doit attendre que les troubles soient finis avant de regagner Batoche.[23]

Azarie et Napoléon, eux, n'ont pas quitté la région de Batoche. Azarie reste neutre durant les troubles de 1885. Il habite sa ferme à sept milles à l'est de Batoche. Selon les histoires de la famille Gareau, des soldats interdisent à Azarie de quitter sa maison pendant la bataille de Batoche. Ce sont les soldats qui s'occupent des travaux de la ferme, comme traire les vaches.[24]

Quant à Napoléon, son histoire est plus vague. Semble-t-il qu'il aurait été laissé en charge de la maison de Ludger. Dans une liste des partisans de Riel et de Dumont, préparée par Philippe Garnot[25] à la suite des troubles, on aperçoit le nom de Napoléon. Était-il dans les tranchées de Batoche avec les Métis en mai 1885? Nous ne le savons pas.

De retour à Batoche en juillet 1885, Ludger Gareau découvre que la belle petite communauté qu'il a quitté quelques mois plus tôt a été saccagée. Même sa maison a été brûlée par les soldats du Général Middleton.

Aidé du père Caribou et de son beau-frère, George Ness, il demande au gouvernement de le dédommager pour ses pertes qu'il évalue à plus de six mille dollars. Dès le 30 juillet, il écrit au Premier ministre John A. Macdonald pour expliquer ce qui est arrivé. *«J'étais menuisier et charpentier, constructeur de bâtisse, j'avais tous les outils pour cela et tout ce que j'avais est brûlé. C'est la troupe du général Middleton qui ont fait cela. Le Père Moulin de cette mission ici, a dit au général qu'il ne devait pas détruire cette maison, que le propriétaire n'y était pas, qu'il était à rendre visite à ses parents au Bas-Canada. Après ces informations, il (Middleton) a dit que le gouvernement paierait pour cela par ce que ces bâtisses, parait-il, leurs nuisaient et mettaient les rebelles à l'abri. Je le crois bien et le vois bien. Mais, étant loyal à Sa Majesté et au gouvernement et ayant de dommages causés par ses troupes, je réclame, à juste droit, la somme de six mille cinq cents cinquante-huit piastres...»*[26]

Le 2 avril 1886, la Commission royale se rend à Prince Albert dans les Territoires du Nord-Ouest pour entendre les revendications de dédommagement. George Ness et Xavier Letendre sont les témoins de Ludger Gareau. Dans son rap-

port final, daté du 13 août 1886, la Commission recommande au ministère de l'Intérieur d'allouer 2 598 $[27] à Ludger Gareau pour la perte de sa maison.

Après son retour en juillet 1885, Ludger répare la maison et le magasin de «Monsieur Batoche». Chaque dimanche, quand il se rend à la messe, il peut voir les trous de balles dans les murs de l'église et du presbytère.

Ayant été dédommagé pour ses pertes par Ottawa, Ludger Gareau et deux autres familles (les Gervais et les Ness) décident de quitter Batoche et d'aller s'établir plus à l'ouest, à Pincher Creek dans la région sud de l'Alberta. Là, Ludger obtient une section de terre au sud-ouest du village et se lance dans l'élevage des chevaux.

Ludger et Madeleine ont douze enfants. En 1922, il cède son ranch à son fils, Napoléon-Pete et il se retire à Pincher Creek. Ludger Gareau meurt en 1954 à l'âge de 99 ans.

Notes et références

1 En anglais, on dit «clapboard».

2 La construction avec rondins dans le style de la Rivière-Rouge était aussi appelée le style pièce-sur-pièce ou encore poteau sur sol.

3 Le style de la Rivière-Rouge avait été emprunté par les Métis à leurs ancêtres québécois. Ce type de construction était commun au Québec au XVIIe et au XVIIIe siècles. Dans le Nord-Ouest, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait adopté ce genre de construction pour les bâtisses de ses forts.

4 Fenêtres en mansarde: en anglais «dormer windows»
Comble sur pignon: en anglais «gabled roof»

5 Une table de billard était une marque de statut social chez les Métis à cette époque. Les Métis fortunés s'arrangeaient pour avoir leur table de billard. Des historiens ont noté la présence de tables de billard chez Philippe Garnot, Xavier Letendre dit Batoche et Gabriel Dumont, au moment de la rébellion de 1885. La table de billard de Gabriel Dumont aurait même été volée par les soldats du Général Middleton, placée sur le bateau à vapeur Northcote et elle aurait, paraît-il, abouti à la prison de Stoney Mountain au Manitoba.

6 Diane Payment. — «Monsieur Batoche». — Saskatchewan History. — Volume 32, n° 3 (automne 1979). — Archives de la Saskatchewan, 1979

7 Canayens: à l'époque, le terme «canayens» était utilisé pour décrire toute personne d'origine canadienne-française.

8 Diane Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche, Saskatchewan 1870-1930. — Ottawa : Parcs et lieux historiques nationaux, Environment Canada, 1990. — P. 48-56

9 Ibid., p. 57

10 Ibid., p. 40-45

11 Ibid., p. 78-84

12 Solage: vieux mot français - fondations d'un édifice, en bois, en maçonnerie ou en béton, et plus particulièrement la partie des fondations au-dessus de la surface du sol. Terme très courant à Batoche à l'époque.

13 Stan Garrod ; Rosemary Neering. — Le travail des pionniers. — Toronto : Fitzhenry and Whiteside, 1980. — (Une nation en marche). — P. 14

14 Il y a très peu d'informations au sujet de Napoléon. Toutefois, nous savons qu'il est à Batoche à l'automne 1884 pour assister au mariage de Ludger.

15 Cette information a été donnée par George Ness, le beau-frère de Ludger Gareau, à la Commission royale au sujet des pertes encourues au cours de la rébellion. Le document est conservé aux Archives du Canada (possession de l'auteur). Ness a estimé la valeur de la maison à 2 000 $.

16 Diane Payment. — «Monsieur Batoche» Cette cloche fut volée par des soldats de l'Ontario durant la bataille de Batoche et aujourd'hui elle est toujours en Ontario. En 1892, les paroissiens de Batoche ont acheté une nouvelle cloche qu'ils ont nommée «Marie-Alberta-Juliana».

17 Charles-Eugène Boucher était le gendre de Xavier Letendre. En 1894, il est élu député conservateur pour siéger à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. En 1884, il travaillait dans le magasin de son beau-père.

18 Il est intéressant de noter que dans le registre de la paroisse de Batoche, à cette occasion, Ludger et Azarie ont signé «Gareault», tandis que Napoléon a signé «Garau».

19 Beaucoup de membres de la bourgeoisie de Batoche sont de fidèles partisans des Conservateurs.

20 Diane Payment. — «Monsieur Batoche»

21 Ibid., p. 95
22 Histoire de la famille de Ludger Gareau préparée par une de ses filles (possession de l'auteur).
23 Ibid.
24 Denis Dubuc, abbé ; Roland Gaudet, abbé. — Généalogie des familles de la paroisse de St-Isidore de Bellevue, Sask. — Bellevue : 1970
25 Philippe Garnot fut un des deux secrétaires de Riel durant la rébellion de Batoche.
26 Déposition à la Commission royale pour les pertes encourues au cours de la rébellion. — Archives du Canada
27 Ibid.

Bibliographie

Dubuc, Denis, abbé ; Gaudet, Roland, abbé. — Généalogie des familles de la paroisse de Saint-Isidore de Bellevue, Sask. — Bellevue : 1970

Gareau, Laurier. — «Les Gareau dans l'Ouest». — Revue historique. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Garrod, Stan ; Neering, Rosemary. — Le travail des pionniers. — Toronto : Fitzhenry & Whiteside, 1980. — (Une nation en marche)

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures - One Faith : The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

Payment, Diane. — Batoche 1870-1910. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1983. — (Collection Soleil)

Payment, Diane. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche, Saskatchewan 1870-1930. — Ottawa : Parcs et lieux historiques nationaux, Environment Canada, 1990

Payment, Diane. — «Monsieur Batoche». — Saskatchewan History. — Vol. 32, n° 3 (automne 1979). — Archives de la Saskatchewan

Source d'archives:

Gareau, Ludger. — [North West Rebellion Losses Claims]. — Declaration of Ludger Gareau. — Public Archives of Canada, Vol. 914, File 829789

La Vérendrye

Pierre Gaultier de Varennes, Sieur de La Vérendrye, fut l'un des premiers grands explorateurs canadiens né dans ce pays. Il est né le 17 novembre 1685 à Trois-Rivières. À l'âge de 42 ans, La Vérendrye entreprend, en compagnie de ses fils, une exploration des territoires de l'Ouest. Comme tant d'autres à cette époque, les La Vérendrye recherchent un passage pour la mer de l'ouest qui mène à la Chine. Même s'ils n'atteignent jamais l'océan Pacifique, ils explorent une grande partie de ce qui est aujourd'hui le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et le nord-ouest des États-Unis.

Chapitre un

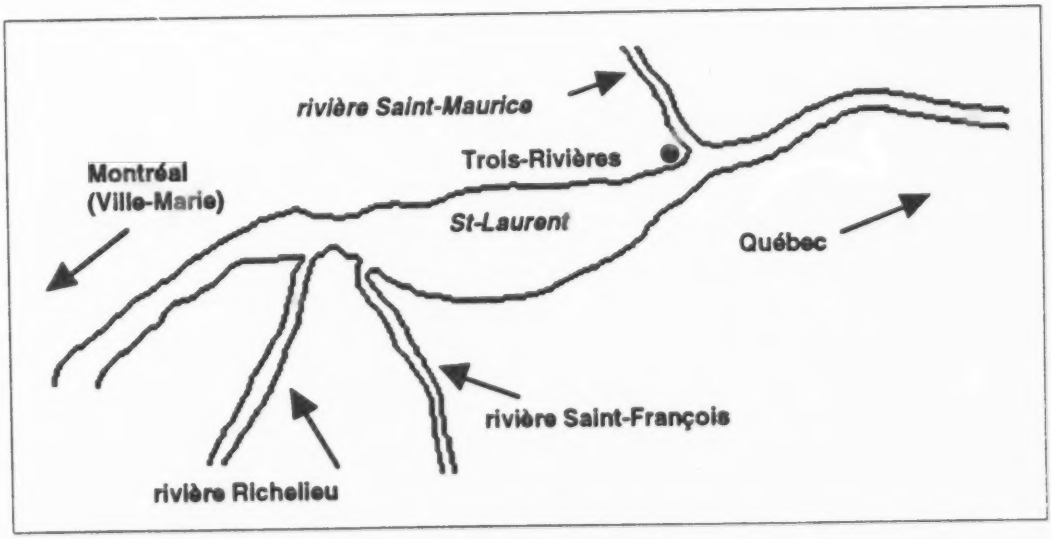
La Nouvelle-France au temps de La Vérendrye

Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye est né le 17 novembre 1685 à Trois-Rivières. Il est le fils de René Gaultier de Varennes et de Marie Boucher. Son père, un lieutenant du régiment Carignan-Salières, est arrivé en Nouvelle-France en 1665.

Samuel de Champlain avait établi une fortification à Québec en 1608 et la Nouvelle-France était née. Au début, le territoire qui deviendra un jour le Canada était contrôlé par des compagnies de commerce des fourrures et de pêche. En 1661, en France, Louis XIV avait pris le pouvoir absolu et deux ans plus tard il avait décidé que la couronne administrerait dorénavant la colonie de la Nouvelle-France.

Puisqu'il devait assurer la sécurité de la colonie (contre les attaques des Iroquois et des Anglais de Nouvelle-Angleterre), Louis XIV avait nommé, en 1665, Jean Talon comme nouvel intendant de la Nouvelle-France. Il avait aussi envoyé 1 200 soldats du régiment Carignan-Salières au Québec. Ces soldats représentaient le tiers de la population de la Nouvelle-France, car après 60 ans d'existence, le nombre d'habitants était de 2 500 personnes.

Le nouvel intendant, Jean Talon, ne croyait pas que la colonie puisse survivre si son économie se limitait à la traite des fourrures et à la pêche et il avait exhorté les habitants à diversifier l'économie de la Nouvelle-France. Entre 1665 et 1672, Talon avait encouragé les résidants de la Nouvelle-France à défricher du terrain pour l'agriculture, à se lancer dans l'élevage du bétail et à ensemencer de nouvelles graines comme le lin et le chanvre. Il avait aussi encouragé la mise sur pied d'entreprises industrielles, de moulins à scie et de chantiers de construction navale. Puisque la population de la Nouvelle-France était peuplée, majoritairement, d'hommes, Talon



La région de Trois-Rivière au Québec au temps de La Vérendrye.

avait fait venir mille jeunes femmes de France (les filles du Roi) pour qu'elles épousent les habitants.

C'est dans ce pays qu'était arrivé en 1665, René Gaultier. Sa compagnie du régiment Carignan-Salières avait été envoyée à Trois-Rivières. Là, il s'était lié d'amitié avec le gouverneur, Pierre Boucher, et, en 1667, il avait épousé sa fille âgée de douze ans. En 1668, il avait remplacé son beau-père comme gouverneur de Trois-Rivières et il avait acquis des seigneuries et des titres - de Varennes et de La Vérendrye.

René Gaultier de Varennes et Marie Boucher ont eu treize enfants, mais seulement huit (quatre garçons et quatre filles) ont atteint l'âge adulte. Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye allait être le plus célèbre. Mais, afin de mieux comprendre l'importance du rôle qu'allait jouer La Vérendrye, il faut explorer quelques autres événements historiques qui se sont produits à cette époque.

L'arrivée du régiment Carignan-Salières en 1665 et les campagnes que ces soldats avaient menées contre les Iroquois avaient obligé les Indiens à établir une certaine paix avec les Français. Mais, malgré la paix qui régnait dans la colonie, malgré les initiatives de Talon, la Nouvelle-France ne semblait pas prospérer tel que souhaité.

Puisque les jeunes hommes n'avaient plus à craindre les Iroquois, ils abandonnaient leurs fermes le long du Saint-Laurent pour se diriger vers l'intérieur du pays à la recherche des riches fourrures. Mais, le gouvernement de la Nouvelle-France, voulant garder les jeunes à la ferme, avait imposé des restrictions au commerce des fourrures.

Pierre-Esprit Radisson et son beau-père, Chouart des Groseilliers, ne voulant pas accepter ces restrictions, s'étaient rendus en Angleterre où leurs informations sur la Nouvelle-France avaient mené à la création de la Compagnie de la Baie d'Hudson en 1670.

Les travaux d'exploration de l'intérieur du pays par les Français avaient commencé avec Samuel de Champlain et Étienne Brulé, vers 1610. Ils s'étaient rendus jusqu'au lac Huron. En 1623, Brulé avait pénétré à l'intérieur du pays jusqu'au lac Supérieur. Vinrent ensuite les voyages de Radisson et des Groseilliers. Au début des années 1670, Louis Jolliet et le père Marquette avaient découvert le Mississippi. À cette époque, la Nouvelle-France réclamait tous les territoires du Canada d'aujourd'hui ainsi que tous les territoires à l'ouest du Mississippi jusqu'en Louisiane.

Toutefois, les Anglais étaient installés à la Baie d'Hudson et le long de l'Atlantique, en Nouvelle-Angleterre. L'année de la naissance de La Vérendrye en 1685, le nouveau gouverneur général de la Nouvelle-France, Brisay de Denonville, *«vit que la Nouvelle-France était prise dans un étau entre la compagnie de la Baie d'Hudson dans le nord et le nord-ouest et les Iroquois, avec l'appui actif de New York, dans le sud et le sud-ouest.»*[1] Denonville avait décidé d'envoyer une expédition à la Baie James pour prendre possession des forts anglais et établir des postes français. Puis, il avait encouragé l'exploration de tous les territoires du nord, de l'ouest et du sud-ouest. Cette politique, appuyée par son successeur, Frontenac, allait demeurer en vigueur jusqu'à la défaite de Québec en 1759.

Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye

Le futur explorateur de l'Ouest canadien, Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye est né le 17 novembre 1685 à Trois-Rivières. À cette époque, la ville de Québec est le siège du gouvernement de la Nouvelle-France, Montréal est le centre commercial de la colonie et Trois-

Rivières est le campement d'hiver des voyageurs et des trafiquants de fourrures.

Jeune garçon, Pierre a souvent l'occasion d'écouter les histoires, les contes et les légendes des coureurs de bois qui reviennent de l'intérieur du pays pour passer l'hiver à Trois-Rivières. Dès l'âge de douze ans, Pierre est cadet dans la marine: *«À la nouvelle Académie* (navale) *de Ville-Marie,*[2] *il reçoit de l'instruction dans l'exercice des soldats, dans l'utilisation et le maintien des armes à feu, dans les techniques du camping, en mathématiques, en cartographie, en arpentage, dans la tenue d'archives, en musique de fanfare et en médecine. Il est peu probable qu'une connaissance de la musique de fanfare lui serait utile, mais les autres cours lui seraient fort utile à l'avenir.»*[3]

Ensuite, il poursuit ses études secondaires au séminaire de Québec. Puisque la France et l'Angleterre sont de nouveau en guerre au début du XVIIIe siècle, il choisit une carrière dans la marine et participe à la guerre de la Succession d'Espagne (1701 - 1714): *«Il faisait partie de l'expédition composée de Français et d'Indiens que commandait Jean-Baptiste Hertel de Rouville et qui attaqua Deerfield, Massachusetts, en 1704; l'année suivante, il prit part aux campagnes de Terre-Neuve, sous les ordres de Daniel d'Auger de Subercase.»*[4]

En 1708, La Vérendrye se rend en France où il espère monter en grade plus rapidement. Il rejoint le régiment de Bretagne et il est blessé et fait prisonnier à la bataille de Malplaquet,[5] le 11 septembre 1709. Il est libéré en 1710 et promu au grade de lieutenant. À cette époque, il en coûte cher à un officier pour tenir son rang et comme il n'a pas les moyens d'avoir ce train de vie, La Vérendrye demande la permission de revenir au Canada. Il retrouve sa terre natale en 1712.

Le 24 octobre 1712, Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye épouse la fille d'un riche propriétaire terrien de Trois-Rivières, Marie-Anne Dandonneau Du Sablé. Il s'était fiancé avec Marie-Anne quatre ans auparavant, avant son départ pour la France. Louis Dandonneau donne une belle dot à sa fille - de l'argent et du terrain sur l'île Dupas et sur l'île aux Vaches. *«Le couple s'établit à l'île aux Vaches où ils vécurent dans la retraite pendant les 15 années qui suivirent. Ils eurent six enfants: quatre fils et deux filles; ils défrichèrent 38 arpents qu'ils mirent en culture. Pour arrondir le modeste revenu de ses terres, La Vérendrye jouissait des rentes du fief du Tremblay hérité de sa famille, de sa solde d'enseigne et des bénéfices du poste de traite des fourrures de la Gabelle, que son père avait fondé sur la rivière Saint-Maurice.»*[6]

Ainsi prend fin la première étape de la vie de La Vérendrye. Il s'approche déjà de la quarantaine et sa carrière militaire est finie. En 1726, un poste important est confié à son frère, Jacques-René, et cela permettra à La Vérendrye d'entreprendre des voyages d'exploration.

Chapitre deux

Les premiers voyages d'exploration

En 1726, le gouvernement de la Nouvelle-France confie au frère aîné de La Vérendrye, Jacques-René de Varennes, le commandement d'un poste militaire dans une région de la rive nord du Lac Supérieur. Jacques-René en profite pour constituer une société de traite de fourrures et son frère, Pierre Gaultier de Varennes, Sieur de La Vérendrye, est son second.

Le poste de traite principal de la société est établi à Kaministiquia[7] à l'extrémité ouest du lac Supérieur. Pour ses approvisionnements, le Fort Kaministiquia dépend des Forts Nipigon (situé au nord du lac Supérieur à l'embouchure de la rivière Nipigon), Michipicoton (situé au nord de Sault-Ste-Marie) et Sault-Ste-Marie. Pour se rendre au lac Supérieur, La Vérendrye et ses compagnons doivent suivre la rivière Outaouais jusqu'à Mattawa pour ensuite atteindre le lac Nipissing, puis le lac Huron et le lac Supérieur.

Lorsque La Vérendrye accepte l'offre de son frère, ses deux fils aînés sont dans la milice canadienne et les deux plus jeunes sont toujours à l'école. Il laisse alors sa femme, Marie-Anne et ses deux filles à Montréal et se dirige vers l'Ouest.

À Kaministiquia, La Vérendrye est responsable de la défense du fort et il doit s'assurer que les Indiens reçoivent un juste prix pour leurs fourrures. Rendu dans l'Ouest, il commence à entendre parler d'une tribu indienne, les Mandanes, dont la peau est plus pâle que celle des Indiens des autres tribus, qui vivent dans des maisons au lieu de tentes et qui cultivent des jardins. Cette tribu, selon les rumeurs, vit loin à l'ouest. La Vérendrye espère être le premier homme blanc à la visiter.

D'autres Indiens lui font part de l'existence d'un grand lac à l'ouest du lac Supérieur, un lac que les Indiens ont nommé *«lac Ouinipigon»* et d'une grande rivière qui coule de l'ouest.[8] La Vérendrye commence à rêver de suivre ces lacs et rivières pour atteindre la mer de l'ouest, l'océan Pacifique. *«Cette recherche de la mer de l'Ouest, qui commençait à retenir l'attention de La Vérendrye, remonte aux premiers jours de la présence française en Amérique du Nord. Depuis l'époque de Verrazano[9] et Cartier, tous les explorateurs, les uns après les autres, avaient tenté de découvrir ce prétendu raccourci pour atteindre le lointain orient.»*[10]

Avant La Vérendrye, les Français n'avaient pas exploré l'intérieur du pays. *«Dans les années* (1720), *les Français savaient encore peu de chose de l'intérieur du continent; le point le plus profond de pénétration au coeur du pays dont les documents du temps fassent mention est le lac La Pluie ou Tekamamiouen (Rainy Lake), atteint par Jacques de Noyon en 1688.»*[11]

La Vérendrye veut obtenir plus de renseignements sur les territoires de l'Ouest. Il interroge les Indiens qui se rendent aux postes de Kiministiquia et Nipigon pour faire la traite. Il leur demande de lui dessiner des cartes des lacs et des rivières. Il propose aux autorités de Québec de se rendre au lac Ouinipigon pour ériger un fort.

En 1731, il se rend à Montréal pour fonder une nouvelle société qui financera cette expédition vers l'ouest, et en juin de la même année il quitte Montréal avec trois de ses fils, Jean-Baptiste, Pierre et François, pour regagner le lac Supérieur. Arrivés au Fort Kiministiquia, plu-

sieurs voyageurs refusent d'aller plus loin avant l'hiver. La Vérendrye doit donc accepter de passer l'hiver sur les bords du lac Supérieur.

Toutefois, son fils aîné, Jean-Baptiste, ainsi que son neveu, Christophe Dufrost de la Jemerais, et 25 voyageurs décident de poursuivre le voyage. *«Ils prirent trois canots et partirent vers l'ouest. Un mois et 40 portages plus tard, ils arrivèrent à l'endroit où les rivières coulaient vers l'ouest et non plus vers l'est, et se rendirent au lac La Pluie (Rainy Lake). Là ils bâtirent le Fort Saint-Pierre, nommé pour La Vérendrye, 3 km à l'est de Fort Frances, où ils passèrent l'hiver.»*[12] Le printemps suivant, cette expédition revient au Fort Kaministiquia avec de nombreuses pelleteries.

La Vérendrye décide alors de retourner au Fort Saint-Pierre avec tous ses hommes. Le voyage prend 36 jours parce qu'on veut améliorer l'état des pistes qu'on doit suivre pour faire les portages. Du Fort Saint-Pierre, l'expédition poursuit son chemin vers l'ouest en compagnie de Cris et d'Assiniboines. Ils suivent la rivière La Pluie jusqu'au lac Minestic (ou Minittic). Puisque le terme cri pour bois est «mistic», La Vérendrye donne le nom de Lac des Bois à ce lac. Toutefois, Minittic est un terme indien qui veut dire «lac des Îles» et il décrit bien ce lac avec ses milliers de petites îles.

L'exploration de la région des Grands Lacs et l'établissement de postes de traite entre 1726 et 1732 par les La Vérendrye

Arrivé au lac des Bois, La Vérendrye fait construire le deuxième d'une série de forts, le Fort Saint-Charles.[13] Voici une description du fort fournie en 1908 par M. Leau de Paris et publié dans le journal *Les Cloches de Saint-Boniface*: *«La Vérendrye a construit un autre fort sur la rive ouest du lac des Bois, 60 lieues du lac Tekamamiouen (lac La Pluie). Ce fort est 100 pieds de large avec quatre tours. À l'intérieur il y a une maison pour le missionnaire, une église, une autre maison pour le commandant du fort, quatre bâtisses dans les coins avec cheminées, un entrepôt pour les fusils et la poudre et un autre entrepôt. Il y a aussi deux portes sur les côtés opposés, une guérite et les murs sont de quinze pieds de hauteur.»*[14]

Au printemps de 1733, La Vérendrye envoie son neveu La Jemerais et son fils Jean-Baptiste explorer le territoire à l'ouest du lac des Bois. Ils devaient tous les deux se rendre jusqu'au lac Ouinipigon et construire un troisième fort, mais ils ont dû revenir avant d'atteindre leur destination: *«leurs voyageurs craignaient qu'ils allaient mourir de faim dans ce pays exposé au vent et au froid.»*[15] C'est seulement l'année suivante que Jean-Baptiste de La Vérendrye se rendra au lac Winnipeg et construira le Fort Maurepas.

Chapitre trois

La Vérendrye atteint les prairies de l'Ouest

Tout en effectuant ses travaux d'exploration, La Vérendrye doit essayer de maintenir la paix entre les différentes tribus indiennes, car toute guerre autochtone nuirait aux possibilités des La Vérendrye de se déplacer ici et là dans ce nouveau territoire. À cette époque, les Cris, les Assiniboines et les Monsonis ont comme ennemis traditionnels les Sioux et les Saulteux. D'autre part, La Vérendrye espère toujours être le premier explorateur européen à atteindre cette tribu des Mandanes: *«Ce que les Cris lui avaient dit des Mandanes lui permettait de croire qu'ils avaient des affinités marquées avec les Européens. Ils avaient les cheveux clairs, leur langue et leurs habitations ressemblaient à celles des Français. D'après les dires, cette peuplade habitait les bords du fleuve de l'Ouest (c'était en fait le Missouri), qui se trouvait à 300 lieues du lac des Bois.»*[16]

La Vérendrye doit aussi prendre en considération la relation des Français avec ces tribus de l'Ouest. Alors que Champlain s'était permis de prendre parti pour les Algonquins et les Montagnais dans leur guerre contre les Iroquois (les Iroquois étant alliés des Anglais) au début des années 1600, La Vérendrye ne peut pas faire de même en 1732. C'est que les Sioux, comme les Cris, sont les alliés des Français. *«La Vérendrye devait donc traiter des affaires indiennes avec une extrême prudence.»*[17]

En 1734, il ne peut plus empêcher les Cris d'attaquer les Sioux et il accepte d'envoyer son fils, Jean-Baptiste, comme conseiller auprès des Indiens. Pendant ce temps, un autre fils de La Vérendrye, Pierre, quitte le Fort Saint-Charles et se dirige à nouveau vers le lac Ouinipigon. Il suit plusieurs rivières jusqu'à ce qu'il atteigne la rivière Rouge. Il réussit presque à atteindre le lac Ouinipigon; il rencontre les tribus indiennes dans la région et apprend que ces dernières aimeraient voir l'établissement d'un fort français au lac Ouinipigon.

En mai 1734, Jean-Baptiste accompagne les Cris et les Monsonis dans leur expédition de guerre, mais il les abandonne avant qu'ils attaquent les Sioux.

Lorsqu'il revient au Fort Saint-Charles, son frère Pierre est de retour de son voyage d'exploration et il a trouvé un endroit idéal pour un poste de traite sur la rivière Rouge. Une nouvelle expédition se dirige vers le lac Ouinipigon. Cette fois-ci, l'expédition réussit à atteindre le lac et en juin Jean-Baptiste a terminé les travaux de construction d'un nouveau poste de traite, le Fort Maurepas.

Pendant ce temps, La Vérendrye retourne dans l'Est du pays où il rencontre les membres de l'association fondée trois ans plus tôt pour financer ses expéditions. Ces financiers ne veulent plus lui avancer d'argent. Du gouvernement, il apprend que le roi ne consent pas à contribuer à son entreprise et que *«le produit du commerce des fourrures devait suffire.»*[18] Avec ses associés, La Vérendrye réussit à négocier une nouvelle entente. Les associés s'occuperont entièrement de l'aspect commercial de l'entreprise et La Vérendrye se consacrera uniquement à l'exploration de la région.

En juin 1735, La Vérendrye se remet en route pour l'Ouest en compagnie de son plus jeune fils, Louis-Joseph, et d'un missionnaire jésuite, le père Jean-Pierre Aulneau.

L'année suivante est une année difficile pour La Vérendrye. D'abord, il y a la mort de son neveu La Jemerais. Ce dernier est en charge du Fort Maurepas depuis l'été 1734. En 1735, les provisions de Montréal n'arrivent au Fort Maurepas que pendant l'hiver. À cause du manque de provisions, La Jemerais tombe malade et La Vérendrye envoie ses fils, Pierre et François, au Fort Maurepas pour étudier la situation. La Jemerais meurt le 11 mai 1736 alors qu'il est en route pour le Fort Saint-Charles.

Puisqu'il manque de provisions pour ses nouveaux forts, La Vérendrye doit alors envoyer, en toute hâte, son fils, Jean-Baptiste, chercher des provisions au Fort Kaministiquia. Les Sioux attaquent le groupe et Jean-Baptiste et le père Aulneau sont tués.

Malgré ces tragédies, La Vérendrye est déterminé à poursuivre et à atteindre le lac Ouinipigon, chose qu'il réussit à faire en février 1737. Louis-Joseph l'avait précédé au Fort Maurepas l'automne précédent. *«Là, au début mars 1737, il a rencontré plusieurs chefs Kenisteno du nord. Ils lui firent une carte indiquant une rivière qu'ils appelaient Paskquaw (prairie) - "la rivière de l'ouest".»*[19]

Les chefs demandent que La Vérendrye envoie son fils, Louis-Joseph, construire un poste de traite au nord du lac Ouinipigon, à l'embouchure de la rivière Paskquaw. Louis-Joseph effectue ce voyage avec les Kenistino; il voit pour la première fois la grande rivière Paskquaw qui mène vers l'ouest et lui donne le nom de rivière Blanche. Il s'agit bien sûr de la rivière

Entre 1732 et 1743, les La Vérendrye établissent une série de postes de traite dans l'Ouest et ils explorent les rivières Rouge, Assiniboine, Missouri et Paskquaw (Saskatchewan).

Saskatchewan. C'est seulement en 1739 que les La Vérendrye ouvriront un poste de traite à l'embouchure de la rivière Saskatchewan, le Fort Bourbon. Et en 1743, Louis-Joseph descendra la rivière Saskatchewan pour établir le Fort Pascoyac.

Toutefois, en 1737, La Vérendrye croit que le temps est propice à un départ vers le sud pour aller découvrir le peuple Mandane et la grande rivière, qui, selon les Indiens, mène vers l'ouest (rivière Missouri). En septembre 1738, La Vérendrye quitte le Fort Maurepas et descend la rivière Rouge jusqu'à la Fourche de la rivière Assiniboine.[20]

À cet endroit, il rencontre un groupe de Cris et décide de construire un autre poste de traite, le Fort Rouge. Puis il poursuit son voyage vers l'ouest sur la rivière Assiniboine, jusqu'à Portage-la-Prairie où il fait bâtir un autre poste, le Fort La Reine, en l'honneur de Marie Leszczynska, épouse du roi Louis XV.

La Vérendrye et ses fils, Pierre, Louis-Joseph et François, décident de se diriger vers le sud sur la rivière Souris. C'est le 3 décembre 1738 qu'ils arrivent au premier village mandane. *«Le village était situé dans la région qui est aujourd'hui le Dakota Nord, près de l'embouchure de la rivière Little Knife ou celle du ruisseau Shell, à environ 20 milles de la ville actuelle de Sanish.»*[21]

Même si La Vérendrye ne découvre pas un peuple indien présentant une certaine ressemblance avec les Européens, il réussit à établir de bonnes relations avec les Mandanes. Cette bonne entente durera un siècle, mais les Mandanes seront décimés par des épidémies de petite vérole; ils se joindront alors aux Gros Ventres et seront assimilés par eux.

«Le voyage chez les Mandanes avait épuisé physiquement La Vérendrye et le laissait criblé de dettes. Il retourna de peine et de misère au Fort La Reine en janvier 1739 et par la suite ne manifesta plus la détermination et la force de caractère qui avaient caractérisé ses premières années dans l'Ouest.»[22] En 1740, il retourne dans l'Est où il apprend que Marie-Anne, sa femme, est morte l'automne précédent.

De retour dans l'Ouest, en 1842, il envoie Louis-Joseph et François faire une dernière expédition dans le sud-ouest. Ces derniers réussissent à atteindre les Montagnes Big Horn dans l'actuel état du Wyoming. Au cours de leur voyage de retour vers le Fort La Reine, François et Louis-Joseph de La Vérendrye ont enterré une plaque sur laquelle est inscrite la date du 30 mars 1743. Cette plaque fut découverte en 1913 par des étudiants près de l'actuelle ville de Pierre, Dakota Sud.

Enfin, La Vérendrye envoie son autre fils, Pierre, *«consolider son emprise sur les lacs du Manitoba.»* On construit alors les Forts Dauphin sur le lac Winnipegosis, Bourbon au nord du lac Ouinipigon et Pascoyac sur le lac des Cèdres.

Mais La Vérendrye est écrasé par ses dettes et il doit remettre sa démission de commandant des postes de l'Ouest en automne 1743. Il retourne à Montréal où il meurt le 5 décembre 1749 à l'âge de 64 ans.

Six ans après la mort de La Vérendrye, en 1755, Anthony Henday, de la Compagnie de la Baie d'Hudson, sera le premier Européen à voir les Rocheuses canadiennes et quarante ans plus tard, Alexander Mackenzie franchira les Rocheuses pour voir l'océan Pacifique.

Notes et références

1 Bernard Pothier. — «New France's Guerrilla War». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 1, n° 7 (1985). — P. 145-151

2 Ville-Marie: nom qu'avait donné Maisonneuve à la ville de Montréal.

3 Mary Lile Benham. — La Vérendrye. — Don Mills : Fitzhenry and Whiteside, 1980. — P. 8

4 Yves-F. Zoltvany. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — Toronto : UTP/PUL, 1974. — P. 264-272

5 Bataille de Malplaquet: la dernière grande bataille du Duke de Marlborough dans la guerre de la Succession d'Espagne, le 11 septembre 1709. La bataille eut lieu près du village de Malplaquet situé près de la frontière France-Belgique. Cette bataille mit en présence une armée de 100 000 hommes, Anglais et Hollandais, et l'armée française composée de 90 000 hommes. La victoire fut remportée par les Anglais.

6 Yves-F. Zoltvany. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — P. 264-272

7 Kaministiquia: plus tard ce poste deviendra le Fort William, et aujourd'hui c'est l'emplacement de la ville de Thunder Bay, en Ontario.

8 Le lac Ouinipigon est le lac Winnipeg, la rivière est la rivière Saskatchewan.

9 Verrazano: explorateur italien au service de la France; en 1523, il est le premier à aller dans la région qui sera, plus tard, New York.

10 Yves-F. Zoltvany. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — P. 264-272

11 Ibid.

12 Mary Lile Benham. — La Vérendrye. — P. 19

13 Le Fort St-Charles était situé dans l'actuel état du Minnesota. Les ruines du vieux fort furent découvertes en 1908. C'est l'archevêque de St-Boniface, Mgr Langevin, et les Oblats de Marie-Immaculée qui ont financé cette expédition archéologique. Le fort fut partiellement reconstruit durant les années 1950.

14 L.-A. Prud'homme, juge. — Pierre Gaultier de Varennes, Sieur de La Vérendrye. — Vol. 5. — Saint-Boniface : Bulletin de la Société historique de St-Boniface, 1916. — P. 38-39

15 John Thompson. — «Crossing the Indians'Country». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 7, n° 81 (1985). — P. 1928-1933

16 Yves-F. Zoltvany. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — P. 264-272

17 Ibid.

18 Ibid.

19 John Thompson. — «Crossing the Indians'Country». — P. 1928-1933
Les Kenisteno (kinistino) font partie des tribus Cris. Ils vivaient principalement dans le nord du Manitoba. Le village de Kinistino, en Saskatchewan, tire son nom de cette tribu indienne.

20 La Fourche est l'emplacement actuel de la ville de Winnipeg.

21 Yves-F. Zoltvany. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — P. 264-272

22 Ibid.

Bibliographie

Benham, Mary Lile. — La Vérendrye. — Don Mills : Fitzhenry and Whiteside, 1980

Laut, A.-C. — Pathfinders of the West. — Toronto : William Briggs, 1904

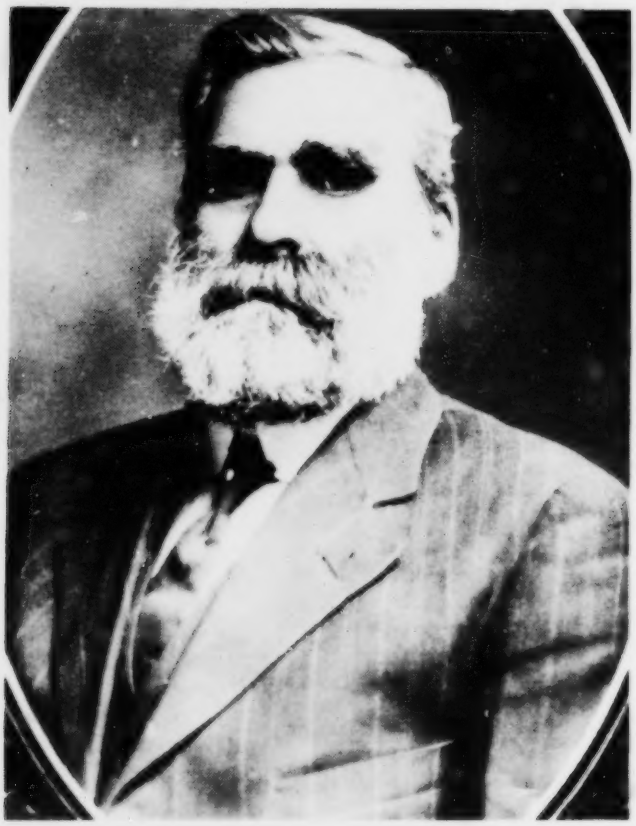
Pothier, Bernard. — «New France's Guerrilla War». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 1, n° 7 (1985)

Prud'homme, L.-A., juge. — Pierre Gaultier de Varennes, Sieur de La Vérendrye. — Vol. 5. — Saint-Boniface : Bulletin de la Société historique de Saint-Boniface, 1916

Thompson, John. — «Crossing the Indians' Country». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada. — Vol. 7, n° 81 (1985)

Zoltvany, Yves-F. — DBC T. III - 1741 à 1770 Québec. — Toronto : UTP/PUL, 1974

Jean-Louis Légaré



Jean-Louis Légaré

Photo: Archives de la Saskatchewan

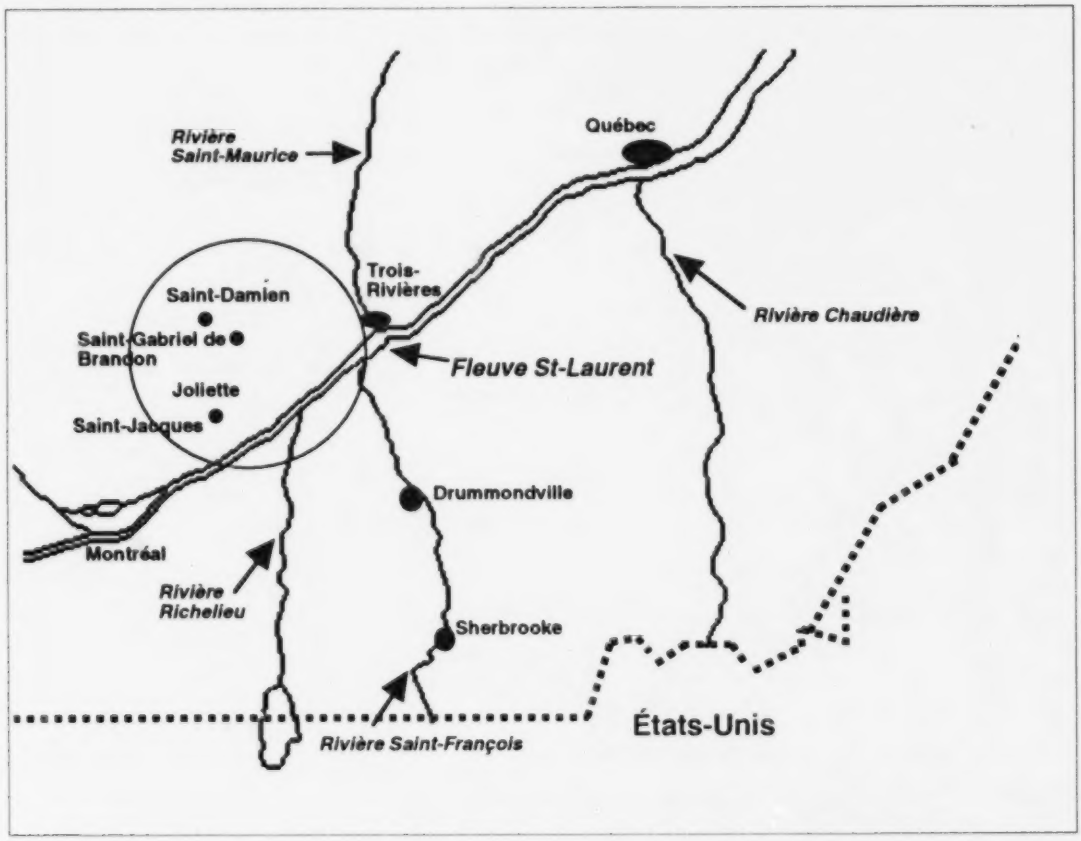
Jean-Louis Légaré est né à Saint-Jacques-de-l'Achigan au Québec en 1841. Il arrive dans l'Ouest en 1870 et devient traiteur de fourrures auprès des Métis de la Montagne de Bois. En 1881, il persuade le chef Sioux, Sitting Bull, de retourner aux États-Unis. Il est le premier commerçant à s'établir à Willow Bunch et l'un des premiers ranchers *de la région. Il a aussi tenté d'établir une fromagerie à Willow Bunch, mais sans succès.*

Chapitre un

Le traiteur de fourrures

Le 25 octobre 1841, à Saint-Jacques de l'Achigan au Québec, dans la maison de François-Xavier Légaré, naît un jeune garçon que l'on dénomme Jean-Louis. À cette époque, il n'y a pas d'hôpitaux et les mères donnent naissance à leurs enfants à la maison avec l'aide de sages-femmes qui remplacent les médecins.

Le père du jeune garçon, François-Xavier Légaré, est canadien-français, tandis que sa mère, Julie Melançon, a été élevée dans une famille de descendance acadienne, un foyer qui n'a jamais oublié la grande déportation des Acadiens en 1755. Durant sa jeunesse, le jeune Jean-Louis écoute avec passion les histoires de sa mère racontant les aventures des Acadiens, leur déportation de Port Royal en 1755, leur séjour en sol américain et leur retour en pays français, au Québec. De son père, il entend des histoires au sujet de la Rébellion de 1837-1838.



Région de Montréal, Saint-Jacques de l'Achigan et Saint-Gabriel de Brandon au Québec.

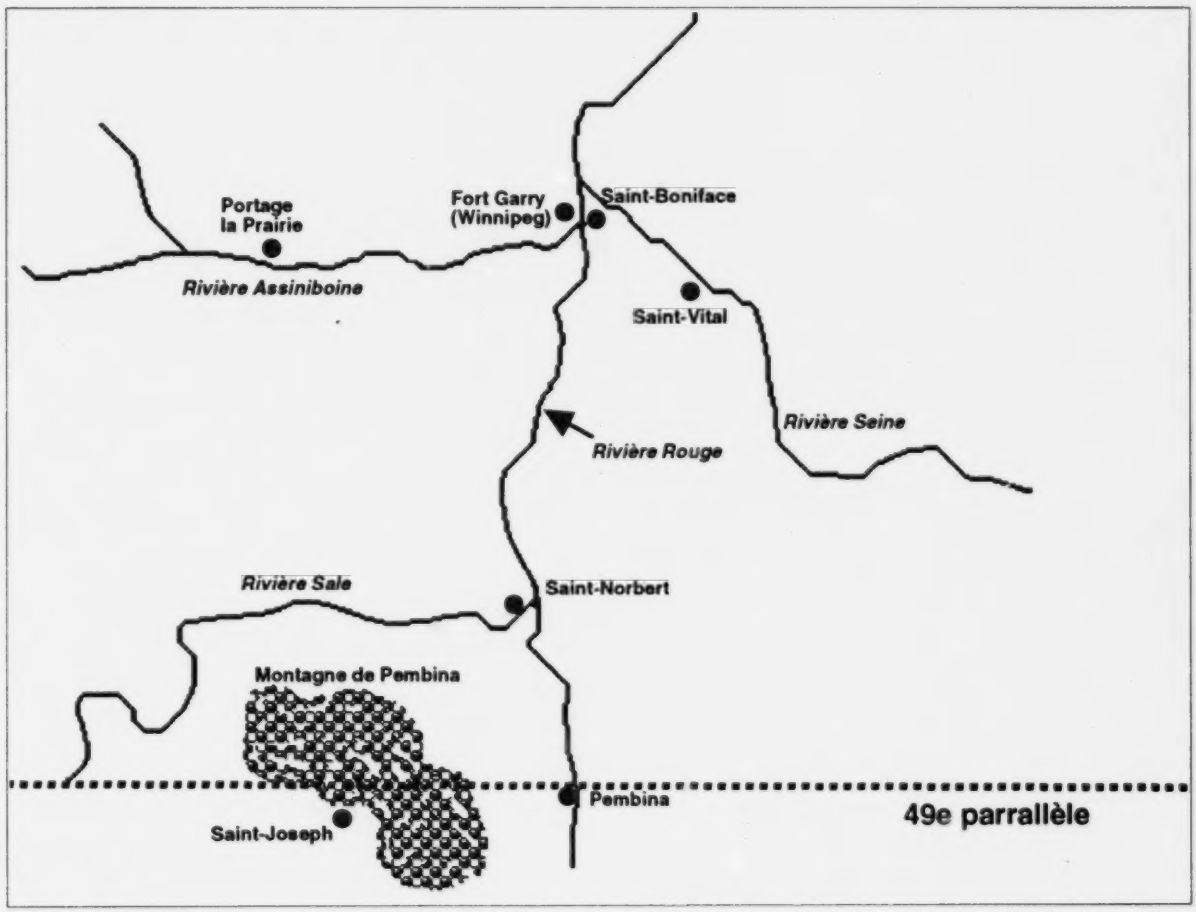
Lorsqu'il a cinq ans, la famille Légaré quitte Saint-Jacques et va s'établir dans une paroisse voisine, Saint-Gabriel-de-Brandon. Il s'agit d'une toute nouvelle paroisse. On ne tarde pas à construire une église et une école. Jean-Louis, comme les enfants des autres colons de Saint-Gabriel-de-Brandon, fréquente la petite école du rang.

Une fois qu'il a terminé sa septième année, il n'est pas question qu'il poursuive ses études. Il n'y a pas d'école secondaire à Saint-Gabriel et son père n'a pas les moyens de l'envoyer dans un collège classique. Jean-Louis abandonne donc ses études et commence à travailler sur la ferme de son père.

Quelques années plus tard, à l'âge de 24 ans, Jean-Louis décide de quitter le Québec pour aller tenter fortune aux États-Unis. Plusieurs des jeunes hommes du village sont à Providence dans le Rhode Island où ils travaillent en usine.

Ses parents ne veulent pas le voir partir et Jean-Louis se sent déchiré. S'il s'en va aux États-Unis, il ne reviendra probablement jamais. D'autre part, il n'y a plus grand espoir pour lui au Québec. Ses frères vont hériter de la ferme paternelle et il n'y a plus de terres libres dans la région.

La semaine suivante, comme tant d'autres, il prend la route de Montréal pour ensuite se

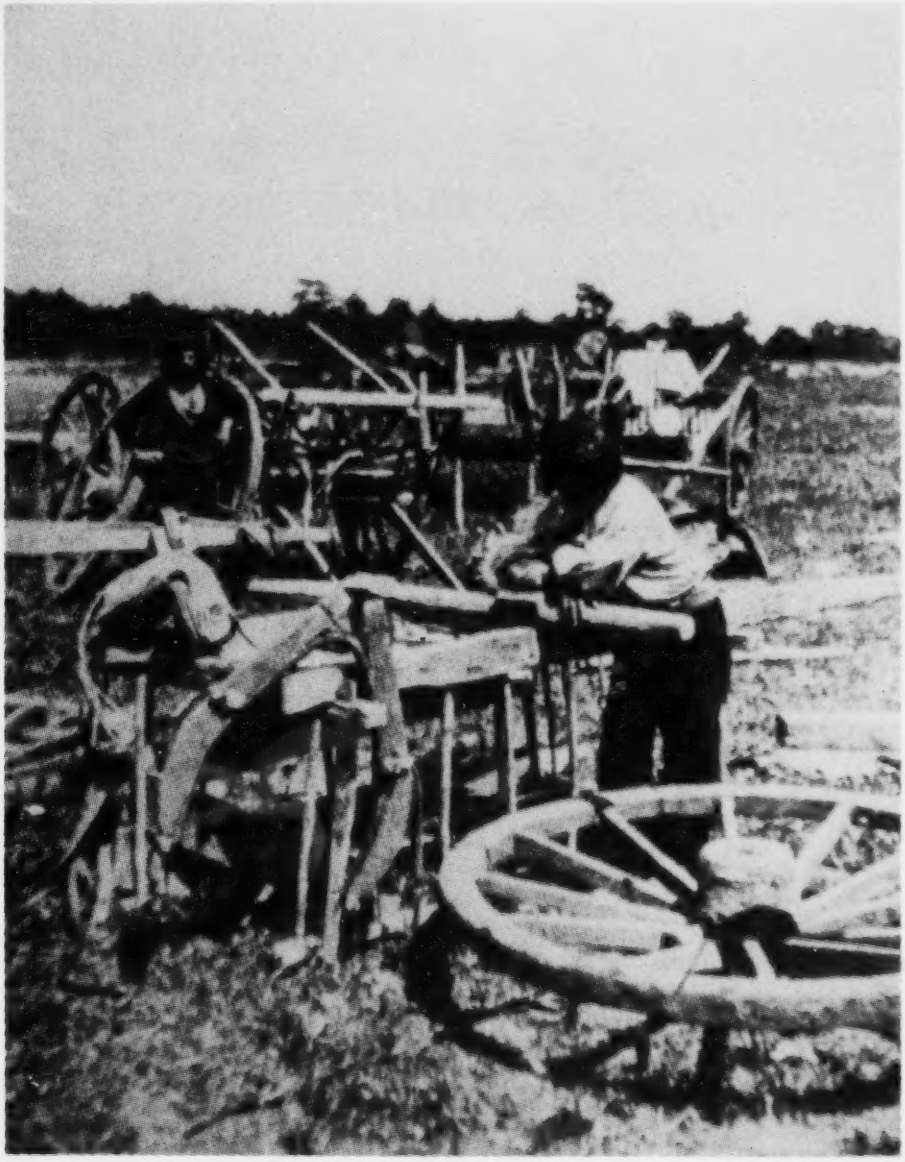


La colonie de la Rivière-Rouge en 1868

rendre aux États-Unis. À Providence, dans le Rhode Island, il réussit à se trouver un emploi, mais le salaire est peu élevé et le jeune homme a de la difficulté à payer son loyer et acheter sa nourriture.

Après quelques mois, il décide de reprendre la route et se dirige cette fois vers l'Ouest. Il écrit à son père pour lui demander des conseils. François-Xavier lui répond que deux de ses oncles sont installés à Saint-Paul au Minnesota et qu'ils pourraient avoir du travail pour lui. De peine et de misère, Jean-Louis se rend à Saint-Paul. Hélas! La situation n'est pas meilleure qu'au Rhode Island.

Un de ses oncles lui conseille d'aller travailler dans le bois comme bûcheron. Il y a du travail dans le bois dans la région de Saint-Cloud. Jean-Louis pourrait passer l'hiver là-bas et, au printemps, revenir à Saint-Paul, où ses oncles auraient peut-être du travail à lui offrir.



Préparation des charrettes de la Rivière-Rouge pour une expédition dans la Prairie.

Photo: Collection de la Société historique du Minnesota.

Le jeune homme se rend compte que la vie de bûcheron sera dure, mais au moins il pourra manger trois repas par jour. Il se rend à Saint-Cloud et obtient du travail comme bûcheron. Il passe l'hiver dans le bois. Le printemps suivant, il revient à Saint-Cloud et travaille comme fabriquant de briques, mais l'usine de fabrication de briques ferme ses portes six mois plus tard et Jean-Louis ne réussit à obtenir que 17, 50 $ pour six mois de travail.

Déçu, il se rend à Pembina, le centre du commerce des fourrures. Il y obtient un emploi de commis de magasin pour un traiteur nommé Patenaude. Ce dernier ne peut pas le payer et il passe alors au service d'un autre traiteur, Antoine Ouellette, qui est forcé lui aussi de le renvoyer après quelques mois. L'argent se fait rare! Le pays est en pleine récession.

Il rencontre un troisième traiteur Métis, Charles

Bottineau, qui lui demande d'agir comme intermédiaire dans un projet de vente de fourrures à une compagnie américaine. Jean-Louis Légaré réussit à lui obtenir un excellent prix pour ses fourrures et le traiteur lui donne cent dollars comme récompense. Le même jour, Jean-Louis rencontre son ancien employeur, Antoine Ouellette, qui le présente à Georges Fisher, un Métis anglais qui arrive des prairies de l'Ouest.

Fisher revient d'un voyage dans la prairie du sud-ouest[1] de la Terre de Rupert où il a visité certaines familles métisses qui hivernent dans la région de la Montagne de Bois. Selon Fisher, cette région est enchanteresse. Le territoire en question est traversé par une vallée où abondent le bois et les sources d'eau. Dans cette vallée, il y a beaucoup de bisons et de gibier.

Antoine Ouellette invite alors Jean-Louis à revenir à son emploi et à s'installer à la Montagne de Bois afin d'ouvrir un poste de traite pour desservir les Métis qui se rendront dans la région. Jean-Louis accepte.
Alors qu'il se prépare pour son départ vers la vallée que lui a décrite Georges Fisher, plusieurs Métis de Pembina viennent le trouver pour lui demander s'ils peuvent l'accompagner. Légaré connaît bien leur situation.

Ces Métis se sont toujours considérés comme des «hommes libres».[2] Ils se sont battus contre la Compagnie de la Baie d'Hudson pour gagner le droit de vendre librement leurs fourrures et leur pemmican aux commerçants américains.

Plusieurs ont suivi l'exemple des colons de Lord Selkirk et se sont installés sur des parcelles de terre le long de la rivière Rouge. Ils cultivent quelques acres de terre, récoltant un peu de blé et d'avoine, mais leur principal gagne-pain est le gibier qu'ils abattent chaque été lors de la chasse annuelle aux bisons.

Toutefois, leur vie est quelque peu bouleversée ces derniers temps par l'arrivée de colons anglais de l'Ontario.[3] Ces derniers arrivés se croient les maîtres de la colonie de la Rivière-Rouge. Louis Riel est de retour dans la colonie et il a arrêté le travail des arpenteurs de l'Ontario sur le lot d'André Nault (voir *Louis Riel*).

De plus, le gibier ne vient plus dans la région de Saint-Boniface et de Pembina. Les chasseurs doivent aller de plus en plus loin vers l'ouest pour trouver des troupeaux de bisons.

Plusieurs Métis espèrent retrouver une certaine liberté dans la vallée de la Montagne de Bois. Ils viennent demander à Jean-Louis Légaré s'ils peuvent l'accompagner. D'autres Métis, comme Gabriel Dumont et Georges Fisher, leur ont parlé de l'abondance du gibier dans la vallée de la Saskatchewan, dans la région de la Montagne de Bois et à la Montagne de Cyprès. Et il n'y a pas d'Anglais de l'Ontario dans ces régions-là.

Quelques jours plus tard, une caravane de 300 charrettes quitte Pembina. Elle transporte 75 familles métisses venant de Pembina, de Saint-Joseph et de Saint-François-Xavier. Chaque famille possède quatre charrettes et une dizaine de chevaux. Leur abri est une tente en peau, de forme conique.

Pendant plusieurs semaines, la caravane sillonne la prairie de ce qui est aujourd'hui le sud de la Saskatchewan. En octobre 1870, Jean-Louis Légaré et les familles métisses arrivent à la Montagne de Bois.[4] Là, ils rencontrent le Père Lestanc, o.m.i. qui fait bâtir une chapelle. Certains Métis se bâtissent des maisons puisqu'ils ont l'intention d'établir un campement d'hiver permanent à la Montagne de Bois.

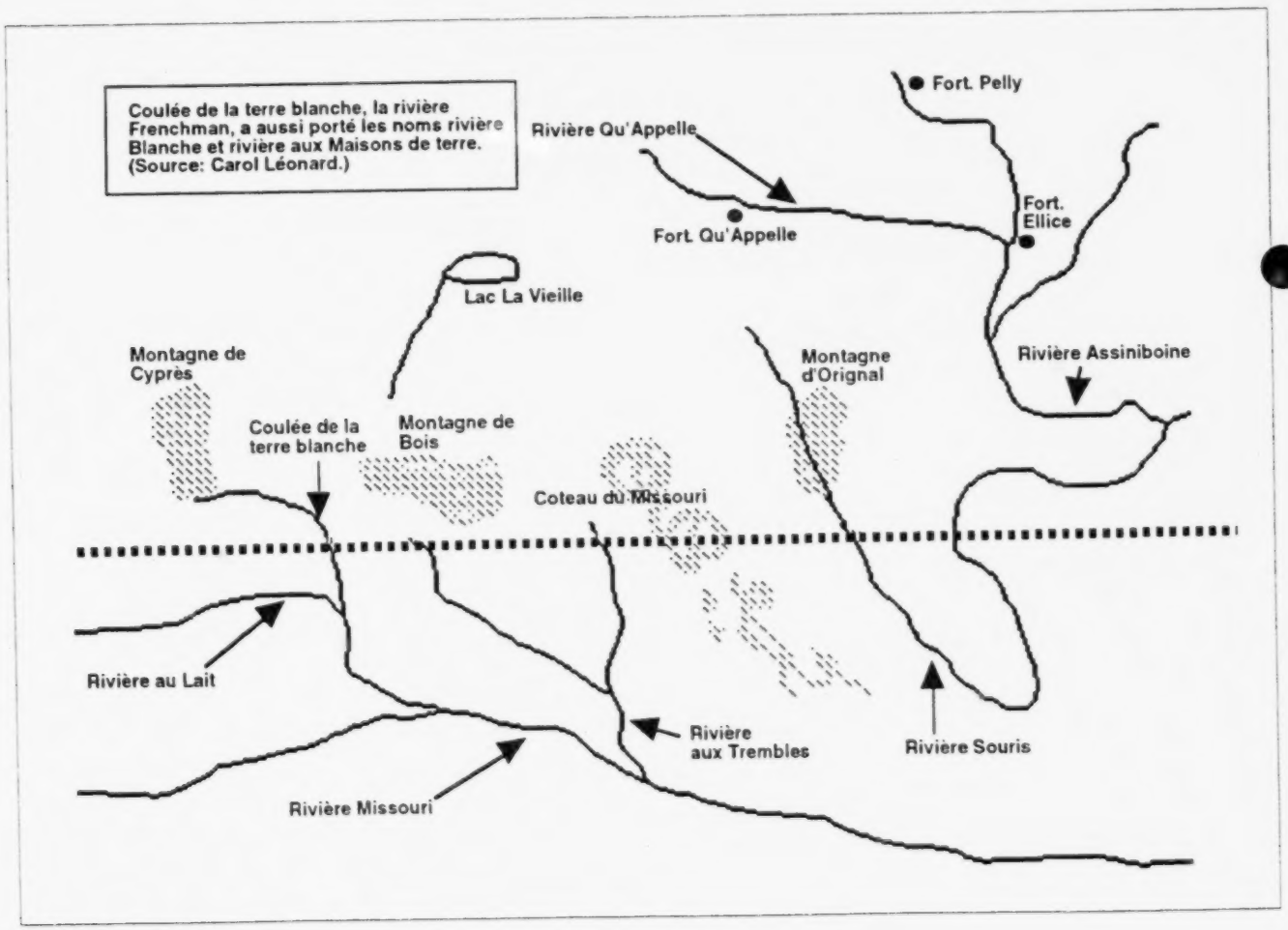
Pendant l'hiver de 1870-1871, Jean-Louis Légaré fait la traite des fourrures avec les Métis et les Indiens de la région. Le printemps suivant,

il reprend la route pour Pembina pour livrer à son patron, Antoine Ouellette, les fourrures qu'il a accumulées pendant l'hiver.

À Pembina, il rencontre Georges Fisher qui l'invite à s'associer avec lui dans son entreprise. Fisher lui offre le poste de traite à la Montagne de Bois. La première année, il paiera pour les provisions et les deux hommes partageront les profits. Légaré accepte l'offre de Fisher.

Fisher l'aide à s'approvisionner. Il investit 2 000 dollars dans la nouvelle société. Les deux hommes achètent deux fois la marchandise nécessaire car Fisher a décidé d'aller ouvrir un deuxième poste de traite dans la vallée Qu'Appelle. Quelques semaines plus tard, une fois qu'il est bien équipé, Jean-Louis reprend la route vers la Montagne de Bois. Lorsqu'il arrive au campement d'hiver des Métis, il le trouve déserté.

Pendant l'hiver, plusieurs Métis ont construit des maisons. Construites de rondins de tremble, plâtrées à l'extérieur d'un mortier de glaise, de paille et d'eau, elles n'ont qu'une seule pièce, qui sert de salon, de cuisine et de chambre à coucher.



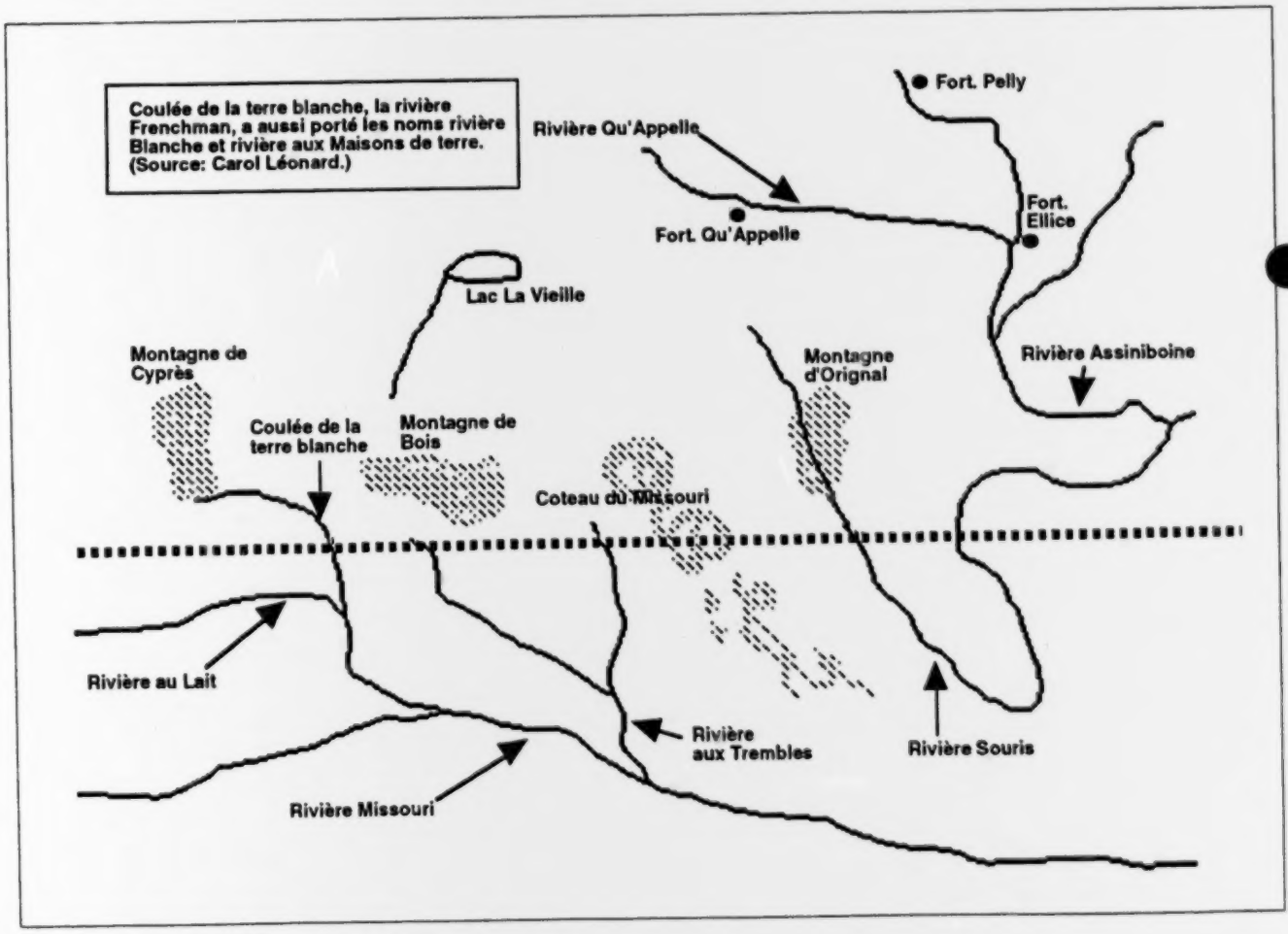
La région de la Montagne de Bois vers 1870.

il reprend la route pour Pembina pour livrer à son patron, Antoine Ouellette, les fourrures qu'il a accumulées pendant l'hiver.

À Pembina, il rencontre Georges Fisher qui l'invite à s'associer avec lui dans son entreprise. Fisher lui offre le poste de traite à la Montagne de Bois. La première année, il paiera pour les provisions et les deux hommes partageront les profits. Légaré accepte l'offre de Fisher.

Fisher l'aide à s'approvisionner. Il investit 2 000 dollars dans la nouvelle société. Les deux hommes achètent deux fois la marchandise nécessaire car Fisher a décidé d'aller ouvrir un deuxième poste de traite dans la vallée Qu'Appelle. Quelques semaines plus tard, une fois qu'il est bien équipé, Jean-Louis reprend la route vers la Montagne de Bois. Lorsqu'il arrive au campement d'hiver des Métis, il le trouve déserté.

Pendant l'hiver, plusieurs Métis ont construit des maisons. Construites de rondins de tremble, plâtrées à l'extérieur d'un mortier de glaise, de paille et d'eau, elles n'ont qu'une seule pièce, qui sert de salon, de cuisine et de chambre à coucher.



La région de la Montagne de Bois vers 1870.

Jean-Louis se rend compte que les Métis ne sont pas revenus de la chasse annuelle. Il part à la recherche de ses clients. Il suit les traces des charrettes de la Rivière-Rouge et quelques jours plus tard, il trouve les tentes des chasseurs métis le long de la rivière La Vieille, la région qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de Gravelbourg.

À l'automne, Légaré et les chasseurs reviennent au campement permanent de la Montagne de Bois. Les affaires vont bien pour le jeune traiteur. Un an plus tard, il abandonne son association avec Georges Fisher et se lance seul en affaires. Il a gagné la confiance des Métis.

Il est leur ami. Il rencontre la nièce de son ancien patron, Antoine Ouellette, une jeune métisse de 15 ans.

Jean-Louis lui fait la cour et la demande en mariage. Son père, François Ouellette, accepte la demande en mariage et Jean-Louis et Marie Ouellette se marient dans la petite chapelle de la Montagne de Bois, le 15 avril 1873.

Chapitre deux

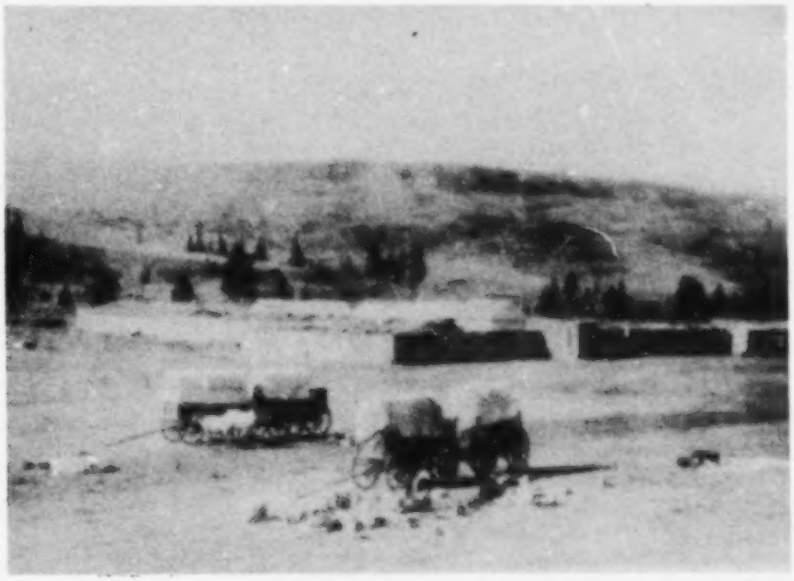
La saga du chef sioux, Sitting Bull

À cette époque, dans l'Ouest canadien, il y a un va-et-vient perpétuel entre le territoire qui appartient aux États-Unis et celui qui appartient aujourd'hui au Canada, mais qui a appartenu à la Compagnie de la Baie d'Hudson jusqu'en 1870. En 1869, le gouvernement du Canada décide d'acheter la Terre de Rupert à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ayant obtenu ces vastes terres dans l'Ouest, le jeune gouvernement d'Ottawa décide qu'il faut implanter la loi britannique afin de maintenir la paix.

En 1873, le gouvernement établit une force policière, la Police à cheval du Nord-Ouest, pour maintenir la paix dans le vaste territoire de l'Ouest. En 1874, les gendarmes font le long voyage de Winnipeg au Fort Whoop-Up en Alberta en suivant la piste Redcoat et ils établissent leur dépôt central au Fort Whoop-Up. Mais ils créent également un poste de surveillance, le Fort Walsh, dans la région de la Montagne de Cyprès. Enfin, en 1875, le gouvernement adopte la *Loi des Territoires du Nord-Ouest*.[5]

Pendant que la Police montée fait son chemin vers l'Ouest en 1874, et que Jean-Louis Légaré établit son commerce dans la région de la Montagne de Bois, plusieurs événements se produisent aux États-Unis, qui auront des répercussions sur cette région du Canada.

Aux États-Unis, on découvre de l'or dans les Montagnes Noires (Black Hills) en 1875. Des milliers de mineurs veulent se rendre dans la région pour exploiter ce minéral, mais les Montagnes Noires ont été cédées aux Sioux par un traité. Les Indiens maintiennent que ce territoire est considéré comme lieu sacré.



Le Fort Walsh, poste de la Police à cheval du Nord-Ouest dans la région de la Montagne de Cyprès, vers 1878.
Photo: Les Archives de la Saskatchewan.

La tribu des Sioux est menée par plusieurs grands chefs, entre autres Red Cloud, Gall, Crazy Horse et Sitting Bull. Au début, l'armée américaine protège les Sioux contre les mineurs blancs. À plusieurs reprises, des mineurs sont expulsés de la région par l'armée. Mais enfin, le gouvernement américain décide de permettre l'accès de la région aux mineurs.

En 1876, les Sioux prennent les armes pour défendre leur territoire. Le 25 juin, le lieutenant-colonel

George Armstrong Custer et le *«Seventh Cavalry»* (le Septième Régiment de Cavalerie) affrontent les Sioux dans la Vallée de la rivière Little Big Horn dans le territoire du Montana. Sitting Bull a bien planifié l'attaque des Sioux et l'armée est défaite!

Après la bataille de Little Big Horn, Sitting Bull et les Sioux viennent se réfugier au Canada, dans la région de la Montagne de Bois. Ainsi commence notre histoire de Sitting Bull au Canada. Il restera dans notre pays pendant cinq ans. C'est seulement en 1881 qu'on réussira à le convaincre de regagner les États-Unis.

Plusieurs soutiennent que c'est le Commandant Walsh de la Police montée qui a réussi à convaincre Sitting Bull de retourner chez lui en 1881. Toutefois, dans la région de Willow Bunch, on maintient que c'est Jean-Louis Légaré qui a joué ce rôle. En réalité, les deux ont eu une influence sur le chef sioux et c'est grâce à l'effort des deux hommes que l'on a réussi à maintenir la paix pendant ces cinq longues années.

Voici donc l'histoire de Sitting Bull et de Jean-Louis Légaré. Dans ses mémoires, Jean-Louis Légaré raconte: *«C'était un après-midi de novembre, le 17; par un froid vif. J'étais dans mon magasin avec deux de mes hommes.»*[6]

Douze Sioux, avec Little Knife à leur tête, traversent la frontière américaine et se rendent à la Montagne de Bois. Quatre d'entre eux se rendent au magasin de Légaré: *«Sans descendre de leurs montures, ils vinrent droit à la fenêtre et se mirent à nous regarder.»*[7] Pendant une demi-heure, ils surveillent Jean-Louis par la fenêtre. Ils sont couverts de la tête aux pieds avec des robes de bison pour se protéger du froid.

Enfin, ils entrent, laissant la porte ouverte derrière eux. Little Knife s'avance jusqu'au milieu de la pièce et s'assoit sur le plancher. Ses compagnons font de même. Le silence règne pendant plusieurs minutes.

Tout à coup, Little Knife se lève, s'avance vers Légaré et lui serre la main. Les trois autres font de même, puis les quatre retournent à leur place au centre du magasin. Plusieurs autres minutes de silence suivent cette poignée de mains.

Finalement, c'est le Corbeau qui prend la parole: *«Nous sommes venus de l'autre côté de votre frontière parce que nous ne pouvions plus dormir en paix là-bas. Nous avons entendu dire que la grande femme était bonne pour ses enfants.»*[8] La grande femme est la reine Victoria d'Angleterre.

Les Indiens informent Légaré que les Sioux sont dans le plus grand besoin. Ils ont dû tout abandonner en fuyant l'armée américaine. Ils n'ont rien; ils ont besoin de nourriture, de couvertures et d'armes. Le Corbeau annonce à Légaré que si le traiteur français veut bien leur donner des vivres, de la poudre et des balles pour la chasse, du tabac et des couvertures, ils vont faire la traite avec lui.

Jean-Louis Légaré accepte de leur donner un peu de nourriture, des couvertures et du tabac et les quatre Indiens repartent. Ce groupe n'est constitué que des éclaireurs de Sitting Bull, qui les attend à la frontière. Le lendemain, Sitting Bull et son peuple arrivent dans la région du poste de traite de Légaré et ils montent leurs tipis.

L'arrivée soudaine de quelque 300 Sioux inquiète les gens de la région, autant les Métis que la Police montée. Le 24 novembre, le commandant Walsh et Jean-Louis Légaré se rendent au village sioux, le traiteur canadien-français devant agir d'interprète.

Les deux hommes rencontrent Sitting Bull dans son tipi. Le chef indien leur annonce que les

Sioux veulent s'installer en permanence au Canada. Pour eux, le Canada est une terre promise. Ils veulent vivre sous la protection de la bonne vieille reine d'Angleterre.[9]

Le commandant Walsh déclare qu'il ne peut pas compromettre le gouvernement du Canada, *«mais leur assura qu'ils seraient tolérés un certain temps, qu'ils pouvaient vivre du gibier canadien, mais qu'ils devraient en retour demeurer dans la concorde et la paix.»* [10] S'ils ne maintiennent pas la paix, ils seront exterminés par la puissante force de l'armée de l'Angleterre.

Ces propos du commandant Walsh sont traduits pour le chef Sitting Bull. Celui-ci doit sourire devant cette déclaration, car il vient de battre l'un des plus célèbres régiments de l'armée américaine et depuis son arrivée sur le territoire canadien il n'a vu qu'une vingtaine de policiers. Comment ce gendarme peut-il croire qu'il serait en mesure d'exterminer les Sioux avec une petite poignée de soldats, doit se demander le chef Sitting Bull.

Le chef sioux, Sitting Bull

Photo: Musée de la Gendarmerie Royale du Canada à Regina

Pendant que Légaré s'inquiète de la présence de plus de mille guerriers sioux sur son territoire, le malheur frappe sa famille. Le 4 décembre 1876, sa femme est tuée dans un accident de charrette. Elle laisse un fils, Albert.

Au cours des mois suivants, d'autres Sioux viennent rejoindre Sitting Bull à la Montagne de Bois. Même s'ils maintiennent la paix, leur présence cause des problèmes pour les Métis, les Blancs et les Indiens de la région. Avec un nombre grandissant de chasseurs, le gibier disparaît rapidement dans les environs. La famine et la maladie envahissent les campements des Sioux.
Jean-Louis Légaré est obligé de vider son magasin plus d'une fois pour nourrir ces nouveaux venus. Il n'est pas le seul à apporter des vivres aux Sioux. Devant leur pauvreté extrême, la Police à cheval du Nord-Ouest fait aussi tout ce qui est en son pouvoir pour leur venir en aide; les policiers offrent une partie de leurs rations.

Le gouvernement d'Ottawa demande aux autorités américaines d'envoyer

une délégation au Fort Walsh, dans la région de la Montagne de Cyprès pour essayer de convaincre Sitting Bull de retourner aux États-Unis.

Les Américains envoient le général Terry qui rencontre Sitting Bull et les autres chefs sioux au Fort Walsh. Sitting Bull annonce à Terry qu'il ne veut pas retourner au Montana. Le guerrier est un homme qui a la parole facile.
«Tous les problèmes que nous avons eus, toutes les difficultés que nous avons connues dans le passé, même celle de Little Big Horn, c'est à cause du manque de parole du gouvernement américain. Il n'a jamais respecté les traités que nous avons signés avec lui. C'est vous et tous ceux de votre race qui êtes les premiers coupables. C'est vous qui avez brisé les traités. Aujourd'hui, vous nous proposez des choses, mais ce sont encore des mensonges. La réponse que j'ai eue de la loge de la médecine, celle où je peux voir l'avenir, me dit que vos paroles sont mensongères, que vous ne me dites pas la vérité. C'est pourquoi je veux rester dans ce pays. Je vais demander à la bonne vieille reine d'Angleterre de me donner une réserve dans ce pays.»[11]

Sitting Bull et les Sioux passent cinq ans dans la région de la Montagne de Bois. En 1880, Jean-Louis Légaré et les Métis décident d'aller s'établir dans une vallée plus à l'est de la Montagne de Bois. Là, ils fondent la paroisse de Saint-Ignace-des-Saules, plus tard appelée Willow Bunch.
Le printemps suivant, Sitting Bull se rend à Qu'Appelle. *«Suivant les conseils donnés par les hommes influents de Willow Bunch, les Sioux dirigèrent une délégation, ayant Sitting Bull à leur tête sur Qu'Appelle pour demander au gouverneur Dewdney de leur obtenir du gouvernement du Dominion une réserve.»*[12] Ottawa ne viendra pas en aide aux Sioux.

Sitting Bull revient voir Légaré à Willow Bunch. Il lui annonce qu'il songe retourner aux États-Unis. Il demande à Légaré d'organiser un grand festin pour sa tribu. Le jour même, le festin est organisé à Willow Bunch et les Indiens mangent tout l'après-midi. Vers la fin de la journée, Sitting Bull va rejoindre Légaré et lui demande de l'accompagner aux États-Unis.

Puisque Jean-Louis doit se rendre avec ses charrettes au Fort Buford, dans le Territoire du Dakota, pour emporter des fourrures, il accepte d'accompagner les Sioux. La caravane de charrettes et de travois indiens quittera Willow Bunch la semaine suivante.

Sitting Bull demande également que Jean-Louis lui fournisse dix sacs de farine pour que les femmes puissent faire des galettes pour le voyage. Une fois que Jean-Louis Légaré a accepté les conditions de Sitting Bull, le chef a une dernière requête. Il veut que Légaré lui fournisse un revolver et des fusils pour ses éclaireurs, des munitions pour ses fusils, et vingt chevaux.

Déjà, il a vidé son magasin à plusieurs reprises pour nourrir les Sioux. Cet homme va le ruiner. Il annonce à Sitting Bull qu'il ne peut accéder à cette demande mais qu'il va se rendre immédiatement au Fort Walsh pour en parler avec le commandant de la Police montée.

Le commandant Walsh lui dit que la Police montée ne peut pas fournir les chevaux, mais que Légaré devrait le faire et demander d'être dédommagé par le gouvernement américain. Le gouvernement américain a offert une prime de 25 000 dollars à celui qui pourrait convaincre Sitting Bull de retourner aux États-Unis. Cette prime serait une belle compensation pour ses vingt chevaux.

Légaré annonce alors à Sitting Bull qu'il aura les chevaux, les fusils et les munitions. Deux jours plus tard, quelque 600 Sioux quittent Willow Bunch avec Jean-Louis Légaré et se dirigent vers le Dakota. Le soir avant d'arriver au Fort Buford, Jean-Louis va trouver Sitting Bull et lui suggère de rendre le revolver. Sitting Bull

demande la permission de dormir une dernière fois avec le fusil.

Le lendemain matin, avant de monter dans sa charrette, Légaré aperçoit Sitting Bull qui s'approche de lui. Il se rend compte pour la première fois, que l'homme qui était encore jeune en 1876 est devenu un vieil homme.

Le chef sioux vient se placer devant lui, il sort le revolver, le serre contre sa poitrine et le remet au traiteur de Willow Bunch. Puis, il se lance dans un long monologue.

«Cette terre que je foule sous mes pieds, je ne l'ai ni vendue, ni donnée à personne. Mon fils, si tu vis, tu ne seras jamais un homme parce que tu n'auras jamais possédé ni un fusil, ni un cheval.»[13]

Quelques heures plus tard, la caravane arrive au Fort Buford. Sitting Bull et les Sioux se livrent au commandant de l'armée américaine. Aux États-Unis, on disait que Sitting Bull ne vivait que pour la révolution et le massacre. Mais Légaré savait que les Sioux avaient pris les armes en 1876 seulement contre ceux qui voulaient leur enlever leurs terres. Au Canada, Sitting Bull et les siens avaient toujours respecté les lois de la bonne vieille reine d'Angleterre. Au Canada, Sitting Bull n'avait été ni vainqueur, ni vaincu.[14]

Entre 1876 et 1881, Jean-Louis Légaré a dépensé plusieurs milliers de dollars pour nourrir les Sioux. Avant de quitter Willow Bunch pour le Fort Buford, il avait donné vingt chevaux aux Sioux. Il espérait recevoir la prime de 25 000 dollars que le gouvernement américain avait offert pour le retour de Sitting Bull..

Au cours des années suivantes, il essaie, sans succès, d'obtenir un dédommagement du gouvernement américain. C'est le gouvernement canadien qui doit le rembourser partiellement de ses pertes. D'Ottawa, le traiteur de Willow Bunch reçoit 2 000 dollars.

Son aventure avec Sitting Bull lui aura coûté cher.[15]

Chapitre trois

Jean-Louis Légaré, rancher

À cette époque, le bison a été presque exterminé. Il n'est plus question de partir chaque printemps pour la chasse annuelle aux bisons. De plus en plus, les Métis commencent à s'établir sur des fermes. Dans la région de Willow Bunch, durant les années 1880, on commence à établir de gros ranches pour faire l'élevage du bétail et des chevaux.

Jean-Louis est l'un des premiers à se lancer dans cette nouvelle aventure. Plusieurs Métis sont embauchés comme *cowboys* sur les trois ranches de l'ancien traiteur de fourrures. (Voir carte, *Willow Bunch.*) Au début, il fait surtout l'élevage des chevaux. Mais, en 1884, il décide d'échanger un bon nombre de ses chevaux contre des vaches. Petit à petit, il se bâtit un troupeau de vaches laitières.

Maintenant qu'il a des vaches laitières, il faut les traire. Mais que va-t-il faire du lait? Il n'y a pas assez d'habitants dans la région pour consommer tout ce lait. En 1889, Légaré décide de se faire construire une fromagerie à Willow Bunch. Le premier fromager est un Métis, Gaspard Beaupré, père du géant Édouard.[16]

Mais Gaspard Beaupré n'a pas étudié le métier de fromager et pour assurer le succès de son entreprise, Jean-Louis fait venir un expert fromager de Saint-Gabriel-de-Brandon. Joseph Boucher arrive à Willow Bunch en 1890 pour apporter son expertise dans cette industrie.

Des tas d'os de bison prêts pour être transportés à une usine d'engrais.
Photo: Musée de la Gendarmerie Royale du Canada à Regina.

Cette année-là, la fromagerie produit 30 000 livres de fromage de première qualité. Puisqu'il faut 10 livres de lait pour produire une livre de fromage, les Métis de Willow Bunch (plusieurs à leur propre compte, d'autres travaillant pour Jean-Louis Légaré) doivent traire des vaches pour produire 300 000 livres de lait.

Les Métis qui possèdent leurs propres vaches reçoivent 75 cents pour 100 livres de lait. Ceux qui traient des vaches pour Légaré reçoivent 50 cents pour 100 livres. La fromagerie

rapporte un revenu de 3 000 dollars à Willow Bunch en 1890.

Jean-Louis Légaré continue d'augmenter son troupeau. En 1891, il est propriétaire de 180 vaches laitières et 220 autres bêtes à cornes (bétail destiné à l'abattoir). Deux ans plus tard, l'hiver est très froid et Légaré perd une bonne partie de son troupeau. La misère revient à Willow Bunch. Pour créer de l'emploi et éviter la famine dans la région, Légaré embauche plusieurs Métis pour ramasser les os de bison qu'on trouve ici et là sur la prairie. Ces os seront envoyés à Weyburn et transformés en engrais.[17]

Les employés de Jean-Louis amassent des os en quantité au printemps de 1893. Ils en ont assez pour remplir 84 *boxcars* ou wagons de train. Les os se vendent 6,50 $ la tonne.

En 1899, Jean-Louis Légaré décide de vendre son troupeau de bétail qui compte maintenant 1 100 têtes. Mais il n'a pas l'intention de prendre sa retraite. Il se rend au Montana, où il achète 1 500 chevaux et 600 poulains. (Voir *Willow Bunch.*)

Jean-Louis continuera à élever des chevaux jusqu'à sa mort, le 1er février 1918.

La maison de Jean-Louis Légaré à Willow Bunch. De gauche à droit sur le balcon, Madame Gagné, Jos Boucher, Pascal Bonneau et Marie Gagné. Au rez-de-chaussée, Alex McGillis et un homme inconnu.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Notes et références

1 La région sud-ouest de la Terre de Rupert allait devenir en 1882 le District d'Assiniboia des Territoires du Nord-Ouest.

2 Rappelons l'affaire Sayer de 1849 où les Métis brisent le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson et réussissent à transiger librement avec les compagnies américaines.

3 Nous sommes en 1869, au début de la première résistance des Métis. Louis Riel devient le chef des Métis et oblige le gouvernement fédéral à créer une province dans l'Ouest en 1870, le Manitoba.

4 Le premier campement des Métis à la Montagne de Bois n'est pas à l'endroit de Willow Bunch, mais plutôt à une soixantaine de kilomètres plus à l'ouest, à l'endroit de Wood Mountain.

5 En 1882, les Territoires du Nord-Ouest sont divisés en quatre districts: les districts d'Assiniboia, de la Saskatchewan, de l'Alberta et d'Athabasca. Le district du Keewatin est établi en 1876. La région de la Montagne de Bois, où Jean-Louis Légaré a établi son poste de traite, se trouve dans le district d'Assiniboia après 1882.

6 Arsène Godin. — «Sitting Bull (Le Boeuf-Assis)». — Conférence préparée pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Willow Bunch (vers 1920). — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 10

7 Ibid., p. 10-11

8. Ibid., p. 11

9 Les Indiens parlaient de «la bonne vieille reine d'Angleterre» pour décrire la reine Victoria. Sitting Bull possédait une médaille qui aurait été donnée à son père par le roi d'Angleterre après la Guerre de 1812, car les Sioux du Minnesota se seraient battus du côté des Anglais contre les Américains durant cette guerre.

10 Arsène Godin. — «Sitting Bull (Le Boeuf-Assis)». — P. 12

11 Ibid., p. 17

12 Ibid., p. 19

13 Ibid., p. 21

14 Après son retour aux États-Unis, Sitting Bull a été invité à participer au *Wild West Show* de Buffalo Bill Cody. Il sera assassiné sur une réserve du Dakota en 1890.

15 La famille de Jean-Louis Légaré essaiera, sans succès, jusqu'en 1960, d'obtenir un dédommagement du gouvernement américain.

16 Jean-Louis Légaré était le parrain d'Édouard Beaupré (voir *Édouard Beaupré*).

17 La ville de Regina avait reçu comme premier nom *Pile of Bones* parce que des os de bison avaient été entassés près du ruisseau Wascana. Le mot cri pour os est *oskana* .

Bibliographie:

Chabot, Adrien. — [Jean-Louis Légaré, Un héros peu connu, le fondateur de Willow Bunch (Saskatchewan) 1870 : Mémoire de la Société généalogique]. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

De Chatillon, Arsène. — «In Memoriam». — Bulletin paroissial. — (Févr. 1918). — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Godin, Arsène. — «Sitting Bull (Le Boeuf-Assis)». — Conférence préparée pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Willow Bunch (vers 1920). — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

MacEwan, Grant. — Sitting Bull, The years in Canada. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1973

Pollock, Sharon. — Walsh. — Vancouver : Talonbook, 1976

Quenneville, Jean-Guy. — Indiens, Métis et Cowboy: la saga de Jean-Louis Légaré. — Saskatoon : Unité de recherches pour les études canadiennes-françaises, University of Saskatchewan, [198-]

Rondeau, Clovis ; Chabot, Adrien. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Marie-Antoinette Papen

Photo: Archives de la Saskatchewan

Les noms de Marie-Antoinette Papen et d'Antonio de Margerie sont intimement liés à la cause du français en Saskatchewan et à celle de l'éducation des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Ils sont frère et soeur, enfants d'Eugène de Margerie, ancien professeur de littérature en France. Pendant plus de 30 ans, Antonio occupera le poste de chef du Secrétariat de l'ACFC et sera responsable des examens de français de l'association. Pour sa part, Marie-Antoinette est reconnue comme la doyenne de la radio française en Saskatchewan ayant été animatrice à CFNS à Saskatoon pendant plus de vingt ans. Elle a épousé un jeune fermier belge de Hoey. Elle a été enseignante en Saskatchewan pendant de nombreuses années avant d'entreprendre, à l'âge de 45 ans, une carrière radiophonique.

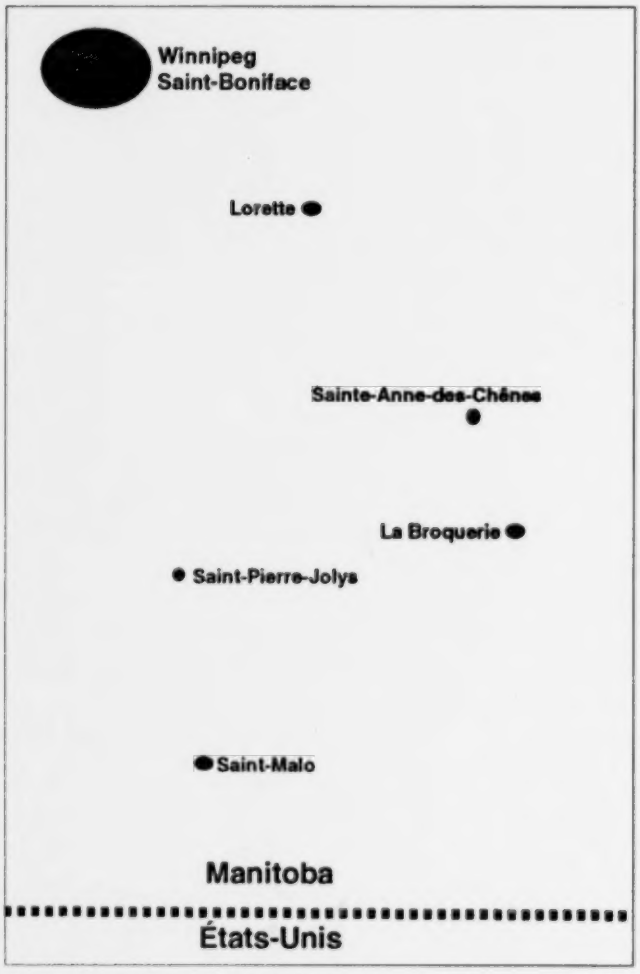
Chapitre un

Une enseignante pour Hoey

Marie-Antoinette Papen est née à Sainte-Anne-des-Chênes au Manitoba le 9 juin 1907. Elle est la fille cadette d'Eugène de Margerie et de Bélona Généreux. Son père était le fils du doyen de la faculté de lettres de l'Université de Lille, en France, et il avait lui-même enseigné la littérature à cette université tout en écrivant des critiques littéraires pour la revue *L'Univers*. Mais comme son physique était frêle et délicat, Eugène de Margerie décide d'abandonner l'enseignement et d'émigrer au Canada. Il arrive dans l'Ouest canadien au printemps 1885 en compagnie du comte de Bréda qui espère s'établir dans une ferme et s'adonner à des projets de culture.

Ce noble français renonce à ses projets et retourne en France, mais E. de Margerie décide de rester au Manitoba et au printemps 1886, il achète une ferme à Sainte-Anne-des-Chênes qu'il nomme *«la ferme Sainte-Amélie.»*[1] Il se lance dans l'élevage des moutons et dépense même 20 000 $ pour construire une bergerie dans sa propriété. Il épouse une jeune fille de la région, Bélona Généreux, fille d'Alfred Généreux.

Eugène de Margerie devient un grand ami d'un autre Français établi dans la région, Louis de Cathelineau. Les deux jeunes Français disposent de beaucoup de capitaux mais de peu d'expérience pratique en agriculture. *«Ils avaient trop de ressources liquides disponibles, sans l'expérience voulue pour en disposer de manière profitable. Leur protecteur dut recommander aux familles de cesser tout envoi de fonds. Eugène de Margerie, avant tout lettré et profondément religieux, mais d'esprit peu pratique, ne se trouvait guère à sa place à la tête d'une exploitation agricole.»*[2]



Les communautés francophones au sud et au sud-est de Winnipeg, Manitoba. Les de Margerie étaient de Sainte-Anne-des Chênes.

Eugène de Margerie et Bélona Généreux auront quatre enfants, un fils, Antonio et trois filles, Solange, Jacqueline et Marie-Antoinette qu'on appelle affectueusement «Ninette». Antonio

suivra la tradition familiale et deviendra enseignant avant d'entreprendre une longue carrière comme chef du Secrétariat de l'ACFC en Saskatchewan.

Marie-Antoinette de Margerie est née à Sainte-Anne-des-Chênes en 1907. Elle est la plus jeune de la famille. Antonio, alors âgé de 12 ans devient son parrain. Lorsque Eugène de Margerie meurt un an après la naissance de Marie-Antoinette, Antonio prend au sérieux son rôle de parrain et il essaye de remplacer son père.

Mais, il revient à sa mère de veiller au bien-être de sa famille. *«La jeune fille poursuit ses études à Sainte-Anne des Chênes et dans d'autres villages, au hasard des emplois qu'occupe sa mère pour assurer la subsistance de la famille.»*[3] De sa mère, Marie-Antoinette de Margerie garde de bons souvenirs tout au long de sa vie. *«Maman m'a inculqué des principes religieux très forts, très solides, que j'essaie de mettre en pratique aujourd'hui. Mais avec maman, nous avons été comme deux amies, vraiment.»*[4]

Une enseignante pour Hoey

Marie-Antoinette se dirige ensuite vers l'École Normale de Brandon ayant choisi de poursuivre une carrière d'enseignante. Elle veut suivre les traces de son grand-père qui a été doyen de la faculté des lettres de l'Université de Lille, de son père qui a été professeur de littérature à la même université et de son frère, Antonio qui est enseignant au Manitoba.

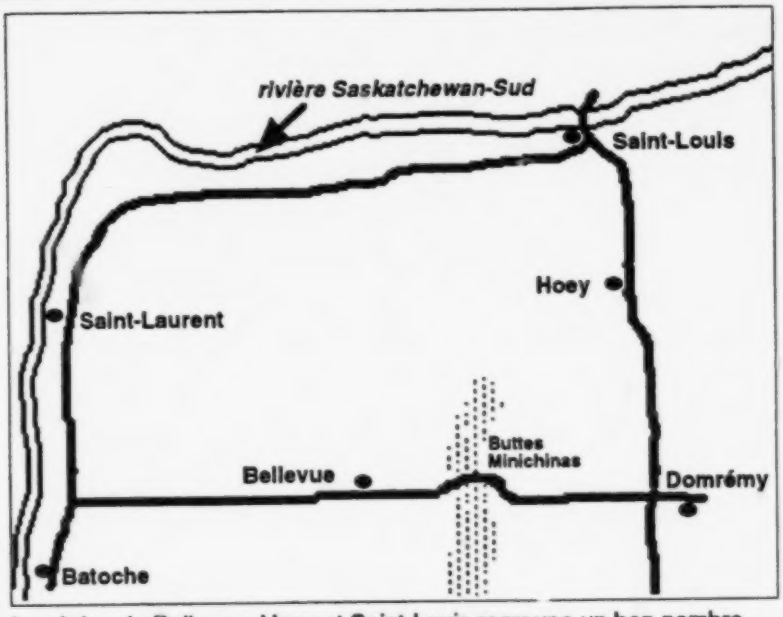
En 1925, Antonio quitte le Manitoba pour assumer un poste d'enseignant à Hoey en Saskatchewan. Ainsi commence la longue association entre la famille de Margerie et la communauté franco-canadienne de la Saskatchewan.

À cette époque, Hoey est un village en pleine croissance. Les premières familles françaises étaient arrivées dans la région en 1891. On pouvait y reconnaître les familles Baribeau, Godin, Labelle, Frigon et Duval. En 1925, il y avait deux médecins à Hoey, les docteurs Moreau et Lefebvre. Le Français, Joseph Hallé était gérant de la banque Hochelaga, A. St-Arnaud était commerçant et Louis Boileau était secrétaire de la municipalité rurale de St-Louis dont les bureaux étaient à Hoey. (Louis Boileau deviendra plus tard un des vice-présidents du Wheat Pool de la Saskatchewan.) C'est également dans cette communauté qu'on retrouvait la famille Motut.

Antonio de Margerie est appelé à remplacer Louis Charbonneau comme enseignant à Hoey. Mentionnons que ce sont Louis Charbonneau et Amédée Motut de Hoey, appuyés par Raymond Denis, qui avaient poussé l'ACFC à agir dans le domaine de l'enseignement du français en mettant sur pied un système d'examens ou de concours de français.

Charbonneau et certains autres enseignants avaient collaboré avec Raymond Denis pour rédiger les premiers examens en 1925. *«Les élèves des classes françaises de la quatrième à la douzième année s'y présentèrent le 20 juin 1925. Tous ceux qui avaient réussi l'examen avaient droit à un diplôme, et l'élève qui avait enregistré le meilleur résultat dans chaque année d'études recevait un prix.»*[5]

La qualité de l'enseignement du français à l'école de Hoey ne diminue pas entre 1925 et 1929 avec Antonio de Margerie comme instituteur. Durant cette même période, Marie-Antoinette enseigne à l'école Allaire de Saint-Eustache, au Manitoba. L'école est située à cinq milles du village et la jeune institutrice a 28 élèves. Plusieurs années plus tard, elle se souviendra que sa première année, elle avait *«une élève qui devait écrire des examens du Département d'Éducation à ce moment-là. Et j'avais l'impression que si cette élève ne réussissait pas, ma carrière d'institutrice était finie!»*[6] Évidemment, l'élève réussira ses examens et Ma-



La région de Bellevue, Hoey et Saint-Louis regroupe un bon nombre de Canadien français et de Métis français.

rie-Antoinette poursuivra sa carrière d'enseignante.

En 1929, Antonio est toujours enseignant à Hoey quand on lui demande de se consacrer corps et âme aux causes des francophones de la Saskatchewan en remplaçant Joseph-Eldège Morrier comme chef du Secrétariat de l'ACFC.

Antonio de Margerie doit entrer en fonction à l'ACFC le 1er juillet 1929, mais avant de quitter Hoey il réussit à convaincre sa soeur, Marie-Antoinette, de venir le remplacer à l'école. Au cours des cinq années suivantes, elle saura inculquer aux jeunes de Hoey l'amour de la langue et de la littérature française.

Comment réussissaient ses élèves au «Concours annuel de français» organisé par l'ACFC? Rappelons qu'à cette époque une institutrice enseignait toutes les matières de la première à la huitième année et le français ne pouvait être enseigné qu'une heure par jour.

Dans le *Patriote de l'Ouest* du 5 août 1931, on trouve les résultats des examens de français de 1931. Deux élèves de mademoiselle de Margerie se classent au premier rang de leur niveaux scolaires, recevant ainsi un prix d'excellence. Il s'agit d'Annette Godbout en quatrième année et de Roger Motut en huitième. Lorraine Pilon est au 10e rang en cinquième année et Regina Pilon est au 12e rang en sixième année. Lorsqu'on considère qu'il y a environ 2 000 élèves qui ont passé ces examens, les résultats obtenus par les élèves de mademoiselle de Margerie sont quand même impressionnants. (Roger Motut deviendra plus tard professeur de littérature à l'Université de l'Alberta.)[7]

Durant son séjour à Hoey, il y a souvent des concerts offerts au grand public. Nous savons par exemple que son frère, Antonio, a été chef de la chorale entre 1925 et 1929. *«Du temps de M. Antonio de Margerie, Hoey avait une des plus belles chorales des alentours. Quelle belle messe de minuit il préparait.»*[8] Il est possible que Marie-Antoinette ait continué l'oeuvre entreprise par son frère avant son départ de Hoey.

Un séjour en Belgique

Peu de temps après son arrivée en Saskatchewan, Marie-Antoinette de Margerie rencontre un jeune fermier belge, Charles Papen, qui est installé à Hoey. Plus tard, elle se souviendra de l'avoir vu le premier dimanche après son arrivée à Hoey. *«J'étais dans la porte à regarder les gens qui passaient, et je vois un jeune homme qui passe, avec une jeune fille à chacun de ses bras.»*[9] À l'âge de 16 ans, en 1918, Charles Papen était venu s'établir à Hoey avec ses parents, ayant quitté la Belgique à cause de la première guerre mondiale.

Mais, Marie-Antoinette a quitté le Manitoba pour venir enseigner en Saskatchewan et non pas pour se trouver un mari et deux ans et demi

passeront avant qu'elle ne vienne vraiment à faire la connaissance de Charles Papen. *«Et à ce moment-là, bien comme dans la chanson: tu m'as plu, je t'ai plu, nous nous sommes plus. Et puis nous nous sommes aimés et nous nous sommes mariés finalement.»*[10]

Ils se marient en l'église de St-Louis le 27 décembre 1934. Elle arrête d'enseigner pendant un an et un premier fils, Jean, vient au monde. Mais à cause de la crise économique des années 1930 et à cause des problèmes financiers qu'elle occasionne aux fermiers, Marie-Antoinette Papen doit reprendre l'enseignement à Hoey.

Puis, comme les Papen ont de la difficulté à gagner leur vie à la ferme durant les années trente, ils décident de quitter le Canada avec leur fils, Jean, et de s'en aller en Belgique. *«À cause de la crise, les Papen décident de prendre le large et s'expatrient en Belgique en 1937. Pendant dix ans, Antoinette découvrira la Belgique et y prendra goût malgré les horreurs de la deuxième guerre. Pour Charles cependant, la mère patrie lui pèse et il ne pense qu'à retourner en Saskatchewan, terre d'adoption chérie.»*[11]

En effet, Charles Papen aurait été prêt à retourner au Canada plus tôt, mais à cause de la guerre il ne peut revenir dans son pays d'adoption. Pour sa part, Marie-Antoinette est heureuse en Europe malgré la guerre et elle racontera plus tard que si ça n'avait été de son mari, elle serait probablement restée là-bas.

Puisqu'ils ne peuvent revenir au Canada, *«Charles en profite pour compléter des études en comptabilité et gestion d'affaires.»*[12] C'est pendant qu'ils sont en Belgique que leur deux autres enfants (Suzanne et Robert) naîtront.

En 1947, la famille Papen revient au Canada. Pour Marie-Antoinette, il y aura la découverte d'une toute nouvelle carrière, celle d'animatrice d'une émission de radio.

Chapitre deux

De l'enseignement au travail de secrétaire

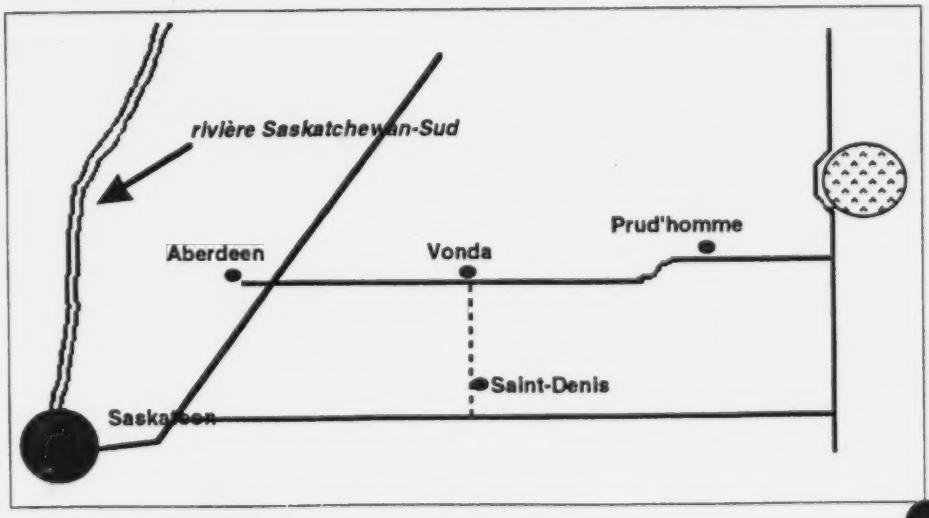
En 1947, Charles, Marie-Antoinette et leurs trois enfants, Jean, Suzanne et Robert, regagnent le Canada, et la Saskatchewan, après un séjour de dix ans en Belgique. En Europe, «Ninette» Papen n'a pas travaillé, ayant choisi de rester à la maison pour élever ses enfants. Mais, une fois de retour au Canada, le goût lui revient de reprendre l'enseignement. Elle approche alors son frère, Antonio, qui est chef du Secrétariat de l'ACFC.

L'association provinciale s'occupe toujours des cours de français dans les écoles de la province et Antonio de Margerie a la responsabilité de trouver des instituteurs et des institutrices bilingues capables d'enseigner le cours de français de l'ACFC. Il sait que sa soeur est une candidate idéale pour une des écoles de la province et il réussit à lui décrocher un emploi à l'école Knapton, située à cinq milles de Prud'homme.

Dans cette école, une seule institutrice enseigne à tous les niveaux, de la première année à la dixième. Il y a un total de 41 élèves. Puisque son mari, Charles, est maintenant comptable, et qu'il lui est impossible de se trouver du travail à Prud'homme, les Papen doivent se séparer pour deux ans. Charles s'installe à Saskatoon et travaille pour diverses maisons d'affaires tandis que Marie-Antoinette et les enfants demeurent dans la maison de l'école à cinq milles de Prud'homme.

«Là, ça l'a été deux années un peu triste, me trouver tout à coup dans ce petit coin perdu de Prud'homme, à l'école Knapton. Cinq milles du village, cinq milles de tout, pas d'automobile, pas moyen de me rendre au village chercher mon courrier. Le courrier passait par les mains de tout le monde.»[13] Dans sa classe, il y a des enfants d'origine anglaise, ukrainienne et canadienne-française. Aux jeunes Canadiens français, elle enseigne le français de l'ACFC, mais c'est difficile car plusieurs d'entre eux n'ont jamais suivi un seul cours de français. Heureusement que leurs parents leur parlent encore la langue de Molière à la maison!

Après deux ans de séparation, Marie-Antoinette Papen revient rejoindre son mari à Saskatoon. Là, elle travaille quelques mois comme secrétaire à l'Hôpital Saint-Paul. Puis, petit à petit ses enfants commencent à quitter la maison pour aller poursuivre leurs études au collège ou au couvent. L'aîné, Jean, décidera de poursuivre



La région de La Trinité au temps des de Margerie.

une carrière dans le sacerdoce et sera ordonné prêtre en 1960. Sa fille, Suzanne, se joindra à la congrégation des Soeurs de la Présentation. Les deux poursuivront des carrières dans l'enseignement. Le benjamin, Robert, deviendra enseignant universitaire. N'est-il pas logique que les trois aient choisi de suivre les traces de leur mère, de leur grand-père et de leur arrière-grand-père?

Les deux fils de Marie-Antoinette ont contribué à nous faire apprécier et connaître la culture canadienne-française. Jean, professeur de littérature française, publiera un livre sur l'auteur Canadien français de l'Alberta, Georges Bugnet, livre qui lui méritera le Prix Champlain offert par le Conseil de la Vie Française en Amérique. Pour sa part, Robert publiera une étude de la langue française du peuple métis, étude publiée dans les *Actes* du quatrième colloque du Centre d'études franco-canadien de l'Ouest.

Pour la mère enseignante, il est temps de se lancer dans de nouvelles entreprises.

La radio française en Saskatchewan

En 1951, c'est à nouveau son grand-frère qui l'aide à rediriger ses énergies. Depuis 1944, Antonio de Margerie travaille sans relâche avec l'abbé Maurice Baudoux et Raymond Denis pour obtenir, pour la Saskatchewan, deux permis de radiodiffusion. Puisque la Société Radio-Canada n'était pas prête à offrir une programmation convenable en français pour les francophones de l'Ouest, des dirigeants des provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba avaient entrepris, en 1944, une grande campagne afin d'obtenir des licences permettant d'ouvrir quatre stations privées dans les Prairies. Une des stations serait située à St-Boniface, une autre à Edmonton et deux en Saskatchewan, à Saskatoon et à Gravelbourg. En 1944, ils avaient gagné une victoire partielle alors qu'une licence avait été accordée pour la station CKSB à Saint-Boniface. Trois ans plus tard, en 1947, ce sera au tour des Franco-Albertains de recevoir une licence pour la station CHFA à Edmonton.

En Saskatchewan, les Franco-Canadiens devront attendre jusqu'en 1951 avant d'obtenir d'Ottawa la permission de bâtir et d'exploiter leur deux stations. Mais pour les bâtir, il fallait de l'argent. Une campagne de prélèvement de fonds avait été organisée en Saskatchewan en 1945 et plus de 50 000 $ avaient été recueillis. De plus, la population canadienne-française de la province était sûre de recevoir plus de 120 000 $ recueillis lors d'une grande campagne de prélèvement de fonds dans l'Est du pays en 1944-1945.

Toutefois, pour construire les deux stations, et pour les exploiter dans les années à venir, il faut encore obtenir 250 000 $. Les dirigeants de la radio française en Saskatchewan offrent alors, en 1951, un contrat à Raymond Denis pour qu'il revienne de Montréal pour organiser cette campagne de prélèvement de fonds. *«En mai, Raymond Denis arrive donc en Saskatchewan pour mettre sur pied la collecte de fonds. Il installe ses bureaux à Saskatoon et embauche le Père G. Laviolette du Manitoba qui a déjà travaillé à la campagne de souscription de Radio-Saint-Boniface.»*[14]

Avant même que Raymond Denis n'arrive en Saskatchewan, Antonio de Margerie lui recommande d'embaucher sa jeune soeur, Marie-Antoinette, comme secrétaire-sténographe. *«Pour voir au travail de secrétariat à Saskatoon, Raymond Denis engage une jeune mère de famille. Il s'agit de la soeur d'Antonio de Margerie, madame Marie-Antoinette Papen. Ce travail sera pour elle le début d'une longue carrière à CFNS.»*[15]

Comme travail, elle doit, premièrement, écrire à la machine un manuel d'une quinzaine de pages que Raymond Denis a rédigé à l'intention de ses

collaborateurs régionaux, texte dans lequel il définit les grands principes de cette campagne. La campagne débute au début de juin.

Raymond Denis a organisé la campagne de prélèvement de fonds comme un général planifierait une campagne militaire. «*Puis, tenant compte de l'éparpillement de la population sur le territoire, Denis divise la province en deux zones distinctes, celle du nord comprenant les diocèses de Prince Albert et de Saskatoon; et celle du sud englobant les diocèses de Gravelbourg et de Regina. Chacune de ces zones est subdivisée en dix ou douze régions. Puis, les paroisses sont placées sous la juridiction de comités paroissiaux. Chaque paroisse a un montant fixe à souscrire. Un auxiliaire est nommé dans chacune pour s'occuper de la perception des dons.*»[16]

Une des responsabilité de Marie-Antoinette Papen est de maintenir un lien entre ces auxiliaires régionaux et Raymond Denis. Elle doit aussi s'assurer que chaque don est formellement noté dans un registre, car chaque contribution permet au donateur de devenir copropriétaire des stations de radio. Et, tout au long de la campagne, il y a des feuillets publicitaires à préparer et à envoyer dans toutes les communautés.

La campagne porte fruit; plus de 340 000 $ sont souscrits par les Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Marie-Antoinette Papen s'acquittera si bien de ses fonctions qu'on lui offrira un emploi à CFNS, à Saskatoon, lorsque la station de radio ouvrira ses portes en novembre 1952.

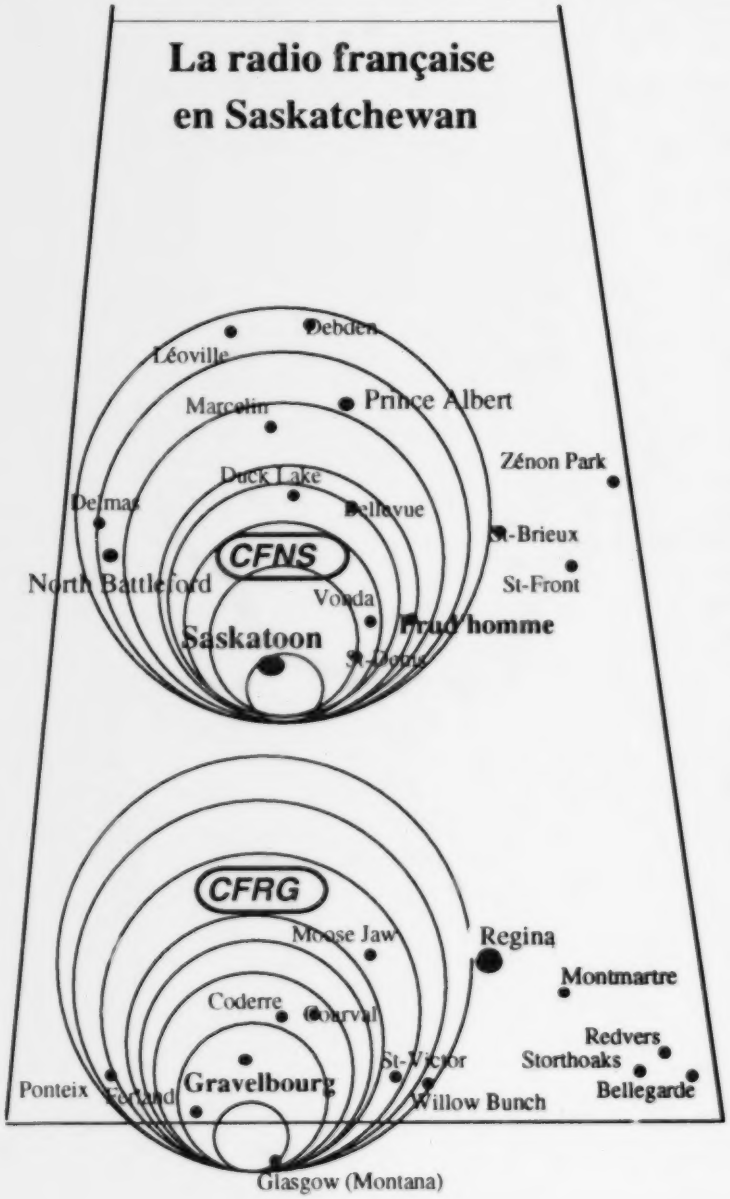
Chapitre trois

L'animatrice de radio

Le 1er juin 1952, la première station de radio française privée en Saskatchewan ouvre ses portes à Gravelbourg. Lors des cérémonies d'ouverture de CFRG à Gravelbourg, Antonio de Margerie, chef du Secrétariat de l'ACFC, rappelle l'histoire des démarches, douloureuses parfois, qui ont mené à cette journée.

Puis, il livre le message de l'ACFC, l'organisme qui a tellement oeuvré à l'établissement des stations françaises dans l'Ouest: *«Et maintenant, poste de Gravelbourg, nous te souhaitons d'abord une longue vie. Nous te souhaitons assez de prospérité matérielle pour que tu sois libre de te consacrer tout entier aux choses de l'esprit, du coeur et de l'âme pour lesquelles, ne l'oublie pas, tu as été créé. Tu t'es choisi une fort belle devise, parlez français, ferez valoir. Reste-s-y toujours fidèle! Oui, poste CFRG, fais valoir notre parler français! C'est là ta mission première. Fais vibrer le verbe français dans tous nos foyers. Fais le apprécier et aimer! Apprends à nos petits enfants, surtout, à en être fier! Apprends-nous tous à le parler correctement, énergiquement, avec élégance et naturel. N'oublie jamais que tu viens d'assumer un rôle d'une importance sans égal, celui d'être l'éducateur de notre peuple. Rappelle-toi que chaque syllabe qui sortira de ta bouche aura de lointaines et profondes répercussions. Que ta voix serve donc à éduquer, à élever notre population; à la cultiver selon ses origines et ses aspirations propres, à lui faire aimer le beau, le vrai, le bien.»*[17]

Tout au long de sa carrière d'animatrice à la radio, Marie-Antoinette Papen s'inspirera de ce discours de son frère; elle fera vibrer le verbe français en province, elle éduquera la population



fransaskoise et elle les poussera à se cultiver et à aimer le beau, le vrai et le bien.

L'animatrice de l'émission «Au fil de l'heure»

Cinq mois après l'ouverture de CFRG, le 6 novembre 1952, c'est au tour des Franco-Canadiens du nord de la Saskatchewan de capter les émissions de CFNS à Saskatoon. Cette station diffuse ses émissions sur la fréquence 1170 kilocycles avec une capacité émettrice de 1 000 watts. Les lettres d'appel signifient: Canadiens français du Nord de la Saskatchewan.

Marie-Antoinette Papen a été embauchée pour s'occuper de la discothèque de CFNS ainsi que des annonces publicitaires. *«En 1952, Fernand Ippersiel, directeur des programmes à CFNS, l'invite à animer une émission pour les femmes. Elle accepte et l'émission* Au fil de l'heure *devient une institution, étant diffusée sans relâche jusqu'à la retraite de l'animatrice en 1972. Lors de sa dernière émission en 1972, madame Papen a rappelé à ses auditrices comment elle en était venue à animer cette émission. "Il y a vingt ans cette année, M. Ippersiel, notre directeur des programmes de ce temps-là, m'avait appelée dans son bureau et puis il m'avait dit: 'Mme Papen, on va vous confier l'émission féminine lorsque le poste CFNS entrera en ondes. C'est votre bébé, occupez-vous en!' Eh bien, mon bébé a vingt ans et je pense qu'il est capable de voler de ses propres ailes, je l'espère du moins. Il y a vingt ans que vous êtes fidèles à votre émission féminine, alors je veux profiter des quelques dernières minutes qui me restent pour remercier toutes mes auditrices."»*[18]

Ainsi est née la carrière au micro d'une des plus populaires animatrices des annales de la radio française en Saskatchewan. Madame Papen est donc devenue une des premières employées de CFNS à Saskatoon. Au cours des vingt années suivantes, elle deviendra, selon les besoins, secrétaire, traductrice de nouvelles, discothécaire, annonceure, opératrice et, pour quatre mois en 1961, directrice de la station.

Charles Papen devient gérant de CFNS

Son association avec CFNS ne sera pas ininterrompue. À un moment, Marie-Antoinette Papen quitte la station pour suivre son mari qui a accepté un emploi de gérant d'une compagnie d'automobiles à Melfort. Mais, en 1955, elle est de retour à CFNS, cette fois-ci en compagnie de son mari qui a accepté d'en être le nouveau gérant. Dans son rapport aux directeurs de Radio-Prairie-Nord Limitée en 1956, Charles Papen rappelait comment il en était arrivé à obtenir le poste de gérant. *«Je ne sais pas ce que j'ai fait de mal à M. l'abbé Beaulac*[19] *pour que son choix tombe sur moi, mais il ne m'a pas lâché jusqu'à ce que je dise oui. Il faut dire aussi qu'il avait bien envie et était bien décidé de vouloir réengager ma femme comme employée. Alors fin comme il est, il a ainsi tué, et je dis bien tué, deux mouches du même coup. Nous étions bien heureux et tranquille pourtant à Melfort.»*[20]

Charles Papen, directeur de CFNS, à son bureau en 1958.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Au cours des six années suivantes, Marie-Antoinette Papen appuiera toutes les démarches de son mari. La première chose qui les accueille quand ils arrivent à CFNS en 1955 est une situation financière peu encourageante. Ils devront travailler d'arrache-pied pour augmenter le volume des annonces publicitaires afin d'assurer la survie de la station. Une autre de leur préoccupation est l'arrivée de la télévision. Par chance, beaucoup foyers canadiens-français n'ont pas de téléviseur. Dans un autre rapport aux directeurs, Charles Papen écrit: *«9 400 foyers francophones en Saskatchewan n'ont pas encore de télévision et que ces gens-là écoutent la radio.»*[21]

Charles et Marie-Antoinette Papen n'ont pas peur d'apporter de nouvelles idées à CFNS. En 1957, par exemple, ils commencent *«un espèce de service de placement, ceci plus particulièrement pour de la main-d'oeuvre agricole. Nous avons eu le plaisir d'aider plusieurs fermiers et par le fait même plusieurs jeunes gens.»*[22] Ils inaugurent un service de nouvelles locales et régionales en collaboration avec les trois autres stations de l'Ouest. Ils offrent plus de nouvelles des villages francophones du nord de la Saskatchewan (annonces de mariages, de naissances, de décès, d'anniversaires et de visites importantes. *«Ces nouvelles donneraient un caractère plus intime et plus personnel à l'émission et la rendraient plus intéressante aux auditeurs.»*[23]

Bien sûr, en plus d'aider son mari à gérer CFNS, Marie-Antoinette revient au micro et reprend son émission «Au fil de l'heure». Dans son rapport du 28 novembre 1959 aux directeurs de RPN, Charles Papen nous donne un aperçu des tâches de sa femme: *«elle fait tout le commercial, tenue des livres, contacte les commanditaires pour de l'annonce ou de la continuité, vérifie les textes qui doivent être envoyés aux clients et s'occupe du programme féminin. Elle fait aussi de la promotion pour les commanditaires et arrive avec de bonnes suggestions pour attirer l'attention des auditeurs vers le poste.»*[24] Il ne faudrait pas oublier non plus que Mme Papen écoute tous les disques qui arrivent à CFNS et elle choisit ceux qui pourront être diffusés sur les ondes.

À cette époque, Charles et Marie-Antoinette Papen vivent au sous-sol de la station CFNS et tous les soirs, ainsi que les fins de semaine, ils remontent au bureau pour finir le travail qu'ils n'ont pas eu le temps de faire pendant la journée.

La mort de Charles Papen

En 1961, une tragédie frappe la famille Papen et la communauté fransaskoise toute entière; Charles Papen meurt d'une hémorragie cérébrale. Puisqu'elle connaît à fond tous les dossiers de CFNS, Marie-Antoinette Papen accepte de remplacer son mari comme gérante de la station jusqu'à ce que les directeurs trouvent un remplaçant.

Dans sa correspondance d'affaires, Mme Papen ne mentionne qu'une seule fois la mort de son mari. C'est dans une lettre, datée du 23 août, adressée à un des commerçants qui achète du temps d'antenne à CFNS, que Mme Papen annonce la mort de son mari et elle ajoute: *«toutefois, le travail et les affaires doivent se poursuivre, peu importe la tristesse dans le coeur. Jusqu'à la nomination d'un nouveau gérant, j'ai accepté de remplacer mon mari. Je travaille avec lui depuis longtemps, donc je suis familière avec la situation, quoique je réalise maintenant que d'accomplir quelque chose avec quelqu'un à ses côtés est différent que de le faire seul.»*[25]

Quelques mois plus tard, les directeurs de Radio-Prairie-Nord nomment Raymond Marcotte gérant de CFNS. Il y a certaines tensions entre le nouveau gérant et Marie-Antoinette Papen. Selon Raymond Marcotte, *«c'était douloureux pour madame Papen qui me connaissait intimement; on se visitait fréquemment, de voir que, elle qui en connaissait autant et moi qui ne connaissait absolument rien, devenait du jour au*

lendemain son patron. Mais, grande dame qu'elle était et avec la grande culture et la grande amitié qu'elle avait pour moi, elle n'a jamais, à aucun moment, démontré que toute décision prise par la direction qu'elle la questionnait.»[26]

«Au fil de l'heure»

En plus de toutes ses responsabilités à CFNS, Marie-Antoinette Papen continue à animer son émission «Au fil de l'heure», émission qui lui avait été confiée avant même l'ouverture de la station en 1952. Pendant vingt ans, elle est l'animatrice de cette populaire émission qui s'adresse aux femmes.

Jacques Landry, un collègue de travail, qui sera le dernier gérant de CFNS de 1969 à 1973, décrit l'émission comme suit: *«Elle y allait de nombreux conseils, de recettes; c'était à la fois sérieux et léger, il y'avait un excellent choix musical aussi qui semblait plaire à tout le monde et c'était toujours très agréable d'écouter* Au fil de l'heure *avec madame Papen.»*[27] Bien que destinée aux femmes (l'émission contenait de la poésie et des conseils de mode), «Au fil de l'heure» comptait un grand nombre d'hommes comme auditeurs réguliers. Le choix musical était excellent et, bien sûr, Mme Papen continuait à exercer un certain pouvoir de censure sur le choix musical des autres animateurs de CFNS.

En 1971, le Conseil de la vie française en Amérique, probablement à l'instigation de Raymond Marcotte, décide d'honorer Marie-Antoinette Papen pour toute sa contribution à la cause du français au Canada. Elle reçoit alors la Médaille d'or de cet organisme.

Un ans plus tard, elle atteint l'âge de 65 ans et elle prend sa retraite de CFNS. Au cours de sa dernière émission «Au fil de l'heure», elle invite ses auditeurs à venir lui rendre visite. *«Je reste à Saskatoon, ma porte vous est ouverte, continuellement; venez me voir et si je puis vous aider d'une façon ou d'une autre, vous n'aurez qu'à me le dire.»*[28] Toutefois, Marie-Antoinette Papen n'est pas femme à rester inoccupée. Elle commence à donner des cours privés aux anglophones de Saskatoon qui veulent apprendre le français. Elle devient présidente du conseil d'administration de la Caisse populaire française de sa ville d'adoption, elle s'implique dans la vie de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens. Et, comme elle le fait depuis déjà bien des années, elle s'occupe de la campagne de prélèvement de fonds en faveur des lépreux.

En 1977, Marie-Antoinette Papen *«est subitement frappée par un mal profond qui lui a fait perdre presque tout contact avec le monde autour d'elle.»* Elle se retire alors dans un foyer pour personnes âgées de North Battleford. Il lui devient de plus en plus difficile de se souvenir des noms de ses visiteurs. Elle meurt le 8 avril 1989.

À l'âge de 82 ans, sa carrière d'enseignante prenait fin, car même si elle avait abandonné l'enseignement formel de la salle de classe en 1950, Marie-Antoinette Papen avait poursuivi sa carrière d'enseignante tout au long de sa vie: même au micro, elle continuait d'éduquer ses auditrices et ses auditeurs.

Notes et références

1 Donatien Frémont. — Les Français dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1980. — P. 26
2 Ibid., p. 27
3 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 312
4 Marie-Antoinette Papen. — Gens de mon pays. — Entretiens avec Roger Lavallée. — Société Radio-Canada, 1974. — 1 audiocassette. — Disponible aux Archives de la Saskatchewan. — N° de l'éd. : Société Radio-Canada R-5114
5 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 222
6 Marie-Antoinette Papen. — Gens de mon Pays. — Entretiens avec Roger Lavallée
7 «Résultats des examens de français».— Le Patriote de l'Ouest. — (5 août 1931). — P. 4-6
8 Comité d'histoire locale. — Je me souviens : Histoire de Saint-Louis et des environs. — Saint Louis : Comité d'histoire locale, 1980. — P. 73
9 Marie-Antoinette Papen. — Gens de mon pays. — Entretiens avec Roger Lavallée
10 Ibid.
11 Thérèse Doré. — «Hommage à Antoinette Papen». — L'Eau vive. — (20 avr. 1989)
12 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 312
13 Marie-Antoinette Papen. — Gens de mon pays. — Entretiens avec Roger Lavallée
14 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 113
15 Ibid., p. 113
16 Ibid., p. 113
17 Ibid., p. 126
18 Ibid., p. 150
19 L'abbé Beaulac était curé d'Albertville et président de Radio-Prairie-Nord Limitée, compagnie qui exploitait CFNS à Saskatoon.
20 Assemblée plénière de RPN (3 sept. 1956). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)
21 Assemblée plénière de RPN (1957). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)
22 Ibid.
23 Ibid.
24 Assemblée plénière de RPN (1959). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)
25 Marie-Antoinette Papen. — [Lettre à un client de CFNS]. — 23 août 1961. — Archives de la Saskatchewan, R-128, 50(b)
26 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — P. 150
27 Ibid., p. 150
28 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 315

Bibliographie

Comité d'histoire locale. — Je me souviens : Histoire de Saint-Louis et des environs. — Saint Louis : Comité d'histoire locale, 1980

Doré, Thérèse. — «Hommage à Antoinette Papen». — L'Eau vive. — (20 avr. 1989)

Frémont, Donatien. — Les Français dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1980

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Assemblée plénière de RPN (3 sept. 1956). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)

Assemblée plénière de RPN (1957). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)

Assemblée plénière de RPN (1959). — Rapport du gérant. — Archives de la Saskatchewan. — R-128, 50(b)

Papen, Marie-Antoinette. — [Lettre à un client de CFNS]. — 23 août 1961. — Archives de la Saskatchewan, R-128, 50(b)

«Résultats des examens de français». — Le Patriote de l'Ouest. — (5 août 1931)

Papen, Marie-Antoinette. — Gens de mon pays. — Entretiens avec Roger Lavallée. — Société Radio-Canada, 1974. — 1 audiocassette. — Disponible aux Archives de la Saskatchewan. — N° de l'éd. : Société Radio-Canada R-5114

Maurice Quennelle

Photo: Archives de la Saskatchewan

Maurice Quennelle est né en 1873 à Armentières, près de Lille, dans le nord de la France. Il arrive en Saskatchewan en 1892. Un des fondateurs de la paroisse Saint-Jean-François-Régis de Wauchope, Maurice Quennelle cède une partie de son terrain pour construire une église et un presbytère. Il exploite un magasin et une cour à bois et il se lance en politique à l'échelle local, dans sa communauté (la municipalité et l'école), ainsi que dans les affaires de la francophonie (Société Saint-Jean-Baptiste de Wauchope et l'ACFC). Il meurt en 1930 après avoir été encorné par un taureau.

Chapitre un

Le fermier d'Armentières

En 1888, un jeune prêtre français, l'abbé Jean-Isidore Gaire, arrive à Saint-Boniface.[1] Il répond à l'appel de Mgr Taché, archevêque de Saint-Boniface, qui désire attirer des milliers de colons canadiens-français et français dans les vastes prairies de l'Ouest canadien. Le rêve de Mgr Taché est de voir naître au Manitoba et en Saskatchewan des centaines de communautés françaises et catholiques.

L'abbé Jean-Isidore Gaire offre ses services à l'évêque. Il demande une mission en région de colonisation, plutôt qu'une paroisse dans une des régions déjà peuplées de la Rivière-Rouge. L'évêque accède à ses désirs. L'abbé Gaire reprend le train vers l'Ouest. Il s'installe dans la région de Oak Lake, à quelque 50 kilomètres à l'ouest de Brandon. Dans la région située entre Oak Lake et Deloraine, l'abbé Gaire va fonder sa première paroisse française à un endroit qu'il nomme Grande-Clairière.

Ayant choisi l'endroit de sa première mission, le curé français reprend le chemin de l'Europe. Sa mission: convaincre les Français et les Belges de venir s'installer dans l'Ouest canadien. Une de ses recrues est un jeune homme d'Armentières, Maurice Quennelle. Âgé de 19 ans, il a fait des études classiques dans un collège de jésuites de sa ville natale.[2]

Ayant terminé ses études, le jeune homme est à la recherche de l'aventure. Il rencontre l'abbé Gaire lors d'une des tournées européennes du missionnaire-colonisateur. L'abbé Gaire, comme bien d'autres agents colonisateurs, a sans doute eu son billet payé par le gouvernement pour faire du recrutement en France et en Belgique. À cette époque, le gouvernement du Canada et la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique organisent de grandes foires en Europe afin de montrer aux gens qu'ils devraient songer aux prairies de l'Ouest.

Maurice Quennelle est impressionné par le jeune missionnaire. Il décide de venir voir si l'Ouest canadien a quelque chose à lui offrir. Au printemps de 1892, il quitte le foyer paternel et s'embarque sur un navire qui le conduira au Canada.

Le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest après 1882. (Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*. p. 5.)

Il se demande sans doute ce qu'il va trouver une fois rendu en Amérique. L'abbé Gaire lui a parlé des vastes prairies qui s'étendent jusqu'à l'horizon. Il lui a dit qu'il n'y avait pas d'arbres dans toute cette région.

Que va-t-il trouver au Canada? C'est une question que tous les pionniers ont dû se poser à un moment ou l'autre lors de la traversée de l'océan Atlantique. Qu'allaient-ils trouver ces colons français à leur arrivée à Grande-Clairière? C'est dans les mémoires de l'abbé Jean-Isidore Gaire qu'on apprend quelle réception attend Maurice Quennelle et les autres colons dans cette mission du Manitoba.

Il écrit : «*Au printemps de 1892 un bon nombre de colons arrivèrent à Grande-Clairière; environ une centaine sont arrivés vers la fin mars. Il y avait des jeunes hommes et jeunes femmes; de bons fermiers, des employés de bureau, des ouvriers, des vagabonds et des voleurs. Je vivais comme ermite dans mon presbytère, n'ayant même pas l'aide d'une domestique.*

Un soir, pendant le Carême, comme je finissais mon souper, j'aperçois deux étrangers qui s'approchent de moi.

Nous sommes venus en groupe de 75 colons, me disent-ils. La rivière Souris est inondée et nous avons été retardés.

Comme ils finissent de m'annoncer cette nouvelle, j'aperçois le groupe - hommes, femmes, enfants; ils ont avec eux des charrettes et leurs bagages. Ces gens sont affamés et la noirceur de la nuit ne fait qu'ajouter horreur à leur triste état.

Lille se trouve dans le nord de la France près de la frontière de la Belgique.

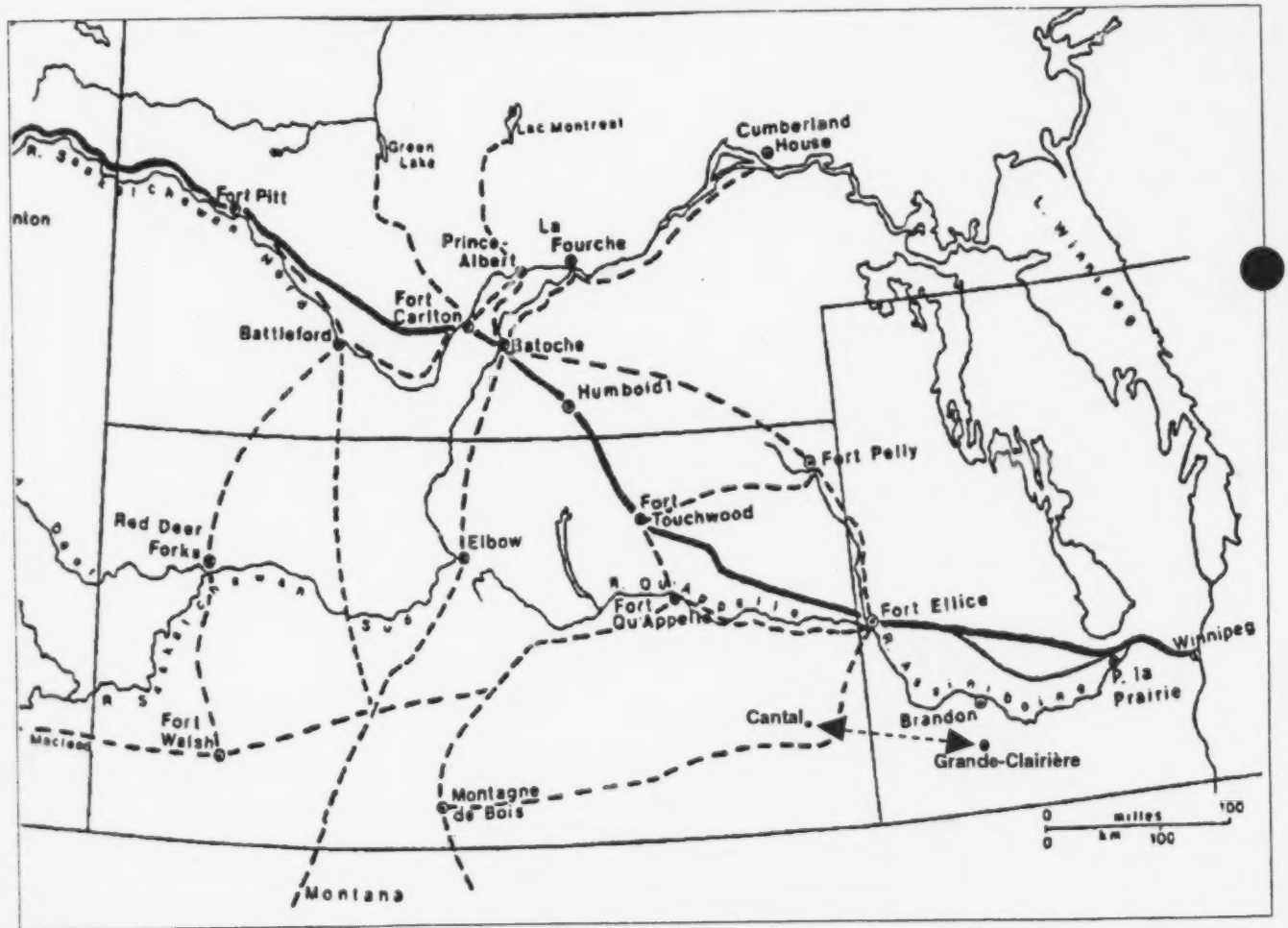
Je regarde mes provisions. J'ai quelques pains, des oeufs, du thé, du sucre, mon bois de chauffage et mon poêle. Pendant sept longues heures, de six heures à une heure du matin je suis l'esclave du poêle afin de nourrir ces pauvres gens. Enfin, mes provisions ont disparu. Ma maison est remplie d'un coin à l'autre. Dans la cuisine, nous sommes tassés comme des sardines. Un m'appelle; un autre veut me parler. Les questions viennent des quatre coins! Je suis épuisé; moi qui aime la solitude, la paix, je ne pourrais jamais oublier cette nuit.

Où vont-ils coucher tous ces gens-là? L'homme, et la femme, a besoin de sommeil. Quelques-uns pourront coucher dans ma maison, mais qu'adviendra-t-il des autres? Soudain, j'ai ma réponse. Une vingtaine resteront dans la maison. Les autres, je les invite à me suivre jusqu'à l'église. Nous rangeons les bancs. Le plancher est propre et sec, mais il est aussi fait de bois franc. Il y a un tas de paille près de l'église. J'invite les hommes à charrier de la paille pour faire des litières.»[3]

Maurice Quennelle est parmi ces hommes et femmes dans l'église de Grande-Clairière, couchés sur une litière de paille. Les colons passent quelques semaines à Grande-Clairière. L'abbé Gaire se rend à Winnipeg pour changer les francs des immigrants en argent canadien. Il s'assure que chacun pourra obtenir un *homestead*. Il achète des provisions à Oak Lake car il n'y a plus que de la farine au presbytère à Grande-Clairière.

Enfin, quelques semaines plus tard, ils partent pour Cantal, 80 kilomètres à l'ouest de Grande-Clairière. En 1892, la région de Cantal fait partie du district d'Assiniboia dans les Territoires du Nord-Ouest. Aujourd'hui, Cantal fait partie de la Saskatchewan. À cette époque, il n'y a qu'un pays sauvage que personne n'a visité, sauf des Indiens et des arpenteurs du gouvernement.

Un beau matin d'avril, la caravane de dix «wagons» s'aligne devant l'église de Grande-Clairière. Certains sont tirés par des chevaux; d'autres par des boeufs. Ce matin-là, Maurice Quennelle a probablement pris les guides des deux boeufs de son «wagon». Il a surveillé son entourage pour voir le tableau suivant: des hommes qui parlent, crient, gesticulent; des



Trajet de Grande-Clairière à Cantal, 1892. Durant le voyage, l'abbé Gaire, Maurice Quennelle et les autres traverseront une ancienne piste métisse. Il s'agit de la piste allant du Fort Ellice à la Montagne de Bois. (Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*, Lapointe, Richard et Tessier, Lucille. p. 10.)

poules qui caquettent, des cochons qui grognent, des vaches et des veaux qui beuglent. Il a sans doute aperçu l'abbé Gaire qui montait sur sa charrette et qui donnait le signal du départ.[4]

Le premier jour, les voyageurs parcourent une distance d'environ vingt et un kilomètres. L'abbé Gaire rassure les autres: ils feront de plus longues distances une fois qu'ils seront accoutumés à manoeuvrer les boeufs.

Pendant la nuit, une tempête de neige frappe la caravane. Les colons apprennent ainsi que dans l'Ouest canadien, la première fonte des neiges ne veut pas nécessairement dire que l'hiver est terminé.

L'abbé Jean-Isidore Gaire, fondateur des paroisses de Cantal, de Bellegarde et de Wauchope dans le sud-est de la Saskatchewan.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Trois jours plus tard, les colons traversent une piste nord-sud; [5] c'est une ancienne piste des fréteurs métis. Le curé leur annonce qu'ils arrivent à destination. Ici, le groupe va établir un campement quasi permanent. Maurice Quennelle et les autres aident à placer les «wagons» en demi-cercle. Sous les «wagons», ils placent de la paille pour faire des litières. Une fois le travail terminé, les hommes s'éloignent un peu du campement; ils s'aperçoivent qu'un feu de prairie a ravagé la région l'été précédent. Le sol est noir, mais l'abbé Gaire leur assure que l'herbe repoussera pendant l'été.

Les hommes sont découragés. Ils sont venus de si loin. Ont-ils eu raison de quitter la vieille France? Si seulement le soleil pouvait apparaître! Mais le ciel reste couvert; il pourrait y avoir une autre tempête.

Le lendemain, les hommes quittent le camp. Ils doivent trouver les poteaux des arpenteurs,[6] car c'est la seule façon de trouver les terres qui leur ont été réservées au bureau des Terres du Dominion à Winnipeg. Ils forment une ligne droite sur laquelle ils se placent à 50 mètres l'un de l'autre. Puis, ils commencent à marcher vers l'ouest.

En peu de temps, un des hommes aperçoit le premier poteau. Les autres se regroupent autour de lui. L'abbé Gaire leur dit que la coulée qu'ils voient à l'ouest du poteau est la coulée de Saint-Raphaël. C'est là qu'il va établir la paroisse de Saint-Raphaël de Cantal. Le ruisseau dans la coulée coule vers l'est. jusqu'à la Montagne de l'Orignal, pour enfin se jeter dans la rivière Souris.[7]

Un après l'autre, les colons trouvent leurs *homesteads*. Quelques jours plus tard, l'abbé Gaire annonce qu'il doit retourner à Grande-Clairière. Les hommes décident de l'accompagner jusqu'à Carnduff où il prendra le train pour retourner à Oak Lake. De cette façon, il sera de retour chez lui le même jour.

À Carnduff, les colons demandent au curé quand il sera de retour. Il leur annonce qu'il reviendra à Cantal dans un mois. Entre temps, il leur conseille de se construire des maisons. Plusieurs colons sont découragés. Ils n'ont pas vu le soleil depuis deux semaines. Et, pour empirer la situation, un habitant de Carnduff leur raconte des histoires d'horreur à propos de la vie dans la région: tempêtes de neige en hiver, sécheresse et sauterelles en été.

Le curé leur dit sans doute de ne pas l'écouter car ils ont choisi de bonnes terres. Maurice Quennelle et d'autres se dirigent vers le magasin général. Ils achètent des provisions, les chargent dans leurs «wagons» et, à midi, ils accompagnent le curé à la gare nouvellement construite. Avant de partir, l'abbé Gaire leur donne ce dernier conseil. «*Soyez patients, vous serez heureux. Construisez vos maisons, défrichez la terre, soyez de vrais pionniers.*»[8]

Il monte dans le train. Les hommes reprennent la route vers Saint-Raphaël de Cantal.

Maurice Quennelle se construit une maison de tourbe[9] sur son *homestead*. Le premier été, il casse vingt-cinq acres[10] et en ensemence douze. Bien que la récolte ne soit pas tellement bonne en 1892, il casse trente acres de plus l'été suivant et il ensemence vingt acres. Il décide aussi de construire une maison de planches, parce que le *soddie*, sa maison de tourbe, attire les puces, les coquerelles et les couleuvres. En 1893, c'est la sécheresse! Maurice Quennelle continue à défricher son terrain, mais l'année 1894 est encore pire que les deux années précédentes.

Depuis trois ans, les récoltes sont désastreuses, mais en 1895, la pluie revient. La récolte est abondante. Hélas, cette fois, une crise économique réduit les revenus des colons. Maurice Quennelle reçoit les lettres patentes[11] de son *homestead*. Il décide de louer sa terre à un voisin et de regagner la mission de l'abbé Gaire à Grande-Clairière.

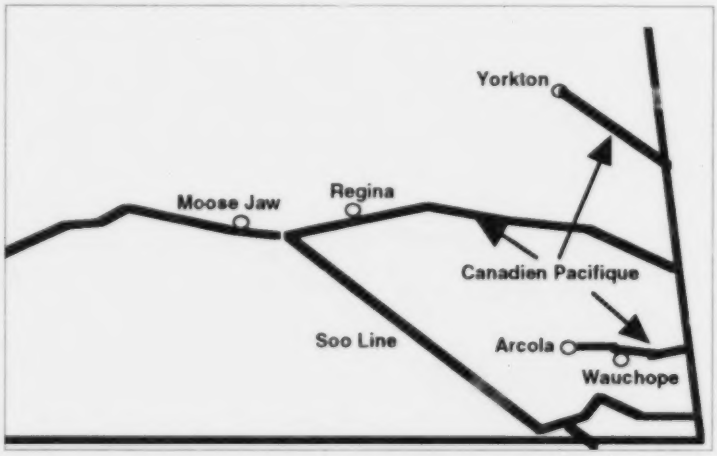
Là, il achète une autre terre. Il fait la connaissance de Marguerite Cruywels, la domestique du missionnaire et il l'épouse. Il séjourne à Grande-Clairière jusqu'en 1901. Puis, il décide de revenir dans la région de Cantal. Cette fois-ci, il achète une ferme à Wauchope, à environ 20 kilomètres au nord de son premier *homestead* dans l'Ouest canadien.

Chapitre deux

Le commerçant de Wauchope

En 1901, la ligne de chemin de fer Arcola vient juste d'arriver à Wauchope.[12] La guerre des Boers bat son plein en Afrique du Sud et la Compagnie du Canadien Pacifique donne le nom du Général W. Wauchope à sa nouvelle gare située à 40 kilomètres à l'est d'Arcola en l'honneur du militaire britannique. Les pionniers commencent à arriver à Wauchope en 1901 et 1902.

Maurice Quennelle achète une terre près de la gare; le carreau nord-est de la Section 14 du Township 5, Rang 34, à l'ouest du 1er méridien. Il cède une parcelle de cette terre à l'abbé Gaire qui veut construire une église et un cimetière. Puis, les colons commencent à arriver. Entre 1901 et 1910, plusieurs familles canadiennes-françaises et françaises viennent rejoindre Quennelle à Wauchope; les familles Boutin, Briand, Cousin, Clochard, D'Autremont, Delaileau, Delmaire, Escaravage, Fournier, Guiguet, Huybrecht, Hamel, L'Hotelier, Longefosse, Mansuy, Moran, Mahé, Lenouil, Rogg et Sauvé.



En 1902, la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique qui traverse le village de Wauchope s'arrête à Arcola.

Ces familles ne resteront pas toutes dans la région de Wauchope. Par exemple, Yves-Marie Cousin arrive à Wauchope en 1901 des Côtes-du-Nord en France.[13] En 1914, il quitte Wauchope pour s'établir à Saint-Brieux avant de s'installer définitivement à Saint-Isidore de Bellevue en 1918. D'autres familles trouveront la vie trop difficile en Saskatchewan et regagneront la France. Cependant, bon nombre décident de faire leur vie à Wauchope.

Ces colons de langue française vivent côte à côte avec des immigrants anglais, comme les familles Agnew, Brown, Cunningham, Good, Kellington, Bobier (agent d'élévateur), Freeman (propriétaire de magasin), Thornton (sellier), Bergstrom (agent immobilier) et McNaughton (charpentier).

Maurice Quennelle se souvient des problèmes de sécheresse et de chute des prix du grain qu'il a connus entre 1892 et 1895 lorsqu'il est arrivé dans l'Ouest comme jeune immigrant de 18 ans. Il décide qu'il ne veut pas être à la merci d'une industrie agricole sur laquelle il n'a aucun contrôle.

Cette fois-ci, il décide d'être propriétaire de magasin tout en étant cultivateur comme ses voisins anglais. Il voit que deux de ses voisins français font de même: Joseph Gaudet est boulanger et Arsène Sylvestre

est forgeron. Ce dernier a construit les tuyaux de l'orgue de l'église de Wauchope.

En copropriété avec M. Braunger, il ouvre un deuxième magasin général à Wauchope pour faire concurrence à celui de Freeman. Les prix de la marchandise du magasin Braunger-Quennelle sont compétitifs comparés à ceux des autres magasins de la région: une paire de souliers: 2,90 $, une livre de fécule de pomme de terre: 25 cents, un gallon de sirop: 65 cents, une livre de saindoux: 75 cents, une penture: 20 cents.[14]

En 1904, il ouvre une cour à bois et une quincaillerie pour fournir aux colons des matériaux de construction. Dans sa cour à bois, Maurice Quennelle vend aussi des poteaux et du fil de fer barbelé aux fermiers de la région.

Maurice Quennelle et sa première femme, Marguerite Cruywels vers 1904.
Photo: Archives de la Saskatchewan

À cette époque, la Compagnie Henderson de Winnipeg publie chaque année le *Henderson's Manitoba and North West Territories Gazeteer and Directory*. Ce volume, comme nos annuaires téléphoniques, donnait chaque année les noms des commerçants de chaque ville et village de l'Ouest canadien. Dans l'annuaire de 1906, on lit: *Wauchope: Maurice Quennelle - postmaster and general store, insurance, loans, implements and lumber.*

Selon ce document, Maurice Quennelle est maître de poste à Wauchope. De plus, il s'occupe aussi de la vente d'assurances et agit comme banquier, offrant des prêts aux fermiers de la région. On découvre aussi qu'il vend de l'équipement agricole.

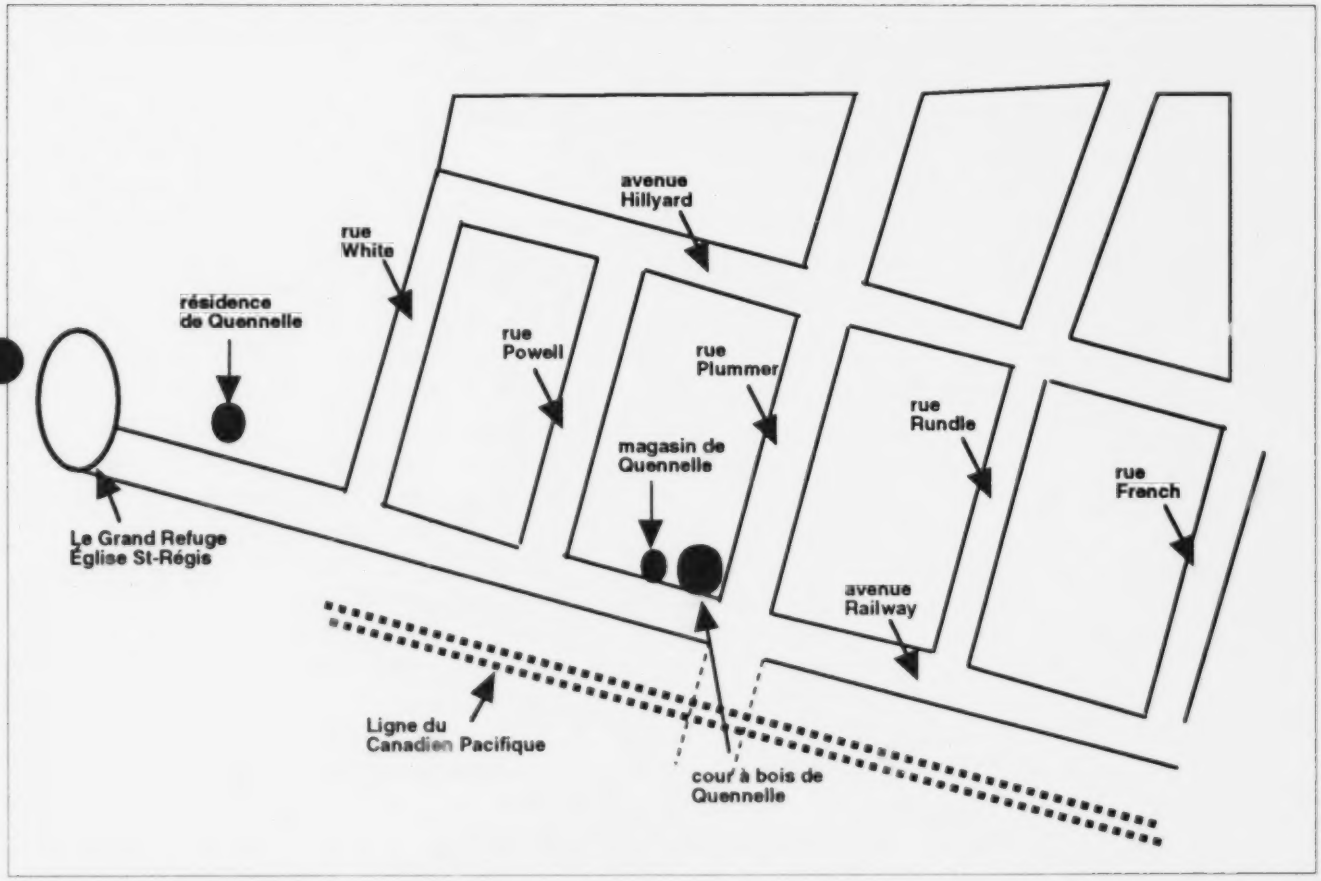
Il est copropriétaire du magasin Braunger-Quennelle, mais c'est lui qui occupe le deuxième étage de l'édifice avec sa femme, Marguerite. Le magasin est situé sur le lot N° 7 sur l'avenue Railway entre les rues Powell et Plummer. La cour à bois occupe les lots N^{os} 8, 9 et 10. En 1905, il achète le lot N° 4 sur l'avenue Railway entre les rues Plummer et Rundle. C'est ici qu'il se construit une maison.

En 1907, on apprend par l'annuaire Henderson que Maurice Quennelle est maintenant co-propriétaire d'une concession d'équipement agricole, l'*International Harvesting Company*, avec Arsène Sylvestre. Cette agence fait concurrence à la *Massey Harris Company* et son agent L.V. Bolier. Monsieur Bolier est aussi l'agent d'élévateur à Wauchope.

Étant de plus en plus occupé par ses différents commerces, Maurice Quennelle est obligé d'embaucher du personnel pour s'occuper de ses terres. En 1905 et 1906, il en embauche aussi pour ses commerces alors qu'il passe de

plus en plus de temps à Saint-Boniface. Sa femme, Marguerite, est très malade et est hospitalisée à l'Hôpital des Soeurs Grises, à Saint-Boniface. Elle meurt en avril de cette année-là et les funérailles ont lieu dans la petite chapelle qu'on appelle «Le Grand Refuge». Madame Quennelle est la première à être enterrée dans le cimetière catholique de Wauchope. Maurice et Marguerite n'ont eu aucun enfant.

Après les funérailles, Maurice Quennelle se remet au travail. En 1908, la famille Prost arrive de France à Wauchope. Maurice rencontre Anne-Marie et ils se marient en 1909. Au cours des années suivantes, Maurice et Anne-Marie auront neuf enfants, cinq fils et quatre filles. Trois des fils meurent en bas âge.



Le village de Wauchope. *(Source: Precious memories of time: A salute to the pioneers of Wauchope and Park. p. 24.)*

Chapitre trois

L'homme politique

Maurice Quennelle arrive dans l'Ouest canadien en 1892 à l'âge de 19 ans. Il découvre un pays à bâtir. Il n'y a aucune des institutions que le jeune Lillois a connues dans son pays natal; il faut construire des églises, des écoles, des hôpitaux, des municipalités. Le gouvernement du Canada a fait arpenter les vastes prairies de l'Ouest canadien et a adopté des lois pour l'établissement des colons sur les terres - la *Loi sur les homesteads*, mais il n'y a pas grand-chose d'autre qui a été fait à cette époque. Même les vastes Territoires du Nord-Ouest n'ont pas encore été divisés en provinces.

Louis Riel a participé à la création de la province du Manitoba en 1870, mais dans ce temps-là, cette province ne représentait qu'une très petite superficie par rapport à aujourd'hui. Toute la partie sud-ouest du Manitoba faisait partie des Territoires du Nord-Ouest, tandis que le nord de la province était rattaché au district du Keewatin. En 1892, la province du Manitoba était un petit îlot de quelques milliers de sections autour de Winnipeg.

Maurice Quennelle et les autres colons français recrutés par l'abbé Jean-Isidore Gaire doivent alors s'assurer que des institutions puissent fleurir dans leur nouveau pays d'adoption.

À Cantal et ensuite à Grande-Clairière, Maurice Quennelle s'engage, malgré son jeune âge, dans l'administration de la paroisse. Il agit comme marguillier (les laïcs chargés de l'entretien de la paroisse). Étant un fervent disciple de l'abbé Gaire, il s'engage à nouveau dans l'administration de la paroisse de Saint-Jean-François-Régis en arrivant à Wauchope en 1901. Il accepte à nouveau d'être marguillier et donne une parcelle de sa terre à la paroisse pour qu'on puisse y construire une église et un cimetière. Puis, il aide à construire la première chapelle, qu'on baptise le «Grand Refuge». Cette bâtisse doit servir d'église, de presbytère et de refuge pour les immigrants lors de leur arrivée à Wauchope.

Pourquoi construire un tel refuge? Rappelons-nous qu'en 1892, lorsque Maurice Quennelle et les autres colons étaient arrivés à Grande-

L'intérieur de l'église de Wauchope. C'est l'abbé Jean-Isidore Gaire que l'on voit sur la photo.

Photo: Archives de la Saskatchewan

Clairière, l'abbé Gaire ne savait pas où héberger ces nouveaux venus. À Wauchope, l'abbé et ses marguilliers veulent qu'il y ait un refuge pour accueillir les nouveaux immigrants.

En 1903, Maurice Quennelle reçoit la permission du ministère des Postes d'ouvrir un bureau de poste dans son magasin. Il demeure maître de poste jusqu'en 1906. Le courrier arrive probablement deux fois par semaine par le train du Canadien Pacifique. Les lettres et les colis portent des adresses aussi exotiques que celles d'Écosse, d'Angleterre, d'Allemagne, de France et de Belgique.

À cette époque, la plupart des villageois et des fermiers de la région commandent leurs vêtements et leurs souliers par l'entremise du catalogue de la Compagnie T. Eaton de Toronto. Puisque les gens ont rarement l'occasion de se rendre dans les villes de Regina et de Winnipeg, où il y a quelques grands magasins, la plupart des achats se font par l'entremise du catalogue Eaton.

Le village de Wauchope grossit vite. En août 1902, la population de la région compte 15 personnes pour ensuite atteindre 40 en décembre 1903. Enfin, en décembre 1906, il y a 181 personnes à Wauchope. De plus, le petit village est le centre d'approvisionnement des fermiers de plusieurs communautés avoisinantes.

Le 21 mars 1906, Wauchope est élevé légalement au rang de municipalité. Des élections ont lieu pour élire un premier conseil municipal. Maurice Quennelle est élu maire. Maurice Quennelle et V. Bernay sont les deux seuls Français du conseil municipal bien que les francophones soient plus nombreux que les anglophones. Les autres membres du premier conseil sont A. Freeman, secrétaire, L. Bobier, G. Armitage, J. Benson et M. Thornton.

La première réunion des conseillers a lieu dans la maison de Maurice Quennelle le 25 avril 1906. À Wauchope, les fermiers et les commerçants doivent payer une taxe municipale de 2 $ le carreau, en 1904. En 1905 et 1906, la taxe passe à 4 $ le carreau. Lors d'une autre réunion du conseil, le 21 février 1907, les conseillers décident de prélever une taxe sur la propriété dans le village de Wauchope. Le taux est fixé à cinq millièmes, soit 25 $ pour une propriété valant 5 000 $.

Maurice Quennelle siège au conseil municipal pendant de nombreuses années, parfois comme maire, parfois comme secrétaire ou même à titre de conseiller. C'est le 4 janvier 1909 qu'on décide d'adopter une série de règlements généraux pour le village de Wauchope.

«#1. En hiver, ou durant tous les temps froids, aucun cheval ou boeuf mené en ville pourra être laissé attaché dehors pour une période dépassant deux heures. Le propriétaire de l'animal laissé attaché pendant plus de deux heures recevra une amende de 1 $ pour la première offense, 2 $ pour la deuxième et 3 $ pour la troisième offense.
«#2. Aucun cheval, vache ou autre animal de ferme ne doit être laissé en liberté dans le village.
«#3. Les chiens seront taxés au prix de 1 $ pour le chien et de 2 $ pour la chienne.
«#4. Le fumier, les ordures et autres casse-pieds devront être sortis des étables et des autres places publiques avant le 1er avril de chaque année.
«#5. Toute personne traversant un trottoir avec une voiture devra payer une amende d'au plus 5 $ ainsi que le coût de réparation.
«#6. Tous les colporteurs qui veulent vendre des produits dans le village doivent obtenir un permis. Ces permis seront de 5 $ pour la vente d'aliments et de linge et de 2 $ pour toutes autres marchandises.

«#7. Le port d'arme à feu dans les limites du village est interdit sous peine d'une amende d'au plus 5 $.»[15]

En plus d'être conseiller municipal et marguillier, Maurice Quennelle est aussi commissaire d'école à Wauchope.

À cette époque, il n'existe pas d'organisation regroupant les Canadiens français de la Saskatchewan. Et il y a souvent de petites chicanes entre colons de la vieille France et pionniers du Québec. Afin d'apaiser ces conflits à Wauchope, l'abbé Jean-Isidore Gaire décide, en 1908, de fonder un cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Un dimanche soir, le 2 août, il regroupe dans son presbytère les plus fervents de ses paroissiens — Jean Gaudet, Maurice Quennelle, Arsène Sylvestre, Pierre Escaravage, François Bernuy et Charles Dupont — et leur suggère d'établir un cercle local de la Société à Wauchope.

Puisque la plupart de ses paroissiens sont originaires de France et de Belgique, ils ont perdu le sens de cette vieille tradition française et ne comprennent pas l'importance de la Saint-Jean-Baptiste pour les Canadiens français. L'abbé Gaire doit alors leur expliquer l'origine de la Société Saint-Jean-Baptiste.

«Le 23 juin au soir, veille de la Saint-Jean-Baptiste, les villageois se réunissaient face à l'église paroissiale et y dressaient un bûcher de trois m et trente cm de hauteur. Pour ce faire, on utilisait surtout des éclats de cèdre qu'on couvrait par la suite de branches de sapin. Lorsque le bûcher se dressait fièrement au milieu de la place, on invitait le curé à venir le bénir. Après les prières rituelles, celui-ci allumait le feu avec un cierge... La fête s'amorçait, ponctuée par de jolies chansons du terroir et des danses auxquelles chacun se joignait avec gaieté.»[16]

Au Canada français, la fête de la Saint-Jean-Baptiste prend un nouveau sens après la conquête de 1760. Dorénavant, pour les Canadiens français, la Saint-Jean-Baptiste souligne leur volonté de survivre comme groupe.

Au Québec, la fête de la Saint-Jean prend une allure plus officielle à partir de 1834, date à laquelle Ludger Duvernay propose que le 24 juin devienne la fête nationale annuelle des Canadiens français. Duvernay fondera quelques années plus tard la Société Saint-Jean-Baptiste.

L'abbé Gaire doit informer ses paroissiens qu'au Québec, les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste gèrent des mutuelles d'entraide, d'assurance et de fiducie. Il serait possible de faire la même chose à Wauchope.

Il leur rappelle que trois sociétés fermières de financement et de placement existent déjà pour aider à placer des colons dans la région. La Société de l'Orignal, établie en 1902, la Société d'Assiniboia-Alberta en 1904 et la Société du Clergé français en 1905 ont aidé de nombreux colons à s'établir à Grande-Clairière, à Cantal, à Bellegarde et à Wauchope. Ayant sollicité les Européens pour avoir de l'argent pour acheter des fermes et des animaux, les trois sociétés ont fait fructifier les investissements des membres européens. Mais les profits de ces trois sociétés sont retournés en Europe.

L'abbé Gaire est persuadé que la Société Saint-Jean-Baptiste pourrait faire la même chose pour les gens de Wauchope. Puisque ses paroissiens sont bien installés et qu'ils ont un peu d'argent de côté, pourquoi ne pas investir ces fonds dans leur propre Société Saint-Jean-Baptiste. Les profits resteraient dans la communauté, plutôt que d'être envoyés en France ou en Belgique.

Les hommes décident de fonder un cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste. Jean Gaudet est élu président, Maurice Quennelle, vice-président, Pierre Escaravage, secrétaire et Arsène Sylvestre, trésorier.

Quelques jours plus tard, le 8 août, les officiers de la Société se réunissent chez François Bernuy. À cette rencontre, ils décident que tout francophone intéressé pourra devenir membre de la Société Saint-Jean-Baptiste en payant une cotisation d'entrée de 90 cents avant le 1er septembre et une cotisation annuelle d'un dollar.

La plus grande réussite de la Société Saint-Jean-Baptiste de Wauchope est la création d'une bibliothèque locale. En 1908, les membres de la Société se réunissent pour discuter de la difficulté d'obtenir des livres en français à Wauchope. Les jeunes sont en train de perdre leur langue parce qu'ils n'ont rien à lire en français.

Comme bien d'autres colons, lorsque les gens de Wauchope ont quitté la France pour le Canada, ils ont apporté l'essentiel, mais ils ont laissé tous leurs livres là-bas. Plusieurs se sont abonnés à des journaux de l'Est, comme *La Patrie*, *L'Action Catholique* et *La Presse*.

Lors de cette rencontre, Arsène Sylvestre annonce aux membres que la Société dispose de 120 $ et que cet argent pourrait être utilisé pour commander des livres à des maisons d'édition, à Paris. Ils adoptent une résolution en faveur de la création d'une bibliothèque locale à Wauchope. Maurice Quennelle est délégué pour rencontrer l'abbé Gaire et dresser une liste des livres qui seront commandés en France.

Pour que la bibliothèque puisse acheter d'autres livres, François Bernuy propose qu'on demande quelques sous pour la location des livres de la bibliothèque. La résolution est adoptée et les livres sont loués pour une période de 15 jours. Les membres de la Société devront payer cinq cents par livre, tandis que les non-membres payeront dix cents.

Le premier président de l'ACFC

Jusqu'alors, l'action politique de Maurice Quennelle a eu lieu exclusivement à Wauchope. Il est maire du village, commissaire d'école, marguillier de la paroisse Saint-Jean-François-Régis et membre de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Cela va changer en 1912.[17] À l'automne 1911, la Société du Parler Français au Canada se réunit à Québec et décide d'organiser un grand congrès de la langue française. Ce congrès aura lieu en juin 1912 dans la vieille capitale du Québec.

L'abbé Jean-Isidore Gaire recommande à Maurice Quennelle d'écrire une lettre au *Patriote de l'Ouest* demandant qu'on établisse en Saskatchewan un cercle provincial de la Société du Parler Français. L'idée fait son chemin, et en octobre 1911, Maurice Quennelle est mandaté par son cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste pour assister à Regina à une rencontre des évêques et d'autres membres du clergé où l'idée d'un regroupement provincial est discutée.

Lors de cette réunion, à Regina, on décide de lancer un appel à tous les citoyens de langue française de la Saskatchewan, les invitant à un grand congrès qui doit avoir lieu à Duck Lake en février 1912.

Le 26 février 1912, Maurice Quennelle, l'abbé Gaire, Jean Gaudet, Arsène Sylvestre et François Bernuy se rendent à la gare de

Wauchope où ils prennent le train qui les mènera à Duck Lake pour le grand congrès des Franco-Canadiens de la Saskatchewan.

Le congrès débute le 28 février. Plusieurs orateurs prennent la parole, dont Mgr Olivier-Elzéar Mathieu, évêque de Regina, Mgr Ovide Charlebois, évêque du Keewatin et l'honorable Alphonse Turgeon, procureur général de la Saskatchewan.

Quelqu'un propose de fonder une association provinciale du Parler Français. L'abbé Bérubé de Vonda se lève pour dire qu'il existe déjà des cercles locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste et qu'il n'y a aucune raison de fonder une autre association.

Maurice Quennelle, natif de la France, a peut-être soulevé le point suivant: Il est membre du cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste à Wauchope. Ce cercle a fait de bonnes choses depuis sa fondation en 1908. Cependant, la Saint-Jean-Baptiste, c'est la fête du patron des Canadiens français. La Société Saint-Jean-Baptiste au Québec défend les intérêts des Canadiens français. C'est bien pour le Québec ou même pour l'Ontario. Mais, ici en Saskatchewan, les colons de langue française ne sont pas tous venus du Québec. Des milliers sont venus de France. D'autres sont venus de Belgique et de Suisse. Leur saint patron n'est pas Saint-Jean-Baptiste! Mais ces Français, Belges et Suisses veulent quand même conserver leur langue française.

À la fin du congrès, on décide de nommer un comité de trois personnes chargé de dresser le plan d'une organisation provinciale. Maurice Quennelle est nommé président de ce comité. Les délégués mandatent également quatorze personnes qui se rendront au Congrès du Parler Français à Québec en juin.

Le comité se réunit quelques mois plus tard et invite le père Saunier, curé de Qu'Appelle à rédiger une constitution pour la nouvelle association provinciale. Maurice Quennelle lui rappelle que la nouvelle association devra être adoptée à la mentalité et aux besoins de tous les citoyens de langue française en Saskatchewan, c'est-à-dire comprendre les différences entre Canadiens français et Français.

Un autre congrès provincial a lieu en été en 1913, à Regina. Lors de ce congrès, on propose la création d'une association provinciale portant le nom d'*Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan*. Le nom et la constitution sont adoptés et Maurice Quennelle est élu premier président de l'ACFC

Maurice Quennelle a apporté une grande contribution au développement de la communauté de Wauchope et aussi au développement de la communauté canadienne-française en Saskatchewan. En septembre 1930, à l'âge de 56 ans, il est encorné par un taureau à sa ferme à Wauchope. Maurice Quennelle décède quatre jours plus tard, le 24 septembre 1930.

Notes et références

1 Richard Lapointe. — «Jean-Isidore Gaire». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 172-176

2 Richard Lapointe. — «Maurice Quennelle». — 100 Noms. — P. 339-341

3 Jean-Isidore Gaire. — «Diary of l'abbé Jean-Isidore Gaire». — Redvers Optimist. — Vol. 2, n° 52 (8 juin 1961). — Archives de la Saskatchewan. — Traduction

4 «Diary of l'abbé Jean-Isidore Gaire». — Redvers Optimist. — (22 juin 1961)

5 Cette ancienne piste des Métis allait du Fort Pelly au Fort Ellice, puis à la Montagne de Bois.

6 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 15-16

7 Les élèves seront peut-être intéressés de savoir que c'est dans cette région de la Montagne de l'Orignal et de la Rivière Souris que le gouvernement de la Saskatchewan a bâti les barrages Rafferty-Alameda.

8 «Diary of l'abbé Jean-Isidore Gaire». — Redvers Optimist. — (27 juill. 1961)

9 Les colons du sud de la Saskatchewan construisaient des maisons de tourbe, communément appelées *sodhouses* ou *soddies* , parce qu'il y avait peu d'arbres dans la région. Ils faisaient venir plus tard du bois de construction pour une habitation permanente.

10 Dans le sud, un colon pouvait casser en moyenne 25 acres de terre par an. Dans le nord, à cause des arbres, la moyenne n'était pas aussi élevée.

11 Les lettres patentes sont le titre de propriété d'un *homestead*. Pour l'obtenir, le colon devait demeurer sur son *homestead* six mois par an pendant trois années consécutives et mettre en culture un certain nombre d'acres.

12 Precious Memories of Time : A Salute to the Pioneers of Wauchope and Park. — Regina : Focus Pub., 1989. — P. 19

13 Denis Dubuc ; Roland Gaudet. — Généalogie des familles de St-Isidore de Bellevue, Sask., depuis sa fondation : 1902-1970. — Duck Lake : R. Gaudet, 1970. — P. 4

14 Reçus des magasins de M. Quennelle, conservés aux Archives de la Saskatchewan.

15 Precious Memories of Time : A Salute to the Pioneers of Wauchope and Park. — P. 26

16 Yvon Desautels. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984. — P. 14

17 Richard Lapointe. — 100 Noms
Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan
Raymond Denis. — [Mes Mémoires]. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Bibliographie

Denis, Raymond. — [Mes Mémoires]. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Desautels, Yvon. — Les coutumes de nos ancêtres. — Montréal : Éditions Paulines, 1984

Dubuc, Denis ; Gaudet, Roland. — Généalogie des familles de St-Isidore de Bellevue, Sask., depuis sa fondation : 1902-1970. — Duck Lake : R. Gaudet, 1970

Gaire, Jean-Isidore. — «Diary of l'abbé Jean-Isidore Gaire». — Redvers Optimist. — Vol. 2, n° 52 (8 juin 1961). — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Precious Memories of Time : A Salute to the Pioneers of Wauchope and Park. — Regina : Focus Pub., 1989

Louis Riel

Louis «David» Riel
Photo: Archives de la Saskatchewan

Louis «David» Riel est né à Saint-Boniface, Terre de Rupert, en 1844, le fils de Louis Riel père et de Julie Lagimodière. Il fut l'un des jeunes Métis choisis par Mgr Taché pour aller faire des études classiques au Québec. En 1869, Riel est de retour à Saint-Boniface et il est nommé président du Conseil provisoire de la Rivière-Rouge. Il force Ottawa à reconnaître le Manitoba comme la cinquième province canadienne, mais en 1875, il est exilé pour cinq ans. En 1884, les Métis de Batoche vont le chercher au Montana pour qu'il revienne au Canada prendre en main leurs revendications. Le conflit éclate au printemps de 1885. Après la défaite des Métis à Batoche, Riel se livre au général Middleton. Il est transporté à Regina où il est reconnu coupable de haute trahison. Riel est pendu à Regina en novembre 1885.

Chapitre un

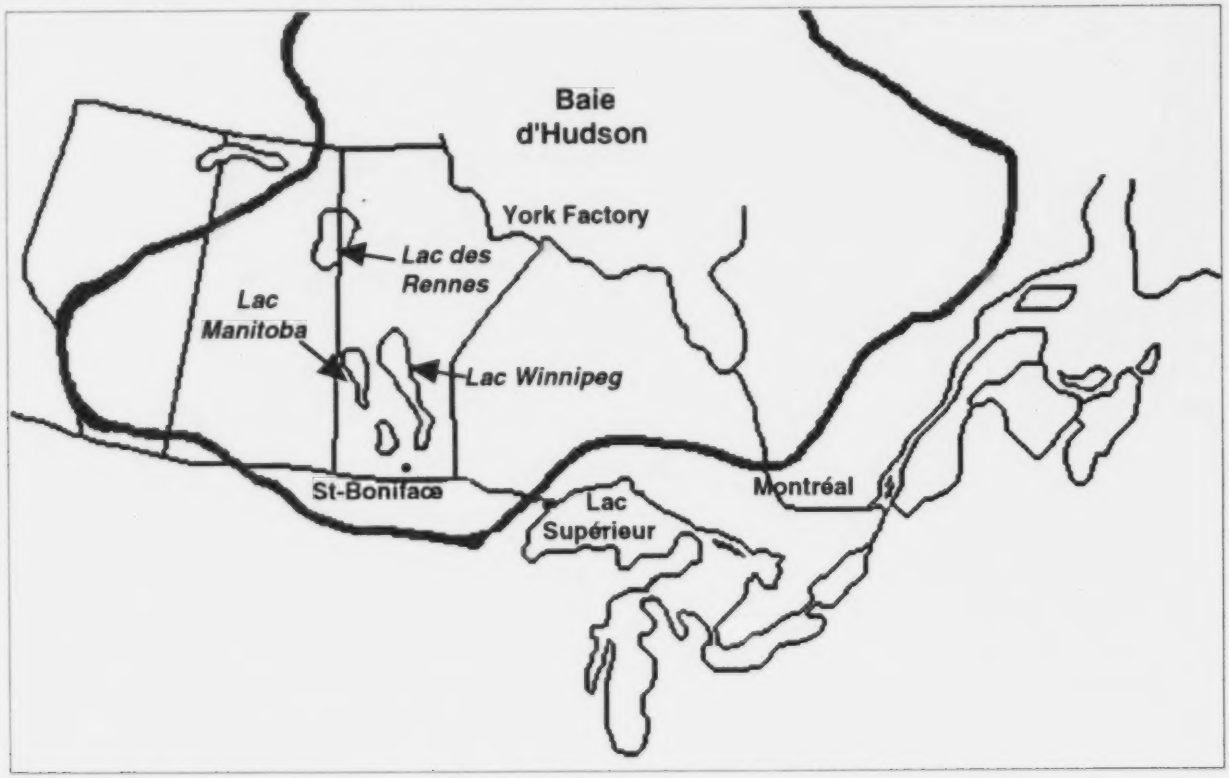
Le jeune Métis de la Rivière-Rouge

Louis Riel est né à Saint-Boniface le 22 octobre 1844, le fils aîné de Louis Riel père et de Julie Lagimodière. Il deviendra une des personnalités les plus célèbres du Nord-Ouest, mais ses ancêtres inscriront aussi leurs noms dans les annales[1] du territoire qui appartient à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Les ancêtres de Louis Riel

Sa mère, Julie Riel, est la sixième des enfants de Jean-Baptiste Lagimodière[2] et de Marie-Anne Gaboury. Selon beaucoup d'historiens, Marie-Anne Gaboury a été la première femme blanche en Terre de Rupert, mais selon George Stanley, elle aurait été précédée dans le Nord-Ouest en 1806 par une jeune fille des Orcades. Cette dernière se serait déguisée en homme pour venir travailler pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. Elle aurait donné naissance à un enfant en décembre 1806 avant d'être renvoyée en Écosse.[3] Toutefois, cette histoire n'est qu'une hypothèse.

Quant à l'histoire de Marie-Anne Gaboury, il ne semble y avoir aucun doute. En 1807, elle



La Terre de Rupert vers 1844.

épouse un jeune voyageur canadien français, Jean-Baptiste Lagimodière, dans son village natal de Maskinongé au Québec. Marie-Anne espère certainement que son mari s'installera définitivement à Maskinongé: «*Jean-Baptiste, au moment de son mariage, se sentait le courage de reprendre le cours normal d'une vie dans la société agricole; c'est-à-dire obéir au père, défricher le sol, cultiver la terre, aller à la messe dominicale, assister aux soirées des familles de la paroisse.*»[4]

Mais le printemps suivant, Jean-Baptiste annonce qu'il a décidé de regagner le Nord-Ouest.

Sans hésitation, Marie-Anne déclare qu'elle va l'accompagner. Voilà une chose inconnue à cette époque. Les femmes n'accompagnent pas leur mari vers le Nord-Ouest. Marie-Anne est déterminée à partir. Finalement, Jean-Baptiste accepte. Le couple quitte Maskinongé et se rend à Lachine où il doit rejoindre les autres voyageurs de la Compagnie du Nord-Ouest. De là, il se rend en canot jusqu'au Fort William, à la tête des Grands Lacs, puis à Pembina au sud de la colonie de la Rivière-Rouge.

Marie-Anne donne naissance au premier enfant blanc[5] de la colonie. La soeur aînée de Julie Lagimodière est donc le premier enfant blanc né au Manitoba. Les Lagimodière voyagent d'un endroit à l'autre dans la Terre de Rupert. Un autre enfant sera le premier Blanc né en Saskatchewan et le troisième sera le premier né en Alberta.

Jean-Baptiste Lagimodière s'établit finalement dans la colonie de la Rivière-Rouge. Entre 1815 et 1818, il accepte de faire la navette entre la Rivière-Rouge et Montréal pour livrer des messages à Lord Selkirk qui vient d'établir une colonie d'Écossais dans la région. Un des messages que doit livrer Jean-Baptiste annonce la bataille de la Grenouillère (ou bataille des Sept-Chênes) entre un groupe de Métis mené par Cuthbert Grant et des hommes menés par le gouverneur de la Terre de Rupert, Robert Semple.

En récompense de ses services, Lord Selkirk lui donne un lot de rivière sur la rivière Rouge, à Saint-Vital. C'est là que naît Julie Lagimodière en 1819.

Si la famille de la mère de Louis Riel a laissé sa marque sur le Nord-Ouest, celle de son père en a fait autant. «*Louis Riel père était le fils de Jean-Baptiste Riel, un Canadien de Berthier, province de Québec, et de Marguerite Boucher. Quant à celle-ci, elle était filie de Louis Boucher de Berthier et d'une Indienne montagnaise-chipewyan. Louis Riel père, petit-fils de celle-ci, avait donc un quart de sang indien et son fils, le chef métis de 1869-1870 et de 1885, en avait un huitième.*»[6]

Louis Riel père est né dans la région de l'Île-à-la-Crosse, dans ce qui est aujourd'hui la Saskatchewan, mais sa famille retourne au Québec en 1822 où le jeune Louis est baptisé. Il demeure à Berthier jusqu'à l'âge de 21 ans et décide alors de revenir dans l'Ouest pour travailler pour la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Il obtient un lot de rivière près de la ferme des Lagimodière, rencontre la jeune Julie et l'épouse le 21 janvier 1843. Louis Riel père établit un moulin à farine sur la rivière Seine et il est dorénavant connu comme «le meunier de la Seine».

C'est quelques années après la naissance de son premier fils, en 1849, que Louis père devient une force politique dans la colonie de la Rivière-Rouge. À cette époque, la Compagnie de la Baie d'Hudson a le monopole du commerce des fourrures dans la Terre de Rupert. Mais les Métis ne se sont jamais gênés pour vendre des fourrures à d'autres compagnies. Avant 1821, il y avait une forte concurrence entre la Compagnie du Nord-Ouest et la Compagnie de la Baie d'Hudson. Après la

fusion des deux compagnies en 1821, les Métis ont continué à vendre des fourrures à qui voulait bien les acheter, surtout des commerçants américains. Dès 1844, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait essayé d'imposer son monopole sur les Métis, sans trop de succès.

Le meunier de la Seine devient un des chefs politiques des Métis français, car il a reçu une bonne éducation durant sa jeunesse à Berthier. En 1849, la Compagnie de la Baie d'Hudson fait arrêter quatre Métis, dont Guillaume Sayer, pour avoir vendu des fourrures aux Américains. Louis Riel père organise une manifestation contre la Compagnie. Le procès de Sayer doit avoir lieu le 17 mai, le jour de l'Ascension, une grande fête religieuse pour les Métis catholiques.

Ce matin-là, les Métis s'assemblent à la Cathédrale de Saint-Boniface. Après la messe, Louis Riel père adresse la parole aux Métis sur le perron de l'église et les invite à traverser la rivière et à libérer Guillaume Sayer.

Une centaine[7] de Métis traversent la Rivière-Rouge et se présentent devant le Palais de Justice du Fort Garry. Ils brandissent leurs fusils et exigent la libération de Guillaume Sayer. *«En fait, Sayer admit librement qu'il avait fait de la traite, mais il plaida des circonstances atténuantes et la cour n'osa pas le condamner.»*[8]

Sayer est accueilli sur le perron du Palais de Justice par les Métis. Louis Riel père prend la parole pour annoncer: *«Le commerce est libre! Vive la liberté.»*[9]

Cette victoire confirme dans l'esprit des Métis leur statut *«d'hommes libres»* et leur rôle dans le développement de la colonie de la Rivière-Rouge et de la Terre de Rupert.

Les ancêtres de Louis Riel ont joué, de près ou de loin, un rôle dans deux grandes victoires métisses: la bataille de la Grenouillère en 1817 et l'affaire Sayer en 1849. Louis Riel fils sera lui-même le personnage central des luttes de 1869-1870 et de 1885.

La jeunesse de Louis Riel

Il va sans dire que Louis Riel père a transmis à son fils aîné toutes les aventures de ses ancêtres, ainsi que l'histoire des Métis et de leurs batailles. De sa mère, Julie, le jeune Louis reçoit les notions de la foi catholique, qui va l'influencer très profondément dans les années à venir.

À l'âge de sept ans, Louis Riel est inscrit au couvent des Soeurs Grises à Saint-Boniface. Nous ne savons pas exactement quels sujets le jeune Louis a étudié, mais un article dans un journal local en 1860 nous donne une idée de l'enseignement des Soeurs Grises:

«Étant une épreuve de la formation et de la compétence mentale des élèves, cet examen aurait fait honneur à d'autres institutions d'enseignement plus anciennes, plus riches et plus prétentieuses....Les sentiments de perfection et de globalité dominaient l'événement et ne faisaient que renchérir le fait qu'au sein de cette colonie, l'apprentissage au moins est aussi important aux yeux des catholiques que des protestants. Surtout au niveau de l'étude de la langue, les élèves ont démontré un talent remarquable.... Il n'y avait non plus aucune faiblesse au niveau d'un talent qui est cultivé par nos futurs politiciens avec une ardeur et un succès encore jamais vus - l'exercice oratoire; de plus, les représentations musicales étaient plaisantes et efficaces.»[10]

La formation et la compétence mentale, l'étude de la langue (grammaire et orthographe), l'art oratoire et la musique sont des sujets au programme d'enseignement des Soeurs Grises de Saint-Boniface.

Après quelques années avec les Soeurs Grises, Riel fréquente la nouvelle école des Frères des

Écoles Chrétiennes où il a pour la première fois des enseignants hommes. C'est un bon élève et il attire l'attention du nouvel évêque de Saint-Boniface, Mgr Taché.

Puisqu'il est difficile de recruter des missionnaires pour le Nord-Ouest, Mgr Taché décide de choisir les meilleurs élèves métis et de les envoyer étudier la prêtrise au Bas-Canada.[11] En 1858, trois jeunes Métis, Louis Riel, Daniel McDougall et Louis Schmidt, quittent Saint-Boniface pour s'en aller dans l'Est. En route, Louis Riel rencontre son père qui revient de l'Est où il est allé acheter de l'équipement pour un nouveau moulin à textile. Ce sera la dernière fois qu'il le verra vivant, car Louis Riel père meurt en 1864, alors que le jeune Louis est toujours à Montréal.

Louis Riel, un élève de 14 ans, avant son départ pour Montréal en 1858.
Photo: Archives publiques du Canada

Au Québec, les trois jeunes garçons doivent se séparer: Daniel McDougall se rend au Collège de Nicolet, Louis Schmidt au Collège de Saint-Hyacinthe et Louis Riel au Collège de Montréal. C'est là que Louis passe les sept prochaines années de sa vie.

George F.-G. Stanley, dans son livre *Louis Riel*, décrit la vie au Collège de Montréal à cette époque:

«La vie d'un jeune séminariste au Collège de Montréal n'était pas facile. La discipline était stricte et la routine était marquée par la frugalité et l'austérité. Cette routine était brisée seulement lors des grandes fêtes; à la Toussaint, Noël, le Jour de l'An, Pâques et la Pentecôte on ajoutait du beurre au menu du petit déjeuner, qui était habituellement une bouillie d'orge, ainsi qu'une tarte à la viande et du jambon pour remplacer le traditionnel boeuf bouilli. Pour les fêtes de Saint-Raphaël et Saint-Jean-Baptiste, les garçons recevaient un verre de vin, du café et du thé et peut-être même leur choix de desserts. ... Chaque garçon devait s'occuper de sa propre lessive. Le samedi, après le souper, les garçons pouvaient prendre un bain.... Chaque matin, les élèves devaient assister à la messe après le petit déjeuner et avant les classes.»[12]

Le programme d'études est celui de tous les collèges classiques de l'époque: Latin (8e année), Syntaxe (9e), Méthode (10e), Versification (11e), Belles-Lettres (12e), Rhétorique et Philosophie (les trois années du baccalauréat-ès-arts). Les élèves suivent des cours de religion, de latin, de grec, de français, d'anglais, de mathématiques, de philosophie et certains éléments de physique, de chimie, d'astronomie et de botanique.

Bien que Riel soit timide, il réussit bien dans ses études. En Belles-Lettres et en Rhétorique, il commence à écrire de la poésie. Il semble être bien aimé par ses camarades de classe.

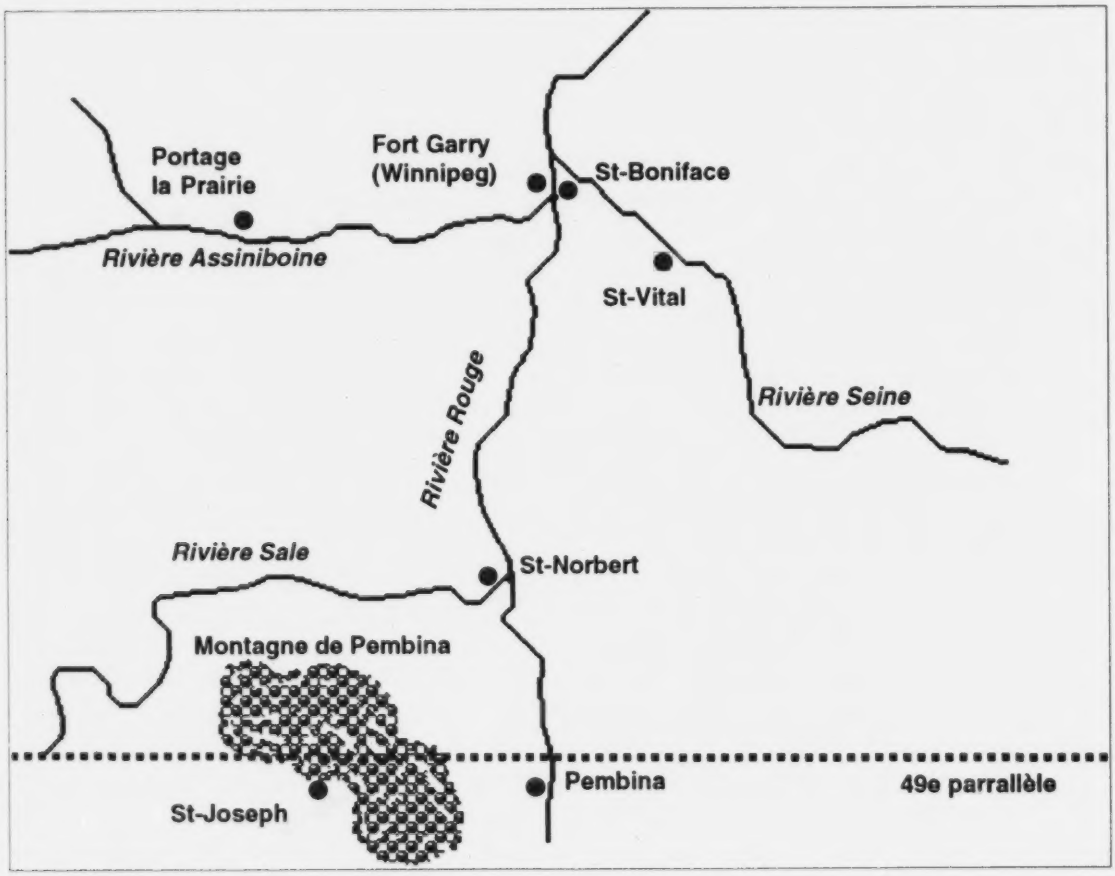
Mais en février 1864, Riel apprend que son père est décédé. Cette nouvelle le plonge dans la tristesse. Il écrit à sa mère: *«Après la nouvelle qui m'est venue plonger dans la plus profonde douleur, comme vous pouvez vous l'imaginer, on m'a conseillé de ne pas écrire tout de suite, afin d'être plus maître de moi et de ne pas tant vous attrister.»*[13]

Cette nouvelle change son comportement. Bien qu'il continue à réussir au collège, il commence à explorer la possibilité d'entreprendre une carrière en affaires. Puis, en mars 1865, quelques mois seulement avant de terminer son baccalauréat-ès-arts, il abandonne ses études et quitte le Collège de Montréal.

Il se trouve un emploi au cabinet de l'avocat Rodolphe Laflamme à Montréal. Laflamme est un Rouge[14], un nationaliste anti-clérical et opposé à la confédération. Ce n'est pas le milieu le plus propice pour le jeune Métis, ancien théologien et conservateur.

Riel travaille dans le cabinet d'avocat pendant un an et en 1866, il décide de regagner l'Ouest et la colonie de la Rivière-Rouge. Quelle est la raison de son départ de Montréal? Il serait tombé amoureux d'une jeune fille, Marie-Julie-Guernon de Miles End, un village au nord de Montréal. Louis et Marie-Julie auraient même signé un contrat de mariage devant un notaire, mais les parents de la jeune fille se seraient opposés au mariage.

Il se rend à Chicago où il écrit de la poésie sous l'oeil du poète Louis Fréchette. Puis, il travaille à St-Paul au Minnesota pendant plusieurs mois. Louis Riel arrive finalement à Saint-Boniface le 28 juillet 1868. Il n'est pas revenu à la Rivière-



La Colonie de la Rivière-Rouge vers 1858.

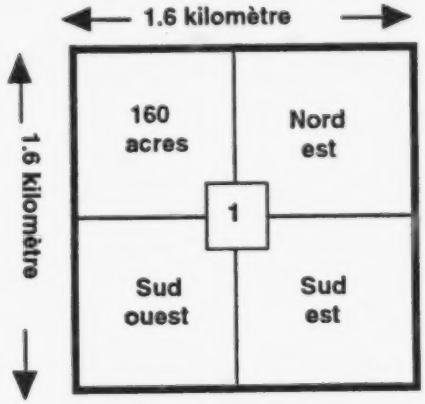
Rouge et il n'a pas revu sa mère ou ses frères et soeurs depuis dix ans.

Chapitre deux

Un père de la Confédération

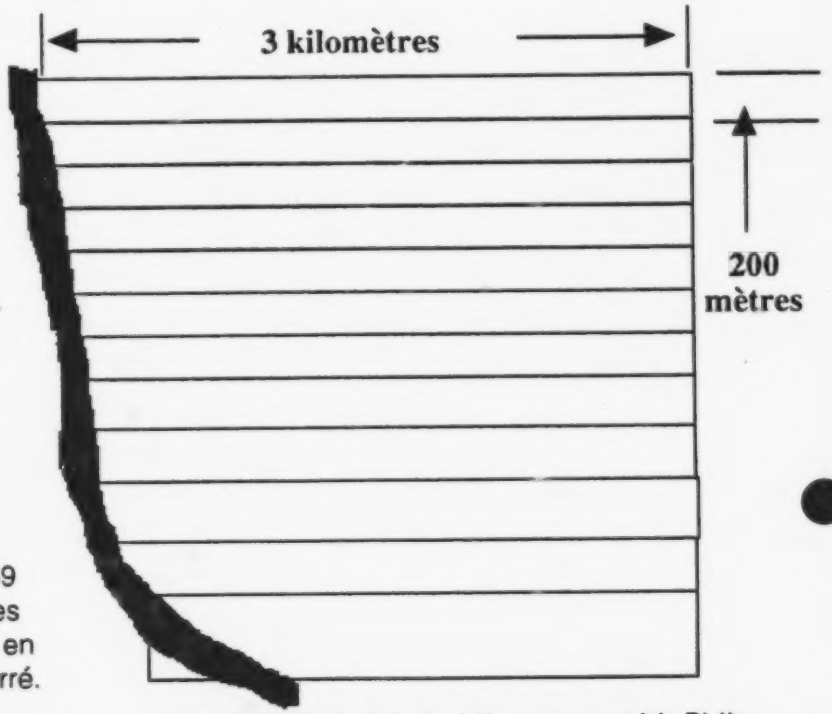
À son retour à Saint-Boniface en 1868, Louis Riel ne retrouve pas la même colonie qu'il a quittée dix ans plus tôt. L'année précédente, les pères de la Confédération ont vu leur rêve se réaliser: l'union du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse crée en 1867 le Dominion du Canada. Dans l'Ouest, la Compagnie de la Baie d'Hudson est prête à céder la Terre de Rupert à la jeune nation.

Avant l'annexion des territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson, le gouvernement canadien envoie des arpenteurs à la Rivière-Rouge en 1869 pour préparer la venue des colons. Les arpenteurs doivent diviser le territoire en *townships* ou en cantons de forme carré.



Il y a 36 sections dans un *township*

Le système des *townships* proposé par Ottawa en 1869 comprenait 36 sections de 640 acres divisées en quatre carreaux de 160 acres. Ce système serait formellement adopté en 1871.



Le système des lots de rivière communs à la Rivière-Rouge en 1869. La largeur d'un lot de rivière n'est pas toujours 200 mètres. Parfois il est plus large et d'autres fois moins large.

Chaque *township* compte 36 sections d'un mille carré, ou 640 acres. La section est ensuite divisée en quatre carreaux de 160 acres. Le système des *townships* a été emprunté aux Américains qui avaient ainsi divisé l'Ouest des États-Unis. Dans chaque canton, deux sections étaient réservées pour les écoles.

Par contre, les Métis sont déjà installés sur des terres le long des rivières Seine, Rouge, Assiniboine et Sale. Ils ont emprunté l'ancien système du Québec, celui des lots de rivière. Chaque lot donne accès à la rivière pour

permettre le transport en canot et pour avoir un approvisionnement d'eau à boire. Les Métis divisent le lot de rivière de la façon suivante. La maison est construite près de la rivière et de la piste. Il y a un potager où on peut récolter des légumes. On ensemence quelques arpents en blé pour la farine et en orge ou en avoine pour nourrir les animaux. Plus loin de la rivière, il y a un grand pacage pour les animaux; au fond du lot il y a du *«bois debout»* pour le chauffage et la construction. Un lot de rivière peut mesurer plus de trois kilomètres de longueur et environ 200 mètres de largeur. Dans bien des cas, les Métis se réservent aussi les droits sur le terrain au bout de leur lot, utilisé comme pacage supplémentaire. Puisque les lots ne sont pas larges, les Métis ont des voisins à quelques pas seulement et non pas à chaque demi-mille.

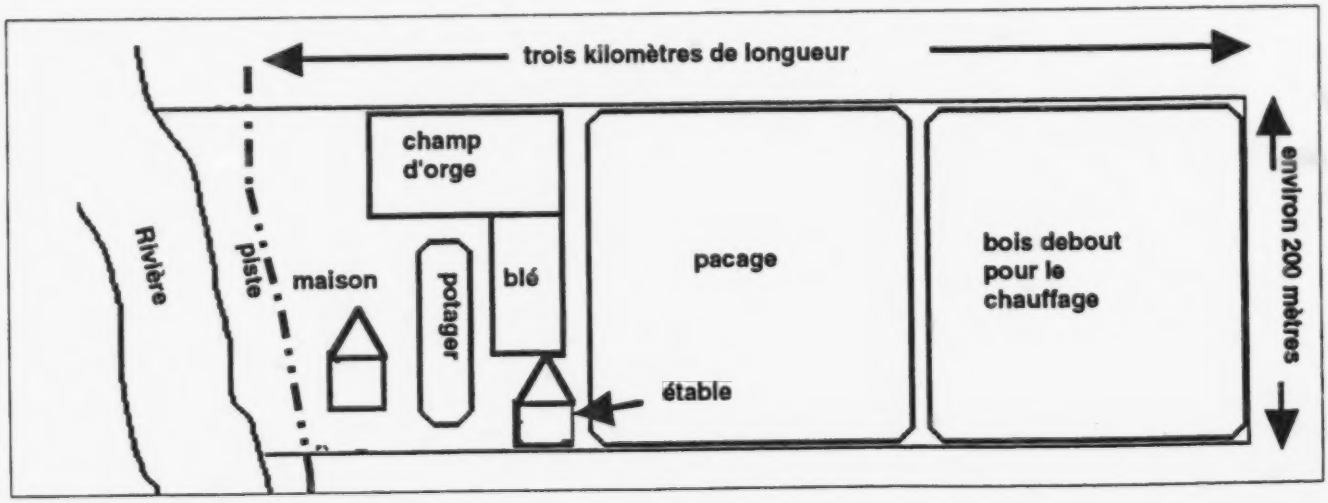
Ce système de lots de rivière est celui que Louis Riel a connu dans sa jeunesse à la Rivière-Rouge. C'est celui que les Métis utilisent toujours en 1869. Les arpenteurs du gouvernement canadien ne se préoccupent pas du fait que des Métis sont déjà établis sur les terres et qu'ils ont déjà divisé le terrain à leur façon. Ils se présentent sur les fermes des Métis et leur annoncent qu'ils vont arpenter le terrain selon le nouveau système des sections carrées.

Le 11 octobre 1869, un groupe d'arpenteurs arrive à la ferme d'André Nault, un cousin de Riel. Nault proteste, mais les arpenteurs ne veulent rien savoir. Le jeune Métis va donc chercher ses voisins. Dix-huit Métis viennent à son secours, y compris Riel.

Puisque Louis Riel parle l'anglais, c'est lui qui demande aux arpenteurs de s'en aller. Il leur rappelle que la colonie n'a pas encore été cédée au gouvernement canadien et qu'ils n'ont pas le droit d'arpenter ces terres sans la permission des résidants.

Les arpenteurs ne sont pas prêts à l'écouter. Ils veulent continuer leurs travaux, mais les Métis posent le pied sur leurs chaînes. Finalement, ces derniers décident de retourner au Fort Garry. Les Métis français, menés par Louis Riel, ont montré qu'ils pouvaient résister à la Compagnie de la Baie d'Hudson et au gouvernement du Canada. La colonie ne serait pas cédée sans que l'on consulte les Métis.

Louis Riel devient ainsi le chef des Métis français. C'est l'homme le plus instruit de la colonie. Il parle le français et l'anglais. Et puisqu'il a travaillé dans un cabinet d'avocat à Montréal, il connaît la politique.



Division d'un lot de rivière.

La situation à la Rivière-Rouge devient tendue. En 1869, le Conseil d'Assiniboia,[15] le gouvernement légal de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans la région, n'est plus prêt à assumer ses responsabilités et à imposer son autorité sur le territoire, mais la vente au Canada n'a pas encore été conclue. Malgré cela, Ottawa décide de nommer un lieutenant-gouverneur pour le nouveau territoire. Il s'agit de William McDougall, un Ontarien qui décide de se rendre à la Rivière-Rouge afin d'être sur place lorsque le territoire sera cédé au Canada. Il voyage par train jusqu'à Saint-Paul au Minnesota, pour ensuite se rendre à Pembina.[16] Là, un groupe de Métis l'attend et il est forcé de retourner aux États-Unis le 2 novembre 1869.

Après cet épisode, Riel doit se présenter devant les membres du Conseil d'Assiniboia pour expliquer les actions des Métis. Il leur rappelle que le gouvernement canadien n'a aucune autorité sur le territoire et que les Métis sont satisfaits du gouvernement de la Compagnie.

Le Conseil d'Assiniboia est-il toujours prêt à gouverner la colonie de la Rivière-Rouge? Est-il prêt à consulter les Métis avant de céder le territoire au Canada? Est-il prêt à exiger que le Canada respecte les droits et le mode de vie des Métis? Riel informe les membres du Conseil que s'ils ne sont pas prêts à défendre les intérêts des Métis, ces derniers formeront un gouvernement provisoire pour garantir leurs droits.

Quelques jours plus tard, Riel et ses hommes s'emparent du Fort Garry. Riel comprend qu'il doit obtenir l'appui des autres habitants de la région et, le 24 novembre, il convoque une réunion de tous les habitants. Il leur propose la création d'un gouvernement provisoire qui remplacerait le Conseil d'Assiniboia. Les Métis anglais demandent un délai pour étudier la proposition.

La cession du territoire au Canada doit avoir lieu le 1er décembre 1869. Toutefois, à cause de la situation dans la colonie de la Rivière-Rouge, le premier ministre canadien John A. Macdonald décide de retarder le transfert.

Quelques Canadiens de la Rivière-Rouge s'opposent aux plans de Riel. Ils sont menés par Charles Mair, le docteur John Schultz et Thomas Scott, tous trois nouvellement arrivés de l'Ontario. Ils sont armés et ont reçu des directives du lieutenant-gouverneur McDougall pour tenter de neutraliser Riel et les Métis français. En attendant que les Métis anglais se prononcent sur la proposition de former un gouvernement provisoire, Riel décide de faire arrêter ces Canadiens récalcitrants qui causent des problèmes dans la région. Pour renforcer son autorité, Riel proclame un gouvernement provisoire le 10 décembre.

John A. Macdonald décide alors d'envoyer un émissaire spécial au Fort Garry pour expliquer la position de son gouvernement aux résidants de la colonie. Donald Smith, un haut fonctionnaire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, est choisi pour cette mission. Il arrive dans la colonie le 27 décembre, le jour même où Louis Riel est nommé président du gouvernement provisoire des Métis.

Smith va voir le nouveau président et lui demande de convoquer une réunion de tous les habitants de la région afin qu'il puisse présenter la position d'Ottawa. Riel accepte et la réunion est fixée pour le 19 janvier 1870.

Ce jour-là, plus de mille personnes se présentent à la réunion. La température est de -32°C et il n'y a pas de salle assez grande pour accueillir tous les résidants. La réunion doit avoir lieu dehors et les débats se poursuivent pendant cinq heures. Il est heureux que les gens soient *«chaudement emmitouflés dans des manteaux de bisons ou dans des capots taillés dans des couvertures de la Baie d'Hudson, frappant leurs pieds chaussés de mocassins tandis que le vent du nord fouettait leur haleine.»*[17]

Donald Smith promet aux gens de la Rivière-Rouge qu'Ottawa protégera la liberté religieuse et les droits de propriété. Riel suggère que les résidants élisent 40 délégués, 20 francophones et 20 anglophones, et que ces délégués soient mandatés pour décider ce qui serait le mieux pour la région.

Cette suggestion est acceptée par les habitants réunis et les délégués se rencontrent au Fort Garry le 26 janvier. Lors de cette réunion, ils dressent une *Déclaration des droits de l'homme*:

1. *Un corps législatif élu;*
2. *Une représentation auprès du gouvernement canadien;*
3. *L'affectation de terres publiques à la construction de routes et d'écoles;*
4. *Un statut de langues officielles de la législature et des cours de justice, tant pour les Anglais que pour les Français;*
5. *Un lien rattachant Winnipeg à la voie ferrée la plus proche;*
6. *Le développement de la navigation à vapeur entre le lac Supérieur et la Rivière-Rouge dans les cinq années suivantes;*
7. *Le droit de vote pour tous les hommes ayant plus de 21 ans;*
8. *La reconnaissance de tous les «droits, coutumes et habitudes» déjà acquis.* [18]

Les 40 délégués élisent ensuite un nouveau gouvernement provisoire. Louis Riel est réélu président. Louis Schmidt, l'ami de jeunesse de Riel, est nommé secrétaire d'État. Ambroise Lépine continue d'agir comme chef militaire des Métis.

On nomme aussi une délégation qui se rendra à Ottawa pour présenter la *Déclaration des droits de l'homme* au gouvernement canadien et négocier l'entrée de la colonie dans la Confédération canadienne. Cette délégation est menée par l'abbé Joseph-Noël Ritchot de Saint-Norbert.

Enfin, les délégués demandent à Riel de libérer les prisonniers canadiens. Quelques-uns, dont Thomas Scott, se sont déjà évadés de leurs cellules au Fort Garry. Riel accepte de libérer les autres. Pendant ce temps, les fuyards se réfugient à Portage-la-Prairie. Puisqu'ils n'acceptent toujours pas la décision des autres habitants de la colonie, ils décident de lever une armée et de marcher sur le Fort Garry. En route pour le fort, ils sont de nouveau arrêtés par les soldats métis.

Thomas Scott se retrouve encore une fois en prison. Ce n'est pas un prisonnier modèle; il insulte constamment ses gardes et leur crache au visage. Les gardes demandent à Riel d'intervenir. Thomas Scott est alors traduit devant une Cour martiale présidée par Ambroise

Ambroise Dydime Lépine
Photo: Archives Glenbow

Lépine. Scott est accusé d'insubordination, reconnu coupable et condamné à mort. Le 4 mars 1870, Scott est exécuté.[19]
Louis Riel aura plus tard à se repentir de l'exécution de Thomas Scott. Mais, en 1870, il ne peut aller à l'encontre de la Cour martiale, sinon il perdrait l'appui des Métis français qui en ont assez de Scott et de ses insultes.

Quelques jours plus tard, la délégation part pour Ottawa. L'abbé Ritchot est le chef de la mission. Mais avant leur départ, Riel et Mgr Taché, récemment revenu de Rome, ont ajouté d'autres éléments à la liste des droits. Premièrement, la question des écoles: Ottawa doit garantir que toutes les écoles seront séparées et administrées par les différentes confessions religieuses. Deuxièmement, Ottawa doit accorder un statut de province à la colonie avec une assemblée législative, un sénat et un lieutenant-gouverneur. Riel suggère même le nom de la nouvelle province - le Manitoba.[20]

À Ottawa, la délégation demande au premier ministre Macdonald et à Sir George-Étienne Cartier de présenter la liste des droits des gens du Nord-Ouest à la Chambre des communes. Macdonald accepte et le projet est adopté sous le nom de *Loi du Manitoba* le 12 mai 1870. L'abbé Ritchot essaie, sans succès, d'obtenir une amnistie pour tous les membres du gouvernement provisoire.

Ottawa décide d'envoyer une expédition militaire au Manitoba pour assurer le transfert du territoire. Cette expédition est formée de miliciens de langue anglaise de l'Ontario qui, pour la plupart, veulent la tête de Riel. Puisque l'abbé Ritchot n'a pas réussi à obtenir une amnistie pour Riel et Lépine, les deux hommes doivent s'enfuir lorsque le corps militaire, sous la direction du colonel Garnet Wolseley, arrive au Fort Garry le 24 juillet.

Riel et Lépine se réfugient à Saint-Joseph dans le territoire du Dakota, tandis qu'au Manitoba quelques soldats et des Canadiens commencent à harceler les Métis. Elzéar Goulet est lapidé et se noie dans la Rivière-Rouge en essayant de se sauver; François Guillemette est assassiné près de Pembina; André Nault est poignardé et abandonné sur la prairie, mais il survit à ses blessures.

Louis Riel et son Conseil provisoire à la Rivière-Rouge en 1870.
Photo: Archives du Manitoba

En décembre 1870, les premières élections provinciales ont lieu au Manitoba. Riel aurait aimé être candidat, mais il ne peut se présenter à cause des menaces contre sa vie. En juin 1872, Riel décide de se présenter comme candidat dans le comté de Provencher aux élections fédérales. Mais, sur ces entrefaites, George-Étienne Cartier est défait au Québec. On demande à Riel de céder sa place à l'honorable Cartier. Il accepte, et Cartier est élu dans Provencher, mais celui-ci meurt quelques mois plus tard. De nouvelles élections

doivent avoir lieu et Riel est élu par acclamation, mais Ottawa est dans la province de l'Ontario et sa tête est mise à prix dans cette province. Il ne peut pas prendre son siège à la Chambre des communes. En 1874, il est à nouveau élu dans le comté de Provencher. Cette fois-ci, il réussit à se rendre à Ottawa pour y signer le registre des députés, mais encore une fois il ne peut pas prendre son siège.

Enfin, en 1875, le premier ministre Macdonald accorde une amnistie à Riel et à Lépine si les deux hommes acceptent de s'exiler aux États-Unis pour cinq ans. Riel mène une triste vie aux États-Unis et au Canada jusqu'en 1884, lorsque les Métis de la Saskatchewan vont le chercher au Montana.

Comme John A. Macdonald, George-Étienne Cartier et Joseph Howe, Louis Riel fut un des pères de la Confédération, le fondateur de la province du Manitoba. C'est en partie grâce à lui que le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest se sont joints au Canada et n'ont pas été annexés par les États-Unis, comme plusieurs le voulaient. Malheureusement, Riel périra sur l'échafaud à Regina en novembre 1885 et une centaine d'années passeront avant que les Canadiens reconnaissent sa contribution comme père de la Confédération.

Chapitre trois

Les années de vagabondage

En 1875, Louis Riel se réfugie dans l'est du pays, surtout dans l'état de New York où il y a un bon nombre de Canadiens français. Au cours de l'année suivante, il déménage souvent, Keeseville, Suncook, Worcester. À Keeseville, dans l'état de New York, Riel demeure chez l'abbé Barnabé, curé du village. Il n'a pas d'emploi et il doit vivre aux dépens de ses amis canadiens-français.

La santé du fondateur du Manitoba faiblit. Il dit avoir des visions; il se croit le prophète du Nouveau Monde et il adopte le nom de Louis *«David»* Riel. L'abbé Barnabé s'inquiète au sujet de son ami. Il communique avec l'oncle de Riel, John Lee, qui vit à Miles End près de Montréal. L'oncle vient le chercher à Keeseville et l'emmène chez lui, mais la santé de Riel ne s'améliore pas. Il est admis à l'hôpital de Longue-Pointe, près de Montréal, puis à l'asile de Beauport, près de Québec. Là, sa santé s'améliore et, en janvier 1878, il quitte l'institution et retourne à Keeseville.

Evelina Barnabé demeure avec son frère au presbytère de Keeseville. Durant ce deuxième séjour dans l'état de New York, Riel semble se préoccuper de moins en moins de politique et il commence à fréquenter la jeune Evelina. Le couple se fiance secrètement. Mais avant de se marier, Riel veut trouver du travail pour faire vivre son épouse. Il se rend dans plusieurs villes américaines, mais il ne trouve rien.

Il décide alors de retourner dans l'Ouest tandis qu'Evelina restera à Keeseville. Lorsqu'il aura trouvé un emploi, il reviendra la chercher. Il se dirige vers Saint-Joseph et ensuite vers le

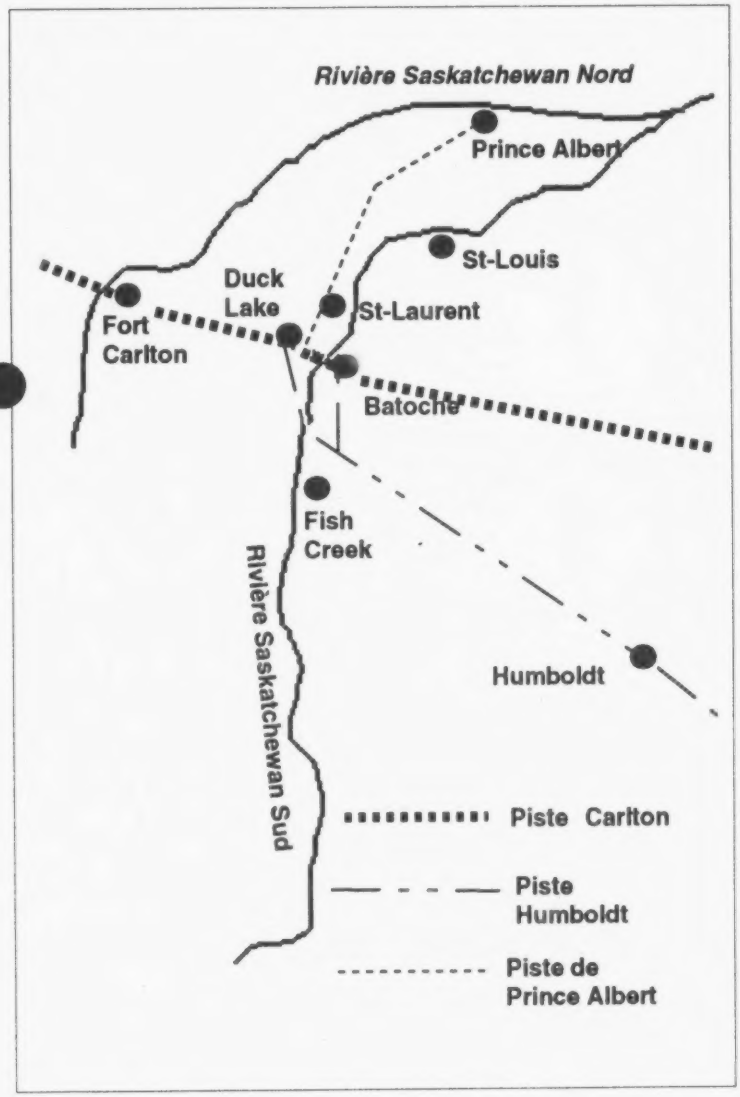
Marguerite Monet, dite Belhumeur
Photo: Archives publiques du Canada

Montana, où il trouve du travail comme enseignant à la mission des Jésuites à Saint-Pierre dans la vallée de la rivière au Lait. À Saint-Pierre, Riel se rend compte qu'il a des responsabilités envers sa mère, Julie, et ses frères et soeurs. Il cesse d'écrire à Evelina.

Riel se lance dans l'enseignement et il rencontre une jeune métisse, Marguerite Monet, dite Belhumeur, qu'il épouse le 9 mars 1882. Il devient citoyen américain et se relance dans la politique. En 1882, il appuie le parti républicain lors des élections au Montana.

La situation dans le Nord-Ouest

Pendant ce temps, au Canada, la vie des Métis n'est guère facile. De plus en plus de colons quittent l'Ontario pour s'établir au Manitoba. Ces nouveaux Manitobains veulent des terres et très souvent ils s'emparent des terres des Métis. Frustrées, de nombreuses familles métisses quittent le Manitoba et viennent retrouver les autres Métis qui tentent de se tailler une place le long des rivières Saskatchewan Sud et Nord.



La vallée de la Saskatchewan en 1884.

Déjà, on a établi plusieurs colonies dans le district de la Saskatchewan: Saint-Laurent, Batoche, Saint-Louis de Langevin et Lac aux Canards (Duck Lake). Entre 1871 et 1884, des centaines de familles métisses viennent rejoindre leurs cousins et amis dans la colonie de Saint-Laurent: les Caron, les Lépine et les Nolin furent trois des familles qui sont venues à Batoche, à Saint-Louis et à Saint-Laurent durant ce temps.

Le village de Batoche, fondé en 1871 par Xavier Letendre, dit Batoche, devient un centre commercial pour la région. Jean-Baptiste Boyer, Georges Fisher et Solomon Venne ouvrent des magasins pour faire concurrence à celui de Monsieur Batoche. Les oblats de Marie-Immaculée établissent une nouvelle paroisse à Batoche en 1881. Le père Valentin Végreville est le premier curé, mais il est remplacé l'année suivante par le père Julien Moulin. En 1883, on construit un presbytère et l'année suivante ce sont les murs de l'église que l'on voit monter à 400 mètres du village. On peut toujours voir ces deux bâtisses dans le Parc historique national de Batoche.

Mais même dans la vallée de la Saskatchewan, les Métis ne réussissent pas à trouver la paix. Puisqu'ils ne peuvent pas obtenir les titres de leurs terres, ils commencent à envoyer de nombreuses pétitions à Ottawa, demandant le redressement des torts faits aux Métis du Nord-Ouest. Le gouvernement du Canada ne prête pas attention à ces réclamations. Les Métis organisent une série de réunions secrètes; les Anglais de Prince Albert et de Qu'Appelle sont invités à se joindre aux Métis. Et il y a la question des Indiens; en 1876, ils ont signé des traités avec Ottawa et ont accepté de s'établir sur des réserves. En 1884, la plupart d'entre eux meurent de faim, Ottawa est lent à respecter les clauses des traités.

Chapitre quatre

Les événements de Batoche

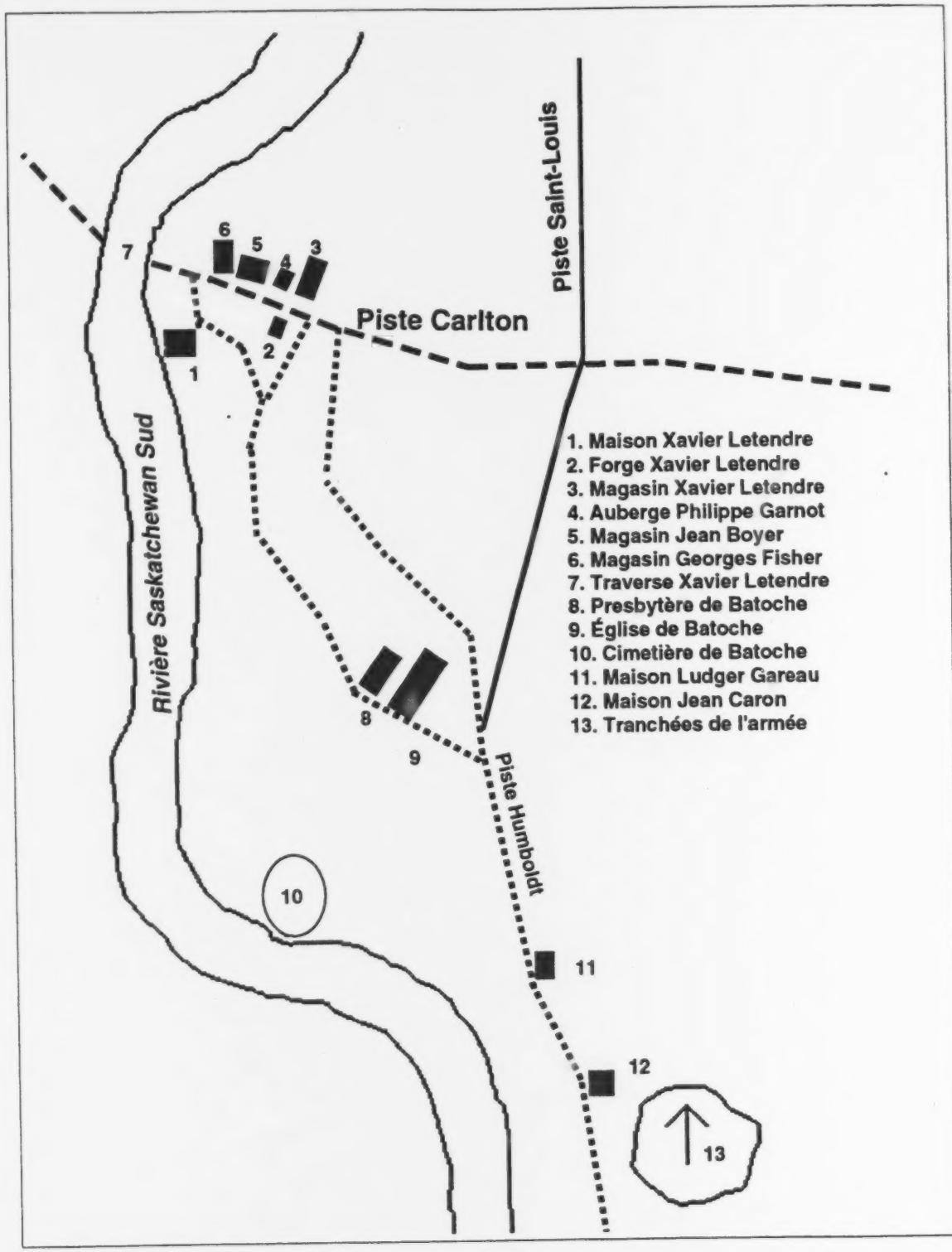
Au printemps 1884, les Métis et les Anglais décident qu'ils ont besoin d'un homme comme Louis Riel pour mener leur lutte contre Ottawa. Une délégation est mandatée pour aller à Saint-Pierre au Montana, demander l'aide du fondateur du Manitoba. Gabriel Dumont est à la tête de la délégation qui arrive dans la vallée de la rivière au Lait le 4 juin. Ils rencontrent Riel à la porte de la petite église de la mission. Ils lui demandent de revenir au Canada pour les aider à formuler leurs pétitions et leurs revendications. Riel accepte.

Louis Riel arrive à Batoche avec sa famille au début juillet. Il commence immédiatement à consulter les Métis, les Anglais et les Indiens. Comme au Manitoba en 1870, Riel et les Métis dressent une liste des Droits des habitants du Nord-Ouest.

«Cette liste ne contenait que sept clauses:

1. *Subdivision des Territoires du Nord-Ouest en provinces.*
2. *Concessions de terres et autres avantages, pour les Métis, semblables à ceux qui avaient été accordés à leurs frères du Manitoba.*
3. *Émission immédiate de lettres patentes aux colons en possession.*
4. *Vente d'un demi-million d'acres des terres de la Couronne pour la fondation d'écoles, d'hôpitaux et d'autres institutions de ce genre dans les établissements métis, et pour fournir des graines de semence et des instruments*

Le village de Batoche vers 1885.
Photo: Archives de la Saskatchewan



La région de Batoche en 1885.

aratoires aux Métis pauvres.

5. *Réserve de cent cantons de terres marécageuses destinées à être distribuées aux enfants des Métis au cours des 120 années à venir.*
6. *Une allocation de 1000 $ pour le maintien d'une institution de religieuses dans chaque établissement métis.*
7. *Dispositions pour le bien-être des Indiens.»*[21]

Cette liste des *Droits des Métis* est envoyée à Ottawa avec une pétition le 16 décembre 1884, mais le gouvernement ne répond pas immédiatement aux demandes des Métis. C'est seulement au mois de février 1885 qu'un télégramme annonce que le gouvernement a l'intention d'établir une commission d'enquête pour étudier les demandes des Métis.

Mais entre-temps, à Batoche, des rumeurs commencent à circuler, selon lesquelles le gouvernement va demander à la Police montée d'intervenir: *«Ah! vous faites encore des assemblées! C'est Riel et Dumont qui vous mènent! Eh bien! il y a en route cinq cents hommes de police qui les feront taire. Comme réponse à vos requêtes, ils ont des chaînes pour Riel, des balles pour les membres de son Conseil.»* [22] Ces propos furent attribués à Lawrence Clark, un agent de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans la région de Duck Lake.

Riel décide alors de former un gouvernement provisoire. Cependant, la situation n'est plus la même qu'en 1870. À cette époque, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait abdiqué son autorité sur le territoire et le gouvernement canadien n'avait pas encore pris possession de la Terre de Rupert. Ce n'est pas le cas en 1885. Il y a un gouvernement légitimement établi dans les Territoires du Nord-Ouest. L'établissement d'un gouvernement provisoire est un acte de haute trahison.

Le gouvernement provisoire est créé le 18 mars 1885 à Batoche. Riel devient le chef politique et spirituel des Métis, tandis que Gabriel Dumont devient leur chef militaire. À cause de la création du gouvernement provisoire, les Métis perdent l'appui des Anglais et du clergé. Riel demande que l'on fasse une neuvaine[23] avant de passer à l'action.

C'est le 26 mars que les troubles commencent, au Lac aux Canards. La première bataille est livrée contre la Police montée, et après la victoire des Métis au Lac aux Canards, Ottawa décide d'envoyer l'armée pour rétablir la paix dans le Nord-Ouest. Le général Frederick Dobson Middleton est nommé chef de l'expédition. L'armée arrive à Qu'Appelle au début d'avril et commence une longue marche vers Batoche.

Sachant que l'armée marche sur Batoche, Dumont veut aller à sa rencontre pour la harceler: voler les provisions et les armes, brûler le foin pour nourrir les animaux et les diriger loin de Batoche. Mais Riel ne veut pas voir couler le sang et c'est seulement lorsque l'armée arrive près de l'anse aux Poissons (Fish Creek), ou coulée des Touronds, qu'il accepte d'envoyer des hommes.

La bataille de Fish Creek a lieu le 24 avril. Elle se termine par une autre victoire des Métis. Quelque 80 soldats métis arrêtent une armée de plus de 1 000 hommes. Après la victoire, Dumont et ses hommes se replient sur Batoche. Riel veut que la dernière grande bataille ait lieu à Batoche. Dumont n'est pas d'accord, mais il se soumet à la volonté de son chef. Pendant que l'armée du général Middleton soigne ses blessés, Dumont et ses hommes se mettent au travail et préparent une série de tranchées le long de la rivière et dans les environs du village de Batoche.

Le 9 mai, les Métis aperçoivent l'armée qui arrive de Fish Creek. La bataille commence vers midi et se poursuit jusqu'au 12 mai. Les Métis manquent de munitions. L'armée envahit le village et les Métis doivent se disperser. Douze Métis sont tués.

Après la bataille, Dumont s'enfuit vers les États-Unis. Avant de partir, il essaie de convaincre Riel de l'accompagner, mais le chef décide de se livrer aux autorités canadiennes.

Il est emmené à Regina où il est accusé de haute trahison. Un jury le déclare coupable au début août 1885 et il est condamné à mort. Le 16 novembre 1885, Riel monte les marches de l'échafaud à Regina et il est pendu.

Pour finir, parlons un peu de la famille de Louis Riel. Louis et Marguerite Monet, dite Belhumeur,[24] ont eu trois enfants. L'aîné, Jean,[25] se marie en 1908 à Laura Casault au Québec. Il meurt quelque temps après, à la suite d'un accident au Manitoba, sans laisser d'enfants. Les deux autres enfants de Louis Riel sont morts très jeunes. Louis Riel n'a donc pas laissé de descendants.

Notes et références

1. annales: ouvrages rapportant les événements dans l'ordre chronologique, année par année.
2. Lagimodière: le nom s'écrit souvent aussi Lagimonière et Lavimaudière. Les Lagimodière étaient des descendants du Sieur de la Vimaudière.
3. G.F.G. Stanley. — Louis Riel. — Toronto : Ryerson Press, 1963. — P. 377
4. Agnès Goulet. — Marie-Anne Gaboury, une femme dépareillée. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1989. — P. 4
5. Pour accepter cette thèse, il faut rejeter celle de la jeune fille des Orcades.
6. Antoine Champagne. — «La famille de Louis Riel». — Mémoires de la Société Généalogique Canadienne-Française. — Montréal : Société Généalogique Canadienne-Française. — Vol. 20, n° 3 (1969). — P. 10
7. Certains historiens disent trois cents Métis.
8. Keith Wilson. — George Simpson et la Compagnie de la Baie d'Hudson. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1980. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 52
9. Ibid., p. 52
10. Dennis King. — Les Soeurs Grises et la colonie de la rivière Rouge. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 37
11. Entre 1791 et 1840, le Québec et l'Ontario sont connus sous les noms de Bas-Canada (Québec) et Haut-Canada (Ontario). Chez les Canadiens français de la Saskatchewan, ces noms continueront à être utilisés jusqu'au XXe siècle.
12. G.F.G. Stanley. — Louis Riel. — P. 23-24
13. Louis Riel. — Les Écrits Complets de Louis Riel. — Vol. 1. — Edmonton : University of Alberta Press, 1983. — P. 3
14. Les «Rouges» appuyaient le parti libéral de l'époque. Une bonne partie du clergé du Québec appuyait les «Bleus», c'est-à-dire le parti conservateur. À l'époque on disait souvent: «Le ciel est bleu et l'enfer est rouge; votez conservateur».
15. Le Conseil d'Assiniboia avait été créé par la Compagnie de la Baie d'Hudson en 1822, après la fusion de la Compagnie du Nord-Ouest et la Compagnie de la Baie d'Hudson, pour administrer la Terre de Rupert. Le Conseil d'Assiniboia était donc le gouvernement légal dans le territoire.
16. Pembina est situé sur la rivière Rouge, au sud de la frontière américaine.
17. Colin Davies. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 26
18. Ibid., p. 27
19. Le gouvernement provisoire avait été formé légalement et, donc, la condamnation de Thomas Scott était légale. Malgré cela, bon nombre d'Ontariens considéraient son exécution comme un meurtre et la tête de Louis Riel fut mise à prix. À cause de l'opposition en Ontario, John A. Macdonald refusa aussi d'accorder une amnistie aux membres du Conseil provisoire.
20. Le nom vient du mot «manitou», qui veut dire «dieu» ou «esprit du bien» dans la langue des Indiens.
21. Auguste-Henri de Trémaudan. — Histoire de la Nation métisse dans l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979. — P. 29
22. Ibid., p. 292
23. Neuvaine: série d'exercices de piété et de prières, qu'on fait pendant neuf jours consécutifs.
24. Louis Riel et Marguerite Monet, dite Belhumeur, se sont mariés «à la mode du pays», c'est-à-dire devant témoins mais sans prêtre, le 28 avril 1881. Le mariage a

été béni à la Mission St-Pierre le 9 mars 1882 (voir: Champagne, Antoine, Op.cit.).

25. Jean Riel étudiait dans l'est du pays lorsqu'il a épousé Laura Casault. Au Québec, il ne portait pas le nom de Riel, mais était connu sous le nom de Jean Monette, le nom maternel de sa mère. Le nom Monette est parfois écrit «Monet» mais est toujours prononcé comme s'il y avait «tte» (voir: Champagne, Antoine, Op. cit.).

Bibliographie

Champagne, Antoine. — «La famille de Louis Riel». — Mémoires de la Société Généalogique Canadienne-Française. — Montréal : Société Généalogique Canadienne-Française. — Vol. 20, n° 3 (1969)

Davies, Colin. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Freynet, Robert. — Louis Riel en bandes dessinées. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1990

Howard, Joseph Kinsey. — Strange Empire. — Toronto : Swan Publishing Co., 1943

King, Dennis. — Les Soeurs Grises et la colonie de la rivière Rouge. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1983. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

McLean, Don. — 1885 Métis Rebellion or Government Conspiracy?. — Winnipeg : Pemmican Publications, 1985

Mika, Nick ; Mika, Helma. — The Riel Rebellion 1885. — Belleville : Mika Silk Screening, 1972

Neering, Rosemary. — Louis Riel. — Don Mills : Fitzhenry and Whiteside, 1977. — (Collection The Canadians)

Payment, Diane. — Batoche 1870-1910. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1983

Riel, Louis. — Les Écrits Complets de Louis Riel. — Vol. 1. — Edmonton : University of Alberta Press, 1983

Stanley, G.F.G. — Louis Riel. — Toronto : Ryerson Press, 1963

Stanley, George F.G. — The Birth of Western Canada, A History of the Riel Rebellion. — Toronto : University of Toronto Press, 1960

de Trémaudan, Auguste-Henri. — Histoire de la Nation métisse dans l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions des Plaines, 1979

Wilson, Keith. — George Simpson et la Compagnie de la Baie d'Hudson. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1980. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Louis Schmidt

Louis Schmidt
Photo: Archives du Manitoba

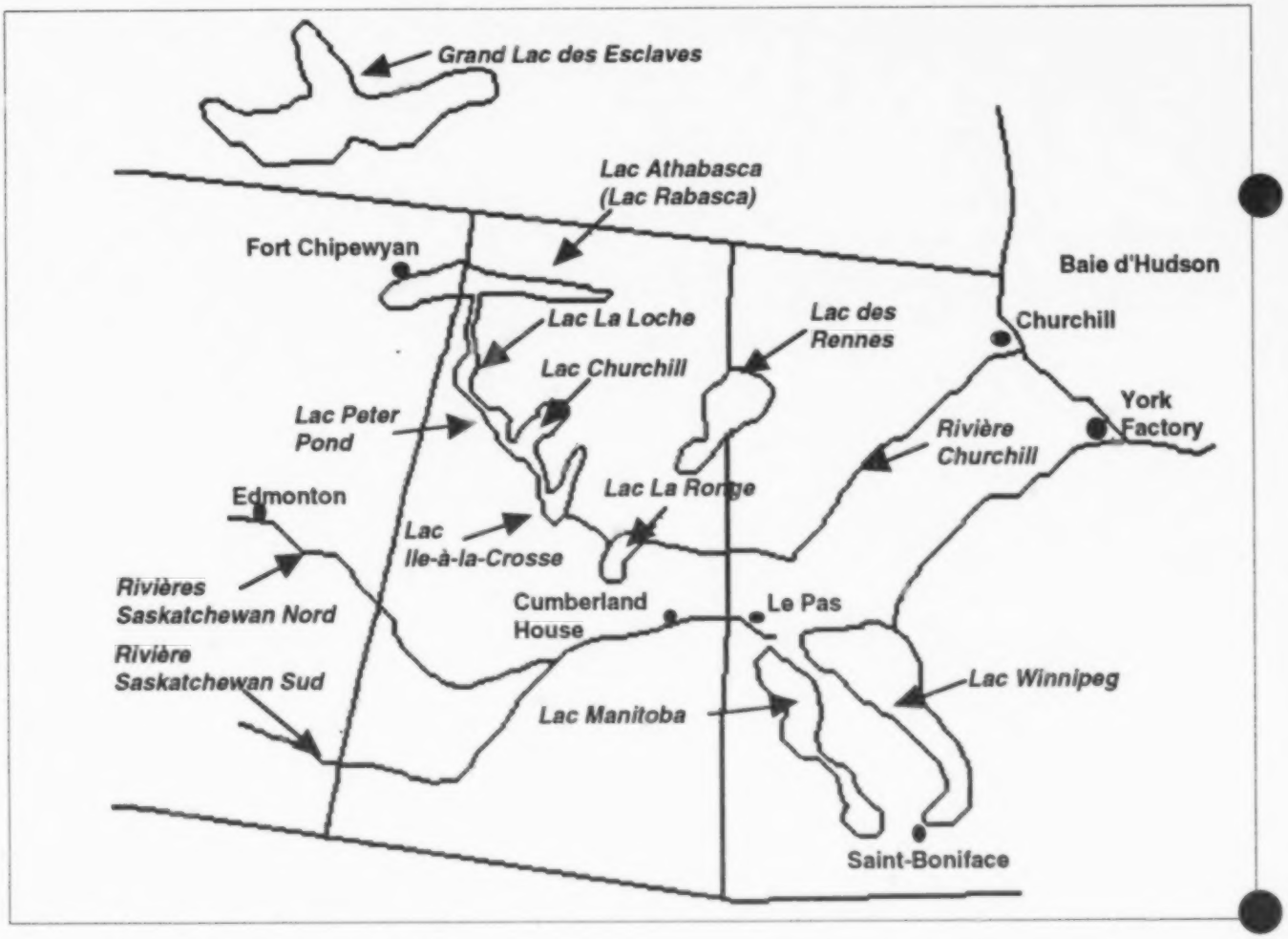
Louis Schmidt était un des quatre jeunes Métis choisi par Mgr Taché en 1858 pour aller terminer ses études au Québec. Seulement trois des quatre, Louis Schmidt, Daniel McDougall et Louis Riel, se sont rendus au Bas-Canada. Louis Schmidt devient un des meilleurs étudiants au Collège de Saint-Hyacinthe, mais il choisit de ne pas poursuivre des études pour la prêtrise. Il revient à la colonie de la Rivière-Rouge où il est le secrétaire de Riel dans le Gouvernement provisoire de 1869-1870. Schmidt devient député à l'Assemblée législative du Manitoba et plus tard, il quitte le Manitoba pour venir s'établir en Saskatchewan. Il refuse de participer à l'insurrection de 1885, devient agent des terres du gouvernement à Prince Albert et en 1912, il est un des fondateurs de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC).

Chapitre un

Le jeune Métis du Lac Rabasca

Au temps de la Compagnie de la Baie d'Hudson, l'exploration et le développement du Nord-Ouest se sont faits du nord au sud. Les voyageurs et les hivernants suivaient les rivières et les lacs à la recherche de riches fourrures. Les animaux à fourrure se tiennent généralement près des lacs et des rivières et puisque le nord du territoire qui forme aujourd'hui la province de la Saskatchewan est couvert de lacs et de rivières, il n'est donc pas surprenant que cette partie fut explorée et peuplée avant le sud.

Louis Schmidt est né le 4 décembre 1844 dans un vieux fort sur les rives du lac Rabasca. Rabasca, c'est le nom que les Indiens avaient donné au lac Athabasca dans le nord-ouest de



Le Nord-Ouest au temps de Louis Schmidt.

la Saskatchewan. Le vieux fort où Louis Schmidt est né se trouvait à une trentaine de kilomètres du Fort Chippeweyan. Son père est pêcheur pour la Compagnie de la Baie d'Hudson et sa mère est la fille d'un des guides les plus célèbres de l'époque, Alexis L'Espérance.

À cette époque, il n'y a pas encore de missionnaire dans la région du lac Rabasca. Lorsque le jeune Louis a un an, ses parents l'amènent au lac La Loche où il est baptisé par le père Jean-Baptiste Thibault. Puis, c'est le retour au lac Rabasca où Louis passe une jeunesse bien normale. Comme tous les enfants, il aime grimper aux arbres. Il a deux chiens, Grain d'Or et Sans Jeu. L'hiver, il se promène en toboggan et il accompagne son père à la pêche.

Jusqu'à l'âge de 14 ans, il est connu sous le nom de Louis Laferté. La grand-mère paternelle de Louis Schmidt était une Métisse montagnaise du lac des Esclaves, Marie-Anne Généreux. Elle avait épousé, à la mode du pays, un employé de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Lorsque cet employé est renvoyé en Angleterre, Marie-Anne Généreux prend pour mari un Métis nommé Pierre Laferté. Pierre Laferté adopte alors le fils de Marie-Anne (le père de Louis) âgé de trois ans et lui donne son nom de famille.

Louis Laferté passe les dix premières années de sa vie sur les rives du lac Rabasca. En 1853, sa mère et ses trois soeurs doivent se rendre à la Rivière-Rouge, mais il est décidé que Louis passera une dernière année au lac Rabasca avec son père. C'est au printemps de 1854 qu'ils entreprennent le long voyage jusqu'au Fort Garry. Du lac Rabasca, ils descendent plusieurs petites rivières et lacs pour finir par rejoindre la rivière Saskatchewan au lac Cumberland.[1]

Dans la région de Cumberland House, Louis Laferté et son père rencontrent le grand-père Alexis L'Espérance. Le vieux guide va voyager avec eux pour une partie du chemin. À cette époque, les guides recevaient de meilleurs repas que les autres employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Puisque le vieux L'Espérance fait maintenant partie du voyage, le jeune Louis est invité à manger à sa table. Il déguste pour la première fois du pain et du beurre.

La cathédrale de Saint-Boniface et le couvent des Soeurs Grises vers 1858.
Photo: Archives publiques du Canada.

Louis voit des poulets pour la première fois de sa vie au poste de traite du Pas sur la rivière Saskatchewan. C'est à cet endroit que le vieux L'Espérance les quitte et les deux voyageurs poursuivent leur trajet sur le lac Winnipeg jusqu'au Fort Garry.

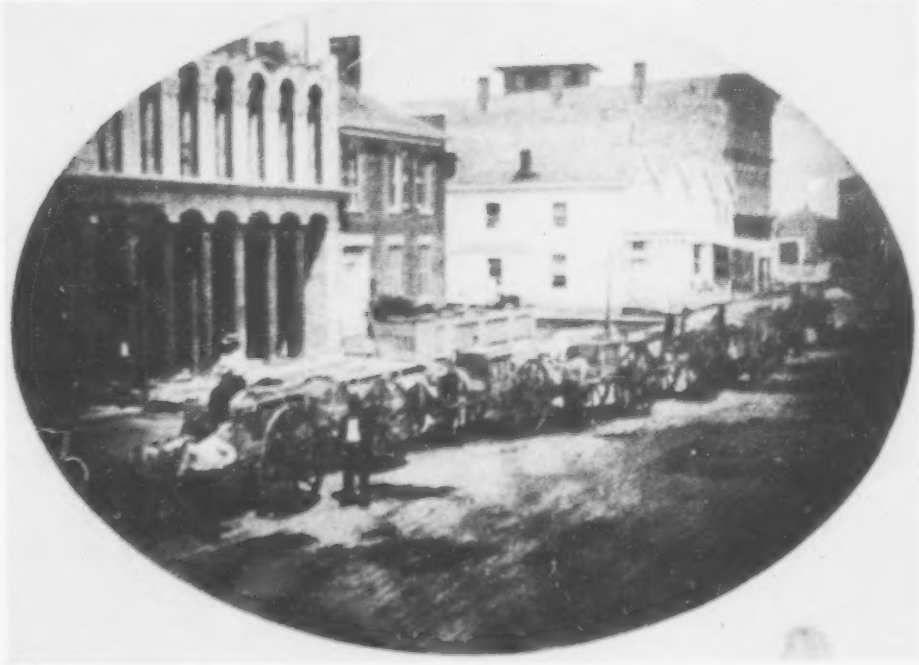
Arrivé à la Rivière-Rouge, Louis Laferté commence l'école à l'âge de dix ans. Les Frères des Écoles Chrétiennes viennent juste d'arriver dans la colonie et c'est eux qui vont remplacer les Soeurs Grises pour l'éducation des garçons. Louis s'applique au travail et seulement quatre mois plus tard il peut écrire une lettre à des parents et des amis au Lac Rabasca. Il n'aurait fait qu'une seule erreur dans cette lettre: *«Le mot "cuir" est écrit avec un "c" et non un "t". Mais son père prononçait le mot "tuir" comme était fait par les Métis du nord.»*[2]

Parmi ses camarades de classe, on reconnaît le nom de Louis Riel. En 1857, Louis Laferté, Louis Riel, Daniel McDougall et Joseph Nolin deviennent pensionnaires chez les Frères des Écoles Chrétiennes. L'école et la résidence des garçons sont situées dans le sous-sol de la demeure de l'évêque. Mgr Taché veut que les quatre garçons reçoivent une bonne formation en latin, car il a décidé que l'année suivante ils iraient poursuivre leurs études au Bas-Canada.[3]

Trois jeunes Métis se rendent au Québec

En 1858, quatre jeunes garçons se préparent pour quitter la colonie de la Rivière-Rouge pour aller terminer leurs études au Québec. Mgr Taché, croyant que le grand-père paternel de Louis Laferté avait été un Allemand du nom de Schmidt, lui donne alors ce nom.

La veille du départ, un des quatre, Joseph Nolin, décide qu'il ne veut pas aller au Québec. Louis Riel, Daniel McDougall et Louis Schmidt quittent Saint-Boniface l'été de 1858. Le voyage dure 35 jours de Saint-Boniface à Montréal. La première étape s'effectue en charrettes de la Rivière-Rouge. De cette première partie du voyage, Donatien Frémont allait écrire: *«Le voyage fut accompli avec des boeufs, comme c'était la*



Un train de charrettes de la Rivière-Rouge à Saint-Paul, Minnesota, vers 1858.
Photo: Société historique du Minnesota.

coutume, et chaque garçon conduit sa charrette sous la direction vigilante du chef de la caravane. Schmidt peut se souvenir avec nostalgie que le boeuf qu'on lui avait donné était nommé Lady.» [4]

Ils voyagent de Saint-Boniface à Crookston dans l'état du Minnesota, où ils rencontrent Louis Riel père. De là, ils se rendent à Saint-Paul au Minnesota, où ils abandonnent la caravane de charrettes pour poursuivre le voyage en bateau à vapeur.

La deuxième étape du voyage les mène de Saint-Paul, sur la rivière Mississippi, jusqu'à Prairie-du-Chien dans l'état du Wisconsin. Enfin, la dernière partie du voyage se fera par train et par bateau jusqu'à Montréal.

À Montréal, les trois garçons apprennent où ils iront poursuivre leurs études. Louis Riel est inscrit au Collège de Montréal, Daniel McDougall au Collège de Nicolet et Louis Schmidt au Collège de Saint-Hyacinthe. À Saint-Hyacinthe, Schmidt demeure chez le frère de Mgr Taché, Antonin-Louis Taché.

Ses deux premières années au Collège de Saint-Hyacinthe confirment que Louis est un bon étudiant. À la fin de sa première année, il est troisième de sa classe. Mais, il est souvent malade. L'humidité des hivers au Québec est très différente du temps sec de l'Ouest et il a souvent des maux de gorge. Pendant l'été, il va rejoindre son ami Louis Riel et les deux garçons passent des étés enchanteurs à Boucherville, Terrebonne et Montréal.

En 1861, alors qu'il est en voyage dans l'Est, Mgr Taché rend visite à Louis Schmidt au Collège de Saint-Hyacinthe. Les pères du collège s'inquiètent de la santé du jeune Métis; il pourrait avoir la tuberculose. Mgr Taché décide alors que Louis retournera chez lui avant d'avoir terminé ses études. *«Avec regret, Louis quitte Saint-Hyacinthe, Boucherville, Montréal et Terrebonne où il a passé des jours heureux.»*[5]

Chapitre deux

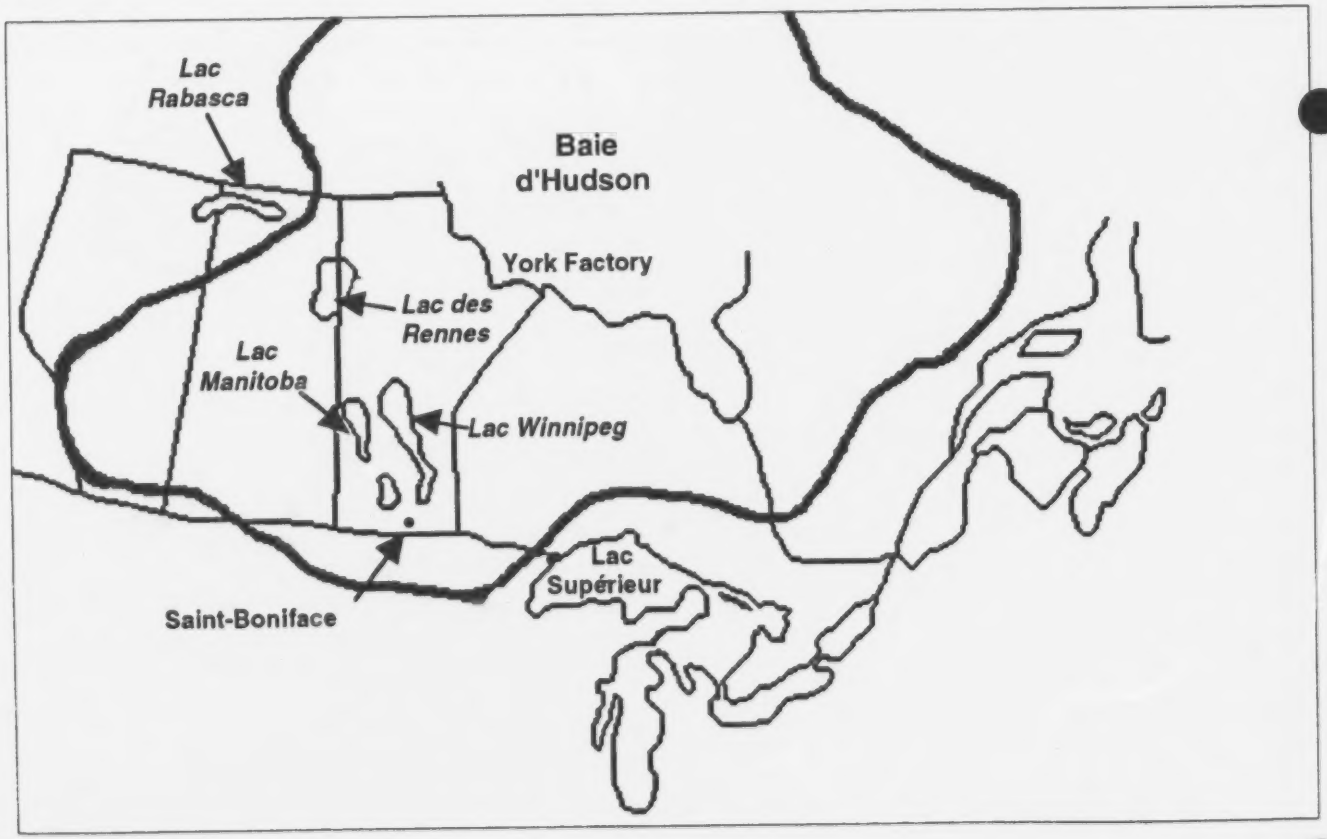
L'agitation au Manitoba en 1869-70

Les années perdues

Lorsque Louis Schmidt revient à la Rivière-Rouge en 1861, il se trouve dans une situation embarrassante. Toute l'éducation qu'il a reçue dans l'Est et tous les livres qu'il a lus ne valent pas grand-chose dans ce pays de traite des fourrures. Il n'a pas la force physique pour être voyageur, fréteur ou chasseur de bisons. Que va-t-il faire à la Rivière-Rouge pour gagner son pain?

Des trois garçons qui ont quitté Saint-Boniface trois ans auparavant, seul Louis Riel poursuit toujours ses études dans l'Est du pays. Comme Louis Schmidt, Daniel McDougall a abandonné ses études pour revenir dans l'Ouest.

Au cours des huit années suivantes, Louis Schmidt passera d'un emploi à un autre. Puisqu'il a une belle écriture, on lui demande de refaire le dictionnaire de langue crie préparé par le père Albert Lacombe. En 1862, suite à une



La Terre de Rupert avant 1869.

insurrection des Sioux du Minnesota, Schmidt accompagne le père Alexis André qui se rend dans le camp des Indiens pour essayer de négocier la paix. En 1864, il devient le chef d'une caravane de charrettes de la Rivière-Rouge qui se rend à Saint-Paul pour chercher des provisions pour la mission de Saint-Boniface. En 1865, il commence à enseigner au Collège de Saint-Boniface, mais il n'est pas bon enseignant et abandonne après un an.

Pendant huit ans, Louis Schmidt fait mille métiers.

En 1867 et 1868, les sauterelles envahissent la Rivière-Rouge et détruisent les récoltes. La chasse aux bisons est aussi une chose du passé: *«Tout le buffalo était de l'autre côté du Missouri ou refoulé vers l'Ouest dans le Montana sur les bords de la Rivière au Lait et au-delà.»*[6] La colonie de la Rivière-Rouge est réduite à la famine. *«Dans ces conjonctures les autorités du pays, Mgr Taché en tête, commencèrent à organiser des comités de secours à s'adresser aux personnes charitables des pays voisins, les États-Unis et le Canada. La Compagnie de la Baie d'Hudson souscrivit aussi une forte somme d'argent et ainsi la famine fut évitée ou on circonscrivit beaucoup les ravages.»*[7]

Pour aider à éviter la famine durant l'hiver de 1868-1869, les Métis se voient obligés de pêcher sous la glace de la rivière Rouge. *«Les poissons étaient en abondance au fort pendant l'été, mais la pêche sur glace en hiver était nouveau.»*[8] Louis Schmidt tire profit de ses connaissances de la pêche en hiver, acquises avec son père au lac Rabasca. Il s'implique aussi dans d'autres campagnes entreprises pour alimenter la colonie. *«Nous allions, comme on disait alors, à la farine. Les marchands et autres qui avaient de l'argent l'achetaient, et nous la transportions pour en avoir la moitié. Nous nous rendîmes jusqu'à la rivière des Sauks où il y avait des moulins, à quelques 50 ou 60 milles de Saint-Cloud.»*[9] Saint-Cloud se trouve au Minnesota près de la ville de Saint-Paul. C'est à la suite de ce voyage que Louis Schmidt voit pour la première fois des lampes à pétrole à la Rivière-Rouge. Pour lui, ces lampes représentent l'arrivée de la civilisation dans la colonie.

L'insurrection de 1869-1870

En 1868, le Canada commence à négocier avec la Compagnie de la Baie d'Hudson pour acheter tout le territoire de la Terre de Rupert. *«La Confédération Canadienne venait de se former et elle voulait déjà s'agrandir. Une loi passée au dernier parlement autorisait le gouvernement à acquérir les Territoires de l'Ouest pour les unir au Canada. Un marché avait été conclu par lequel la Compagnie de la Baie d'Hudson, souveraine de ces contrées, cédait tous ses droits, moyennant trois cent mille louis*[10] *à lui être payés, et la Rivière-Rouge allait devenir partie du Canada.»*[11]

Le gouvernement canadien décide alors de commencer la construction du chemin Dawson. Ce chemin doit relier la colonie de la Rivière-Rouge à Fort William sur le lac Supérieur et au reste du Canada. La transaction avec la Compagnie de la Baie d'Hudson n'a pas encore été signée et les habitants de la colonie voient l'arrivée des arpenteurs comme une ingérence dans leurs affaires par un gouvernement étranger.

Louis Riel est revenu à la Rivière-Rouge depuis l'été de 1868. Comme Louis Schmidt, Riel s'aperçoit que les gens de la Rivière-Rouge parlent beaucoup de politique. Il invite donc son ancien confrère de classe à venir le voir à Saint-Vital. Schmidt accepte cette invitation: *«Nos entretiens roulaient naturellement sur les changements qui se préparaient pour notre pays. Nous tirions aussi des plans. Mais comme nous ne connaissions encore rien de définitif sur les instructions du gouvernement canadien, nous devions attendre les événements, bien*

résolus toutefois de nous occuper des affaires publiques quand le moment en sera venu.»[12]

Mais, la décision du gouvernement canadien d'envoyer des arpenteurs dans la colonie pour travailler sur le chemin Dawson oblige les deux vieux amis à prendre les choses en main plus vite qu'ils ne s'y attendaient.

Selon Schmidt, *«le pays n'était pas canadien et c'était un acte de sans-gêne inouï pour un gouvernement d'aller entreprendre des travaux publics dans un pays étranger, sans l'assentiment des autorités du lieu, qui pour tous étaient le gouvernement d'Assiniboia. Le pays était vendu, dira-t-on, mais il fallait attendre au moins que le vrai propriétaire, la Reine, l'eut livré. Or, sa proclamation ne parut que le 15 juillet 1870.»*[13]

Le docteur John Schultz, rédacteur du journal *Nor'Wester* et membre du Parti canadien.
Photo: Archives de la Saskatchewan.

Les arpenteurs canadiens arrivent dans le district d'Assiniboia durant l'hiver de 1868-1869. Sous la direction du colonel Dennis, ils commencent à *«tirer des lignes de tous côtés sans s'occuper s'ils étaient sur des propriétés privées ou non.»*[14]

Les Métis de la colonie de la Rivière-Rouge, sous la direction de Riel et de Schmidt, commencent à s'organiser. Ils empêchent les Canadiens d'arpenter le terrain d'André Nault. Ils s'opposent à l'entrée du gouverneur canadien, William McDougall, dans le territoire. *«Ils voulaient auparavant avoir des garanties sûres que tous leurs droits seraient sauvegardés. Ce fut la base sur laquelle ils s'appuyaient pour se soulever et prendre toutes les mesures voulues afin de réussir dans leur entreprise. Ceci se passa au mois d'octobre 1869.»*[15]

En agissant ainsi, les Métis se heurtent au parti canadien, formé de colons nouvellement arrivés de l'Ontario et qui veulent faire de la colonie un territoire anglais à l'image de l'Ontario. Devant l'insurrection des Métis, les colons commencent à craindre que le territoire ne leur échappe. Ils décident donc de s'armer.

Puisque le Conseil d'Assiniboia[16] n'a pas les moyens de défendre la colonie contre ces colons de l'Ontario, Riel et ses hommes prennent possession du Fort Garry. Schmidt se souvient être passé au fort quelques jours plus tard. Il écrit: *«En passant au fort, que les Métis occupaient depuis trois jours, je reconnus un de mes voisins qui montait la garde près de la petite porte de l'Est. J'allais lui serrer la main et lier un petit bout de conversation. Je remarquai qu'il parlait presqu'à voix basse et comme si je l'avais interrompu dans ses prières, car s'il avait son fusil sur l'épaule il avait aussi le chapelet à la main. Je n'entendais non plus aucun bruit au dedans les murs.»*[17]

Avant même la prise du Fort Garry, les Métis avaient formé un Conseil provisoire avec John Bruce comme président et Louis Riel comme

secrétaire. Jusqu'à ce moment, seuls les Métis d'origine française participent à l'insurrection. Après la prise du Fort Garry, Riel reconnaît qu'il doit aussi impliquer les Métis d'origine anglaise et écossaise dans le mouvement. Riel et Schmidt envoient des lettres aux dirigeants des communautés anglaises leur demandant d'envoyer des représentants pour discuter de la situation et *«afin d'en venir à une entente commune sur les conditions à demander au Canada avant de lui permettre l'entrée au pays.»*[18]

Une première rencontre a lieu le 16 novembre 1869, mais il est impossible d'en arriver à une entente. À la suite de cet échec, Riel forme un premier gouvernement provisoire formé exclusivement de Métis de langue française et quoiqu'il en reste le secrétaire, il en est le véritable chef. Il forme aussi un conseil militaire et nomme Ambroise Lépine chef de la brigade avec le titre d'adjudant général. Au sujet de Lépine, Schmidt nous dit qu'il *«était tout l'opposé de Riel. Froid, positif, il ne s'emballait jamais comme on dit aujourd'hui. Mais il était la bravoure même. D'une prestance superbe,*[19] *doué d'une force [...] extraordinaire, il était fait pour commander, et il devint comme tout naturellement le chef des soldats de la révolution. Comme tous les hommes supérieurs, il était doux envers les petits. Mais il ne ménageait pas les grands et les forts.»*[20]

Le 1er décembre 1869, William McDougall traverse la frontière à Pembina et annonce dans la nuit l'annexion du territoire par le Dominion du Canada. Ce geste est fait sans l'autorisation de ses supérieurs à Ottawa et n'a aucune légalité. Toutefois, la proclamation du gouverneur McDougall encourage les colons anglais à venir à sa défense.

Une révolte armée se dessine. Le gouverneur du Conseil d'Assiniboia, William Mactavish, proclame alors la dissolution du gouvernement de la colonie. Puisqu'il n'y a plus de gouvernement légitime, Riel et son Conseil provisoire prennent la relève.

Le 7 décembre 1869, Riel fait arrêter le docteur Schultz et ses cinquante hommes qui se sont barricadés dans un magasin à Winnipeg. Le lendemain, il hisse le nouveau drapeau de son gouvernement au mât du Fort Garry. Louis Schmidt nous décrit le drapeau comme suit: *«Il avait un fond blanc avec des fleurs de lys et de trèfle et un gros bison en relief dans le bas.»*[21]

Le Canada décide à ce moment qu'il faudra négocier avec les habitants de la colonie de la Rivière-Rouge. Au cours des semaines suivantes, Ottawa envoie plusieurs délégués à Winnipeg, entre autres le colonel de Salaberry et Donald A. Smith. Alors que de Salaberry vient simplement comme un ami des Métis, Donald A. Smith, un actionnaire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, porte des documents officiels. Selon Schmidt, *«bien que surveillé de près par Riel, il parvint à mener des intrigues. Il essaya de détacher le plus de Métis possible à la cause populaire et il employa pour cela les moyens qui réussissent si souvent auprès des âmes faibles, même quand elles ne sont pas vénales: l'argent, dont il ne manquait pas.»*[22]

Afin de permettre à Smith de parler aux habitants de la colonie et de présenter ses documents officiels, Riel convoque une convention pour le 19 janvier. *«Cette réunion capitale fut tenue le 19 janvier 1870. Plus de mille personnes y assistèrent et, puisqu'on ne disposait d'aucune salle assez grande pour accueillir cette foule, elle eut lieu en plein air, alors que le thermomètre indiquait une température de -32° C. Le débat dura cinq heures, et les citoyens restèrent debout pendant tout ce temps.»*[23]

Donald A. Smith promet aux gens que le nouveau gouvernement va respecter leur liberté religieuse et leur droit à la propriété. Riel propose alors l'élection de 40 délégués, vingt

anglophones et vingt francophones, qui étudieront les différentes propositions. Ces 40 délégués se rencontreront au Fort Garry le 26 janvier. «*On l'a appelée: la Grande Convention pour ne pas confondre avec celle du 16 novembre.*»[24]

La Grande Convention se poursuit pendant plusieurs jours. Les délégués dressent une *Déclaration des droits de l'homme* et ils élisent un nouveau gouvernement provisoire. Louis Riel est élu président, William O'Donoghue trésorier, Thomas Bunn secrétaire d'État et Louis Schmidt secrétaire d'État associé. Ambroise Lépine demeure adjudant général, A.G.B. Bannatyne est maître des postes et James Ross est nommé juge de paix.

L'exécution de Thomas Scott

La délégation demande également que Riel relâche les prisonniers. Riel accède à cette requête et relâche 16 des prisonniers. Certains d'entre eux, dont Charles Schultz et Thomas Scott, se rendent à Portage-la-Prairie où ils se joignent au Major Boulton qui a recruté plusieurs Canadiens.

Boulton, Schultz et Scott décident de reprendre le Fort Garry. En route, ils rencontrent l'armée d'Ambroise Lépine. Plusieurs Canadiens sont faits prisonniers, y inclus Boulton et Scott. Schultz réussit à s'évader et retourne en Ontario d'où il mène une campagne contre Riel et le Gouvernement provisoire.

Dans sa cellule au Fort Garry, Thomas Scott continue d'insulter Riel et les Métis. Puisque ses gardes ne peuvent en venir à bout, Riel ordonne qu'il soit traduit en cour martiale. Il est trouvé coupable et condamné à mort. Thomas Scott est fusillé le 4 mars 1870.

Schmidt déclare, dans ses mémoires, qu'il avait de la difficulté à comprendre les motifs des Canadiens dans cette affaire: «*Je ne m'arrêterai pas à essayer de justifier cette exécution, dont le peuple d'Ontario s'est servi pendant si longtemps pour soulever les préjugés et la haine, non seulement contre les Métis, mais contre tout ce qui était français et catholique. Je crois qu'aujourd'hui tout homme désintéressé concède que Riel et son gouvernement avaient parfaitement raison d'en agir ainsi. Ce gouvernement était le seul du pays, il avait été établi et reconnu par ses représentants. N'avait-il pas le droit de mettre à mort, comme font tous les gouvernements, ceux qui troublent la paix et ne cherchent que séditions et massacres?*»[25]

Le Fort Garry au Manitoba vers 1879.
Photo: Archives publiques du Canada.

Après l'exécution de Thomas Scott, la paix semble revenir dans la colonie de la Rivière-Rouge. Une délégation se

rend à Ottawa pour négocier l'entrée de la colonie dans la Confédération canadienne. L'abbé Ritchot est le principal porte-parole de cette délégation.

Au printemps de 1870, les hivernants de la Montagne de Bois, de la Montagne de Cyprès et de la vallée de la Saskatchewan se rendent au Fort Garry, comme ils le font chaque année, pour faire leurs provisions et pour faire bénir leur mariage et baptiser leurs enfants.

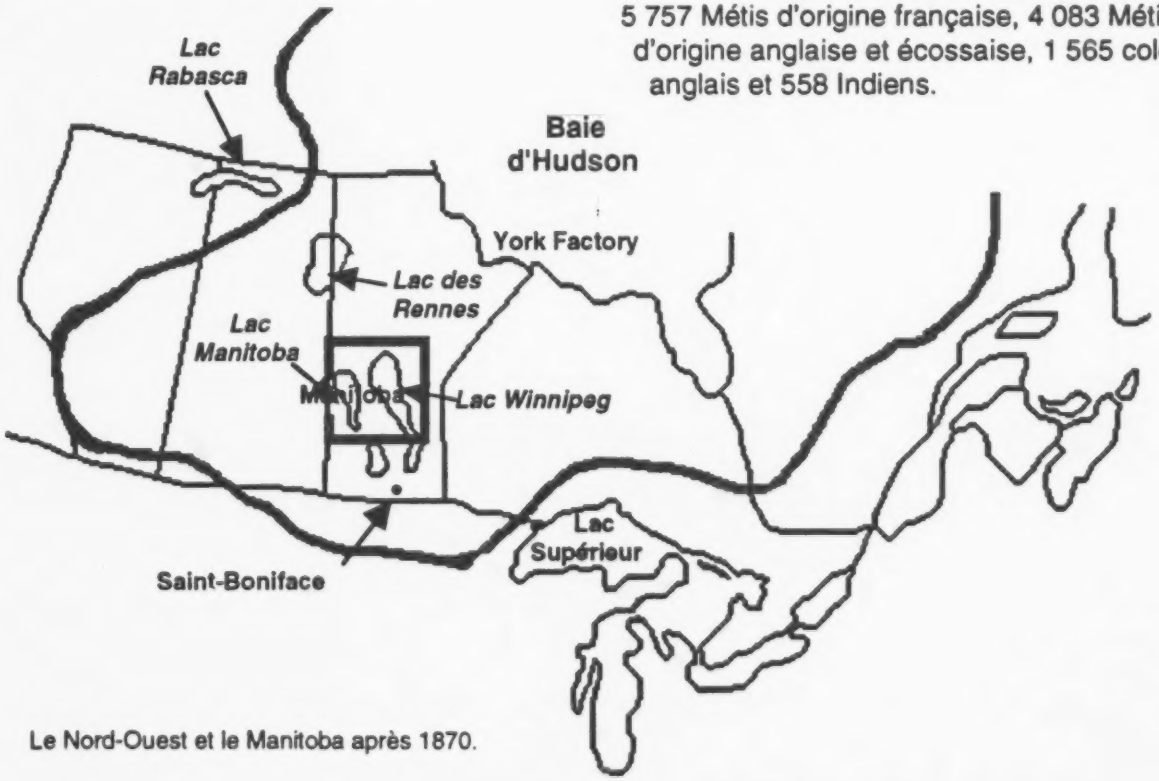
Gabriel Dumont, le chef des Métis dans la vallée de la Saskatchewan, se rend également à Fort Garry cette année-là et offre les services de 500 hommes à Riel pour la défense de la colonie. Riel refuse cette offre et Dumont retourne à la Petite Ville[26] où il se prépare pour la chasse aux bisons annuelle.

Le 3 mai 1870, le Parlement canadien adopte la *Loi du Manitoba*. La plupart des requêtes des Métis de la colonie de la Rivière-Rouge sont intégrées dans cette loi. Toutefois, Ottawa refuse de reconnaître la légitimité du Gouvernement provisoire et d'accorder une amnistie à tous les membres du Conseil. De plus, Ottawa décide d'envoyer une petite armée de 400 soldats et 800 miliciens sous la direction du colonel Wolseley pour assurer la transition du pouvoir du Gouvernement provisoire au nouveau lieutenant-gouverneur.

Malheureusement, plusieurs des membres de l'expédition Wolseley n'ont qu'une chose en tête: venger Thomas Scott. Riel et Ambroise Lépine doivent s'enfuir aux États-Unis.

Le député de Saint-Boniface

Une fois effectué le transfert du territoire de la Terre de Rupert au Dominion du Canada, on procède à l'élection d'une première assemblée législative pour la nouvelle province du Manitoba. Les élections ont lieu le 30 décembre 1870. Un recensement a révélé qu'il y avait 5 757 Métis d'origine française, 4 083 Métis d'origine anglaise et écossaise, 1 565 colons anglais et 558 Indiens.



Le Nord-Ouest et le Manitoba après 1870.

Le territoire de la nouvelle province est alors divisé en 24 circonscriptions électorales et il doit y avoir douze députés francophones et douze députés anglophones. Louis Schmidt est élu député de la circonscription de Saint-Boniface-Ouest.

À l'ordre du jour de la première session de l'Assemblée législative du Manitoba qui s'ouvre le 15 mars 1871, il est question d'adopter une loi scolaire. Louis Schmidt aide à la rédaction de cette loi, qui permettra l'enseignement en anglais et en français et l'établissement d'écoles catholiques. *«L'organisme supérieur de l'enseignement public ne sera rien d'autre qu'un conseil général ou bureau, divisé en deux sections, l'une catholique, l'autre protestante. À chaque section, pourvue d'un surintendant, ressortiront l'administration et la direction des écoles de sa foi religieuse. Et ces écoles, publiques ou nationales, n'en seront pas moins confessionnelles, dotées des mêmes droits et des mêmes libertés, avec part égale aux fonds publics.»*[27]

Si Louis Schmidt se souvenait de sa participation à la rédaction de cette loi en 1871 dans ses mémoires, il déplorait le fait qu'on ait abrogé la loi en 1890. *«L'une des principales lois passées à cette session fut la loi des écoles, basées sur celle de Québec. Les catholiques et les protestants avaient le contrôle de leurs écoles respectives et se partageaient les octrois d'argent proportionnellement à leur population. C'est le système que nous avions également au Nord-Ouest jusqu'à 1892. Ici cette loi fut abrogée en 1890, au mépris de tout droit et de toute justice et des écoles neutres, dite nationales, lui furent substituées.»*[28]

En 1872, Louis Schmidt est choisi pour répondre au discours du trône. Le journaliste du journal français, *Le Métis* , écrivait au sujet de ce discours: *«M. Schmidt parle avec facilité; il est regrettable qu'il ne parle pas plus souvent.»*[29]

Lorsque la *Loi du Manitoba* est adopté par le Parlement canadien en 1870, le respect du droit de propriété des Métis est incorporé dans la loi. Toutefois, Ottawa n'agit pas vite pour régler la question des terres et Louis Schmidt devient alors le principal porte-parole des Métis auprès du gouvernement fédéral à ce sujet.

Si la population de langue française était une faible majorité au Manitoba en 1870, tel n'est plus le cas en 1874. Puisqu'il y a maintenant plus d'anglophones que de francophones, on procède à une redistribution des districts électoraux. Aux élections de 1874, quatorze des députés viendront de circonscriptions anglaises et seulement dix seront élus par les francophones. L'ancienne circonscription de Saint-Boniface-Ouest est jumelée avec celle de Saint-Charles et Louis Schmidt perd son siège à l'Assemblée législative.

En 1878, il est élu dans la circonscription de Saint-François-Xavier, mais le gouvernement est défait un an plus tard et Schmidt abandonne la politique.

En 1872, Louis Schmidt épouse Justine Laviolette, une jeune fille de 18 ans. À part son salaire de député qui s'élève à 300 $ par année, quels sont ses moyens de subsistance? *«En 1873, il devient un des trois surintendants des licences pour la province, un poste qu'il occupera jusqu'à son départ du Manitoba. Comme Métis, il a droit à un scrip et il consacre une partie de son temps à l'agriculture.»*[30]

Entre 1870 et 1880, il milite dans des organisations nationales comme la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Boniface, dont il est le premier secrétaire, et dans les affaires scolaires. Il est trésorier de l'école catholique de Saint-Boniface. Il est également probable qu'il contribue régulièrement au journal *Le Métis* fondé par Joseph Royal en 1871.

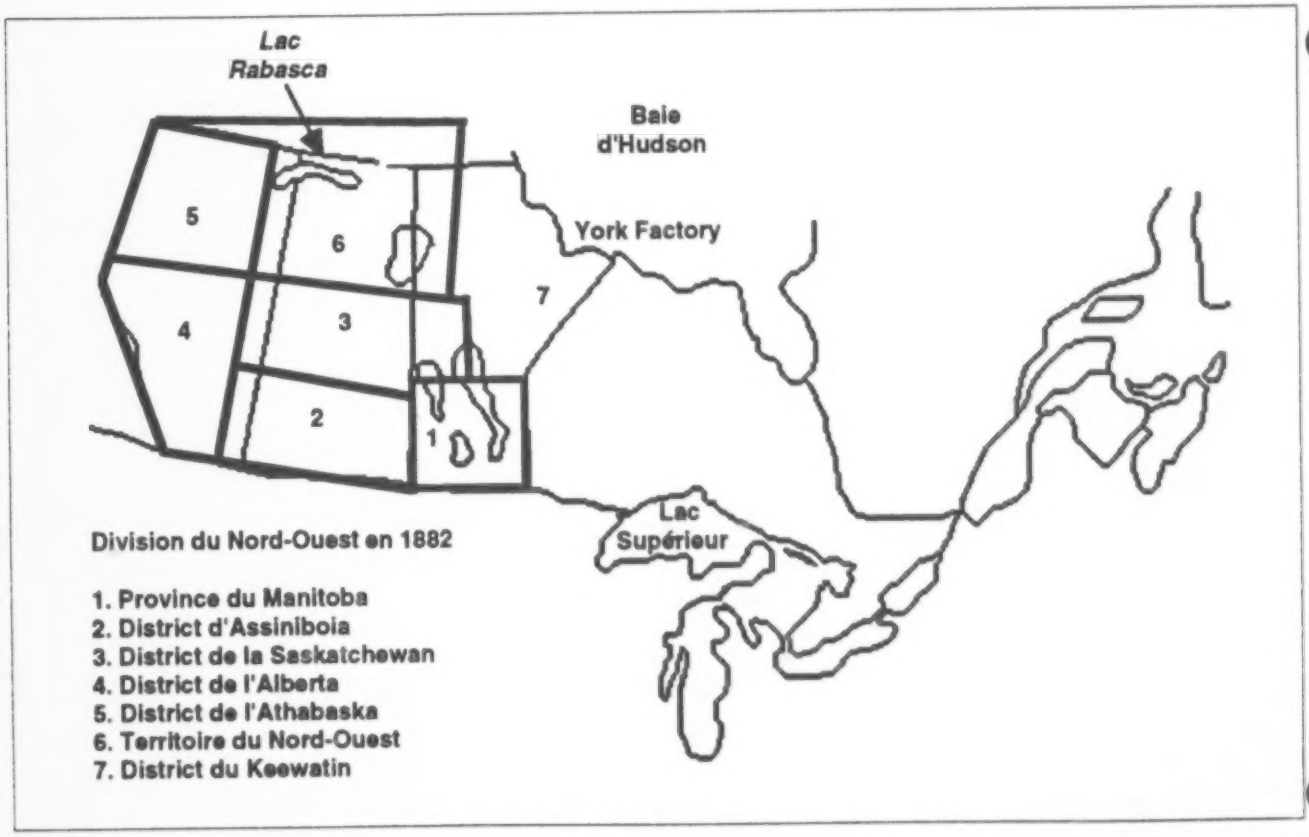
En 1880, Louis Schmidt quitte le Manitoba pour venir s'établir dans le district de la Saskatchewan.

Chapitre trois

Le nationalisme français de Louis Schmidt

«C'est le 19 juin 1880, jour anniversaire de la bataille de la Grenouillère, que je laissais mon cher pays de la Rivière-Rouge pour m'enfoncer dans l'Ouest. Je ne m'arrêterai pas à décrire mon voyage qui se fit avec les moyens de locomotion [31] *dont on se servait encore dans ce temps-là. Le 3 août, j'arrivais au Lac des Canards,* [32] *où je trouvai mon vieil ami, le joyeux Père André. Celui-ci ne me conseilla pas de m'établir là. Il m'indiqua la traverse à Gariépy, sur la branche sud de la Saskatchewan, et c'est là en effet que j'allai prendre une terre. C'est aujourd'hui l'extrémité supérieure de la paroisse de Saint-Louis.»* [33]

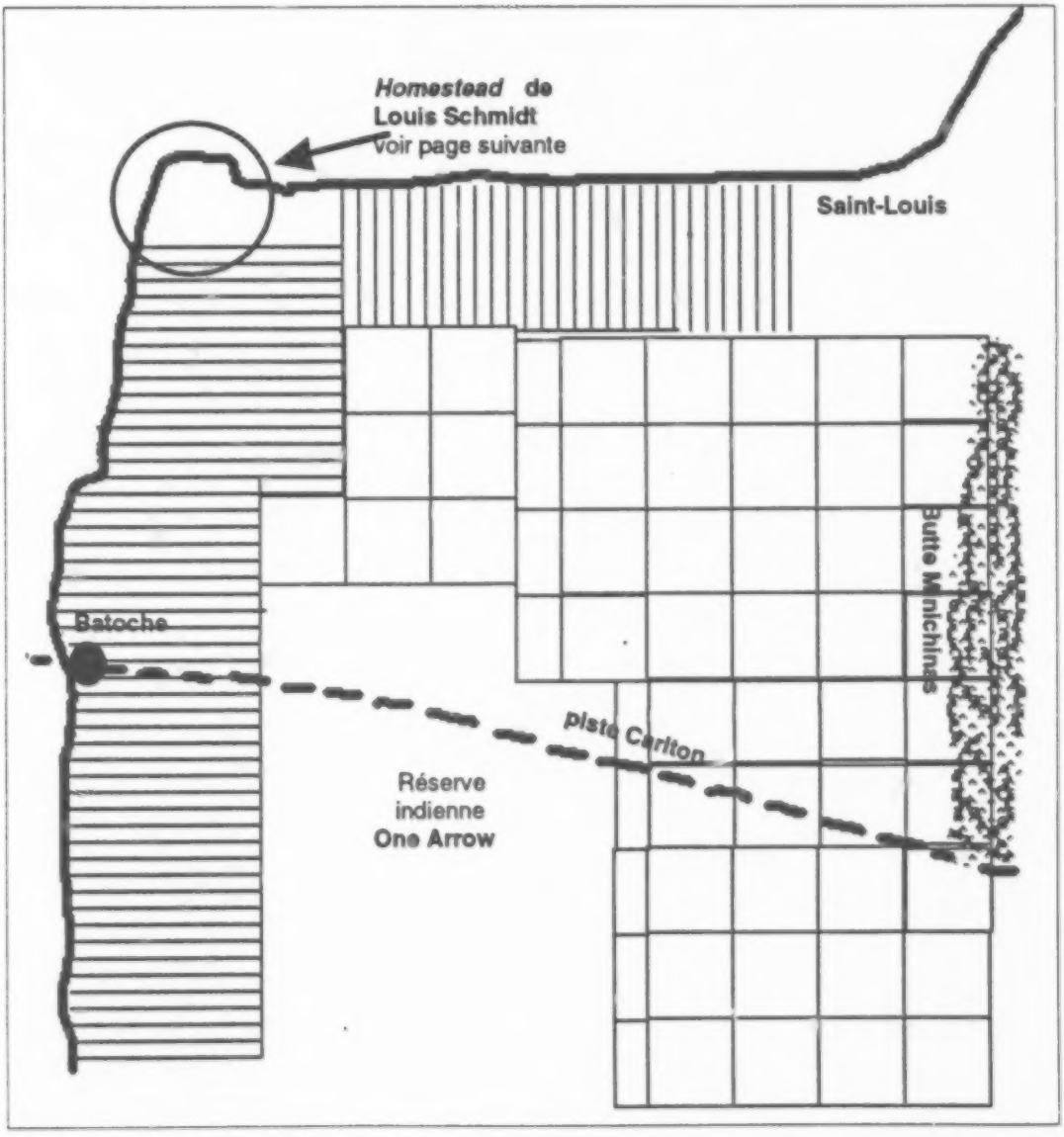
À la traverse à Gariépy, Schmidt se livre à l'agriculture. Il fait du jardinage et de l'élevage et récolte même du foin des marais pour vendre à la Police Montée. En janvier 1884, il déménage à Prince Albert où il commence à travailler dans un bureau d'avocat. *«Quelques mois plus tard, en conciliabule secret, les Métis prennent la résolution d'inviter Louis Riel à prendre la tête de leur mouvement. Louis Schmidt entend se*



joindre, à titre privé, à la délégation officielle de Métis porteuse de l'invitation. Sur les (sic) *entrefaites, il apprend sa nomination au poste d'adjoint au Bureau des Terres du Dominion, à Prince Albert. Plus question de partir. Il prend plutôt la plume et expose dans plusieurs lettres au journal* Le Manitoba *les doléances de la population du district de Lorne.»*[34]

Durant la rébellion de 1885, il demeure neutre, restant à Prince Albert où il s'occupe des affaires du Bureau des Terres.

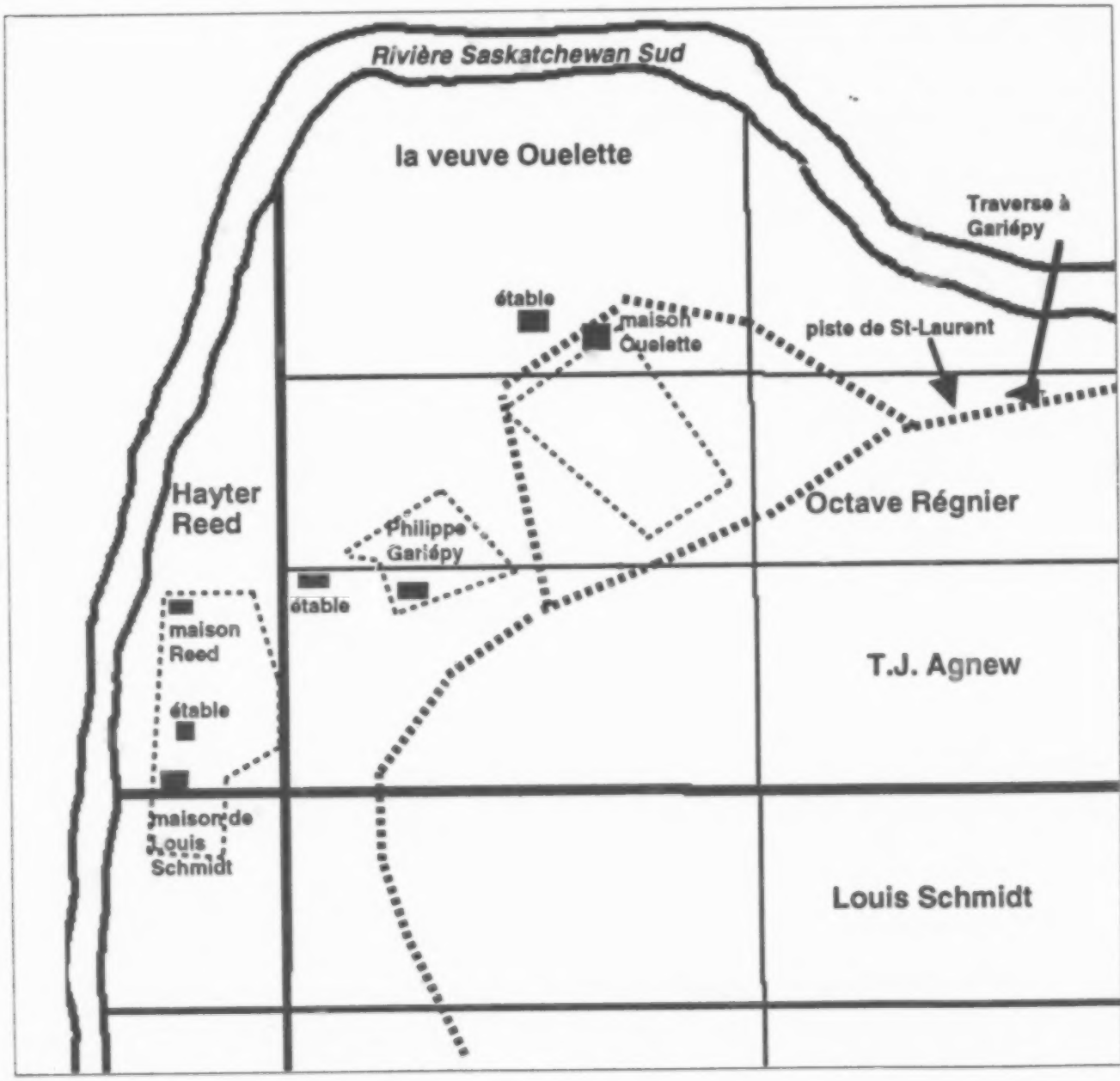
Louis Schmidt revient sur sa ferme à Saint-Louis en 1897. Là, il commence à travailler pour la reconnaissance des droits des francophones. Il participe à la fondation du premier journal



Région de Batoche vers 1885.

français en Saskatchewan, *Le Patriote de l'Ouest* . En février 1912, il se rend à Duck Lake pour participer à la première rencontre provinciale de la Société du Bon Parler, qui mènera à la création de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan.

Il est un des orateurs à ce congrès de Duck Lake. Mais sa façon de voir les choses n'est pas la même que celle du clergé catholique. «*Il n'avait rien perdu de sa fougue malgré les années et, peut-être dans l'émotion du moment, il proposa à l'assemblée le modèle des Irlandais*



Homestead de Louis Schmidt à Saint-Louis
(Source: *Histoire de Saint-Louis et des environs*, 1980.)

qui, eux, avaient recours à l'agitation politique et aux armes pour protéger leurs droits. Ces propos eurent sans nul doute pour effet de surprendre Mgr Olivier-Elzéar Mathieu et les autres dignitaires présents, habitués à des discours plus mesurés.»[35]

Dans son élan, Louis Schmidt fait penser à Raymond Denis qui, en 1929, aurait voulu monter la garde autour des écoles pour empêcher le gouvernement Anderson de supprimer le français dans les écoles et d'obliger les religieuses à mettre de côté leurs habits religieux. Hélas, la révolution et la prise d'armes ne font pas partie de la tradition des Franco-Canadiens de la Saskatchewan, et le vieux confrère de Louis Riel doit se contenter de voir s'échapper progressivement les droits des francophones de la province.

Louis Schmidt meurt le 6 novembre 1935, à l'âge de 91 ans.

Notes et références

1. Donatien Frémont. — The Secretaries of Riel. — Regina : Éditions Louis Riel, 1985. — P. 3-4
2. Ibid., p. 5
3. Bas-Canada: nom donné à la province de Québec en 1791. L'Ontario était connu sous le nom de Haut-Canada. Même si les noms de Québec et Ontario sont utilisés après 1840, les gens continuent à se servir des noms Haut-Canada et Bas-Canada jusqu'au XXe siècle.
4. Donatien Frémont. — The Secretaries of Riel. — P. 7
5. Ibid., p. 9
6. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (25 janv. 1912). — P. 4
7. Ibid., p. 4
8. Donatien Frémont. — The Secretaries of Riel. — P. 14
9. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt»
10. Louis: ancienne pièce d'or française de 20 francs (environ cinq dollars). Le louis est demeuré en usage en France jusqu'à la Première Guerre mondiale. On l'appelait aussi Napoléon. La vente du territoire pour 300 000 louis aurait rapporté à la compagnie la somme d'environ 1 500 000 $. En réalité, on cède le territoire au Canada pour la somme de 300 000 livres anglaises (environ 750 000 $).
11. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt»
12. Ibid.
13. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (1er févr. 1912). — P. 4
14. Ibid.
15. Ibid..
16. Le Conseil d'Assiniboia était le gouvernement légitime de la colonie de la Rivière-Rouge à cette époque. Il représentait les intérêts de la Compagnie de la Baie d'Hudson et avait été créé en 1822.
17. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (8 févr. 1912). — P. 4
18. Ibid.
19. Prestance superbe: aspect imposant.
20. Ibid.
21. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (15 févr. 1912). — P. 4
22. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (22 févr. 1912). — P. 4
23. Colin Davies. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada). — P. 25-26
24. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (27 févr. 1912). — P. 4
25. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (4 avr. 1912). — P. 4
26. Petite Ville: hivernement établi par Gabriel Dumont sur la rive ouest de la rivière Saskatchewan-Sud. L'emplacement de la Petite Ville était à environ 20 kilomètres au sud de Batoche.
27. Lionel Groulx, abbé. — L'enseignement du français au Canada, Tome II, Les écoles des minorités. — Montréal : Librairie Granger Frères, 1933. — P. 84
28. Louis Schmidt. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (2 mai 1912). — P. 3
29. Donatien Frémont. — The Secretaries of Riel. — P. 47
30. Ibid., p. 47
31. À cette époque, le transport se faisait

encore avec des charrettes de la Rivière-Rouge.

32. Lac des Canards: Duck Lake.
33. Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 365
34. Ibid., p. 366
35. Ibid., p. 361

Bibliographie

Davies, Colin. — Louis Riel et la Nouvelle Nation. — Agincourt : Société Canadienne du Livre, 1981. — (Collection Bâtisseurs du Canada)

Frémont, Donatien. — The Secretaries of Riel. — Regina : Éditions Louis Riel, 1985

Groulx, Lionel, abbé. — L'enseignement du français au Canada, Tome II, Les écoles des minorités. — Montréal : Librairie Granger Frères, 1933

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Schmidt, Louis. — «Les Mémoires de Louis Schmidt». — Le Patriote de l'Ouest. — (25 janv. 1912)

Les femmes et l'agriculture

Fernande Bastien sur la ferme de ses parents à Indian Head, vers 1927.
Photo: Archives de la Saskatchewan

Quand on parle de la vie des pionniers, on croit, à juste titre, que la vie était dure pour les femmes. Elles abandonnaient une belle vie dans l'Est ou en Europe pour venir recommencer à zéro dans la prairie canadienne. Ici, elles n'auraient pas le luxe qu'elles avaient connu ailleurs. Et malgré tout, elles devraient encore élever de grandes familles. Toutefois, quand on pense à la vie des pionniers, on emprunte trop souvent l'image de la femme au foyer et de l'homme dans les champs. Cette image, elle n'est pas toujours juste!

Chapitre un

La femme dans l'agriculture et la philosophie d'autrefois

Le rôle de la femme au cours de la colonisation de la province n'a jamais été clairement défini. Au début du siècle, par exemple, le clergé catholique, ainsi que la presse francophone qu'il contrôlait, se prononçait contre le suffrage féminin, c'est-à-dire le droit de vote pour les femmes. Dans un article du *Patriote de l'Ouest* du 23 avril 1914, un archevêque des États-Unis soutenait *«que ce mouvement suffragiste fait perdre à la femme son titre de reine du foyer, et lui enlève la dignité et le respect qui conviennent à la mère de famille.»*[1] C'était bel et bien l'attitude du clergé francophone de la Saskatchewan.

Toutefois, cet idéal de la femme *«reine du foyer»* n'est pas toujours la réalité des milliers de jeunes femmes canadiennes-françaises qui suivent leur mari ou leur famille en Saskatchewan et s'établissent sur un *homestead*. En effet, elles doivent commencer en créant le foyer; elles sont souvent appelées à aider leur mari à bâtir la maison de rondins ou de tourbe.

Dans le nord de la Saskatchewan, combien de femmes pionnières aident, une hache à la main, leur père ou leur mari à enlever les branches des troncs d'arbres qui deviendront les murs de leur maison? Combien d'entre elles aident à *bousiller* les murs, c'est-à-dire remplissent les fentes avec un mortier formé de terre brune, de paille et d'eau? Et quant à celles qui veulent ajouter de la couleur à leur maison, elles aident à *badigeonner à la chaux*, c'est-à-dire couvrir les murs avec de la chaux.

Dans le sud de la province, là où les pionniers bâtissent des maisonnettes de mottes de tourbe, la femme aide à transporter les mottes de tourbe jusqu'à l'endroit où sera bâtie la maison. Ensuite, elle aide à monter les murs, une motte de terre placée par dessus l'autre.

Une fois l'habitation construite, les pionniers, souvent aidés de leur femme, doivent commencer à défricher la terre. Dans le nord, les femmes aident leur mari ou leur père à ramasser des souches et à les brûler. Dans le nord, comme dans le sud, combien d'entre elles ont marché derrière les chevaux ou les boeufs, les guides à la main, alors que leur mari ou leur père se concentrait sur les mancherons de la charrue?

Il ne faut pas se leurrer et croire, comme le voulait le clergé, que nos arrière-grand-mères et nos arrière-arrière-grand-mères sont arrivées en Saskatchewan au début du siècle et qu'elles se sont confortablement installées dans leur maison pour devenir *«reine du foyer»*. Comme les hommes, elles ont travaillé à la sueur de leur front pour que la ferme soit un succès.

L'agriculture dans les textes de «Perrette»

Marie-Anne Duperreault a écrit, pendant de nombreuses années, des articles pour le *Patriote de l'Ouest*. Écrivant sous le nom de plume de «Perrette», Mme Duperreault raconte surtout ses expériences à la ferme de Willow Bunch. Tous ses articles ont été regroupés en 1969 dans un volume intitulé *Esquisses Canadiennes*. Un thème qui revient souvent dans les textes de «Perrette» est celui de l'agriculture.

Souvent, Mme Duperreault semble répondre à l'idéal du clergé: l'homme se rend dans les champs et la femme est la *«reine du foyer»*. Mère de quatorze enfants, elle est sûrement fidèle au concept de *«reine du foyer»*. Certains de ses articles transmettent alors le message que l'homme va labourer les champs tandis que la femme reste au foyer pour s'occuper de la maison.

Prenons deux exemples: *Les semailles* et *La moisson.*

«Va, brave habitant, sous les splendeurs du beau ciel, va, sème en toute confiance; car tu sais qu'un Dieu bon renouvellera encore le grand miracle de la germination, symbole d'un consolant mystère; ton dur labeur fait le pays prospère et nourrit le monde.» Les semailles.[2]

«... Courage, braves cultivateurs, c'est vous qui faites notre Canada l'un des pays les plus prospères du monde; travailler sans vous lasser, non seulement pour le grain qui peut en résulter pour chacun de vous, mais travaillez aussi pour les peuples impuissants qui ne peuvent plus le faire, et affamés, tendent vers vous, leurs bras suppliants.» La Moisson.[3]

Toutefois, quelques pages plus loin dans *Esquisses Canadiennes*, on peut commencer à discerner une autre vision de la ferme familiale des Duperreault à Willow Bunch. «Perrette» nous propose une série d'articles qui nous laissent penser que la ferme est autant la sienne que celle de son mari. Ces articles portent des titres comme *Ma ferme*, *Mon poulailler*, *Ma vache* et *Ma laiterie*. Mis à part le fait que tous se rapportent à l'agriculture, ces titres ont en commun l'adjectif possessif «mon - ma»: c'est comme si Mme Duperreault voulait qu'on sache que ces choses sont autant les siennes que celles de son mari.

Dans *Ma ferme*, Mme Duperreault écrit: *«Bientôt des rumeurs de vie animèrent la solitude. Un modeste "shack" se dessina sur le large horizon; puis, une étable, un enclos. Et la charrue traça ses premiers sillons.»*[4] Dans ce passage, l'auteur laisse entendre que le «shack» et les premiers sillons apparaissent dans le champ comme par miracle. Mais qui a fait le travail? Dans le même article, «Perrette» écrit: *«Sur notre belle ferme, tout à notre tâche aimée d'agriculteurs, nos heures , nos années s'écoulent bien remplies, paisibles et très douces, partagées entre le travail qui féconde, la prière qui s'élève et fortifie, l'étude qui distrait, instruit et repose.»*[5] Le couple partage donc les travaux de la ferme.

Mme Duperreault est plus directe quand vient le temps de parler de ses responsabilités envers les vaches. Dans l'article *Ma vache*, elle commence avec une description de sa vache: *«Avez-vous une vache? J'en ai une, moi; une belle vache, au pelage blanc, tacheté de roux, fine de tête, svelte de taille, yeux intelligents et doux, allure tranquille, pattes nerveuses, pis bien proportionné, trayons écartés: un expert classerait "Caillette" parmi les meilleures laitières, sans se tromper.»*[6] Ne nous le cachons pas: cette description ne peut qu'être celle d'une personne qui a été traire cette vache qui porte le nom de «Caillette».

Dans le paragraphe suivant, «Perrette» admet être chargée de traire la vache soir et matin. *«Soir et matin, à heure fixe, je m'enveloppe d'un ample tablier, fait exprès, et ma chaudière neuve au bras, une blanche serviette sur l'épaule, je m'en vais au clos, du côté, où le joli lac baigne de fraîcheur le verdoyant paysage.... Sur mes talons, je m'asseois. Vous préférez un banc? Affaire d'habitude. Je commence à traire.»*[7]

Eh oui! La responsabilité de traire les vaches revenait souvent aux femmes à cette époque, surtout l'été quand les hommes partaient tôt le matin pour les champs et ne revenaient que tard le soir.

Même dans la littérature de «Perrette», il est possible de discerner le rôle plus large de la femme à la ferme d'autrefois. Ce n'était certes pas une vie facile.

Chapitre deux

Un travail qui n'est souvent pas reconnu

Le 1er janvier 1980, la Saskatchewan adopte le *Matrimonial Property Act* qui reconnaît l'égalité des deux conjoints dans le couple. Selon la loi, les deux époux ont des responsabilités dans le ménage. Ils sont tous deux responsables financièrement des besoins de la famille et ils ont tous deux droit à une part égale des biens en cas de dissolution du mariage.

Au début du siècle, il n'y avait pas de loi pour protéger les intérêts de la femme. Elle n'avait même pas le droit de vote. Toutefois, une veuve pouvait obtenir un *homestead* selon la *Loi des Terres du Dominion*. Pour cette raison, certaines femmes figurent parmi les fermiers pionniers d'autrefois. Mais dans la plupart des cas, c'est comme conjointes, ou comme mères de famille, qu'elles ont joué un rôle dans le développement de l'agriculture de la province.

Et, il est difficile de cerner complètement le rôle de la femme en agriculture. Dans bien des cas, les femmes n'aimaient pas avouer qu'elles allaient traire les vaches ou qu'elles aidaient leur mari dans les champs. Dans bien d'autres cas, puisqu'elles ne recevaient généralement pas de salaire pour le travail qu'elles faisaient à la ferme, plusieurs d'entre elles n'ont jamais considéré ce travail comme étant un véritable emploi.

Dans un volume préparé par le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, *Place aux femmes dans l'agriculture*, on apprend que bien des femmes ne sont pas considérées comme fermières, même si elles passent une bonne partie de leur temps à ce travail. Si elles occupent une autre fonction que celle de fermière, lors des recensements, elles ne peuvent déclarer qu'un seul travail. *«La femme qui travaille à l'exploitation et qui occupe un emploi de secrétaire dans la ville voisine déclarera sans doute son travail à l'extérieur. Même si elle passe presque autant d'heures aux champs.»*[8]

Et, parce que beaucoup de journalistes ou d'enquêteurs ne reconnaissent pas nécessairement l'importance du rôle de la femme en agriculture, le matériel de recherche est souvent limité. Aux Archives de la Saskatchewan, il y a beaucoup de cassettes d'entrevues réalisées au cours des années avec des pionniers et des pionnières francophones. Mais sur le rôle de la femme à la ferme, les enquêteurs vont invariablement poser des questions sur la vie ménagère, la cueillette des fruits et le jardinage: tous les rôles qu'on associe généralement à la femme. Mais il arrive rarement qu'un enquêteur demande à une femme si elle trayait les vaches avec son mari, ou même, si elle aidait à brûler des racines ou ramasser des roches dans les champs.

Toutefois, il est possible d'en ressortir quelques exemples. Irène Coupal-Trudeau se souvenait, dans une entrevue, avoir aidé son mari à défricher une terre à Sturgeon Valley au nord-ouest de Prince Albert. *«Ce carreau de terre-là il n'était pas défriché. J'ai connu qu'est-ce que c'était d'arracher des racines! Quand on s'est acheté un tracteur... on a été les derniers pour s'acheter un tracteur... moi j'étais sur le tracteur et mon mari coupait les racines de l'arbre. Parce qu'il y avait des gros arbres. Puis, après que les racines étaient coupées, là, on attachait une chaîne après le tronc de l'arbre, puis là, moi je reculais avec le tracteur. Des fois, mon tracteur*

se levait - ça de haut! Ah! quand on voyait qu'il levait trop, on disait: "Il y a encore une racine qui est prise, qu'on n'est pas capable de prendre." Il la cherchait, puis il la trouvait. Oh! on en a défriché du terrain, nous! Après ça, ramasser les racines, les faire brûler, préparer le terrain pour le mettre en semence.»[9]

Le travail d'Irène Coupal-Trudeau ne s'est pas limité à arracher des racines. (Voir *Irène Coupal-Trudeau*).

Une autre femme fransaskoise qui parle de ses expériences à la ferme est Marie-Ange Hamel de Saint-Isidore de Bellevue. En 1942, après son mariage avec Pierre Gareau, Mme Hamel déménage chez son beau-père. Puisque sa nouvelle belle-soeur est célibataire, c'est elle qui continuera à faire la cuisine. *«Elle a toujours fait la cuisine, puis elle a élevé mes enfants. Moi, j'avais mes enfants puis ensuite je m'en allais travailler avec mon mari dehors.»*[10]

Elle n'a pas peur du travail. Elle aide à traire les vaches, à nourrir les cochons et les moutons. *«Moi, j'ai jamais été bien bien forte à faire à manger, vous savez. J'étais bien plus avec les vaches et puis les cochons... J'ai toujours travaillé comme un homme.* Runner *les tracteurs, puis les* trucks. *L'automne, c'était moi qui* clairait les combines.*»*[11]

Souvent, on demande même aux jeunes filles de donner un coup de main dans les champs. Yvonne Écarnot de Montmartre racontait dans une entrevue, une expérience qu'elle avait vécue à la ferme, avec ses soeurs, quand elle avait environ quatorze ans. *«Il faut que je vous parle à propos de quand ils coupaient le grain... vous savez... ils mettaient ça en "stouques" là, hein! Puis nous autres, après l'école, il fallait qu'on aille faire des... des "stouques". C'était pesant ces affaires de stouques là... vous savez... le grain était assez beau. Quand les récoltes étaient bonnes.»*[12] Parfois, elles doivent se mettre à quatre pour lever une gerbe de blé.

Marie-Ange Hamel raconte aussi une histoire du temps des moissons. *«Puis, une année, j'me rappelle, ils sont partis sur le battage. On avait pas fini de faire les stouques... on mettait tout le grain en stouques. "S'afec", ils ont dit: "tu vas finir ça toi." Il restait à peu près trois acres. J'avais "stouqué" tout l'automne avec les hommes. Y'ont dit: "Tu vas finir ça toi." Mais, c'était de la grande avoine! C'était dur! Puis, j'étais fatiguée. Toujours qu'un matin j'ai dit: "Y reste plus juste trois acres, j'm'en vas aller finir ça." J'ai parti, puis j'me suis en été, puis j'étais rendue tellement fatiguée que j'faisais un stouque puis j'me couchais sur les autres "sheaves" à terre me reposer. J'avais fini juste à 3 heures de l'après-midi.»*[13]

Il y a encore beaucoup de travail à faire pour accumuler d'autres renseignements sur le rôle de la femme en agriculture. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'au début du siècle, la ferme était une entreprise autosuffisante. Les fermiers pouvaient vivre des produits de leur ferme. La farine venait du blé, on avait de grands potagers où on trouvait des légumes et quelques fruits comme des fraises et des framboises. On allait aussi faire la cueillette des petits fruits sauvages dans les champs, comme les baies de saskatoon. Les animaux, vaches, cochons et poules fournissaient viande, oeufs et produits laitiers comme le beurre, le fromage et le lait.

Et, puisque l'homme était appelé à passer de longues heures dans les champs à défricher et à cultiver son terrain, c'était, invariablement, la femme qui entretenait le jardin, trayait les vaches et à nourrissait les animaux. Et parfois, elle devait aussi se rendre dans le champ pour donner un coup de main.

Et même si elles ont élevé de grandes familles, nos grand-mères et nos arrière-grand-mères, dans la majorité des cas, n'ont pas pu éviter de participer aux travaux de la ferme. Nombreuses sont celles qui sont montées sur le *binder* (la lieuse) ou la charrue alors que leur mari marchait près des chevaux ou des boeufs.

Notes et références

1 «Un dur coup pour les suffragettes». — Le Patriote de l'Ouest. — (23 avr. 1914)
2 Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses Canadiennes. — Willow Bunch : 1969.— P. 72
3 Ibid., p. 73-74
4 Ibid., p. 76
5 Ibid., p. 77
6 Ibid., p. 79
7 Ibid., p. 79-80
8 Place aux femmes dans l'agriculture. — Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. — Ottawa : Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, 1987. — P. 145
9 Irène Coupal-Trudeau. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1980
10 Marie-Ange Hamel. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1980
11 *Runner un tracteur*: travailler avec un tracteur. *Truck*: un camion. *Clairer les combines*: aller chercher le grain des moissonneuses-batteuses et le transporter aux graineries.
12 Yvonne Écamot. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1980
Stouques: un meulon de gerbes de blé.
13 *S'afec*: terme souvent utilisé par les Fransaskois pour dire «alors».
Stouquer: On utilisait le nom, mais parfois les Fransaskois en faisaient un verbe.
Sheaves: des gerbes de blé.
14 Marie-Ange Hamel. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron

Bibliographie

Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. — Place aux femmes dans l' agriculture. — Ottawa : Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, 1987

Coupal-Trudeau, Irène. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1980

Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses Canadiennes. — Willow Bunch : 1969

Écarnot, Yvonne. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan, 1980

Hamel, Marie-Ange. — Entrevue réalisée par Claudette Gendron. — Regina : Archive de la Saskatchewan, 1980

«Un dur coup pour les suffragettes». — Le Patriote de l'Ouest. — (23 avr. 1914)

Femmes journalistes

Annette Saint-Amant et Marie-Anne Duperreault

Dès la fondation du Patriote de l'Ouest, *on a voulu offrir des articles consacrés aux femmes, aux enfants et à la famille. Les dirigeants de l'hebdomadaire allaient recruter deux jeunes femmes originaires du Québec pour assurer le contenu de la page* En famille. *Marie-Anne Duperreault, mère d'une famille de quatorze enfants et femme d'un fermier de Willow Bunch, écrira pendant plus de vingt-cinq ans des centaines d'articles pour la rubrique* En famille. *Annette Saint-Amant, une jeune institutrice, relèvera, en 1916, le défi du père Achille-Félix Auclair, rédacteur du journal, en donnant une structure à cette page qui était consacrée à la famille. Les deux femmes furent les deux principales collaboratrices (journalistes) du* Patriote de l'Ouest.

Chapitre un

Deux journalistes : leur jeunesse et leur éducation

Le *Patriote de l'Ouest* voit le jour le 22 août 1910 à Duck Lake. Dans son livre, *Les Français dans l'Ouest canadien*, Donatien Frémont nous a donné un bref historique du premier journal français de la Saskatchewan, ainsi que des premiers artisans de l'hebdomadaire. *«Un modeste atelier fut aménagé dans une dépendance de l'école* (École St-Michel à Duck Lake). *Les premiers ouvriers associés à l'oeuvre - rédacteur, typographe, pressier - furent des Français. On alla chercher sur une ferme voisine, où il travaillait aux moissons, Jean-Marie Estival, pour le placer devant une casse de typographe. Ce jeune Breton avait apporté, dans son bagage léger d'émigrant, quelques notions d'imprimerie. Ce fut pour lui le point de départ imprévu d'une carrière journalistique exercée tour à tour à Montréal, à Sherbrooke et à Québec. Maurice Dumousseau, d'Angoulème, déjà rencontré à Saint-Boniface, devint plus tard le chef d'atelier. Le P. Adrien-Gabriel Morice, un Oblat originaire de la Sarthe, rédigea les douze premiers numéros du Patriote de l'Ouest. Ancien missionnaire des Indiens en Colombie-Britannique, il était déjà connu pour ses travaux historiques et ethnologiques, qu'il allait poursuivre durant une trentaine d'années. Son successeur, le P. A.-F. Auclair, eut pour aide un jeune prêtre français, l'abbé Boucher, qui fit la guerre dans les tirailleurs algériens. Le journal se transporta ensuite à Prince Albert, où il trouva des conditions plus favorables à son développement. L'auteur de ces lignes y fut secrétaire de la rédaction, avant de passer à La Liberté de Winnipeg...»*[1]

Dans cette étude historique, Frémont se préoccupe surtout de la contribution des Français au développement de l'Ouest canadien. Il ne fait donc aucune mention du rôle qu'ont joué les Canadiens français et surtout les femmes canadiennes-françaises.

Des milliers d'entre elles ont aidé à défricher les terres de la Saskatchewan. Elles ont collaboré à l'éducation des enfants et à l'établissement de coopératives. Elles ont aidé à fonder les paroisses et les communautés francophones. Enfin, elles ont bâti des hôpitaux et ont aidé à soigner les malades.

Même au *Patriote de l'Ouest*, il est impossible de passer sous silence le rôle qu'ont joué deux jeunes femmes venues du Québec. L'une d'entre elles, Annette Saint-Amant, allait devenir l'épouse de Donatien Frémont, un des grands journalistes de l'hebdomadaire français de la Saskatchewan.

Marie-Anne Duperreault

Marie-Anne Duperreault est née le 25 septembre 1885 à Saint-Damien-de-Brandon dans le comté de Berthier au Québec. Elle fait ses études chez les Soeurs de Sainte-Anne à Saint-Gabriel. C'est probablement dans ce couvent de Saint-Gabriel qu'elle a pris le goût d'écrire. Plus tard, elle écrira: *«Pour écrire, croyez-moi, il faut d'abord attendre l'inspiration qui souvent se fait attendre! Impossible, sans ça, voyez-vous. Par contre, quand elle vient, d'ordinaire, elle abonde! Profitez-en! Notez vite tout ce qu'elle vous suggère et vous dicte, pêle-mêle, à tort et à travers, qu'importe!»*[2]

Marie-Anne allait suivre cette consigne! Ses articles dans le *Patriote de l'Ouest* allait couvrir toute une gamme de sujets: de la ferme aux

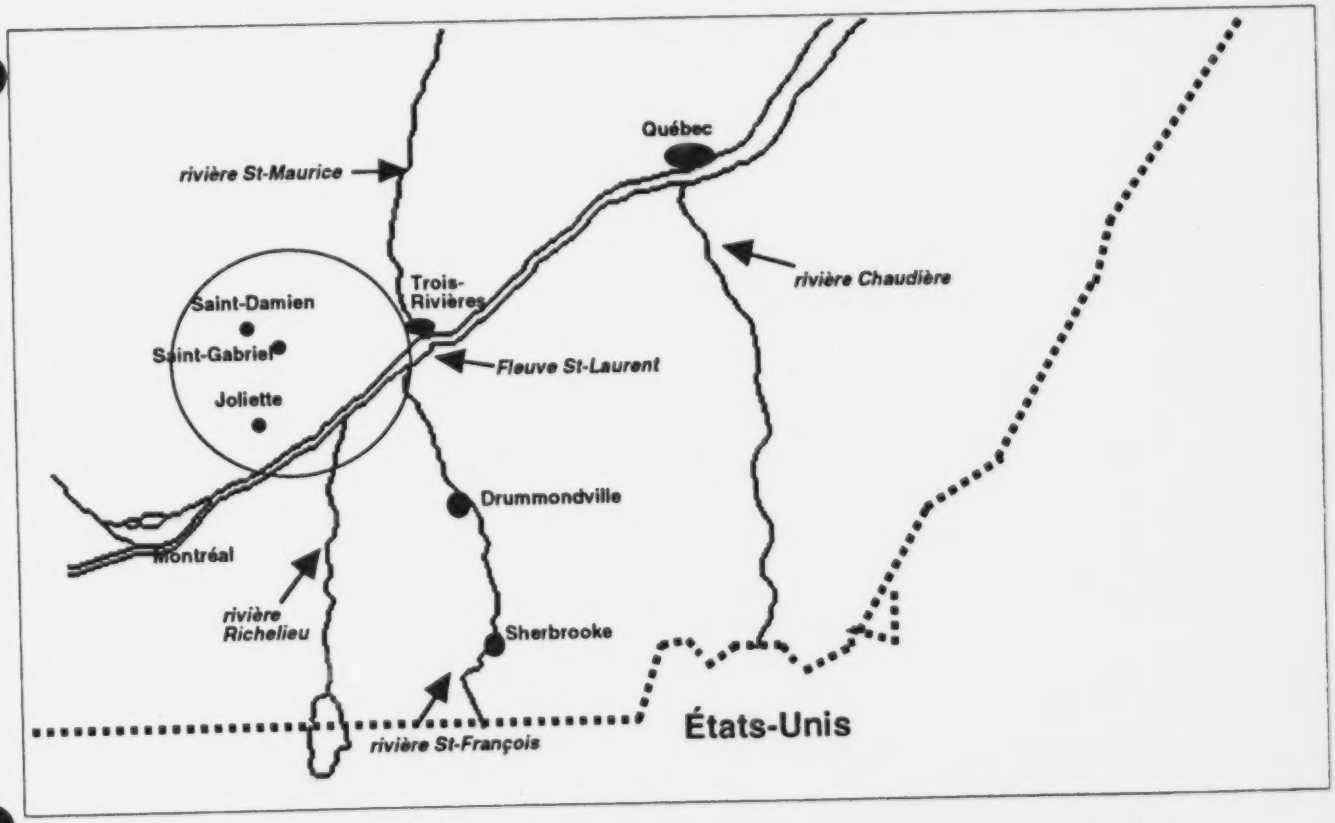
voyages, de la vie de ménagère aux causes nationales.

Comme bien d'autres jeunes femmes, elle choisit une carrière dans l'enseignement. Lorsqu'elle a terminé ses études, elle commence à enseigner dans des écoles de la région. Mais, en 1904, elle rencontre et épouse Joseph Duperreault et trois ans plus tard, le jeune couple décide de quitter sa province natale et de venir s'établir en Saskatchewan, à Willow Bunch, pays de Jean-Louis Légaré et du géant Beaupré.

À Willow Bunch, *«c'est encore l'époque des cowboys, de la prairie vierge, des vieux pionniers qui ont connu Sitting Bull et les dernières chasses au bison.»*[3] Marie-Anne a sans doute la chance d'entendre le vieux marchand, Jean-Louis Légaré, raconter les histoires de ses exploits avec le grand chef sioux, Sitting Bull.

La jeune mère de famille s'engage dans de nombreuses organisations de son village d'adoption. Elle *«est membre actif du "Comité littéraire", du "Cercle dramatique", de "l'Union chorale", du "Parlement modèle", de la "Saint-Jean-Baptiste", de la "Chambre de Commerce", du "Comité d'exposition" de "l'Assistance féminine" et diverses autres associations.»*[4] Son affiliation à ces groupes indique clairement qu'il y avait une vie culturelle active à Willow Bunch au début du siècle.

En plus de travailler dans toutes ces organisations, d'écrire régulièrement des articles pour le *Patriote de l'Ouest* et d'aider son mari à la ferme, Marie-Anne Duperreault élève une famille de quatorze enfants.



Marie-Anne Duperreault était originaire de Saint-Gabriel-de-Brandon, village situé au nord-est de Montréal.

Annette Saint-Amant

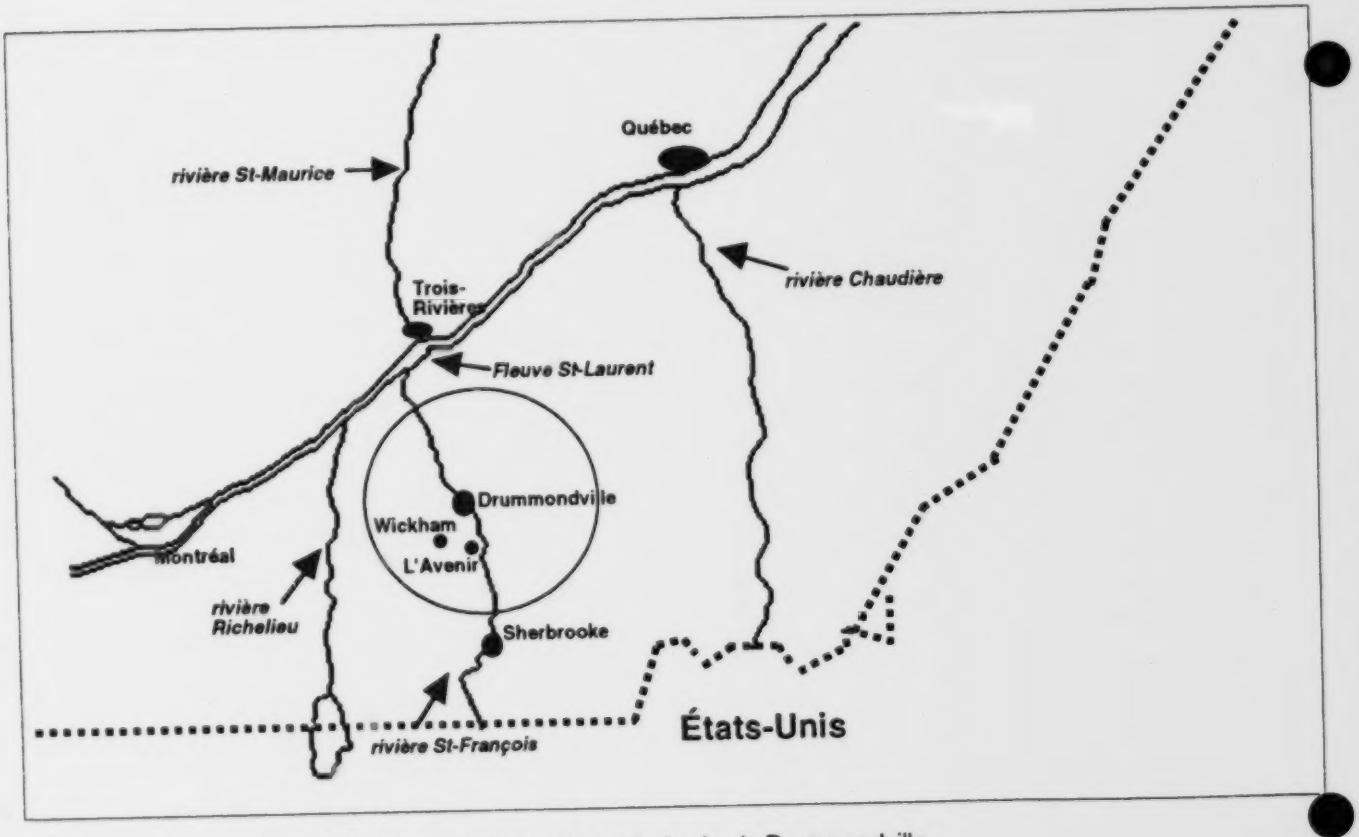
Annette Saint-Amant est née le 1er juillet 1892 à L'Avenir dans le comté de Drummond au Québec. Elle est la fille de Joseph Saint-Amant, un notaire et écrivain, et de Marie Dionne, la fille du dernier seigneur de La Chevrotière. Son père avait écrit des articles pour le *Courrier du Canada* et avait été un des premiers historiens du Comté de Drummond.[5]

Annette Saint-Amant commence ses études chez les Soeurs de l'Assomption à L'Avenir. En 1909, elle se rend à Québec pour terminer ses études chez les Ursulines où elle se mérite la médaille du lieutenant-gouverneur. Elle se dirige ensuite vers l'Institut pédagogique des Soeurs de la Congrégation à Montréal où elle obtient son brevet d'enseignement.

À cette époque, la tuberculose cause des ravages à travers le pays et des milliers de Canadiens se retrouvent dans des sanatoriums pour essayer de se défaire de cette maladie. Annette Saint-Amant n'y échappe pas. Peu de temps après avoir obtenu son brevet d'enseignement, elle doit faire un séjour de deux ans dans un sanatorium aux États-Unis.

Durant ce séjour d'inactivité physique, Annette s'adonne à des activités artistiques et intellectuelles: art, musique et lecture. Elle soumet des articles à des journaux du Québec: *Le Devoir*, *La Bonne Parole* et *L'Action Catholique*.

Pendant ce temps, dans l'Ouest canadien, l'abbé Louis-Pierre Gravel, missionnaire-colonisateur, est à la recherche d'enseignants et d'enseignantes pour les écoles du sud de la Saskatchewan.



Annette Saint-Amant était originaire de L'Avenir, village situé près de Drummondville.

Lorsqu'elle sort du sanatorium, Annette Saint-Amant retourne à la maison familiale à L'Avenir. Là, elle entend parler de l'abbé Gravel qui cherche des enseignantes pour la Saskatchewan. Elle décide d'aller dans l'Ouest, avec sa soeur, Maria. En 1914, les deux soeurs Saint-Amant arrivent à Gravelbourg pour enseigner dans des écoles rurales de la région. Pendant deux ans, elles enseignent et elles sont bénévoles dans plusieurs organisations françaises à Gravelbourg.

Comme Marie-Anne Duperreault, Annette Saint-Amant n'aura pas à se faire prier pour écrire des articles qui seront publiés dans *Le Patriote de l'Ouest*.

En 1918, le père Achille-Félix Auclair, rédacteur en chef du *Patriote de l'Ouest*, lui demande de prendre en main la page *En famille* du journal. Ayant déménagé à Prince Albert, Annette Saint-Amant fait la connaissance du jeune journaliste français Donatien Frémont. Ils se marient le 26 décembre 1918 et un an plus tard, le 2 décembre 1919, Annette donne naissance à leur enfant unique, Marie.

Annette Saint-Amant demeure directrice de la page *En famille* du *Patriote de l'Ouest* jusqu'en 1923, date à laquelle la famille Frémont déménage au Manitoba.

Chapitre deux

La ferme dans les textes de Perrette

C'est sous le pseudonyme de «Perrette» que Marie-Anne Duperreault signe la plupart des articles qu'elle soumet au *Patriote de l'Ouest*. Plus tard, durant la crise économique des années trente, elle utilisera également le pseudonyme «Crin-Crin» pour certains de ses textes.

Son association avec l'hebdomadaire français de la Saskatchewan commence dès la création du journal en 1910 et se poursuit jusqu'en 1941 lorsque le *Patriote* est jumelé à la *Liberté* du Manitoba pour devenir *La Liberté et le Patriote*. Elle aborde tous les sujets, tous les thèmes de la vie en Saskatchewan. Que ce soit la politique, la religion, l'histoire, la géographie ou de simples conseils, «Perrette» en parle dans ses articles.

Elle écrit une chronique régulière intitulée «Conseil de la ménagère» où elle offre des conseils comme: «*Faut-il réchauffer le lait du bébé la nuit? Versez-le dans une tasse de fer blanc, posée en biais sur le globe de la lampe en laissant ainsi un espace, la lampe ne fume pas, et dans une minute, le lait sera tiède.*»[6] Cette chronique est aussi remplie de recettes pour les ménagères. «*Soupane, une demie tasse de farine d'avoine, une demie tasse de farine de blé entier, une cuiller à thé de sel, trois tasses d'eau; faites cuire quelques minutes avant de servir, ajoutez un peu de lait.*»[7]

De sa plume, il y a des articles sur l'histoire de Willow Bunch, mais il y en a également sur l'histoire d'autres peuples, d'autres régions, comme celle du Madawaska[8] au Nouveau Brunswick. «*Lorsqu'en 1785, les Acadiens de la dispersion furent de nouveau chassés de Sainte-Anne des Pays-Bas (Fredericton), ils trouvèrent enfin le repos et la paix au Madawaska. Des Canadiens de Québec vinrent les rejoindre et, du mélange des deux types, nous avons le Madawaskayen actuel.*»[9]

L'éducation est, et a toujours été, importante pour la communauté francophone de la Saskatchewan. Il n'est donc pas surprenant que les textes de «Perrette» traitent de la question

Joseph et Marie-Anne Duperreault et leur petite famille devant leur première maison à Willow Bunch vers 1925.

Photo: Archives de la Saskatchewan

d'éducation de temps en temps. *«L'éducation doit commencer dès l'âge le plus tendre; c'est donc au foyer et par la voix maternelle, que l'enfant recevra les premières notions de piété, de charité et d'obéissance. Si l'on attend l'âge de l'école, pour lui apprendre ces choses essentielles, il sera peut-être trop tard.»*[10] De nos jours, on reconnaît que la voix paternelle est aussi importante que celle de la mère dans l'éducation de l'enfant et que l'enseignement ne doit pas se limiter à l'éducation religieuse. Mais ce conseil de «Perrette» est toujours d'actualité: l'éducation doit commencer à la maison et la contribution des parents doit se poursuivre une fois que l'enfant est inscrit à l'école.

Il faut, bien sûr, parler des organisations nationales dont fait partie Marie-Anne Duperreault. À partir de 1912, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC) devient le point de rassemblement de tous les francophones de la province. Même si le *Patriote de l'Ouest* rapporte les grandes résolutions débattues lors des congrès de l'organisme, «Perrette» en glisse parfois un mot dans sa chronique, comme elle le fait en août 1916. *«Les séances furent intéressantes, instructives et très suivies; le travail accompli, important et pratique. Entre autres résolutions, citons celle d'avoir un conférencier, visitant au nom de l'Association, les groupes dissimés çà et là, dans l'immensité des plaines, allant d'un cercle à l'autre, y portant le feu sacré qui réchauffe les tièdeurs et ranime les indifférents, prêchant partout le besoin d'union devant l'imminence du danger, apportant les secours de ses lumières et gagnant à la cause sainte tous les Canadiens digne de notre passé glorieux.»*[11] Il faut noter que même si à cette époque elles n'étaient pas élues à la direction de l'ACFC, les femmes participaient activement aux congrès de l'association et y contribuaient d'une façon ou d'une autre. Leurs voix pouvaient être entendues aussi bien que celles des curés et des évêques qui dominaient ces séances.

Ses articles reflètent aussi son admiration pour le travail du *Patriote de l'Ouest*, mais elle ne se gêne pas pour déplorer la mauvaise presse qui est si commune à cette époque. *«La mauvaise presse existe, même chez nous! En face de tant de faits probants, devant l'évidence même, quelle serait l'aberration de celui qui persisterait à le nier? Il faudrait obstinément fermer les yeux pour n'en rien voir.»*[12]

Dans un autre texte qu'elle écrit à propos de la presse, elle relève les intérêts des différents lecteurs des journaux: l'homme cherche des articles sur la politique, la femme veut connaître les dernières modes et les jeunes veulent les derniers résultats sportifs et les nouveaux pas de danse. *«Qu'en résulte-t-il? C'est qu'on se fait tirer l'oreille, qu'on paye à regret une mince contribution au bon journal et qu'on donne le double et le triple pour soutenir celui qui tend le plus possible à nous rapprocher du célèbre ancêtre que nous attribue Darwin. Moralité: La bêtise humaine est sans limite.»*[13] Aujourd'hui, si elle était vivante, Marie-Anne Duperreault écrirait probablement la même chose à propos de la télévision.

Bien qu'ils soient fermiers, les Duperreault ont parfois la chance de voyager. Ils participent au premier voyage de la Survivance organisé par l'ACFC en 1925. Ces voyages avaient pour but d'envoyer des délégations de francophones des Prairies en Ontario et au Québec pour faire connaître leur existence et leurs problèmes de survivance aux Canadiens français de l'Est.

D'autres fois, ce sont des voyages d'agrément et elle écrit au sujet de ces randonnées. En 1937, durant la crise, Marie-Anne et Joseph Duperreault se rendent à Waskesiu. Elle décrit le voyage de retour comme suit: *«Nous cahotons durement sur le N° 6 qui rappelle les plus raboteuses routes de chez-nous! Partis de Prince Albert à 11 heures du matin, nous arrivons à 11 heures du soir à Regina. Poursuivis encore par un orage, orage du sud, quelques gouttes de pluie, grand vent, poussière! Samedi le 25 juillet nous quittons la Reine des prairies et reprenons le bord de chez nous! Partis en été il*

y a quinze jours à peine, nous retournons en plein automne. Les pauvres récoltes sont finies, quelques rares petites gerbes de loin en loin, la plupart des champs n'ont pu être coupés! Partout la prairie sèche, bruissante, brûlée! Avec joie nous retrouvons nos foyers!»[14]

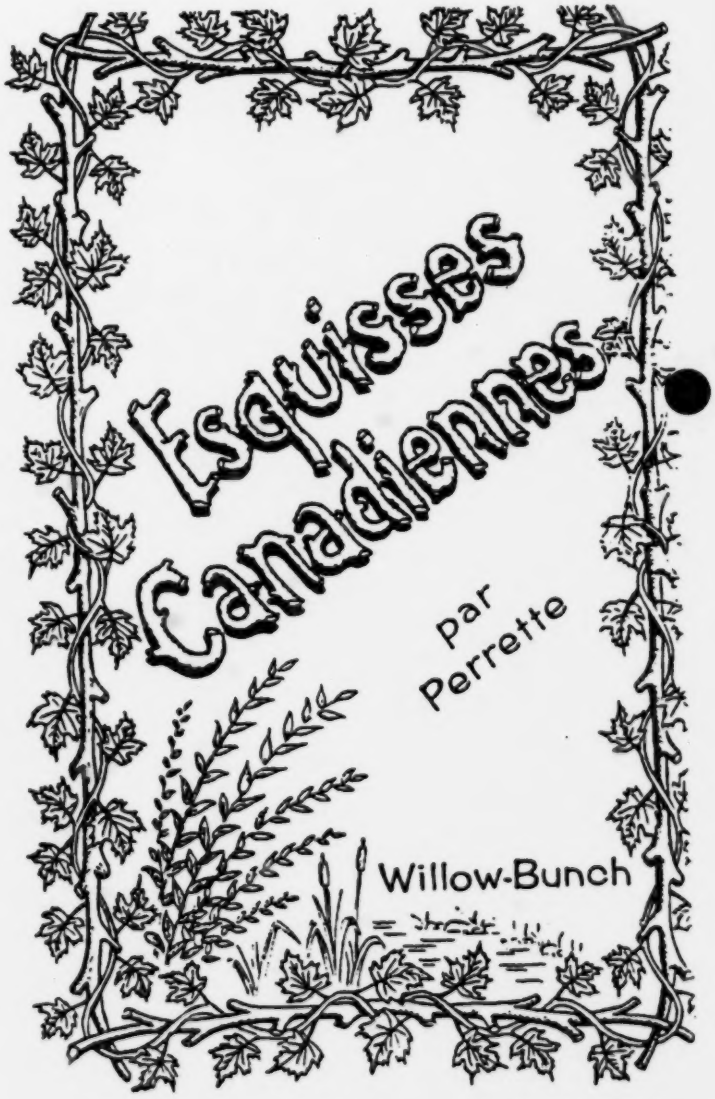
«Perrette» écrit à propos de tous les sujets imaginables et elle emprunte plusieurs styles littéraires et journalistiques. Elle écrit même des contes pour le *Patriote de l'Ouest*. Il y a des contes de Noël et des contes de fée: *«Il était une fois!... ainsi le veut la tradition... donc, il était une fois un bûcheron qui vivait à la lisière d'une grande forêt. Sa chaumière était solide, bien couverte de chaume; la mousse et le lierre en tapissaient les murs gris. ...»*[15]

Mais il arrive parfois qu'elle se demande si ses chroniques sont bien pensées, réfléchies: *«On me demande d'écrire n'importe quoi, n'importe comment, tel que ça vient. Vous serez servi à souhait, mais pas de reproche, si, à tort et à travers, je badine et déraisonne.»*[16]

Toutefois, il y a un thème qui revient souvent dans ses textes, un sujet qui lui est particulièrement familier; la ferme, sa ferme qu'elle exploite avec son mari et ses enfants.

Marie-Anne Duperreault trouve un style littéraire pour parler des semailles: *«Dans le guéret humide encore, le robuste cultivateur s'avance d'un pas alerte et joyeux; au bout de son champ, pieusement il s'incline et chapeau bas, il trace un grand signe de croix; puis d'un geste large et jamais las, il sème, à pleine main, le grain précieux qui fera la terre féconde.»*[17] Ou pour décrire la moisson: *«L'heure de la récolte a sonné partout, dans les jolis vallons encaissés à l'ombre de nos montagnes, comme sur les vastes plaines de l'Ouest; partout les champs balancent leurs épis dorés et la moissonneuse, avec sa claire chanson, s'avance au pas vif des chevaux, courbant les blés mûrs; malgré l'ardeur du jour, d'infatigables travailleurs relèvent sans cesse les lourdes gerbes et les alignent en longues files sur le sol rasé.»*[18]

Ses articles décrivent sa ferme: *«Il y a quelque dix ans, dans la prairie vierge, nous taillions notre lot, un beau carreau, que nous choisissions entre mille, sur l'immensité du pays.»*[19] Son poulailler: *«Mon poulailler, si confortable l'hiver passé, reblanchi et nettoyé dernièrement, est délaissé maintenant; mes poules ne l'apprécient plus que pour ses nids et ses perchoirs;*



Les articles de Perrette furent regroupés dans le recueil *Esquisses Canadiennes*, publié en 1969.

elles lui préfèrent le grand air, la prairie, la liberté. Qui oserait les en blâmer!»[20]

À la ferme, il y a aussi sa vache: *«Avez-vous une vache? J'en ai une, moi; une belle vache, au pelage blanc, tacheté de roux, fine de tête, svelte de taille, yeux intelligents et doux, allure tranquille, pattes nerveuses, pis bien proportionné, trayons écartés: un expert classerait "Caillette" parmi les meilleures laitières, sans se tromper.»*[21] Et ses chatons: *«Kayo et Kiyou sont deux chatons jumeaux, à la robe soyeuse et blanche, tachetée de jaune et de gris; si semblables, que seuls les yeux d'or de l'un et vert glauque de l'autre les différencient.»*[22]

Le thème de la ferme, de l'agriculture, de la vie à la campagne revient presque continuellement dans les articles de Marie-Anne Duperreault. Un étudiant en écriture apprend qu'il doit premièrement écrire sur ce qu'il connaît; Marie-Anne Duperreault, «Perrette» de son nom de plume, écrivait sur ce qu'elle connaissait - la ferme et tout son bataclan.

Madeleine, dans *La Revue Moderne*, allait rendre hommage à Marie-Anne Duperreault en 1932: *«C'est sur sa ferme, vaillante, sereine et combien sympathique que je vous la présente. Elle réalise ce miracle d'aimer la vie avec tous ses devoirs, ses épreuves, ses alternatives, ses déceptions, et d'y cueillir les plus rares joies pour s'en faire des forces actives et renouvelées.»*[23] «Perrette» puisait peut-être dans l'écriture la force d'affronter le travail de la ferme; ou, peut-être, trouvait-elle la source de son inspiration dans son travail à la ferme.

Grâce à ses articles, «Perrette» réussit à relever le moral de bien des femmes qui se trouvent, du jour au lendemain, transportées de la vie confortable qu'elles avaient connue auparavant à une ferme isolée dans les vastes prairies de l'Ouest. Mme Jeanne Longpré de Qu'Appelle est justement une de ces femmes. Elle s'ennuie en Saskatchewan jusqu'au jour où elle s'abonne au *Patriote de l'Ouest* et découvre les textes de «Perrette». Elle commence à communiquer avec l'auteure et plus tard elle écrira le témoignage suivant au *Patriote*: *«Le Patriote a trouvé en Perrette la plus précieuse et fidèle collaboratrice. Non seulement elle augmente, par ses articles, la valeur littéraire du journal, mais relève le moral et le courage féminin dans nos vastes prairies, donne des conseils pratiques de ménagère, jardinière, fleuriste ou couturière.»*[24]

À l'occasion du 50e anniversaire de mariage de Marie-Anne et Joseph Duperreault en 1957, une amie de «Perrette», Mme Emma Demers-Lefebvre de Whitewood, écrit à propos de sa carrière littéraire: *«Perrette a des envolées poétiques pour nous décrire la nature, les bois, les étangs, les couchers de soleil."* Puis elle ajoute: *"Honneur aux femmes héroïques, capables de soutenir le courage des pionniers qui ont tracé les sillons dans nos prairies de l'Ouest, en faisant de leur foyer, tout modeste qu'il fut, un refuge de contentement et de paisible bonheur!»*[25] «Perrette» méritait cet honneur.

Journaliste, fermière et mère de famille, Marie-Anne Duperreault a énormément contribué au développement de la communauté francophone en Saskatchewan. La plupart de ses articles furent regroupés dans un volume intitulé *Esquisses Canadiennes* en 1969.

Après la mort de son mari, Joseph, en 1971, Marie-Anne Duperreault se retire chez une de ses filles en Colombie-Britannique. C'est là qu'elle meurt le 6 janvier 1976.

Chapitre trois

Un journalisme familial, Annette Saint-Amant et la page «En famille»

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, Annette Saint-Amant arrive dans l'Ouest en 1914 en réponse à une invitation de l'abbé Louis-Pierre Gravel à venir enseigner dans le sud de la Saskatchewan. Peu de temps après son arrivée, la jeune enseignante commence à proposer des articles au *Patriote de l'Ouest*.

Dans l'édition du 8 mai 1918 du *Patriote*, le directeur du journal, le père Auclair, annonce à ses lecteurs que l'hebdomadaire va inaugurer une page qui s'intitulera *En famille*. *«Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que, la semaine prochaine, le Patriote inaugurera, sous ce titre, une page spéciale que nous croyons destinée à faire du bien dans tous les foyers franco-catholiques de l'Ouest - et ailleurs - où l'on veut bien accueillir notre journal.»*[26] Le père Auclair ajoutait que la direction de cette page allait être confiée à Annette Saint-Amant.

La jeune femme abandonne sa carrière d'institutrice dans la région de Gravelbourg et déménage à Prince Albert. Elle a été embauchée sans que le directeur du journal ne l'ait rencontrée. *«Le Père s'attend à recevoir une chroniqueuse dans la quarantaine, non une très jolie fille presque rousse, sportive et habile amazone; le rédacteur-adjoint Frémont, délégué à la rencontre de la demoiselle, lui non plus peut à peine en croire ses yeux en rencontrant à la gare la gracieuse et souriante Annette.»*[27] La nouvelle directrice de la page *En famille* n'est âgée que de vingt-six ans lorsqu'elle entreprend une nouvelle carrière en journalisme.

Une semaine plus tard, le 15 mai 1918, Annette Saint-Amant présente sa nouvelle page *En famille* à la communauté francophone de la Saskatchewan. Un éditorial signé par la jeune journaliste révèle la mission de cette nouvelle page. *«Elle sera véritablement, Mesdames, ce que son titre comporte: familiale d'esprit, simple d'allure, accueillante à tous et, avant tout, franchement canadienne.»*[28] La nouvelle page féminine allait parler d'un peu de tout pour tout le monde: *«D'inspiration patriotique et religieuse d'abord, notre page n'en sera pas moins variée ni pratique.»*[29]

Si on regarde la première page *En famille* du 15 mai 1918, on trouve un coin consacré à la reli-

Annette Saint-Amant.
Photo: Société historique de Saint-Boniface

gion - un extrait de l'Évangile et un message de l'évêque de Prince Albert, Mgr Albert Pascal. «Perrette», Mme Joseph Duperreault, a toujours son coin de la Bonne Ménagère. On y retrouve de la poésie et des extraits de romans ainsi que des conseils pour les femmes.

De plus, Annette Saint-Amant ne tarde pas à commencer une nouvelle chronique, celle-ci destinée aux jeunes lecteurs. *Le Coin des Enfants* deviendra une chronique régulière du *Patriote de l'Ouest* durant le séjour d'Annette Saint-Amant.

La direction du journal est sans doute heureuse de voir que la nouvelle rédactrice de la page *En famille* s'intéresse à la jeunesse et qu'elle est prête à faire quelque chose pour les enfants. Le 15 mai 1918, Annette Saint-Amant annonce à ses jeunes lecteurs que cette section du journal leur sera dorénavant consacrée. *«Vous y trouverez chaque semaine des lectures appropriées à votre âge, des bons conseils, de jolies histoires. N'aimeriez-vous pas y voir aussi parfois votre nom, attestant par là que vous êtes de braves petits canadiens et canadiennes qui vous intéressez déjà aux choses de chez nous?»*[30]

Par ce moyen, elle encourage les jeunes à lui écrire. *«N'allez pas croire, surtout, que vous n'avez rien à me dire.»*[31] Les jeunes sont encouragés à écrire à propos de leurs études, de leurs lectures, de leurs amusements. Les filles peuvent écrire au sujet de la robe neuve de leur poupée et les garçons à propos de leur chien «Pataud».

Les jeunes ne tardent pas à répondre à l'invitation d'Annette Saint-Amant. Deux semaines plus tard, elle publiait les premières lettres de ses jeunes lecteurs, des lettres qui venaient de Marcelin, de Duck Lake et de Dinsmore. Ces lettres reflètent la réalité de l'époque. Une jeune fille de dix ans de Dinsmore, Saskatchewan écrivait: *«Je vais à l'école tous les jours. J'apprends à lire et à écrire. Si nous étions avec un bon maître français, ce serait si beau. Mais au contraire c'est un anglais et surtout un protestant ...»*[32] Annette Saint-Amant reçoit même des lettres de jeunes écoliers de l'Alberta. *«À présent, je vais vous parler de mon jardin, j'ai semé des radis, des carottes, des betteraves, des navets, des oignons, des fêves...»*[33]

Elle reçoit tellement de courrier des jeunes qu'elle se voit obliger d'accorder de plus en plus d'espace au *Coin des Enfants*. Annette Saint-Amant est également la première à donner le nom *Esquisses Canadiennes* aux articles de Perrette.

Au cours des années, la page *En famille* ne change pas tellement. À la veille du départ d'Annette Saint-Amant en 1923, on trouve toujours le *Coin des Enfants*, l'extrait de l'Évangile, etc. dans la chronique destinée à toute la famille.

En 1923, le *Patriote de l'Ouest* connaît des difficultés financières et le directeur du journal est obligé de remercier son rédacteur adjoint, Donatien Frémont et sa directrice de la page féminine, Annette Saint-Amant. Le père Auclair écrit alors: *«je n'ai pas à faire l'éloge de ces deux collaborateurs devant les lecteurs du Patriote. Leurs articles, toujours si justes et si intéressants les placent au rang d'honneur parmi les meilleurs écrivains catholiques du pays.»*[34]

Donatien Frémont et Annette Saint-Amant sont mariés depuis décembre 1918 et ils sont les parents d'une petite fille, Marie. La famille Frémont quitte alors la Saskatchewan et va s'établir au Manitoba où ils poursuivent tous les deux leur carrière de journalistes au journal *La Liberté* à St-Boniface. Pour Annette Saint-Amant, il n'est pas question d'innover puisqu'elle a déjà découvert la formule magique au *Patriote de l'Ouest*. Dans *La Liberté*, on va retrouver la *Page féminine* et *Le Coin des Enfants*, comme on les trouvait auparavant dans l'hebdomadaire de la Saskatchewan.

Le 4 août 1928, Annette Saint-Amant meurt après une longue maladie. Un lecteur, ou une lectrice, écrit au journal pour rendre hommage à cette vaillante journaliste et termine en ajoutant: *«Le bien qu'elle a fait de son vivant ne pourrait-il pas se prolonger encore? Une main amie devrait recueillir, pour les sauver de l'oubli, quelques-unes de ces feuilles éparses. Ce serait en même temps le meilleur hommage à rendre au talent le plus original qu'ait produit le journalisme français dans l'Ouest.»*[35]

C'est son mari, Donatien Frémont, qui va relever ce défi; il regroupe plusieurs articles d'Annette Saint-Amant et les fait publier dans un recueil qu'il intitule *L'Art d'être heureuse.*

* * * * *

Annette Saint-Amant et Marie-Anne Duperreault, «Perrette», ont été deux des grandes journalistes francophones de la Saskatchewan. Chacune d'entre elles avait son style journalistique mais les deux avaient à coeur leur nouveau pays d'adoption et la communauté francophone de ce coin du pays.

Notes et références

1 Donatien Frémont. — Les Français dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1980. — P. 114
2 Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses canadiennes. — Willow Bunch : 1969. — P. 108
3 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 145
4 Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses canadiennes. — P. 7
5 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1977. — P. 41-42.
6 Marie-Anne Duperreault. — «Cahier de Marie-Anne Duperreault». — Le Patriote de l'Ouest [microforme]. — [Regina] : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié à Prince Albert. — N° 2 563
7 Ibid.
8 Madawaska : la région du Madawaska est située dans le nord-ouest du Nouveau Brunswick et chevauche le Maine où il y a une ville qui porte le nom de Madawaska.
9 Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses canadiennes. — P. 245
10 Ibid., p. 213
11 Ibid., p. 206
12 Ibid., p. 60-61
13 Ibid., p. 102
14 Marie-Anne Duperreault. — Cahier de Marie-Anne Duperreault
15 Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses canadiennes. — P. 220
16 Ibid., p. 86
17 Ibid., p. 72
18 Ibid., p. 73
19 Ibid., p. 76
20 Ibid., p. 78
21 Ibid., p. 79
22 Ibid., p. 142
23 Ibid., p. 7
24 Marie-Anne Duperreault. — Cahier de Marie-Anne Duperreault
25 Ibid.
26 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 41
27 Ibid., p. 42
28 Annette Saint-Amant. — «En famille». — Le Patriote de l'Ouest [microforme]. — (15 mai 1918). — [Regina] : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié à Prince Albert. — P. 5
29 Ibid., p. 5
30 Ibid., p. 5
31 Ibid., p. 5
32 Le Patriote de l'Ouest. — (26 juin 1918). — P. 5
33 Le Patriote de l'Ouest. — (7 août 1918). — P. 5
34 Hélène Chaput. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — P. 44
35 Ibid., p. 47

Bibliographie

Frémont, Donatien. — Les Français dans l'Ouest Canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1980.

Perrette VOIR AUSSI Marie-Anne Duperreault. — Esquisses canadiennes. — Willow Bunch : 1969

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Chaput, Hélène. — Donatien Frémont, Journaliste de l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du blé, 1977

Duperreault, Marie-Anne. — «Cahier de Marie-Anne Duperreault». — Le Patriote de l'Ouest [microforme]. — [Regina] : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié à Prince Albert. — N° 2 563

Saint-Amant, Annette. — «En famille». — Le Patriote de l'Ouest [microforme]. — (15 mai 1918)-(26 juin 1918)-(7 août 1918). — [Regina] : Archives de la Saskatchewan. — L'original a été publié à Prince Albert

Les missionnaires-colonisateurs

À la fin du siècle dernier et au début du XXe, l'Église catholique a dû s'occuper d'immigration et faire venir des colons catholiques, surtout français, pour peupler les vastes plaines de l'Ouest. Pour accomplir ce travail de recrutement en France, en Belgique, en Suisse, au Québec et aux États-Unis, les évêques de l'Ouest ont nommé des prêtres missionnaires-colonisateurs comme Jean-Isidore Gaire, Louis-Pierre Gravel et Philippe-Antoine Bérubé.

Durant la période 1890-1925, ces missionnaires-colonisateurs vont fonder des villages francophones dans le sud-est de la Saskatchewan (Cantal, Bellegarde, Wauchope et Storthoaks), dans le sud-ouest (Gravelbourg, Ferland, Meyronne et Laflèche), dans le nord-est (Zénon Park), dans le centre nord (Debden, Victoire, Léoville et Marcelin) et dans le centre (Saint-Denis, Vonda, Prud'homme).

Chapitre un

La colonisation

En 1871, le gouvernement de John A. Macdonald procède à l'arpentage de la province du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest. Pour la subdivision du territoire de l'Ouest, Ottawa adopte le système américain des *townships*. Le Nord-Ouest canadien devient ainsi un énorme échiquier; chaque case de cet échiquier représente un *township* ou canton d'une dimension d'environ 10 kilomètres carrés (6 milles sur 6) divisé en 36 sections de 640 acres chacune. Chaque section est à nouveau subdivisée en quatre carreaux de 160 acres.

Ayant ainsi divisé l'Ouest canadien, le gouvernement doit procéder au peuplement des Territoires. En 1872, le gouvernement canadien adopte la *Loi des Terres du Dominion* (*Dominion Land Act*) qui permet à un colon d'obtenir gratuitement un *homestead* de 160 acres dans le Nord-Ouest. Le colon n'a qu'à payer le coût d'inscription fixé à 10 $. Au bout de trois ans, s'il a répondu à toutes les exigences de la *Loi des Terres du Dominion*, c'est-à-dire s'il a défriché un certain nombre d'acres et s'il a bâti une maison sur son *homestead*, il reçoit ses *lettres patentes* ou titre de sa propriété.

Certains organismes, comme des sociétés de colonisation, sont mis sur pied pour encourager l'immigration française en Saskatchewan. «*À l'origine, plusieurs autres communautés françaises en Saskatchewan furent peuplées par des colonisateurs français européens. Saint-Hubert (au sud de Whitewood) fut fondé durant le début des années 1880 par une poignée d'aristocrates français. Montmartre fut fondé par Pierre Foursin et la Société Foncière du Canada. Domrémy doit son existence au dynamique Auguste Bodard, agent pour le gouvernement canadien, qui travailla en Europe entre les années 1892 et 1900.*»[1] Toutefois, une crise économique arrête toute immigration et il faudra attendre la venue des libéraux de Wilfrid Laurier en 1896 avant de connaître les grandes vagues de peuplement de l'Ouest canadien.

Le gouvernement Laurier et surtout son ministre responsable de l'Immigration, Clifford Sifton, a souvent été accusé de ne pas avoir fait suffisamment pour attirer plus de colons francophones. «*Les historiens canadiens-français, ainsi que les évêques catholiques de l'Ouest ont souvent accusé le gouvernement fédéral de dépenser beaucoup d'argent et d'efforts pour attirer des émigrants anglais, scandinaves et allemands et qu'il faisait très peu pour attirer les colonisateurs français et belges.*»[2]

Toutefois, selon l'historien André Lalonde, les Français et les Belges ne semblent pas avoir eu très envie de quitter leur pays natal pour venir s'établir sur un *homestead* dans les vastes prairies de l'Ouest. «*Une étude plus poussée révèle, cependant, que durant les années 1820 à 1914, plus de 17 millions de personnes quittèrent les îles britanniques tandis que le taux d'émigration de la France et de la Belgique surpassa rarement 15 000 et 20 000 émigrants respectivement.*»[3] Les Français et les Belges semblent même préférer émigrer en Argentine et aux États-Unis plutôt qu'au Canada.

Entre temps, dans la province de Québec, les curés n'encouragent pas leurs paroissiens à s'en aller dans l'Ouest. Un des agents de colonisation du gouvernement fédéral en Saskatchewan, Amédée Cléroux de Vonda, répond à une lettre du père Josse, missionnaire

colonisateur à Grande-Prairie en Alberta, dans *Le Patriote de l'Ouest* du 16 mai 1912, en disant: *«Quelle grande vérité vous dites, mon Rev. Père. On a tenu, malheureusement, nos Canadiens dans l'ignorance sur les avantages de l'Ouest - plus que cela - on les a nourris de préjugés.»*[4] Selon le missionnaire-colonisateur Josse, *«la faute, la grande faute, c'est que l'on n'a point assez prêché la bonne croisade parmi les Canadiens Français.»*[5]

Qui est responsable de cette ignorance chez les Canadiens français et de ces préjugés envers l'Ouest? Cléroux accuse le clergé du Québec de nuire aux efforts de leurs confrères de l'Ouest. *«À qui la faute? Uniquement aux partis politiques, aux sectes ennemies de notre foi et de notre langue? Non certainement non, mais à ceux qui avaient mission de faciliter l'accès de nos belles plaines de l'Ouest à nos Canadiens - et non de les en détourner en leur disant: "Bons Canadiens" n'allez pas dans l'Ouest - vous allez y perdre votre langue et votre foi, - vous allez vous faire tuer par les Sauvages; vous allez crever de faim et mille autres fantaisies semblables.»*[6]

Puisque le clergé du Québec déconseille à ses fidèles d'immigrer vers l'Ouest canadien, préférant les voir s'établir à la ferme en Abitibi ou au Lac Saint-Jean, des milliers de Canadiens français choisissent plutôt de s'établir aux États-Unis, dans les grandes villes industrialisées de la Nouvelle-Angleterre. Au début du XXe siècle, plusieurs missionnaires-colonisateurs vont recruter des colons francophones dans ces villes américaines.

Tandis qu'au Québec le clergé s'oppose à l'immigration de ses paroissiens dans l'Ouest, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, d'autres membres du clergé se chargent du recrutement de colons catholiques et français. *«La mission de l'Église catholique est de veiller au bien-être spirituel de ses fidèles. Nulle part est-il stipulé qu'elle doive s'occuper d'immigration. Et pourtant, c'est bien ce qui se produisit dans l'Ouest du Canada. Pendant de nombreuses années, les évêques et les prêtres des différents diocèses se dévouèrent au recrutement de colons en Europe, au Québec et aux États-Unis.»*[7]

Certains membres du clergé, Européens d'origine, tentent d'encourager des Français et des Belges à venir s'établir dans l'Ouest canadien. *«L'abbé Royer fonda Notre-Dame d'Auvergne (Ponteix) en 1907. L'abbé Le Floc'h retourna à sa Bretagne natale pour recruter des colonisateurs et fonda la communauté de Saint-Brieux en 1903-1904.»*[8] Mais ces deux prêtres cherchent plutôt à ne fonder qu'une seule paroisse dans l'Ouest, plutôt que d'en fonder plusieurs.

Par contre, d'autres membres du clergé sont embauchés par les évêques de l'Ouest (Taché et Langevin à Saint-Boniface, Mathieu à Regina, Pascal à Prince Albert et Grandin et Legal à Saint-Albert) uniquement pour recruter des immigrants catholiques et français. *«L'Église de l'Ouest se retrouva dans une situation particulièrement difficile entre 1880 et 1920. Au Manitoba, la proportion des catholiques avait amorcé une glissade désastreuse: d'une bonne moitié qu'elle était vers 1860, elle tomba à 18,6 p. 100 en 1881 et à 13,5 p. 100 entre 1885 et 1891. Le même phénomène s'était produit dans les territoires, où les catholiques ne représentaient plus que 19,2 p. 100 de la population totale lors du recensement de 1885.»*[9] Il est alors important pour les évêques d'encourager une immigration de catholiques français et belges, mais aussi de catholiques irlandais, allemands et ukrainiens.

En Saskatchewan, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, trois missionnaires-colonisateurs vont se distinguer des autres. Il s'agit de Mgr Jean-Isidore Gaire (sud-est), de l'abbé Louis-Pierre Gravel (sud-ouest) et de l'abbé Philippe-Antoine Bérubé (nord-est et centre).

Chapitre deux

Mgr Jean-Isidore Gaire

La première région de Saskatchewan qui reçoit des colons français, à part les communautés métisses de Willow Bunch et Saint-Laurent de Grandin, est le sud-est de la province. C'est dans la région de Bellegarde et Wauchope que l'abbé Jean-Isidore Gaire vient tenter d'établir une colonie française dans l'Ouest. Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface a dit de ce missionnaire-colonisateur: *«Dix prêtres comme l'abbé Gaire réussiraient à fonder un empire catholique et français dans ce pays.»*[10]

Jean-Isidore Gaire est né dans le petit village de Lalaye en Alsace (Bas-Rhin), le 16 novembre 1853. Sa province natale est cédée par la France aux Allemands (Prusse) après la guerre Franco-allemande de 1870. En 1871, il quitte l'Alsace pour faire son séminaire en France. Il est ordonné prêtre à Nancy le 17 juillet 1878. Pendant dix ans, il est curé dans des villages campagnards dans les environs de Nancy.

Il est curé à Loisy-Bezaumont en 1885 lorsqu'il reçoit une brochure d'un missionnaire canadien intitulée *Le Guide du colon français au Canada*. *«Le jeune abbé est conquis par l'idée d'aller là-bas, servir Dieu et ses compatriotes. Il se donne néanmoins deux ans de réflexion avant de mettre son projet à exécution.»*[11] Comme bien d'autres missionnaires de son temps, l'abbé Gaire est persuadé qu'il a reçu un appel de Dieu: *«Ce curé lorrain écrivait à son évêque: "Ce n'est ni l'or, ni la gloire, ni le bien-être qui m'attire au Canada; c'est donc Dieu qui m'y appelle".»*[12]

Trois ans plus tard, en 1888, il quitte la France et se rend à Saint-Boniface où il fait la connaissance de Mgr Taché, archevêque de Saint-Boniface. Il passe un mois avec l'abbé Jolys à Saint-Pierre au Manitoba. *«Il ne tient pas à s'établir près de la Rivière-Rouge, dans une belle paroisse déjà sur la voie de la prospérité; ce qu'il cherche, c'est une région de colonisation où tout reste à faire.»*[13] Il va donc fonder la paroisse de Grande-Clairière à l'extrême sud-ouest du Manitoba, dans une région entre Deloraine au sud et Oak Lake au nord. Il reste à Grande-Clairière jusqu'en 1902, date à laquelle il s'établit à Wauchope.

C'est à Grande-Clairière que l'abbé Gaire exerce son ministère et son rôle de missionnaire-colonisateur. Il se rend en Europe presque chaque année afin de convaincre des Français et des Belges de venir s'établir dans cette région

Photo: Archives de la Saskatchewan

L'abbé Jean-Isidore Gaire.

du sud-ouest du Manitoba ou dans la région du sud-est du district d'Assiniboia. *«Son but était d'établir un bloc de colons français et catholiques dans un triangle couvrant la partie du lac Oak à la Grande-Clairière à l'est, avec à l'ouest, Forget comme limite. Il ne réussit pas à peupler totalement ce triangle avec des colons catholiques français. Cependant, il fut responsable de la création de plusieurs communautés: Cantal, Bellegarde et Wauchope.»*[14]

Jean-Isidore Gaire a du succès en Europe. Dès son premier hiver dans le Nord-Ouest, il est entouré de quatre familles françaises: les Barbot et les Thiévin de la Loire-Inférieure et deux familles alsaciennes. Il y a aussi huit familles métisses à Grande-Clairière. En avril 1989, d'autres familles viennent rejoindre l'abbé Gaire. De la région du Luxembourg belge, il y a les familles Delaite, Stringer et Copet. Et il y a des colons de France: de l'Ardèche, de la Loire, de la Haute-Loire, du Vaucluse, de la Savoie, de l'Île-et-Vilaine et d'Alsace. Maurice Quennelle qui sera le premier président de l'ACFC en 1912 arrive en 1892, ainsi que Cyrille Sylvestre. La plupart de ces colons prendront tôt ou tard des *homesteads* à Bellegarde, à Cantal ou à Wauchope.

Saint-Maurice de Bellegarde

Très rapidement, toutes les terres sont prises dans les environs de Grande-Clairière. En mai 1891, l'abbé Gaire décide de se diriger vers l'ouest pour trouver l'endroit d'une nouvelle mission. *«Mais pendant que nous marchons, en admirant les merveilles de cette nature, le soleil commence à descendre sous l'horizon. Voici venir le crépuscule! Il nous faut suspendre notre course. Nous nous arrêtons sur les bords d'une troisième coulée; un léger filet d'eau y coule sans bruit. Nous sommes alors à 50 kilomètres droit à l'ouest de Grande-Clairière, et déjà à 25 km dans la solitude absolue.»*[15] C'est à cet endroit qu'il va fonder la paroisse de Saint-Maurice de Bellegarde.

Plus tard la même année, certains colons de Grande-Clairière et leur curé se rendent jusqu'à Bellegarde où ils prennent des *homesteads*. Parmi ce groupe on trouve Alphonse Copet, Cyrille Delaite, Joseph Delaite et Cyrille Libert. À cette époque, il y a peu de personnes qui habitent la région. *«Peut-être y avait-il par ci par là quelques colons anglais qui y avaient été attirés par les promesses d'un chemin de fer allant de Brandon à Estevan passant par Gainsborough et Alameda.»*[16]

Le groupe Copet, Delaite et Libert passe l'été 1891 à Saint-Maurice, mais il trouve la situation décourageante. *«Après avoir essayé en vain de défricher la terre d'Alphonse Copet.... ils se découragèrent et retoumèrent à Grande-Clairière. À leur dire, il n'y avait rien à faire à Saint-Maurice.»*[17] L'abbé Gaire n'a toutefois pas l'intention d'abandonner. Heureusement pour lui, une nouvelle famille arrive à Grande-Clairière. Il s'agit de Cyrille Sylvestre: *«... Cyrille Sylvestre prit la décision de quitter sa Haute-Savoie natale alors qu'il approchait la soixantaine, pour se soustraire, lui et ses nombreux enfants, aux mesures anticléricales du gouvernement français à la fin du siècle dernier.»*[18]

Cyrille Sylvestre et ses fils n'ont pas l'intention de se laisser influencer par les histoires du groupe des familles Copet, Delaite et Libert. Ils ont acheté 160 acres à Grande-Clairière, mais ils ont aussi réservé plusieurs *homesteads* à Saint-Maurice de Bellegarde car deux autres fils doivent les rejoindre sous peu.

Vers la mi-juin, en 1892, un nouveau groupe de colons se dirige vers Saint-Maurice. En plus de l'abbé Gaire, de Cyrille Sylvestre et de ses deux fils, le groupe compte les familles d'Honoré George, Fortunat George et Jean-Baptiste Stringer. Ce groupe *«se rend à la "quatrième coulée", étudie attentivement le district à tout point de vue, reconnaît qu'il y a là une terre de grande valeur, des pâturages immenses, du foin en abondance dans les bas-fonds et de futurs bosquets qui ne demandaient qu'une protection*

efficace contre les feux de prairies, pour renaître et se développer: somme toute, une magnifique campagne, arrosée par une coulée admirable aux superbes pièces d'eau, richesse et ornement de la vallée.»[19]

Les colons retournent passer l'hiver à Grande-Clairière; ils reviennent au printemps 1893 et se construisent des maisons à Bellegarde. Ces premières maisons, faites avec de la tourbe, sont construites trois-quarts de kilomètre au nord du village actuel de Bellegarde. Durant l'hiver 1893-1894, une seule famille reste à Saint-Maurice: celle de Jean-Baptiste Moreau. Les autres retournent à nouveau à Grande-Clairière bien qu'on dise que les maisons de tourbe sont chaudes en hiver.

C'est seulement au printemps 1894 qu'on commence à casser la terre et à semer. En plus de Jean-Baptiste Moreau, les familles Sylvestre, Stringer, Carbotte et Revet commencent à cultiver les terres de Saint-Maurice de Bellegarde. Avant la fin de l'été, cinq autres familles viennent les rejoindre: les George, les Tinant, les Legros, les Pierrard et les Stevenot.

Saint-Raphaël de Cantal

Au printemps 1892, l'abbé Gaire, Maurice Quennelle et plusieurs autres colons français et belges se rendent à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Bellegarde et fondent la paroisse de Saint-Raphaël de Cantal.

Les colons mettent trois jours pour aller de Grande-Clairière à Cantal. Après trois jours, ils traversent une piste nord-sud[20]; c'est une ancienne piste des fréteurs métis. À cet endroit, le groupe établit un campement quasi-permanent. Les «wagons» sont placés en demi-cercle. Un feu de prairie a ravagé la région l'été précédent. Le sol est noir et l'abbé Gaire doit leur assurer que l'herbe repoussera pendant l'été.

Le lendemain, les hommes quittent le camp pour chercher les poteaux des arpenteurs, car c'est la seule façon de trouver les limites de leur *homestead*. Ils se placent sur une même ligne droite, à 50 mètres l'un de l'autre. Puis, ils commencent à marcher vers l'ouest. En peu de temps, on aperçoit le premier poteau. La coulée qu'ils peuvent voir à l'ouest du poteau est la coulée de Saint-Raphaël. C'est là qu'on va établir la paroisse de Saint-Raphaël de Cantal. Le ruisseau dans la coulée coule vers l'est, jusqu'à la Montagne de l'Orignal, pour enfin se jeter dans la rivière Souris.

Au cours des premières années, l'abbé Jean-Isidore Gaire va d'une mission à l'autre pour chanter la messe, pour baptiser les enfants et pour bénir les mariages.

Tout en fondant ces nouvelles paroisses françaises dans le sud-est de la Saskatchewan, l'abbé Gaire continue à faire des voyages en Europe pour recruter de nouveaux colons. *«Il en effectuera au moins huit entre 1889 et 1906. En 1901, il parcourt les diocèses de Bretagne, d'où il espère voir venir des milliers de colons. En 1903 et 1904, il donne plus de 75 conférences en dix mois de voyage.»*[21]

En 1901, l'abbé Jean-Isidore Gaire est nommé curé de la nouvelle paroisse de Saint-François-Régis à Wauchope. Entre 1901 et 1910, il réussit à recruter plusieurs familles françaises pour sa nouvelle paroisse. Mentionnons les familles Boutin, Briand, Cousin, Clochard, D'Autremont, Delaileau, Delmaire, Escaravage, Fournier, Guiguet, Huybrecht, Hamel, L'Hotelier, Longefosse, Mansuy, Moran, Mahé, Lenouil, Rogg et Sauvé.

«Après 1907, l'abbé Gaire ralentit quelque peu ses activités dans le domaine de l'immigration et il se contente d'indiquer aux nouveaux arrivants la région de la Rivière La Vieille, soit Gravelbourg et Ponteix, et, plus au nord, la

région de Dana.»[22] En effet, Gravelbourg est fonde en 1906, un an avant l'arrivée de l'abbé Louis-Pierre Gravel, par des familles venues de Cantal.

L'abbé Jean-Isidore Gaire meurt dans son presbytère à Wauchope le 4 janvier 1925 à l'âge de 72 ans, après 37 ans de travail comme missionnaire-colonisateur.

Chapitre trois

L'abbé Louis-Pierre Gravel

Un des buts des missionnaires-colonisateurs de l'Ouest canadien est de rapatrier autant de Franco-Américains que possible. Au Québec, le clergé avait longtemps cru en la mission «d'agriculturisme» de la race canadienne-française, c'est-à-dire que: *«l'agriculture fût "le seul état naturel de ce peuple".»*[23] Cependant, lorsqu'on manque de terres fertiles dans la province de Québec vers le milieu du XIXe siècle, lorsqu'il devient impossible pour les jeunes de s'établir à la ferme, il commence à y avoir une importante migration vers les villes industrialisées de la Nouvelle-Angleterre.

En 1906, Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface nomme un jeune prêtre, Louis-Pierre Gravel, missionnaire-colonisateur pour le sud-ouest de son diocèse. Natif d'Arthabaska au Québec, le nouveau missionnaire-colonisateur connaît bien la situation des Franco-Américains, ayant été curé dans l'État de New York. *«Il fut ordonné prêtre par son oncle, Mgr Gravel de Nicolet en 1892. Puisque le poste de vicaire était très mal rémunéré au Québec, son oncle intervint auprès d'un de ses amis dans l'état de New York et Pietro est affecté à la paroisse Saint-Jean Baptiste de New York.»*[24]

La famille Gravel

Louis-Pierre (Pietro) Gravel est le deuxième fils, le troisième enfant de Louis Gravel, médecin, et de Jessie Bettez. Il est né le 8 août 1868 à Saint-Pierre-les-Becquets, situé entre Québec et Trois-Rivières. En 1878, à la demande de Jessie, le docteur Louis Gravel déménage avec sa famille à Arthabaska, à quelques kilomètres de Plessisville. Arthabaska, c'est le pays de Wilfrid Laurier et la famille Gravel devient vite amie avec le futur Premier ministre du Canada.

Louis et Jessie Gravel seront les parents de quatorze enfants et plusieurs d'entre eux viendront s'établir à Gravelbourg au début du XXe siècle. Le premier fils du docteur Gravel qui vient dans l'Ouest est l'aîné, Sam. Après avoir passé quelques années aux États-Unis, il se dirige vers le Nord-Ouest. *«En 1883, Sam Gravel était rendu au Manitoba. Pendant deux ans, il vit la vie de traiteur et d'arpenteur dans les Territoires du Nord-Ouest avant de s'enrôler dans la Gendarmerie des Territoires du Nord-Ouest* (Police montée) *en 1885.»*[25] Sam Gravel est présent à Regina le 16 novembre 1885 lors de la pendaison du chef métis, Louis «David» Riel.

Photo: Archives de la Saskatchewan

L'abbé Louis-Pierre Gravel.

En 1888, un autre des frères Gravel, Henri, vient rejoindre Sam dans le Nord-Ouest. Comme son frère, Henri devient membre de la Police montée. L'année suivante, il est basé à Prince Albert. Il écrit à Pietro pour lui dire qu'il a fait la connaissance du fameux chef militaire des Métis, Gabriel Dumont. *«J'ai fait connaissance avec Gabriel Dumont à Batoche où il y a un lot de fameux métis et où nous avons couché. Ce sont des métis français; il y en a qui ont des noms anglais mais qui ne le parlent pas. J'ai parlé longtemps à un "Fisher". Il y a 34 ans qu'il est à Batoche. Il m'a dit: "Moi, shu un métif de l'autre bord de la Montagne". Je n'ai pu savoir quelle montagne. C'est peut-être du Montana.»*[26]

Il est peu probable que ce soit Gabriel Dumont qu'il ait rencontré à Batoche. Rappelons que l'ancien lieutenant de Louis Riel s'était réfugié aux États-Unis après la bataille de Batoche et qu'il s'était joint au *Wild West Show* de Buffalo Bill. Selon l'historien George Woodcock, Dumont ne serait pas revenu au Canada, ni à Batoche, avant 1890. *«En 1890, il est finalement retourné en Saskatchewan pour la première fois depuis la rébellion.»*[27] Il est alors possible qu'Henri Gravel n'ait jamais rencontré le vrai Gabriel Dumont, car toujours selon George Woodcock, Michel Dumas, se faisait passer pour Dumont, essayant de recruter des Métis pour reprendre la lutte contre les envahisseurs blancs.

Le fondateur de Gravelbourg

C'est le père Zacharie Lacasse, un missionnaire manitobain, qui recrute l'abbé Louis-Pierre Gravel. Le père Lacasse deviendra recteur du Collège Mathieu de Gravelbourg en 1920. En 1906, il écrit à l'abbé Gravel pour lui proposer un projet de colonisation. *«Je vous propose un projet de Monseigneur Langevin. Il s'agit de s'emparer d'une zone très fertile du sud de la Saskatchewan, d'y fonder une paroisse canadienne-française (...) Je vous envoie une carte où la ligne rouge indique un futur chemin de fer.»*[28]

Croyant pouvoir faire une oeuvre plus utile dans l'Ouest, l'abbé Gravel accepte l'offre de Mgr Langevin. Accompagné de son jeune frère Émile, un étudiant en droit, il se rend à Saint-Boniface. Toutefois, l'archevêque est parti pour Rome et l'abbé Gravel reçoit une lettre du représentant de Mgr Langevin. Cette lettre l'autorise à fonder une paroisse dans le sud-ouest de la nouvelle province de la Saskatchewan.

Le nouveau missionnaire-colonisateur établit son bureau à Moose Jaw où se trouve aussi le bureau des Terres du Dominion. Puis, les deux frères se dirigent vers le sud, vers la région de la Rivière La Vieille. Quelques temps plus tard, Émile Gravel écrit à sa famille à Arthabaska: *«Nous avons localisé une grande vallée fertile à quatre-vingts milles au sud de Moose Jaw. À six milles, il y a cinq ou six familles de "squatters" canadiens-français; et dans les buttes environnantes quelques ranchers.»*[29] Les *squatters* canadiens-français sont un groupe venu l'année précédente de Cantal (voir *Gravelbourg*). Ces *squatters* veulent que le nom de la région soit Gauthierville, puisqu'il y a plusieurs Gauthier dans le groupe, mais l'abbé Gravel nomme la région Gravelbourg.

Les liens d'amitié de la famille Gravel avec le Premier ministre Wilfrid Laurier, ne nuisent aucunement au travail de Louis-Pierre Gravel. C'est même un atout. En février 1907, il est nommé agent officiel de la colonisation par Ottawa. *«Il obtient quatre "townships" pour les colons canadiens-français qu'il va lui-même ramener de l'Est. Le 12 mars suivant, le gouvernement, reconnaissant déjà les services rendus par ce fondateur, donne son nom à la concession qui se peuple autour du bureau de poste qui vient d'être ouvert à Rivière La Vieille. Gravelbourg est né.»*[30]

L'abbé Louis-Pierre Gravel profite de cette amitié pour obtenir des avantages pour la nouvelle paroisse qui porte son nom. *«Mais le "Père Gravel" veillait sur sa colonie. Elle se remplit bientôt de colons de langue française. Qu'on se rappelle la construction des premiers ponts; la construction de la ligne de télégraphe du gouvernement jusqu'à Gravelbourg, et l'installation d'un agent local; la construction d'une salle d'immigration; la construction d'un bureau de poste; l'établissement d'une sous-agence des terres de la Couronne. Tout cela nous est arrivé avant le chemin de fer, et c'est Gravelbourg qui, de préférence aux établissements anglais des environs, fut l'objet de toutes ses faveurs. Pourquoi cette colonie naissante était-elle aussi favorisée? Tout simplement parce que le Père Gravel, son fondateur, veillait sur son berceau.»*[31]

Même quand le Canadien Pacifique décide de construire la ligne de chemin de fer à 20 kilomètres au sud, à Laflèche, l'abbé Gravel est là pour aider sa colonie. Le Grand Tronc (Canadien National) accepte de construire une ligne secondaire à Gravelbourg en 1913. C'est la seule ligne du Canadien National dans le sud-ouest de la province.

L'abbé Gravel caresse le rêve de faire de Gravelbourg un centre d'enseignement du français. Au cours des années suivantes, il voit naître dans le village qui porte son nom le Collège catholique de Gravelbourg (Collège Mathieu), le Couvent des Soeurs de Jésus-Marie (Collège Thévenet), le Jardin d'enfance et le grand Séminaire Mazenod.

Le travail du missionnaire-colonisateur mène aussi à l'établissement de francophones dans d'autres communautés du sud-ouest de la Saskatchewan, comme Coderre, Courval, Mazenod, Laflèche, Ferland et Meyronne. Plusieurs colons attirés par l'abbé Gravel vont même s'établir dans la région de Ponteix.

Louis-Pierre Gravel est rejoint en Saskatchewan par cinq de ses frères (Henri, Alphonse, Maurice, Émile et Guy) et une soeur (Laurianne, Mme Georges Hébert). Le fondateur de Gravelbourg décède le 9 février 1926 à l'Hôtel-Dieu de Montréal. Il était âgé de 57 ans.

Chapitre quatre

L'abbé Philippe-Antoine Bérubé

Il y a plus de francophones dans le nord de la Saskatchewan, dit-on, que dans le sud. Dans le nord, ils ont fondé des villages à l'est de la province (Zénon Park et Saint-Brieux), à l'ouest (Saint-Hippolyte et Butte Saint-Pierre), au centre (Saint-Denis et Prud'homme) et au nord (Debden et Léoville). Une personne qui joue un rôle important dans la colonisation de la partie nord de la province est l'abbé Philippe-Antoine Bérubé.

Il est né dans la région de Rimouski. Ordonné prêtre, il exerce son ministère en Gaspésie pendant quelques années. Puis, il se dirige vers les États-Unis où il est curé dans l'État du Wisconsin pendant cinq ans. En 1907, il offre ses services à Mgr Albert Pascal, évêque du diocèse de Prince Albert. *«L'évêque de Prince Albert saisit l'occasion qui s'offre et le nomme procureur diocésain et missionnaire-colonisateur pour le nord de la province.»*[32]

L'abbé Bérubé cumule les fonctions de missionnaire-colonisateur et de curé de Vonda. Il arrive dans ce village le 17 septembre 1907 et fait immédiatement construire une chapelle. *«En attendant la construction d'un presbytère, l'agent des terres, un certain M. Lerew (c'est bien sûr Leroux à la sauce anglaise), lui offre une chambre où loger tandis que l'hôtelier se charge de lui servir ses repas.»*[33]

Étant installé dans sa nouvelle paroisse, l'abbé Bérubé reprend ses fonctions de missionnaire-colonisateur. Il fait paraître des articles vantant les mérites de l'Ouest canadien dans les journaux du Québec. Il se rend au Québec durant l'été 1908 et il réussit à recruter environ 150 nouveaux colons canadiens-français qui viendront prendre des *homesteads* dans la région de Vonda, Saint-Denis, Prud'homme. *«C'est suffisant pour faire basculer le rapport des forces en faveur du clan français à Vonda.»*[34]

On dit de l'abbé Bérubé que sa grande force n'était ni la finesse, ni la souplesse, ni la réserve: *«sa brève carrière en Saskatchewan a été une succession ininterrompue de disputes de clocher, de récriminations, d'incidents cocasses et de controverses.»*[35]

Dès l'automne 1908, l'agent des terres à Vonda et d'autres mécontents demandent aux dirigeants du diocèse de remplacer le missionnaire-colonisateur, mais environ 125 nouveaux colons signent une pétition en faveur de leur curé.

Photo: Archives de la Saskatchewan

L'abbé Philippe-Antoine Bérubé.

L'abbé Bérubé continue à écrire ses articles pour le recrutement. Dans un article, il propose même que les fonds consacrés aux missions indiennes du Grand Nord soient maintenant utilisés pour la colonisation française. Le clergé du diocèse de Prince Albert ne tarde pas à faire connaître son mécontentement pour de tels propos. «*Ils tiennent à ce que la colonisation "se fasse par des procédés honnêtes; l'Ouest canadien offre assez d'avantages sans qu'il soit nécessaire d'attirer les gens par des promesses irréalisables" ni qu'elle "soit l'occasion de spéculations éhontées".*»[36] L'évêque interdit alors la publication des articles de l'abbé Bérubé avant qu'il n'ait donné son autorisation.

Devant ces réactions, Philippe-Antoine Bérubé entreprend une tournée dans l'Est du pays et dans les États de la Nouvelle-Angleterre en automne 1909. «*Il entreprit sans tarder des tournées de recrutement au Québec et aux États-Unis, et il parvint à attirer vers l'Ouest plusieurs centaines d'ouvriers des filatures de coton de la Nouvelle-Angleterre. Ces Franco-Américains firent souche dans la région de Zénon Park et Arborfield après avoir refusé des terres dans une région moins propice à l'agriculture au nord de Prince Albert.*»[37] En effet, l'abbé Bérubé espérait que ces colons Franco-Américains iraient s'établir dans la région de Debden, à environ 100 kilomètres au nord-ouest de Prince Albert.

Le premier groupe de colons qui vient fonder les communautés de Zénon Park et Arborfield en 1910 vient surtout de New Bedford au Massachusetts. «*Ces pionniers s'appelaient Soucy, Delage, Caouette, Bérubé, Dupont, Dufour, Foucher, Castonguay, Valois, Gélinas, Brisebois, Favreau, Leduc, April, Toutant, Chabot, Bachand, Lebras, Bernetchy, Bouchard, Lacroix, Henley, Goyette et Fournier.*»[38]

La même année, l'abbé Bérubé réussit à convaincre un autre groupe de colons de venir s'établir au nord-ouest de Prince Albert. Ce groupe allait fonder les paroisses de Debden, Victoire, Ormeaux et Shell River. La plupart viennent d'un petit village des Cantons de l'Est, Ham-Nord, dans le comté de Wolfe, à l'est de Montréal et au sud de Québec. Leur nom, on les retrouve encore aujourd'hui dans la région de Debden: Bélair, Bisson, Blais, Chrétien, Couture, Demers, Houde, Labrecque, Lajeunesse, Larose, Lehouillier, Pouliot, Ruel, Sevigny et Tardif. D'autres, comme les Duret et les Lepage viennent de Gaspésie: de Saint-Éloi et Trois-Pistoles.[39]

Une association provinciale

Même s'il a un certain succès avec ses projets de colonisation, l'abbé Bérubé caresse toujours le rêve de voir naître en Saskatchewan une association qui regrouperait les colons francophones.

En 1909, l'abbé Bérubé invite tous les représentants de tous les cercles locaux de la province à une grande réunion à Vonda. Le missionnaire-colonisateur espère suivre l'exemple du Manitoba et former un regroupement provincial des cercles locaux de la Société St-Jean-Baptiste.[40] Alors que la plupart des curés croient que les Canadiens français doivent s'unir pour sauvegarder leur langue et leur foi, l'abbé Bérubé estime qu'il y a une autre raison. «*M. le curé de Vonda affirma que les deux grandes questions autour desquelles nous devions nous unir, c'était la question des écoles et la colonisation.*»[41] En effet, le missionnaire-colonisateur est convaincu que s'il peut établir un bloc de centres francophones dans le nord de la province, les Canadiens français seront plus forts.

Le regroupement des cercles locaux de la Société St-Jean-Baptiste ne se concrétise pas, mais trois ans plus tard, l'abbé Bérubé assiste à une rencontre très importante à Duck Lake. Cette réunion mène à la création de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan.

Lors du congrès de fondation de l'ACFC à Duck Lake, en février 1912, Amédée Cléroux, agent de colonisation du gouvernement fédéral propose l'établissement d'une association de colonisation où des francophones déjà établis dans la province investiraient de l'argent pour aider le recrutement de nouveaux colons catholiques et français. Mais les colons français de la Saskatchewan n'ont pas les moyens d'investir dans une telle entreprise.

C'est donc l'ACFC et *Le Patriote de l'Ouest* qui encouragent l'immigration de colons dans les prairies de l'Ouest et qui appuient les efforts du clergé catholique et des missionnaires-colonisateurs. Au printemps 1912, *Le Patriote de l'Ouest* invite les curés des villages francophones de la Saskatchewan à soumettre des monographies ou descriptions de leurs paroisses afin d'inciter des colons à venir s'établir chez eux. La plupart des communautés répondent à l'appel:

«St-Hippolyte
1. Terre de qualité inégale, point de terre trop inférieur, culture mixte préférablement;
2. Arthur Perron, résidant depuis 7 ans, avait à l'arrivée $300, doit avoir en ce moment $5,000. Moïse Regnier, résidant depuis 4 ans, avait à l'arrivée $500, doit avoir en ce moment $6,000.
3. McAffrey, résidant depuis 6 ans, avait à l'arrivée $2,000, doit avoir en ce moment $15,000.
4. Nous sommes à 10 milles environs du chemin de fer.
5. Il n'y a plus de homesteads mais beaucoup de terres à acheter.
6. Nous avons un bon centre de catholiques de langue française, une église neuve, assez vaste pour de nouveaux venus.

J.B. Jellion, ptre»[42]

En 1927, à l'occasion du 15e anniversaire de fondation de l'ACFC, le nouveau missionnaire-colonisateur pour la Saskatchewan, l'abbé Georges Bilodeau offre cette définition de son poste: *«Il ressort de là que le missionnaire-colonisateur est de par son rôle un conservateur, un cultivateur et un fondateur. Il conserve dans la mesure de ses capacités à sa race les éléments qui se disperseraient; il dirige vers les groupes déjà constitués mais encore faibles ce qui lui est possible de diriger afin que ces groupes atteignent plus vite l'âge de la virilité; enfin il ouvre des centres nouveaux où des groupements plus jeunes ajouteront à l'effort commun la part de leur énergie.»*[43]

Philippe-Antoine Bérubé a raison. L'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan va jouer un rôle important dans la colonisation française, en Saskatchewan.

Le missionnaire-colonisateur, premier curé de Vonda, meurt le 17 avril 1913. Toutefois, le travail de colonisation se poursuit jusqu'à la crise économique des années 30.

Conclusion

Jean-Isidore Gaire! Louis-Pierre Gravel! Philippe Antoine Bérubé! Trois hommes qui ont aidé à attirer des colons de langue française en Saskatchewan. C'est grâce à ces hommes que des communautés comme Bellegarde et Wauchope, Gravelbourg et Coderre, Vonda, Debden et Zénon Park ont conservé leur caractère français jusqu'à nos jours.

Le rôle du missionnaire-colonisateur n'était guère facile, mais il était essentiel pour le développement de l'Ouest canadien.

Notes et références

1 André Lalonde. — «Les Fransaskois : une vue d'ensemble historique et sociologique». — L'Eau Vive. — (1er oct. 1980). — P. 11
2 Ibid., p. 11
3 Ibid., p. 11
4 Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)
5 Ibid.
6 Ibid.
7 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 51
8 André Lalonde. — «Les Fransaskois : une vue d'ensemble historique et sociologique»
9 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 53
10 Extrait des notes sur Saint-Raphael de Cantal. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9.33
11 Richard Lapointe. — «Jean-Isidore Gaire». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 172
12 Extrait des notes sur Saint-Raphael de Cantal. — Archives de la Saskatchewan
13 Richard Lapointe. — «Jean-Isidore Gaire». —100 Noms. — P. 172
14 André Lalonde. — «Les Fransaskois : une vue d'ensemble historique et sociologique»
15 Esquisse historique de Mgr Jean Gaire. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9,7. — P. 12
16 Esquisse historique de la Paroisse de St-Maurice, Bellegarde, Sask. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9,33. — P. 5
17 Ibid., p. 6
18 Richard Lapointe. — «Cyrille Sylvestre». — 100 Noms. — P. 383
19 Esquisse historique de la Paroisse de St-Maurice, Bellegarde, Sask. — P. 9
20 Cette ancienne piste métisse allait du Fort Pelly au Fort Ellice et ensuite à la Montagne de Bois.
21 Richard Lapointe. — 100 Noms. — P. 173
22 Ibid., p. 176
23 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 52
24 «Louis-Pierre Gravel, prêtre-colonisateur». — L'Eau Vive. — (18 avr. 1984). — P. 11
25 Ibid.
26 Les Gravel. — Montréal : Éditions du Boréal Express, 1979. — P. 49
27 George Woodcock. — Gabriel Dumont. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1975. — Traduction. — P. 247
28 Comité historique de Gravelbourg. — Heritage, Gravelbourg - District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987. — P. 395
29 Ibid., p. 395
30 Ouest en Action. — La Trousse historique des francophones de l'Ouest. — 1979. — P. 14
31 Richard Lapointe. — «Louis-Pierre Gravel» . — 100 Noms. — P. 199
32 Richard Lapointe. — «Philippe-Antoine Bérubé». — 100 Noms. — P. 38
33 Ibid., p. 38
34 Ibid., p. 38
35 Ibid., p. 38
36 Ibid., p. 41
37 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 129
38 Ibid., p. 131
39 Roland Gaudet. — Généalogie des familles de Debden. — Archives de la Saskatchewan
40 En 1908, l'archevêque de Saint-Boniface, Mgr Langevin, avait invité les cercles locaux du Manitoba à former une fédération provinciale.

41 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan. — P. 47

42 Le Patriote de l'Ouest. — (18 juin 1918). — P. 8

43 «Quinze ans de vie française». — Document du 15e anniversaire de l'ACFC - 1912-1927. — Archives de la Saskatchewan. — R-dossier brochures

Bibliographie

Comité historique de Gravelbourg. — Heritage, Gravelbourg - District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987

Gaudet, Roland. — Généalogie des familles de Debden. — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Les Gravel. — Montréal : Éditions du Boréal Express, 1979

Woodcock, George. — Gabriel Dumont. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1975

Autres sources

Ouest en Action. — La Trousse historique des francophones de l'Ouest. — 1979

Documents d'archives

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan
Esquisse historique de Mgr Jean Gaire. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9,7
Esquisse historique de la Paroisse de St-Maurice, Bellegarde, Sask. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9,33.
Extrait des notes sur Saint-Raphael de Cantal. — Archives de la Saskatchewan. — Micro R-9.33
«Quinze ans de vie française». — Document du 15e anniversaire de l'ACFC - 1912-1927. — Archives de la Saskatchewan. — R-dossier brochures

Articles de journaux

Lalonde, André. — «Les Fransaskois : une vue d'ensemble historique et sociologique». — L'Eau Vive. — (1er oct. 1980)
Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)
«Louis-Pierre Gravel, prêtre-colonisateur». — L'Eau Vive. — (18 avr. 1984)
Le Patriote de l'Ouest. — (18 juin 1918)